

La garde nationale a écrasé l'émeute au Nicaragua

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 6 2/5; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 350 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 7 esc.; Suède, 2,00 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 75

5, RUE DES ITALIENS 75127 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 Paris Tél. Paris n° 650372 Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Chine et les religions

La cinquième Assemblée nationale populaire chinoise continue de siéger pour discuter des grandes options du régime. Parmi les milliers de Chinois, chinois à l'échelon local, qui participent à ces travaux, il y a plusieurs personnalités religieuses. La présence de deux évêques catholiques à des débats politiques dans un pays où une seule église est ouverte — à Pékin, et pour des offices réservés aux étrangers — peut surprendre. La signification que ces religieux ont appelée à faire au moment où les succès de Mao Tse-toung viennent assaillir leur légitimité n'est cependant pas un fait sans précédent.

En 1949, année de l'instauration du régime révolutionnaire, il y avait plus de cent quarante diocèses en Chine et de nombreuses missions protestantes. Deux ans plus tard, le légat du pape était expulsé et tous les missionnaires étrangers avaient quitté le pays. L'Église n'en continua pas moins d'exister : les catholiques et les protestants étaient autorisés à former des associations patriotiques religieuses. Esprit pragmatique, Chou En-lai encourageait ces associations ; alors que la relative liberté laissée aux bouddhistes et aux musulmans s'expliquait par la nécessité de ménager des minorités nationales éloignées du pouvoir central, l'esprit de conciliation à l'égard des chrétiens visait à rallier certaines élites intellectuelles à la révolution.

Une fois le régime consolidé, cette relative tolérance prit fin. Une ligne dure à l'égard des religieux prévint à partir de 1967, et les fidèles comprirent pendant la révolution culturelle qu'il n'était pas de leur intérêt de se faire remarquer. Le clergé « patriote », qui s'était pourtant élevé chaque fois qu'on le lui avait demandé contre l'impérialisme américain et son « instrument », le Vatican, n'eut plus l'occasion d'affirmer publiquement sa dévotion au régime. Selon la Constitution de 1975, « les citoyens ont la liberté de pratiquer une religion, la liberté de ne pas pratiquer et celle de propager l'athéisme ». Malgré cette liberté de « pratiquer », aucun culte n'est rendu en public.

Le Vatican, qui n'a pas reconnu la Chine populaire et a toujours un représentant à Taiwan, avait d'abord adopté une attitude très tranchée à l'égard de Pékin. Cependant, en 1962, Jean XXIII, sensible aux conseils des évêques qui avaient connu le pays, avait estimé que le mot schisme n'était pas approprié pour parler de l'Église de Chine. Le Saint-Siège a fait savoir depuis qu'il était disposé à étudier la possibilité de reconnaître les évêques « élus » sans son consentement. Il a néanmoins tenu à préciser mardi 28 février qu'il ne « connaît » qu'un seul des deux évêques catholiques remarqués en tant qu'observateurs à la session de l'Assemblée nationale chinoise : Mgr Ignace Pih Chi-shih, âgé de quatre-vingt-neuf ans, déjà en fonctions avant 1949.

Bien qu'il ne faille pas exagérer la portée de l'événement, la présence de personnalités religieuses à la session parlementaire de Pékin peut être interprétée comme un timide début de tolérance. Alors que la presse étrangère soulignait cette évolution, « la Quotidien du peuple » s'en est pris vivement lundi aux universitaires occidentaux « agissant » en coordination avec Moscou pour dénigrer Pékin, et aux étrangers retour de Chine qui ont vu ce pays avec des « lunettes déformées ». Ces remarques ne sont pas nécessairement un signe de durcissement : elles peuvent évaluer dans le cadre d'une évolution « libérale », au titre de laquelle la Chine, sortant de son splendide isolement, tiendrait davantage compte de l'opinion internationale.

LES DETTES DES PAYS PAUVRES

Lire page 32 l'article de M. OLA ULLSTEN ministre suédois de l'aide aux pays sous-développés.

Pas de compromis immédiat à gauche malgré l'intervention jugée positive de la C.F.D.T.

Les dirigeants socialistes partagent l'appréhension favorable que M. Marchais a portée sur les propositions économiques et sociales de la C.F.D.T., propositions qui pourraient donc fournir la base d'un compromis, bien que la M.R.G. y soit opposé.

Les communistes et les socialistes restent toutefois en désaccord sur l'opportunité et l'ordre

Les propositions de la C.F.D.T. serviront-elles, le moment venu, de base d'accord pour l'actualisation du programme commun ? C'est le bulletin du P.S., la Lettre de l'Unité qui pose la question. M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, en campagne électorale à Beaune, y répond indirectement, mais nettement, en assurant à ses électeurs que les querelles de la gauche se termineraient par une réconciliation solennelle propre à frapper les imaginations. Selon lui, le déroulement de la cérémonie a été minutieusement réglé : elle devrait avoir lieu dans la soirée du vendredi 10 mars.

Un compte à rebours inéluctable

Il faut bien dire que les réponses des dirigeants socialistes aux appels du P.C. pour une reprise des négociations avant le premier tour sont moins nettes. Et pourtant, soulignait M. Marchais, mardi soir à Sarcelles, il ne reste que onze jours ! Trop tard, continue de penser M. Mitterrand. Le P.S. n'envisage aucune reprise de la discussion au fond avant le premier tour. S'il envisage et souhaite — une rencontre « au sommet » entre les deux tours, c'est sur des bases limitées : il s'agirait de publier une déclaration commune par laquelle les signataires s'engageraient à soutenir les candidats uniques de la gauche au second tour et à constituer ensuite un gouvernement qui appliquerait les mesures immédiates et à plus long terme sur lesquelles ils sont déjà d'accord.

Pas question de négocier à ce moment-là, et, surtout, en la liant à la composition d'un futur gouvernement de gauche et à l'application des désistements, l'ac-

tualisation du programme commun, comme le réclame le parti communiste. Sur ce problème d'opportunité, le désaccord reste entier. Le « retour » que M. Mauroy constate chez les communistes, le signe d'évolution dans le bon sens que note M. Defferre en prenant connaissance de l'appréciation du P.C. sur les propositions économiques et sociales de la C.F.D.T. n'y changent rien : le compte à rebours du P.S. jusqu'au 10 mars a commencé et semble devoir se dérouler inéluctablement.

Pour autant, les dirigeants de

ce parti ne négligent pas l'intervention de la C.F.D.T. à laquelle se réfèrent le P.C. et la C.G.T. Ils avaient déjà accueilli avec intérêt les propositions de cette centrale syndicale, et M. Mitterrand confirme qu'elles seront utiles, le moment venu. Ce moment-là n'est pas, selon lui, arrivé. M. Robert Fabre, président du M.R.G., est encore plus réservé et demande qu'on ne confonde pas les programmes des syndicats et ceux des partis.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 8.)

Le centre gauche, c'est l'U.D.F.

par RENÉ MONORY (*)

Quand, en 1974, le centre gauche a rejoint le président de la République et décidé de soutenir son action à la tête de l'État, il entendait s'associer à une politique de changement, manifestement soutenue par la majorité des Français. Aujourd'hui, un contexte économique troublé rend la conduite de l'action gouvernementale plus difficile, mais l'objectif reste le même : il faut poursuivre l'effort engagé et appliquer la politique de réforme que le pays appelle manifestement de ses vœux. A Verdun-sur-le-Doubs, le président de la République a défini le bon choix pour la France. Son discours a rencontré un écho profond dans le pays. Car les Français sont gens sérieux ; ils comprennent le poids des contraintes qui pèsent sur l'évolution de notre société

(*) Ministre de l'Industrie, du Commerce et de Paris-Grand.

et ils apprécient qu'on leur dise clairement la vérité. Mais il est aussi évident qu'ils souhaitent très profondément une évolution, car les contraintes et l'effort ne sont pas supportables indéfiniment s'ils ne sont pas éclairés par l'espoir d'un changement. Et aujourd'hui, l'opposition profite de cette aspiration de la nation au changement. Nombreux sont les Français qui se tournent vers elle, non parce qu'ils adhèrent à ses objectifs avoués ou inavoués, mais tout simplement parce qu'ils doutent de la capacité de l'actuelle majorité à conduire une politique de véritable réforme. C'est là que commentent l'ambiguïté et le danger. Car l'opposition qui mobilise à son profit tout un capital de générosité et d'aspirations diffuses, n'offre pas de solutions crédibles et sérieuses.

(Lire la suite page 10.)

L'impact de la situation économique sur les choix électoraux

par JEAN-DOMINIQUE LAFAY (*)

Commentant les résultats d'un sondage de l'IFOP, un organe de presse titrait : « L'emploi et les prix seront les élections » (Journal du dimanche, 4 septembre 1977). Quand on constate que les désaccords à gauche n'ont pratiquement pas modifié les intentions de vote des Fran-

çais, on peut, en effet, légitimement se demander si les événements politiques agissent tant soit peu sur les comportements électoraux et si les facteurs économiques ne sont pas seuls à intervenir.

Cette conviction est assez répandue en Grande-Bretagne. M. Harold Wilson était allé jusqu'à déclarer : « Toute l'histoire politique montre que la popularité d'un gouvernement et sa capacité d'obtenir la confiance de l'électeur lors d'une élection générale dépend du succès de sa politique économique. » (Financial Times du 8 mars 1968). On constate que cette opinion commence à être partagée par la plupart des responsables et partis politiques français. Le président de la République lui-même, lors de son entretien télévisé du 29 avril 1977, déclarait notamment :

« On se dit : mais pourquoi la majorité a-t-elle perdu du terrain ? et on cherche à occuper plus ou moins directement la politique qui a été poursuivie depuis trois ans. Fondamentalement, c'est une erreur de diagnostic. Les difficultés politiques de la France tiennent à la situation de crise économique que nous avons traversée depuis trois ans... A la B.B.C., un mois plus tard, le 20 mai 1977, il affirmait de nouveau : « Les problèmes économiques sont plus importants que les problèmes politiques... Une amélioration des indications économiques... (permettra d') obtenir la victoire électorale de l'actuelle majorité. »

La problématique des Inter-relations entre conjoncture politique et conjoncture économique a été abordée dans les années 40 aux Etats-Unis, mais c'est surtout à partir des années 70 que cette voie de recherche

(*) Professeur à l'Université de Poitiers.

Une « relance concertée » est préconisée par l'O.C.D.E. pour réduire le chômage

Le dollar tombe au-dessous de 2,00 DM

Devant la persistance d'un important chômage dans le monde occidental, l'O.C.D.E. a décidé, mardi 28 février, de relever d'un cran son dispositif anticrise. Au lieu de faire confiance, comme par le passé, à quelque « locomotive » pour « tirer » l'ensemble de l'économie du monde capitaliste, le comité de politique économique du château de La Muette a opté pour une relance concertée, associant au moins quatre pays supplémentaires à l'effort général. Au total, l'O.C.D.E. — dont le comité économique est désormais présidé par le conseiller du président Carter, M. Schultz — demande à dix nations d'œuvrer ensemble pour remonter le pente.

Le dollar a fortement baissé mercredi matin, tombant à moins de 2 deutschemarks à Francfort et 4,71 francs à Paris (contre 4,76 francs la veille). Le franc suisse a, lui, progressé (2,2275 francs français), malgré les mesures prises à Berne pour limiter l'efflux de capitaux.

Le motif officiel de l'« actualisation » de la politique de l'O.C.D.E. est que la situation financière de la plupart des pays membres s'est améliorée ; l'inflation fléchissant, la marche en avant peut reprendre. Cela n'est pas faux ; mais tout donne à penser que la persistance d'un chômage très grave en Occident et l'échec des médecines précédentes ont aussi incliné les experts du château de la Muette à pousser les gaz.

Les « locomotives » n'ont pas vraiment réussi à donner au train des vingt-quatre pays membres de l'Organisation la vitesse de croissance souhaitée pour réduire le sous-emploi. Pire : ces « locomotives » elles-mêmes paraissent s'essouffler. Aux Etats-Unis, les derniers indicateurs sont en baisse, et l'on parle de 4,5 % de croissance cette année, au lieu des 5 % à 5,5 % espérés. En Allemagne, le gouvernement ne veut pas stimuler une expansion qui ne dépasserait guère 3,5 % en 1978. En Grande-Bretagne, les syndicats refusent que l'on s'en tienne aux 2,5 % annoncés et demandent une relance permettant de dépasser 5 %.

Le cas français ne diffère guère des autres : M. Barre continue à donner la priorité à la lutte contre l'inflation, tandis que la gauche, M. Chirac et une partie du patronat préchent la relance, tout en préconisant — à des degrés et sous des formes différentes — une action simultanée contre la hausse des prix. La

question se pose, en réalité, de savoir si l'inflexion préconisée par l'O.C.D.E., en vue de tirer l'Occident d'une léthargie relative, restera un vœu pieux ou sera suivie d'effet.

Elle ne permet actuellement une réponse claire. A Paris, le choix dépend du score des 12 et 19 mars. A Bonn, les démarches de M. Blumenthal ne paraissent pas avoir eu d'écho décisif. En Grande-Bretagne, M. Healey ne semble pas devoir se départir d'une grande prudence, les avantages attendus du pétrole de la mer du Nord se révélant moins importants que prévu. Au Japon, enfin, la concurrence acharnée avec les Etats-Unis conduit à écarter les risques.

Le pouvoir réside ailleurs

A l'évidence, les économies n'obéissent pas au doigt et à l'œil. Il faut, pour les ramener, une ferme volonté politique qui n'existe pas toujours. Condition nécessaire, mais pas suffisante d'ailleurs, la cohérence économique étant indispensable pour réussir en un monde menacé de périls multiples. L'O.C.D.E. peut aider les dirigeants à la réflexion et parfois rapprocher les points de vue. Mais cette utile préparation ne tient pas lieu de décision. Le pouvoir réside ailleurs qu'au château de la Muette... — G. M.

(Lire nos informations p. 30.)

« DISSIDENT MALGRÉ LUI » D'EFIM ETKIND

Etre intellectuel en U.R.S.S....

Peut-on être intellectuel en Union soviétique ? Non en opposition ouverte au régime, comme le fut Soljenitsyne, mais simplement honnête homme, honnête ? Non pas héros combattant, mais universitaire refusant le mensonge et la lâcheté ?

Le livre d'Efim Etkind, « Dissident malgré lui », répond que le système ne le permet pas ; il finit par évacuer, d'une façon ou d'une autre, la brebis galeuse, le « non-conspicuaire », ainsi que l'auteur se qualifie lui-même.

« Venez me voir dans mon bureau. Oui, tout de suite, mieux vaut le faire tout de suite, sans attendre », lui dit ou téléphone le

recteur... « Bon. Faites « encore » ce cours et venez immédiatement. Je vous attends. »

La secrétaire du ton cochant malgré le geste du fonctionnaire chargé d'une méchante besogne et laisse deviner, intuitivement, ou professeur Etkind que ce cours sur Théophile Gautier serait le dernier. Le surindenné, 25 avril 1974, cet homme de cinquante-six ans, — docteur en philologie, spécialiste de langue française et allemande, considéré comme une des gloires de l'Université soviétique — était destitué de son titre de professeur, chassé de l'Institut Herzen de Leningrad où il enseignait depuis vingt-trois ans, privé de ses titres universitaires. Le jour même, on lit savoir aux étudiants, sans autre explication, qu'il était libre ; dorénavant leur professeur ne travaillait plus à l'Institut... Deux semaines plus tard, il était exclu de l'Union des écrivains de Leningrad ; ses ouvrages seront bientôt interdits et détruits. Voué à l'oubli, ne pouvant plus enseigner ni publier, Efim Etkind doit se résigner à quitter l'Union soviétique le 16 octobre 1974 et vient en France où il est nommé professeur de littérature russe à l'université de Paris-X Nanterre et soutient sa thèse d'Etat en Sorbonne.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 23.)

AU JOUR LE JOUR

SERVICE « MILITERRE »

Le parti républicain, que dirige M. Jean-Pierre Soisson, vient de proposer la création d'un « service militaire écologique », où, après avoir été entraînés au maniement des armes et au combat, les conscrits seraient ensuite affectés à un organisme de protection de la nature et d'aménagement du cadre de vie.

Voilà une idée neuve, une proposition originale constituant assurément le premier pas d'une évolution vers une armée verte où les obscurs deviendraient des cache-pot, les chars des moissonneuses, les chenillettes des tondeuses à gazon, les adjudants des caclus, les généraux des plantes vertes et le service militaire un service « militerrre ».

Évidemment, tout cela n'est pas pour demain, mais l'idée fera son chemin et les autres parties devront en prendre de la graine s'ils veulent, comme M. Soisson, marcher aux élections la fleur au fusil.

BERNARD CHAPUIS.

LA RECHERCHE 57, rue de Seine - 75006 Paris - n° 87 - 1375 Belgique : 113 FB Les aérosols par Jacques Lébeyrie La fin de l'Europe ancienne par Maria Gimbutas Comportements et réflexes conditionnés par Ezra A. Ashtavan L'analyse quantitative des images par Jean Serra L'arche de Noé et la science par Pierre Thuillier

سكزا من لاصيل

idées

JEUNESSES

ITALIE: LES DERNIÈRES VAGUES DE L'IDÉOLOGISATION ?

par ROBERT SOLE

DERRIÈRE la place d'Espagne, à Rome, deux adolescents juchés sur le même vélomoteur accostent notre voiture à un feu rouge. « T'es pas 1 000 litres ? » Elles insistent notamment, puis vont s'adresser à un autre automobiliste avec le même désinvolture ennuyée.

Libération de la femme italienne ? Cas de force majeure dans une situation de chômage ? Abandon de toute fierté de la part d'une jeunesse amolée ? Le feu, passé au vert, nous dispensera de franchir. Comment trancher d'ailleurs dans ce pays de contrastes ? L'Italie traditionnelle cohabite avec l'Italie-laboratoire : quand, par exemple, dans une même famille méridionale, le garçon de dix ans « sèche » l'école obligatoire pour aller travailler et que sa sœur, à peine plus âgée, ne rate aucune manifestation féministe.

On dit que les universités débordent d'étudiants depuis que la sélection a été supprimée. C'est vrai, la démocratisation a conduit à un fantastique embouteillage, mais le climat est tel que seuls quelques petits groupes travaillent autour de quelques professeurs. Les facultés sont souvent désertes, la discrimination est pire qu'avant.

Autre paradoxe : on ne parle à longueur de journée que des extrémistes, de gauche ou de droite. Or les dernières élections ont confirmé que la majorité des jeunes Italiens votent communiste ou démocrate-chrétien. Conformistes ? Oui, si l'on s'en tient aux enquêtes statistiques. Cette jeunesse semble partager la morale latine de ses parents. Réaliste, elle manœuvrait aussi bien de grandes perspectives que de grandes indignations. Ses deux inquiétudes principales seraient la catastrophe écologique et la pénurie d'essence. Mais des études plus fines démontrent que la grande coupure n'est pas entre le Nord et le Sud, entre les citadins et les ruraux, entre les riches et les pauvres : c'est l'âge, avant tout, qui différencie les Italiens. Dans ce pays qui n'existait pas il y a un siècle et demi, un Sarde de

dix-huit ans est plus proche d'un jeune Milanais que de son propre père. Sous le fascisme, les jeunes Italiens intéressaient de très près le pouvoir. Après la guerre, on est passé à l'autre extrême : de l'engagement à presque rien. Si, aujourd'hui, on redécouvre cette galaxie négligée, c'est parce qu'elle est au centre de deux phénomènes obsédants — la violence et le chômage.

« La jeunesse », souligne le sociologue Franco Ferrarotti, est un état provisoire. Si on empêche les jeunes de passer à l'étape suivante, ils restent en crise. L'étape suivante, c'est le travail professionnel. Or l'Italie compte 1 600 000 chômeurs, et, chaque année, 200 000 jeunes arrivent sur le marché de l'emploi. Comment en sortir ? L'an dernier, au beau milieu de la contestation, on a adopté une loi spéciale devant fournir une

reorientation professionnelle et des emplois provisoires aux jeunes diplômés. Plus de 600 000 se sont inscrits sur ces listes : 1 500 à peine ont été casés. Le désespoir aidant, cette loi risque de devenir un boomerang. Certains syndicalistes étaient conscients du danger. Voulaient donner une identité sociale à ces jeunes, les les ont regroupés dans une Ligue nationale de chômeurs, puis les ont inscrits en tant que tels dans leurs confédérations, avec la possibilité d'entrer dans les organes dirigeants. Plus de 40 000 adhésions ont été obtenues. Mais après ?

Il ne suffit pas de fonder des coopératives professionnelles de jeunes chômeurs (le Monde du 19 octobre 1977) pour résoudre cet immense problème. Ni le patronat ni le gouvernement n'ont su — pu ou voulu — jouer le jeu.

Une république de grands-pères

Les jeunes sont devenus le point de mire. On les regarde, on les écoute, mais on continue souvent à agir comme si de rien n'était. La crise gouvernementale actuelle en donne une excellente démonstration. Jamais les hommes au pouvoir n'avaient paru aussi dénotés. Et pour cause : les « jeunes loups » de 1945 ont vieilli dans leurs fauteuils. Dans ce pays si jeune, l'âge des principaux candidats à la présidence de la République s'échelonne de soixante-deux ans (M. Aldo Moro) à soixante-quinze ans (M. Ugo La Malfa).

« Tandis que l'Église, de l'autre côté du Tevere, favorise le rajeunissement de ses cadres, nous, nous recourons à la gérontocratie », remarque M. Ferrarotti, le nouveau président de la Montedison, premier groupe chimique italien, qui est septuagénaire. « Et regarder avec quel intérêt les plus modernes de nos journaux viennent de célébrer les soixante-dix ans de Moro, les soixante-dix ans d'Amendola... C'est une république de grands-pères. Seuls les morts échappent à ce sort. Chez nous, le pouvoir n'est pas conçu pour durer. »

Il est vrai qu'un parti communiste se vieillissement ne se vérifie pas. On est toujours frappé en province par le jeune âge des secrétaires de fédération. Mais la politique de compromis qu'ils incarnent n'est pas susceptible d'enthousiasmer des Italiens de quinze ou vingt ans. La crise gouvernementale d'été, semblait-il dans les arguments. Rien n'est plus étranger aux jeunes que cette lenteur exaspérante qui cette année a retardé d'avoir « tout et tout de suite ». Ils ne peuvent se reconnaître en aucun des négociateurs qui rivalisent de byzantinisme. En Italie, un Chirac — de gauche ou de droite — ferait peut-être un malheur.

Les compromis de la classe dirigeante finissent par avoir des répercussions dans les familles. Un médecin communiste, père d'une lycéenne de quatorze ans qui lui fait voir les étoiles en plein

midfi, avoue son désarroi : « Pour un jeune, il faut que les choses soient claires — noir ou blanc. Comment pouvez-vous élever un enfant dans le pasticcio (semitrouillonné) actuel ? » Sa fille reste hors-jeu et le montre bien : en récusant que certains « radios libres » d'extrême gauche ; en adoptant avec ses amis un langage codé « d'une pauvreté navrante » ; en revêtant chaque jour « un uniforme à base de jeans qui l'inspire dans une famille politique bien déterminée et lui permet de se tenir à l'écart des fascistes, lesquels portent aussi des jeans mais, parait-il, d'une autre façon ».

Cette nouvelle extrême gauche (« le Mouvement ») s'est révélée, au début de 1977, avec la révolte universitaire. On devait la retrouver à Bologne, en septembre de la même année, dans un grand colloque contre la répression. Après quelques tâtonnements, les spécialistes ont réussi à la cerner et à la distinguer des années de 1968. Tout a été dit sur elle. Sa hanche de chômage et ses revendications très matérielles (un logement, un pré-salaire) : son opposition aux syndicats défectueux de l'Italie qui travaille ; sa haine des dirigeants communistes, et traités de la classe ouvrière et des marginaux ; son inculture, son isolement, son désespoir, son recours à la violence... Qu'on y voit une nouvelle forme d'apolitisme ou au contraire une « superpolitique » n'apporte rien de plus.

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, ce sont aussi des jeunes qui tiennent le haut du pavé. Le Mouvement social italien de M. Giorgio Almirante s'est coupé en deux. Les notables modérés l'ont quitté, laissant le champ libre aux activistes. Phénomène notoire : ce sont les tout jeunes, de quinze ans parfois, qui vont faire le coup de poing — ou le coup de feu. Comme leurs adversaires, ils haïssent le régime « démocratique » et nourrissent, comme eux, des projets irréalisables, complètement coupés de la réalité.

Solidaires ou individualistes ?

Numeriquement, les deux extrémismes représentent peu de chose. Si celui de droite évoque le déjà vu, on peut se demander dans quelle mesure le « Mouvement », qui ne compte qu'une frange violente, représente la jeunesse italienne. Question difficile, à laquelle nul n'est capable de répondre. Une enquête récente, conduite par M. Gabriele Calvi, professeur à l'université de Florence, a montré que les jeunes âgés de dix-huit-vingt-quatre ans ne se caractérisaient pas par des aspirations socialistes (justice, participation), mais par des valeurs individualistes : « anarchisme, permissivité, émancipation ». Et sans doute est-ce plus net encore chez les moins de dix-huit ans.

M. Ferrarotti affirme pour sa part : « Les jeunes Italiens d'aujourd'hui sont des conformistes d'origine qui passeront directement à l'irrationnel. Abandonnés par les adultes, ils appellent à l'aide, cherchent désespérément à se faire remarquer, incapables de passer d'une protestation à un projet, ils attendent Godot. »

On a peine à retrouver dans toutes ces remarques amères les centaines de milliers de jeunes qui militent dans les trois courants culturels italiens : catholique, marxiste et laïc (avec, pour ce dernier, le petit parti radical, défenseur des libertés civiles) ou même simplement les milliers de jeunes qui s'adonnent au théâtre avec passion dans tout le pays. Ne noierait-on pas un peu trop le tableau, laissant à l'arbre — le Mouvement en l'occurrence — le soin de cacher la forêt ?

M. Achille Occhetto, responsable du P.C.I. souligne que les communistes ont reconstruit deux de leurs points de vue. D'abord, ils n'appréhendent plus la nouvelle génération comme un tout. « Si les jeunes se ressemblent par leur langage, leurs sensations, ils ne sont pas aussi politiquement. En tout cas, l'unité ne peut naître que de la dialectique et de la confrontation. » Deuxième rectification de tir : après avoir vainement essayé de noyer le « Mouvement », le P.C.I. favorise maintenant la construction d'un

autre mouvement, pluraliste et non violent. M. Occhetto reconnaît que la Fédération de la jeunesse communiste — en difficulté comme celle des autres partis — s'est sentie « frustrée » au cours des derniers mois, et qu'il faut maintenant « changer de langage, trouver un nouveau rapport entre la politique et la vie ».

Ce rapport avait été trouvé jadis dans les paroisses et les associations catholiques. Un nouveau mouvement, Communione e liberazione, pense l'avoir retrouvé en contondant souvent l'Église et la société. Ses membres surfont durs et non violents se multiplient. Mais beaucoup d'observateurs n'y voient en ce mouvement qu'un « extrémisme du centre », dépassé, et ne croient pas à son avenir.

Le Père Bartolomeo Sorge, directeur de l'influente revue jésuite *Civiltà cattolica*, vient de sillonner l'Italie dans tous les sens. Sa conclusion va à l'encontre des sondages qui déblatèrent sur les dangers des individualismes et portés à l'anarchisme. Elle s'oppose aussi à l'image d'une jeunesse divisée en plusieurs blocs mentaux. « Nos trois cultures (catholique, marxiste et laïque) sont entrées en crise, dit le jésuite. Mais de nouvelles valeurs émergent, la solidarité, le grincement de la roue, etc. Ce sont ces valeurs qui permettent de reconstruire le tissu social du pays, au-delà des barrières idéologiques et du confessionalisme religieux. »

« Soit-elles vraiment partagées par la majorité des jeunes ? Le Père Sorge en est convaincu. Ces valeurs sont en train de mûrir, même dans l'irrationnel. Les extrémismes sont les dernières vagues d'une idéologisation. On doit se rendre à l'évidence : le temps des affrontements idéologiques est fini ».

L'ÉCOLE TÉLÉVISÉE

Sous le titre « L'école et le petit écran », Mme Mirella Chialvo écrit dans le Monde du 19 janvier : « Un jour, on aura peut-être inventé un système scolaire fondé sur l'écran. On en a élaboré un au dix-neuvième siècle fondé sur le livre. Mais il est vrai qu'il y avait quatre siècles entre Gutenberg et les Ferris. »

M. Pierre Lapierre, sous-préfet de Sainte-Ménéhould, nous adresse, à ce sujet, la lettre suivante :

Le vœu de Mme Chialvo est déjà réalisé à Niamey, au Niger, à 4 000 kilomètres de distance. Depuis une dizaine d'années, les écoles de Niamey ont un enseignement télévisé. L'usage des élèves des écoles primaires. Les experts de l'UNESCO, du Brésil, du Japon et l'Institut de la recherche de l'Unesco ont été très intéressés à la télévision scolaire nigérienne. Ce qui fait bien continuer d'appeler une expérience car elle ne porte pas sur un système de certaines d'élèves, à un insupportable mérite de résumer les arguments avancés contre la télévision scolaire.

Passivité de l'élève, qui, fasciné par le petit écran, reçoit l'émission sans y participer ; — Coupure du milieu naturel de l'enfant à qui l'on offre des images d'un monde artificiel ; — Rôle secondaire du maître, réduit à l'état de surveillant ou de manipulateur pressé-boutons.

A l'origine, les autorités nigériennes ont recherché un moyen de promouvoir une scolarisation rapide avec des maîtres dotés d'un bagage de connaissances générales et pédagogiques extrêmement faible ; de ce point de vue, les conditions ont changé en raison de l'effort consenti par le Niger pour former des enseignants : la télévision scolaire est née des efforts d'une équipe de réalisateurs français et nigériens qui ont travaillé en stimulant deux rêves de conduite :

— Ne pas couper l'enfant de son environnement géographique, social et culturel ; les émissions sont réalisées sur place par des animateurs connaissant bien le pays ; — Respecter le rôle primordial de l'enseignant ; le maître prépare son cours en fonction de l'émission, c'est grâce à ses efforts qu'elle n'est pas dans l'esprit des élèves un souvenir fugace.

Les émissions s'adressent uniquement à des enfants de classes primaires de la périphérie de Niamey : une classe pilote, à proximité immédiate du studio, permet de tester les réactions des enfants ; telle était la situation que j'ai observée en 1972.

Témoignage

Les premiers jours à la caserne

Les articles publiés dans ces colonnes sur le service national (le Monde du 26 janvier) ont incité un de nos lecteurs, effectivement sous les drapeaux, à nous faire part de ses propres réflexions.

TOUT commence par un ordre d'apais. On regrette, bien sûr, de partir déjà, mais comme on ne sait pas bien ce qui peut nous attendre, le départ n'est pas trop pénible. L'arrivée dans la caserne surprend. On ne s'attendait pas à tant de détermination pendant le circuit d'incorporation. Mais, dès l'affectation établie et les paquets rangés, le ton change vite. De monsieur, on passe brutalement à soldat X... ce qui échoue d'accabler le moral déjà bien éteint par la coupe de cheveux. Et la course à la déshumanisation commence.

On n'est pas de manoeuvrer les armes sous la pluie, la neige ou le vent, mais de réviser quand on pense à la finalité de toute cette instruction. Ce n'est certes pas pour le plaisir de faire dix trous dans un carton que l'on tire... sur tout quand le cible est une silhouette qui s'inspire de l'armée russe. Mais jusqu'à, on peut encore se dire que c'est le but d'une armée et que cette société a donc tout de même un peu de sens. On fait des manoeuvres et que l'on couche sans tenir quel que soit le temps, quand il fait court sur 10 kilomètres pour 20 kilomètres de marche, quand on se fait insulter à tout bout de champ, quand on doit élever les semelles de chaussures, on commence à se poser des questions et à voir le moral baisser.

Le plus dur, c'est de constater le changement des camarades incorporés en même temps

que soi. On dirait que l'armée a le pouvoir de faire ressortir les vices latents dans la vie civile : la violence, la faiblesse, l'indifférence. Du fait que l'on est constamment confronté à des personnes dans un espace réduit, les gens se ferment et deviennent hargneux pour préserver leur intimité. On devient un individu isolé qui utilise toutes sortes de moyens pour acquiescer les meilleures conditions de vie, et surtout de tranquillité.

Au début, l'ambiance est plutôt à l'amitié entre copains. Mais, au fur et à mesure que les jours passent, chacun prend ses distances et se préserve, avec hargne même, son intimité.

L'armée réussit à nous détacher à ce que l'on fait, même si l'on n'est pas toujours d'accord, et la tâche se fait dans l'insécurité du devoir à accomplir. Ce que je fais, c'est moi qui le fais et pas un autre. Les tir-au-flanc sont partout et nulle part. On est toujours l'impression d'un faire deux fois plus que le voisin, d'où une certaine méfiance vis-à-vis de lui. Bien sûr, on est toujours prêt à aider, et dans les marches, celui qui court à vite son essai à dos pris par un autre.

L'armée est un lieu d'apprentissage inverse au civil. Toutes les choses que l'on ne fait pas au-dehors sont faites dans la caserne. Le dévouement, de ce côté, est total, et pourtant il nous libère peu. Une discipline sévère empêche l'individu de s'épanouir ; il se voit filtré en fins rayons, une plante ne pousse pas : il est étalé des appels qui, devant être « heureux » et « épanouis », sont faibles et « bisés ».

Réplique à... Alain Reno

Nous avons publié, dans le Monde du 19 janvier, votre réplique à l'article d'Alain Reno, « No future », paru dans nos éditions du 12 janvier. Une de nos lectrices, Vous et toute une jeunesse de l'Essai, nous fait part de son tour de ses réflexions.

Vous vous répandez en lamentations sur la vieille Europe décadente, théâtre de bêtise et de violence, théâtre de souffrances et d'ennui, théâtre sans intérêt. Pourquoi couper les ponts avec le passé et le futur, et se laisser aller à une seule chose : vous faire avancer, fuir en avant ; la peur de votre ombre !

Pourquoi toujours lancer en arrière, pourquoi jérémier sans cesse, pourquoi assassiner sans cesse vos rêves et vos espoirs ? Pourquoi couper les ponts avec le passé et le futur, et se laisser aller à une seule chose : vous faire avancer, fuir en avant ; la peur de votre ombre !

Vous parlez de « jeunesse éré-actrice », dégoûtée et malade, une jeunesse du ressentiment, de la mauvaise conscience et du nihilisme. Ne pouvez-vous apprendre la seconde innocence de ce dieu mort, le « oui » de l'enfant dont parle Nietzsche dans les trois métamorphoses, le rire savant de ces deux intellectuels ? Comment ! Prométhée est tombé sur un bec ? Comment ! la révolte de ce surhomme contre le dieu mort, le « oui » de l'enfant dont parle Nietzsche dans les trois métamorphoses, le rire savant de ces deux intellectuels ?

Vous parlez de « jeunesse éré-actrice », dégoûtée et malade, une jeunesse du ressentiment, de la mauvaise conscience et du nihilisme. Ne pouvez-vous apprendre la seconde innocence de ce dieu mort, le « oui » de l'enfant dont parle Nietzsche dans les trois métamorphoses, le rire savant de ces deux intellectuels ? Comment ! Prométhée est tombé sur un bec ? Comment ! la révolte de ce surhomme contre le dieu mort, le « oui » de l'enfant dont parle Nietzsche dans les trois métamorphoses, le rire savant de ces deux intellectuels ?

Alors ! vous ne serez pas le premier à vouloir faire mourir votre siècle avec vous-même, et à confondre l'apocalypse universelle avec votre propre disparition. Vous êtes faible, malade, vous avez peur des instants destructeurs qui se trouvent en tout homme et en vous — qui se sont déchainés en des personnages comme Hitler et Staline — que

le Monde

Tchécoslovaquie

Une curieuse affaire

« Une curieuse affaire » est un roman de l'écrivain tchécoslovaque Milan Kundera. Le roman raconte l'histoire d'un homme qui se réveille un jour dans un hôpital et découvre qu'il est le seul survivant d'un accident d'avion. Le roman explore les thèmes de l'identité, de la liberté et de la responsabilité.

Espagne

« Les acteurs de la troupe de M. Reno ont été arrêtés ».

Finlande

« Le Parti ouvrier finlandais refuse de participer au prochain gouvernement ».

Un événement dans la vie et de la

« Un événement dans la vie et de la » est un roman de l'écrivain tchécoslovaque Milan Kundera. Le roman raconte l'histoire d'un homme qui se réveille un jour dans un hôpital et découvre qu'il est le seul survivant d'un accident d'avion.

LE PARTI OUVRIER FINLANDAIS REFUSE DE PARTICIPER AU PROCHAIN GOUVERNEMENT

« Le Parti ouvrier finlandais refuse de participer au prochain gouvernement ».

Un événement dans la vie et de la

« Un événement dans la vie et de la » est un roman de l'écrivain tchécoslovaque Milan Kundera. Le roman raconte l'histoire d'un homme qui se réveille un jour dans un hôpital et découvre qu'il est le seul survivant d'un accident d'avion.

ALAIN PRATE

LES BATAILLES ECONOMIQUES DU GENERAL DE GAULLE



Les péripéties peu connues d'un combat capital

COLLECTION espoir

PLON

مركز من الاصل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

LES TENSIONS EN EUROPE

Tchécoslovaquie

Une curieuse affaire

Depuis la mi-janvier, la population se demandait pourquoi, à Prague comme dans d'autres villes tchécoslovaques, la police était encore plus active que d'habitude.

Une dizaine de personnes furent arrêtées à la fin janvier, notamment MM. Vaclav Novotny, ancien correspondant de la radio à Bonn, Merganc et Dvorak, signataires de la Charte 77.

AMBER BOUSOGLOU.

Espagne

Quatre acteurs de la troupe de M. Boadella ont été arrêtés

De notre correspondant

Madrid. — Quatre acteurs de la troupe d'Elis Joplars (les Jongleurs) sont sous les verrous.

L'un d'entre eux, M. Gabriel Renom, a été arrêté mardi à Gérone alors qu'il s'apprêtait à jouer.

Le président du tribunal militaire a décidé de suspendre le procès en raison de l'absence de deux des six accusés.

Les deux acteurs en fuite risquent d'être jugés pour « rébellion ».

Finlande

LE PARTI SUÉDOIS REFUSE DE PARTICIPER AU PROCHAIN GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Helsinki. — Les cinq partis communiste, social-démocrate, centre, libéral et suédois — qui soutenaient au gouvernement le candidat de M. Sorsa.

Le parti suédois s'est déclaré opposé au projet de réforme constitutionnelle inclus dans le programme.

LES ASSURANCES « ANTI-ENLEVEMENTS » FAVORISENT L'ÉVASION DE CAPITAUX

(De notre correspondant.)

Rome. — Des perquisitions ont été faites dans une dizaine de bureaux d'assurances de Florence et Milan dont les propriétaires sont poursuivis par la justice.

Une rançon de 1 milliard de lires

L'affaire n'aurait pas tant occupé les journaux et plusieurs victimes de rapt récents ne figuraient sur la liste.

A partir de là, toutes les suppositions sont possibles. N'y avait-il pas parmi les assureurs un espion qui renseignait les bandits ?

Le parquet de Milan observe, pour sa part, la plus grande réserve et affirme que son action ne vise pas le moment que l'évasion de capitaux.

Italie

Coopératives « sauvages » dans la province de Rome

De notre correspondant

Rome. — Quatre drapeaux rouges encadraient la maison au toit crevé, ne laissant aucun doute sur les convictions politiques de ses habitants.

La société visée est l'Assurance Brokers, qui avait établi auprès de la Lloyd's de Londres des polices « anti-enlèvements » pour plusieurs dizaines d'industriels lombards.

Depuis de tout, et ne pouvant obtenir aucun crédit, les vingt squatters s'avaient de surcroît aucune compétence en matière agricole.

« Nous voulons arriver à un statut cinq fois plus élevé, et employer le plus de monde possible », affirme Battista, l'étudiant barbu qui fait la cuisine et continue ses études le soir.

Si la coopérative de Montemario cherche encore sa voie au milieu de mille difficultés, celle de Castel-di-Decima, au sud de Rome, est la plus avancée de la province.

Les squatters de Montemario n'oublieront pas de s'opposer à l'arrivée imminente de six tracteurs, un beau jour, pour leur donner, gratuitement, un coup de main.

ROBERT SOLÉ.

A Belgrade

Les Occidentaux et la Roumanie présentent deux nouveaux projets

De notre correspondant

Belgrade. — Deux nouveaux projets de document de clôture ont été déposés mardi 28 février à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) pour la sortie de l'im-

passé où elle se trouve depuis plusieurs semaines.

Le premier, présenté par les Occidentaux, dont la France, était attendu. Ce document de travail de deux pages, le plus court du genre, énumère d'une façon incomplète ce qui s'est passé depuis l'ouverture de la conférence le 4 octobre.

Le projet occidental se prononce pour une nouvelle réunion de la C.S.C.E. à Madrid en février 1979, après un mois de préparation.

Le même jour, alors que nul ne s'y attendait, la Roumanie a présenté un autre projet de document de clôture.

Il est impossible à l'heure présente de prévoir le sort qui sera réservé aussi bien au projet de l'OTAN qu'à celui de la Roumanie.

PAUL YANKOVITCH.

M. Stobbe, bourgmestre de Berlin-Ouest s'est entretenu pour la première fois avec l'ambassadeur soviétique en R.D.A.

De notre correspondant

Bonn. — Pour la première fois depuis qu'il est devenu bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Dietrich Stobbe a rencontré mardi, M. Abramssimov, ambassadeur soviétique à Berlin-Est.

Il est probable aussi que M. Abramssimov a voulu s'entretenir avec le bourgmestre avant l'automne.

Un autre problème concerne un éventuel voyage du bourgmestre de Berlin-Ouest en U.R.S.S. Le prédécesseur de M. Stobbe avait accepté une invitation en ce sens.

DIPLOMATIE

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT ASSURE QUE L'U.R.S.S. N'A JAMAIS VIOLÉ L'ACCORD SALT I

De notre correspondant

Washington (A.F.P.). — L'Union soviétique n'a jamais violé l'accord Salt-I sur la limitation des armements stratégiques.

Selon ce rapport les Etats-Unis ont soulevé à huit reprises des questions auprès de l'U.R.S.S. pendant les cinq années de l'accord Salt-I.

Les protestations de Washington ont porté par exemple sur la mise en place de nouveaux silos contrairement à l'accord, mais il s'est avéré qu'ils étaient destinés à des centres de contrôle.

Cependant, dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire américain Aviation Week, citant des sources autorisées, assure que l'U.R.S.S. a activement en service deux sous-marins porteurs de missiles balistiques de plus que le maximum autorisé.

Les premiers jours à la caserne

Alain Reno

Advertisement for 'CHOISIR LA CAUSE DES FEMMES' featuring GISELE HALIMI and GRASSET. Text includes 'Un événement sans précédent dans l'histoire des femmes et de la politique française'.

Handwritten text in a box at the bottom of the page.

AFRIQUE

LE CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario demande au gouvernement français de «cesser son intervention»

De notre envoyé spécial

Tindouf. — Les Sahraouis ont célébré avec un faste sans précédent, en présence de nombreuses délégations étrangères, le deuxième anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D. (République arabe sahraouie démocratique), le 27 février 1976. Les cérémonies se sont déroulées à quelques heures de la Tindouf, en Land Rover.

De nombreuses banderoles dénonçaient «l'intervention militaire française contre le peuple sahraoui», les défilés à l'occasion de la proclamation de la R.A.S.D. ont été prononcés, M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, a repris ce thème, mais sur un ton modéré, et a lancé un appel au gouvernement français lui demandant «de cesser son intervention pour préserver les biens d'amitié avec le monde arabe».

De même, au cours d'une conférence de presse tenue dans la nuit, M. Mohamed Lamine, premier ministre de la R.A.S.D., a fait plusieurs «ouvertures» en direction de Paris. Interrogé sur

les Jaguar français en Mauritanie, il a déclaré : «Si le gouvernement français décide de les retirer, cela ne pourra être interprété que comme une bonne intention traduisant la volonté de la France de préserver la paix dans la région et d'assumer sa responsabilité de puissance mondiale».

M. Lamine s'est également félicité des déclarations de M. Mitterrand selon lesquelles la France manifesterait sa neutralité au cas où la gauche accèderait au pouvoir.

Faisant apparemment allusion à un éventuel arrangement avec Nouakchott, M. Lamine a précisé que les Sahraouis ne sont pas hostiles à l'égard de la France, mais que cette unité ne peut être imposée par les chars et le napalm.

Un autre geste à l'égard de Paris a été remarqué : une scène représentant d'une façon déplaisante, M. Giscard d'Estaing en compagnie de Hassan II et de M. Ould Daddah a été supprimée d'une pièce de théâtre jouée au cours des festivités.

PAUL BALTA.

Mali

Trois membres importants du «Comité militaire» ont été arrêtés pour «haute trahison»

Bamako (Reuter). — Le «Comité militaire de libération nationale» a décidé d'arrêter les ex-lieutenants-colonels Kissima Doukara, Karim Dembele et Tiécoro Bakayoko, respectivement ministre de la défense, de l'intérieur et de la sécurité, ministre des transports et des travaux publics, et directeur général des services de sécurité, «pour haute trahison, diffusion de secrets d'Etat, menaces et spéculation», a annoncé, mardi 28 février, le colonel Moussa Traoré, chef de l'Etat. Il a ajouté que l'on allait «immédiatement approfondir le contrôle de la gestion» des départements ministériels et des services respectifs des intéressés. Il a indiqué que l'ancien lieutenant-colonel Kissima Doukara, président de la commission nationale d'aide aux victimes de la sécheresse, avait «trahis le régime de manière frauduleuse, les ressources provenant de la vente des céréales» aux populations. A cause de cela, il a ajouté, «le gouvernement doit, à certains égards», la bagatelle de plus de six cents millions de francs maliens.

Parlant de l'ex-lieutenant-colonel Tiécoro Bakayoko, le chef de l'Etat a estimé qu'il était «inutile d'appliquer sur son cas, tant ses agissements sont connus de tous... personnellement la terreur et la mort», a-t-il souligné. De l'ancien lieutenant Karim Dembele, le chef de l'Etat a dit qu'il laissait le soin aux Maliens de constater ce qu'il a pu réaliser en si peu de temps et à Bamako et à Koulikata (sa ville natale), et à l'extérieur.

«De tels hommes, bien entendu, ne voyaient que leurs intérêts personnels et c'est pourquoi l'armée, qui ne pouvait plus laisser ces terribles terreur, a décidé de prendre toutes ses responsabilités face à notre peuple et face à l'histoire», a encore déclaré le colonel Moussa Traoré.

C'est donc une véritable révolution de palais qui vient de se passer au Mali. Les trois personnalités arrêtées étaient considérées comme des membres importants du comité militaire de libération nationale (C.M.L.N.), qui a renversé le régime de Modibo Keita le 19 novembre 1968.

Sénégal

Le président Senghor est réélu avec 82 % des suffrages

De notre correspondant

Dakar. — Les résultats définitifs des élections du dimanche 26 février (sous réserve de confirmation par la Cour suprême) ont été rendus publics, mardi, en fin de matinée, par le ministère de l'Intérieur.

Le président Senghor, réélu à la tête de l'Etat, a obtenu 82,02 % des voix. M. Abdoulaye Wade n'en recueillant que 17,98 %, et les bulletins nuls représentant 0,00 %.

Aux élections législatives, les pourcentages sont analogues. Avec 83,46 % des voix, le parti socialiste enlève quatre-vingt-trois sièges à la nouvelle Assemblée nationale, tandis que le parti démocratique sénégalais (17,12 %) aura dix-sept députés. Le parti africain de l'indépendance (0,32 %) n'a pas de députés.

En ce qui concerne, enfin, les conseils municipaux, un seul, celui de la petite ville d'Oussouye, en Casamance, sera contrôlé par le P.D.S.

Les abstentions ont été, finalement, beaucoup plus importantes que prévu : 37,05 % des inscrits à l'élection présidentielle, et 37,38 % aux législatives. Le ministre de l'Intérieur a fait remarquer

que «ces pourcentages étaient analogues à ceux observés dans les grandes démocraties occidentales».

A cette sérénité affichée par le pouvoir, l'opposition répond en exprimant de plus en plus ouvertement son mécontentement et sa ferme volonté de ne pas s'incliner. Ne souhaitant aucunement jouer les «faux-vois» du régime — ce dont les accusent depuis longtemps l'opposition — les dirigeants du P.D.S. hésitent entre la démission en bloc de leurs députés et le boycott de la future Assemblée nationale. Tout en attendant le verdict de la Cour suprême sur leur requête en annulation, qui sera rendu dans une quinzaine de jours, ils envisagent d'organiser de multiples meetings de protestation auxquels tous les autres opposants pourraient s'associer.

De leur côté, MM. Cheikh Anis Diop et Mamadou Dia, qui avaient, l'un et l'autre, été au boycottage des élections, proclament hautement leur satisfaction. «Les 37 % d'abstentions n'ajoutent que 20 % environ de nouveaux sièges à la présidence», dit M. Diop, qui le Rassemblement national démocratique, en dépit du fait qu'il n'a pas pu faire ouvertement campagne, se déclare «très satisfait». Nous allons donc continuer plus que jamais à développer nos activités au grand jour, sans tenir aucun compte de l'insécurité qui nous frappe, et nous verrons bien ce qu'il nous faudra faire pour le pouvoir».

Quant à M. Majhemout Diop, le secrétaire général du P.A.I., il a résumé assez bien ce que souhaitent à penser un certain nombre d'observateurs, en déclarant au quotidien national le Soleil : «Ces élections sont marquées par le régime, parce que leur déroulement donne raison à l'opposition illégale, qui ne prenait pas le scrutin au sérieux».

Ces réactions traduisent, par leur vivacité, la déception de ceux qui regrettaient de n'avoir pas eu la possibilité de briguer les suffrages. M. Abdoulaye Wade doit reconnaître, ce mercredi, que même si le président Senghor, à la demande de ce dernier, il n'est peut-être pas exclu que cette entrevue soit l'annonce d'un certain retour au calme. Le P.D.S. n'ayant aucun intérêt à courir le risque d'être débordé par des éléments de l'opposition illégale, qu'il lui serait très difficile de contrôler une fois qu'il les aurait conviés à manifester derrière lui.

PIERRE BIARNES.

● Une déclaration de M. Boujet (L) — L'exemple de Mayotte illustre «les défis lancés à l'Afrique par les pays colonialisés qui restent leurs responsables», a déclaré mardi soir 28 février, à Tripoli, M. Abdoulatif Boujetika, ministre algérien des affaires étrangères, lors de la cérémonie de clôture du trentième conseil des ministres de l'O.U.A. — (A.F.P.)

A travers le monde

Canada

● M. DENIS VAUGROIS, député du Parti québécois (indépendantiste) de la ville de Trois-Rivières, a été nommé, mardi 28 février, ministre des affaires culturelles dans le gouvernement de M. René Lévesque, au Québec. Le ministère des communications et des affaires culturelles a été confié en outre à M. Louis O'Neill, conseiller en chef de M. René Lévesque, et à M. René Lévesque, ministre des affaires culturelles. — (A.F.P.)

Philippines

● DES CONTACTS ont été établis, mardi 28 février, entre des émissaires du gouvernement philippin et les rebelles musulmans du sud de l'archipel qui ont envahi, dimanche, M. Pierre Huguet, haut fonctionnaire français en voyage touristique aux Philippines. Selon les autorités militaires, le chef des ravisseurs est M. Usman Balranah, dont le nom de guerre, dans l'île de Basilan, est «Yakan». Il semble que l'action des rebelles ne soit pas très coordonnée, le porte-parole du Front Moro principal formation de la rébellion, a en effet déclaré, mardi, à Tripoli, qu'il commandait cet envahissement. — (A.F.P.)

Portugal

● L'ANCIEN PRÉSIDENT ANTONIO DE SPINOLA est réélu dans son grade de général du cadre de réserve aux termes d'un arrêté publié, mardi 28 février, au Journal officiel. Le Conseil de la révolution avait déclaré inconstitutionnel, à la fin du mois de janvier, le décret du 21 mars 1976, qui écartait des forces armées les militaires impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 11 mars 1976.

(Publicité)

1. Armoire-four
2. Haut de 40
3. Haut boîte de 60
4. Haut de 40
5. Angle haut 60 x 60
6. Etagère terminale haute
7. Bas de 40
8. Sous cuissons de 60
9. Angle bas de 100
10. Bas de 40
11. Sous évier de 120

Cette cuisine Nogamatic garantie 5 ans et avec un crédit gratuit 9 mois ça va chercher dans les combien?

Les meubles : Pour ces 11 éléments, dans la ligne «Naturel», 873 F comptant et 388 F par mois, soit 4 365 F. 8 025 F dans sa version «Chêne de France». Ce plan, bien entendu, n'est qu'une des innombrables possibilités de réalisation qu'offrent les nombreux modules existants dans la gamme Nogamatic.

1. La ligne «Tendance» : Les portes sont constituées de panneaux stratifiés et «post-formés» brun caillia avec poignée aluminium anodisé, le plan de travail est de couleur crème.

2. La ligne «Orange» : C'est une cuisine toute claire, toute gaie, les portes sont en lamifié crème, les poignées sont constituées d'un profil d'aluminium.

3. La ligne «Rustique» : Elle donne à la cuisine un petit air de campagne.

Le corps des meubles est constitué de panneau PVC imitation chêne, les façades sont en plaqué chêne teinté et garnies de moulures, les plans de travail en lamifié «coquille d'œuf».

4. La ligne «Chêne de France» : Parce que le bois est chaleureux, c'est une cuisine où il fait bon vivre. En chêne massif, teinté et verni, les portes et les façades de tiroirs sont agrémentées de poignées en laiton. Les plans de travail sont en stratifié.

5. La ligne «Naturel» : Une cuisine blonde et ensoleillée, en placage pin pour la façade, les plans de travail couleur coquille d'œuf.

6. La ligne «Bois» : Une cuisine facile à vivre, façade plaquée chêne rustique teinté et verni, lamifié blanc pour les plans de travail.

Au BHV, nous avons 6 cuisines Nogamatic à vous proposer. Elles sont toutes garanties gratuitement pen-

Style	Meubles. Prix comptant des 11 éléments	à crédit		
		1 ^{er} versement	9 mensualités de	Toujours
Ligne «Tendance» (sauf Parly et Montlhéry)	4 785	960	425	4 785
Ligne «Orange» (sauf Montlhéry)	4 365	873	388	4 365
Ligne «Rustique» (8 BHV)	4 650	933	413	4 650
Ligne «Chêne de France» (8 BHV)	8 025	1 608	713	8 025
Ligne «Naturel» (8 BHV)	4 390	880	390	4 390
Ligne «Bois» (sauf Garges)	5 260	1 057	467	5 260

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

dant 5 ans, pièces main-d'œuvre et déplacements contre tout vice de fabrication. C'est peut-être le moment de venir les voir.

L'équipement ménager : Appareils électroménagers à encastrer : four Nogamatic 701 1530⁰ Plaque de cuisson Nogamatic 744 735⁰ (mixte, gaz, électricité) Hotte aspirante Nogamatic NG 62 625⁰ (avec recyclage + 60 F) Evier inox (sans robinetterie) 728⁰

Ces trois appareils Nogamatic sont disponibles, garantis 5 ans gratuitement pièces, main-d'œuvre et déplacements et bénéficient du Crédit Gratuit.

Tous ces éléments sont disponibles et peuvent être vendus séparément.

BHV Installations-Service est à votre disposition pour faire effectuer chez vous la pose de meubles de cuisine par des professionnels sélectionnés.

A l'occasion des Arts Ménagers dans les 8 BHV jusqu'au 25 mars

CRÉDIT GRATUIT 9 MOIS

sur tout le magasin (sauf télévision).

A partir de 850 F d'achat. Après occupation du dossier. A l'exception des articles signalés par point vert et des services. Non cumulable avec franco-province et les opérations promotionnelles en cours.



BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

NIGÉRIA : l'a

Le président de la République nigérienne, M. Modibo Diro, a été réélu dimanche 26 février pour un second mandat de cinq ans. Il a obtenu 82,02 % des voix, contre 17,98 % à son principal adversaire, M. Abdoulaye Wade. Les élections ont été marquées par une abstention élevée de 37,38 %.



Le régime militaire dirigé par le colonel Murtala Muhammed a été renversé en 1976. Les élections ont été organisées sous la supervision internationale. Le nouveau président, M. Diro, a promis de poursuivre la politique de développement et de coopération internationale.

Handwritten note in Arabic: "هذا من الإيجل"

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

AFRIQUE

NIGERIA : l'apprentissage de la puissance

II. - Bienfaits et méfaits du pétrole

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

Les militaires qui dirigent la fédération nigérienne, sous l'autorité du général Obasanjo, chef de l'Etat, et dans la fidélité au « testament » de son prédécesseur le général Murtala, se sont engagés à passer la main aux civils le 1er octobre 1978. Dès le 1er octobre prochain, l'interdiction des partis politiques doit être levée et le retour à la démocratie sérieusement amorcé. Toutefois, le désarmement de l'armée, — trop nombreuse pour les besoins du pays, pose des problèmes délicats (« Le Monde » du 1er mars).

Port-Harcourt. — Dans le fracas des moteurs poussés à plein régime, le hors-bord crasse un simple sillon d'écume entre une double halle de manœuvre. De loin en loin, sur ce rideau de brume aquatique, se détache la silhouette d'un héron blanc. Univers de vase muet et oppressant, vaguement patricien. Au détour de la rivière un des mille bras du Niger, un village gris aux palloches resserées. Des pêcheurs, l'eau à la ceinture, posent leurs filets.

« Premier marché d'Afrique » : confidences ravies sur le coût de la main-d'œuvre et dix fois moins chère qu'en Angleterre, où la rapidité des amortissements ; pronostics éblouissants qui parent le pays d'irrésistibles attraits. Le pétrole a donné au Nigeria une respectabilité. Ce « nouveau riche » n'entend pas abandonner à d'autres la plus grosse part du gâteau. Les dirigeants militaires, impatients de tirer le meilleur profit du pactole, ont placé très haut les enchères. Ils ont tout d'abord décidé que l'Etat — par le biais de la compagnie nationale — prendrait une participation majoritaire dans toutes les sociétés pétrolières étrangères. En vertu de cette mesure qui a pris effet le 1er avril 1974, le gouvernement s'est octroyé automatiquement, avant tout autre prélèvement, 55 % de la production issue de son sous-sol. Plusieurs pays producteurs ont, depuis lors, payé le Nigeria.

En rejoignant l'OPEP, le Nigeria a adopté sa fiscalité pétrolière. En avril 1976, la taxe sur le profit brut a presque doublé, passant de 45 à 85 %. Sur un baril venant 14,5 dollars, l'Etat nigérian perçoit — taxes et royalties comprises — 12,6 dollars. Il est vrai que le pétrole nigérian

ment, création de royalties au taux préférentiel pour les exploitations offshore, prise en charge par l'impôt des coûts d'exploration. Depuis lors, celle-ci progresse à nouveau. Elf-Nigeria, par exemple, a décidé de doubler son programme annuel de forages. Au début de 1978, Lagos a fait un nouveau geste en réduisant le prix du brut. « L'important, nous affirme un responsable pétrolier, c'est la volonté qu'on trouve ici de continuer à travailler avec les grandes compagnies internationales. » Volonté ou obligation pour un pays qui vend aux seuls Etats-Unis 80 % de sa production et fait face à des compagnies disposant seules de la technologie et des compétences ?

Il reste que le « boom » pétrolier est survenu à point nommé. Ses retombées sur l'économie nigérienne sont multiples : un taux de croissance de 9 %, un maquis de devises de 5 milliards de dollars, une balance commerciale nettement excédentaire, un endettement extérieur de 400 millions de dollars seulement. Le Nigeria, qui négocie actuellement auprès d'un consortium bancaire

renforcer la position des entrepreneurs locaux. Mais la richesse pétrolière a sécrété aussi une bourgeoisie qui remplit à merveille son rôle d'intermédiaire entre les sociétés étrangères, souvent multinationales, et le cercle restreint des fonctionnaires, détenteurs des autorisations de signature. Les hommes d'affaires le savent bien, dont le premier réflexe est de déboucher l'intercesseur « bien placé ». Le reste est simple question de temps et de « dash » (nom local du bakchich), car — mille anecdotes en témoignent — la corruption est l'un des moteurs du système.

Le mode de développement adopté par le Nigeria comporte, d'autres faiblesses, dont certaines liées au mentalité « tézame » née du boom pétrolier. La croissance urbaine effrénée jointe à la maîtrise de quelques millions s'est emparée des plus riches, favorise la spéculation, le gaspillage et le marché noir, et tant les loyers que les prix de vente des produits industriels atteignent souvent des chiffres astronomiques. La stricte limitation des importations, qui relevait initialement d'un souci local de protection, n'a guère freiné l'inflation. Celle-ci, estimée officiellement à 25 %, dépasse, en réalité 100 % pour certains produits alimentaires de base.

villes, l'électricité est strictement rationnée. Lors de notre passage à Enugu, l'eau courante manquait depuis un mois. L'essence même fait défaut. La seule raffinerie du pays (à Port-Harcourt) est loin de satisfaire les besoins domestiques. Partout l'intendance est à la traîne. De surcroît, le manque de techniciens qualifiés et de cadres moyens est cruellement ressenti.

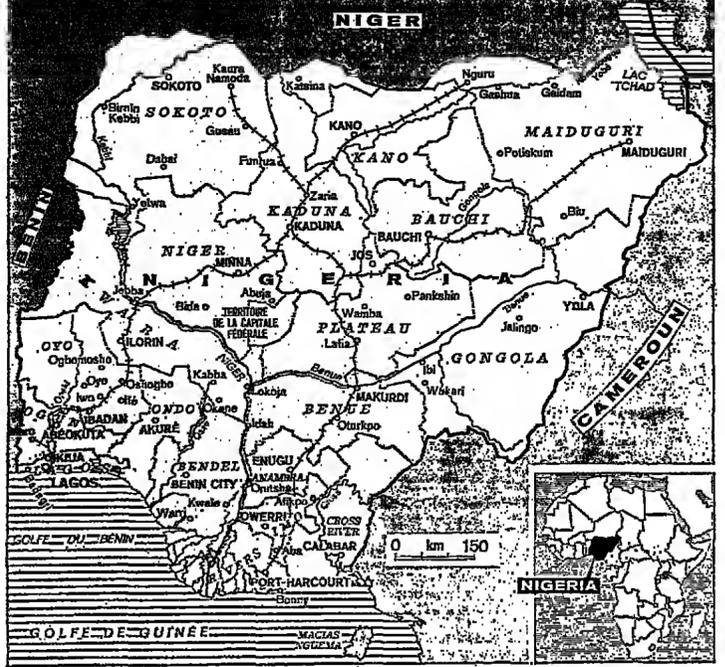
Pourtant, qu'ils soient à l'étude ou en cours d'exécution, les grands travaux d'infrastructure fourmillent : extension du port de Lagos, ouverture prochaine de l'autoroute Lagos-Ibadan, construction de la raffinerie de Warri, qui à partir d'avril, traitera cent mille barils par jour, modernisation du réseau de chemin de fer, agrandissement des principaux aéroports, etc. Plusieurs autres pro-

jets verront le jour au début des années 80 : complexe sidérurgique d'Ajokuta, usine de réduction du gaz naturel, sans parler de l'énergie nucléaire, à laquelle on paraît s'intéresser de près à Lagos. L'industrialisation est en route.

« Nous ne sommes pas riches », aime à répéter le président Obasanjo, afin d'attirer l'attention de ses compatriotes sur la fragilité de la prospérité pétrolière (3). La majorité des Nigériens pourraient reprendre la formule à leur compte. Four des millions d'entre eux, paysans restés à l'écart du progrès, nouveaux citadins accablés aux banlieues surpeuplées de Lagos ou d'Ibadan, ouvriers victimes de l'inflation (4), le boom pétrolier demeure un « mirage » qui, loin de résorber les inégalités, les a exacerbés. « Pourtant », nous assure un économiste, le grand force du système, c'est que, en principe, il offre à chacun sa chance. La société nigérienne est très ouverte, très mobile, chacun peut nourrir l'espoir d'une promotion fulgurante. En ce sens, le Nigeria est bien le Far-West africain. »

(1) Bendel, Imo, Rivers et Cross Rivers.
(2) Dans l'ordre d'importance : Shell-BP, Gulf, Mobil, Agip-Phillips, Elf, Texaco, Ashland et Pan Ocean.
(3) Fragilité qui continuera le colonel Babbar, ministre des ressources pétrolières, en annonçant le 13 janvier, qu'en raison de la baisse de la demande extérieure le Nigeria envisage de réduire d'environ 20 % sa production dès la fin de 1978.
(4) Depuis les spectaculaires hausses de salaires intervenues en 1974, qui contribuèrent au démarrage à alléger l'inflation, celui-ci ne peut plus augmenter au maximum que de 7 % par an.

Prochain article : DU BON USAGE DE L'ENERGIE CIVILE



Le désastre de l'agriculture

Le délabrement de l'agriculture est préoccupant dans un pays dont la population est encore aux trois quarts rurale. Le cas de l'arachide est particulièrement symptomatique. En 1971, le Nigeria récoltait 1,3 million de tonnes, 380 000 en 1976, 10 300 en 1977. Cette année, la production sera proche de zéro. Les causes sont multiples. La « décolonisation » des circuits de commerce international a privé les paysans d'intérêts européens ou de petits intermédiaires libanais — à le plus souvent échoué faute de relève. Du même coup, tout un mécanisme de crédit, d'économie de planification locale, d'autofinancement des récoltes et d'encadrement du crédit s'est grippé. Or la mécanisation n'a pas répondu aux attentes. Elle a totalement pris en charge ce secteur, nous explique un expert, des milliers de tracteurs sont inutilisés. D'abord, l'entretien et les pièces de rechange manquent. Ensuite, l'agriculteur refuse de « graisser la patte » des bureaucrates pour avoir accès à la mécanisation.

Peu à peu, le paysan « désapprend » les techniques culturales. Il ne sait plus ni semer ni désherber, et ce, en partie à cause d'une politique des prix qui le détourne des cultures industrielles. Certes, il continue de « faire de l'arachide », mais celle-ci est consommée dans les villages ou exportée clandestinement vers les pays voisins (Niger et Tchad). Les spécialistes estiment à 400 000 tonnes cette production de l'arachide. Alors qu'au Tchad, qui, voici dix ans, constituait la première source de devises du Nigeria à pratiquement disparu du marché national. Kano, la plus grande ville d'Afrique importe sa matière première des Etats-Unis et du Niger ! La situation des autres cultures — huiles de palme, coton — mais aussi de l'élevage, appelleraient des remarques analogues.

Conséquence directe de cette régression : entre 1970 et 1976, les importations alimentaires du Nigeria ont été multipliées par huit. La viande arrive du Brésil, par bateaux et avions. L'opération « Feed the Nation » (nourrir la nation), lancée avec fracas en 1976 par le Gouvernement, a pour objectif de rétablir l'autosuffisance alimentaire. Mais elle n'a pas produit jusqu'ici les effets escomptés. L'agriculture ne participe plus que pour 20 % à la formation du produit national brut. Le « boom » pétrolier est largement responsable de ce désastre. Il a accéléré l'exode rural, privant l'agriculture de ses éléments les plus dynamiques.

Le sous-équipement

Or le Nigeria demeure un pays largement sous-développé. Dans certains secteurs, le sous-équipement est confondant (on compte une ligne téléphonique et demi pour mille habitants). Les gros commerçants de Kano pour téléphoner en Europe, se rendent à Zinder, au Niger. Paradoxes des paradoxes dans un pays pétrolier : à Lagos et dans les grandes

A travers le monde

Dans l'air, parmi les missions, flotte une odeur tenace et familière, un parfum de fortune proche des marchés occidentaux. Les réserves récupérables sont, en l'état actuel des recherches, estimées à 2,5 milliards de tonnes, ce qui correspond à un rythme de consommation annuel de 100 millions de tonnes. L'Etat nigérian fait preuve d'un solide pragmatisme, lorsque ses intérêts vitaux sont en danger. Inquiet, par exemple, du désintérêt croissant des compagnies pour l'exploration, le gouvernement a pris en leur faveur plusieurs mesures d'encouragement (incitations fiscales, garanties de remboursement de la marge bénéficiaire, amélioration des conditions d'amortisse-

ment, création de royalties au taux préférentiel pour les exploitations offshore, prise en charge par l'impôt des coûts d'exploration. Depuis lors, celle-ci progresse à nouveau. Elf-Nigeria, par exemple, a décidé de doubler son programme annuel de forages. Au début de 1978, Lagos a fait un nouveau geste en réduisant le prix du brut. « L'important, nous affirme un responsable pétrolier, c'est la volonté qu'on trouve ici de continuer à travailler avec les grandes compagnies internationales. » Volonté ou obligation pour un pays qui vend aux seuls Etats-Unis 80 % de sa production et fait face à des compagnies disposant seules de la technologie et des compétences ?

Il reste que le « boom » pétrolier est survenu à point nommé. Ses retombées sur l'économie nigérienne sont multiples : un taux de croissance de 9 %, un maquis de devises de 5 milliards de dollars, une balance commerciale nettement excédentaire, un endettement extérieur de 400 millions de dollars seulement. Le Nigeria, qui négocie actuellement auprès d'un consortium bancaire

Une bourgeoisie d'affaires

Le pétrole n'a pas seulement dynamisé l'économie du Nigeria. Il a aussi accéléré l'apparition d'infrastructures modernes, hâté le processus d'urbanisation et la métamorphose des villes. Il a surtout bouleversé les grands équilibres traditionnels, modifié l'organisation sociale, changé les habitudes et les modes de vie, soulevé des espoirs et attiré des frustrations. Rien n'échappe à ce chambardement.

L'insertion du Nigeria dans le circuit du capitalisme mondial a consolidé les fortunes traditionnelles tout en favorisant l'essor d'une bourgeoisie nouvelle qui a le goût et le sens de l'argent (« Money conscious »). Le déshonneur d'un diplôme, clé de l'enrichissement et de la réussite sociale, préoccupe jusqu'à l'obsession, la plupart des étudiants. Les écoles de commerce connaissent un énorme succès. A Lagos, la densité du réseau bancaire est sans doute l'une des plus élevées du tiers-monde.

Au cœur de Victoria Island, quartier résidentiel de la capitale, dans le salon d'une villa coquette, la maîtresse de maison, intelec-

uelle à l'accent oxfordien, sert le whisky soda à l'étranger de passage. Le fils aîné, vingt-cinq ans, qui a fait de brillantes études en Angleterre, raconte avec animation son récent voyage à travers l'Europe, tout en jetant un regard distrait vers l'écran de télévision en couleur où évoluent deux équipes de football. Dehors, près de la halle de frangipanes, le boy astique une Mercedes 280, flambant neuve. Charmes peu discrets d'une bourgeoisie qui, du club de polo au restaurant de luxe, assume sa richesse en toute bonne conscience. Les grandes familles du Nord, aristocratiques et commerçantes, tout en profitant elles aussi de la prospérité ambiante, se méfient du pétrole, « cette richesse du Sud », symbole d'une civilisation technicienne et monétaire qui ébranle les fondements de leur ordre islamique et féodal.

La politique d'« indigénisation » (c'est le terme utilisé localement) en cours depuis 1972 et qui consiste à transférer progressivement à des Nigériens, de 40 à 100 % du capital des entreprises étrangères implantées dans le pays, a largement contribué à

1000ème FOLIO Lisez ou relisez ces auteurs...

- Marcel Achard, Emile Ajar, Jean Anouilh, Apulée, Louis Aragon, Marcel Arland, Antonin Artaud, Claude Aveline, Marcel Aymé, M. Balka, Honoré de Balzac, Jules Barbey d'Aureville, René Barjavel, Giorgio Bassani, Georges Bataille, Charles Baudelaire, Simone de Beauvoir, Béatrix Beck, Saul Bellow, Emmanuel Berl, Bernanos, Antoine Blondin, Léon Bloy, Lucien Bodard, Boileau-Narcejac, Gaston Bonheur... (à suivre)

Participez au Grand Concours Folio chez votre libraire. Folio, la bibliothèque idéale.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des revues d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

ASIE

Inde

Les milieux d'affaires souhaitent le développement des échanges avec la Chine

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — A l'issue d'une visite de dix-sept jours en Inde achevée le 25 février, une importante délégation chinoise représentant les industries métallurgiques et l'import-export de métaux a exprimé le souhait de nouer des relations commerciales à long terme avec New-Delhi. Ce voyage d'études avait un caractère exploratoire et son intérêt réside surtout dans le fait qu'il était le premier de hauts responsables d'organismes spécialisés chinois depuis le conflit sino-indien, il y a plus de quinze ans.

Cette mission, conduite par M. Liu Ching, directeur général de l'organisme d'import-export de produits mécaniques, rendait la visite faite l'année dernière des Indiens à la foire de Canton et à la suite de laquelle avait été créé un petit courant d'affaires entre les deux pays. La Chine avait importé 20 000 tonnes de lingots de fer et des tubes d'acier, l'Inde lui ayant acheté du zinc, du mercure et de l'antimoine.

Les Chinois ont montré au cours de leur visite, un intérêt tout particulier pour le minerai de fer indien — en raison de sa qualité — et les facilités portuaires pouvant permettre son exportation vers leur pays.

La signature de contrats, cependant, dépendra du caractère compétitif des offres indiennes, ainsi que des propositions d'achats que l'Inde pourra faire à la Chine, le commerce entre les deux pays présentant actuellement un solde très favorable à New-Delhi. Une délégation de la Fédération des industries indiennes se rendra en Chine dans les prochains mois.

Sans doute le réajustement de ces liens économiques est-il lié aussi à l'évolution des rapports politiques entre les deux pays. Si les milieux d'affaires indiens pensent que ce qui les concerne, au développement de ces échanges, le caractère plus semblable que complémentaire des économies indienne et chinoise en limite fortement l'étendue.

Pékin a fait ces derniers temps plusieurs gestes qui déclarent une réponse de la part de New-Delhi. Les propos, émis tout d'abord par M. Teng Hsiao-ping, lors de sa récente visite en Népal ont été interprétés ici comme des signes encourageants d'un retour de la délégation d'une douzaine de personnes conduite par M. Wang Ping-nom, président de l'Association chinoise d'amitié avec les pays étrangers, et d'autre part, du 7 mars, pour une quinzaine de jours, à l'invitation d'une organisation privée.

Selon l'agence japonaise Kyodo, M. Wang Ping-nom sera porteur d'un message invitant M. Desai à se rendre en Chine. Le premier ministre indien a sans attendre annoncé qu'il était prêt au dialogue et que l'Inde n'envisageait pas de reconquérir par la force les territoires de l'Himalaya qu'elle considère comme siens mais sur lesquels Pékin assure sa souveraineté. Toutefois, le ministre des affaires étrangères, M. A. B. Vajpayee, a rappelé le 24 février qu'il ne pouvait y avoir de normalisation complète entre les deux pays aussi longtemps que la question de la frontière ne sera pas réglée. A la vérité, les Indiens n'ont pas encore clairement défini leur

politique à l'égard de la Chine. Une partie de l'intelligentsia craint que la normalisation des rapports avec Pékin ne nuise aux relations avec Moscou. Le « lobby pro-soviétique », comme on dit ici, s'est montré très actif ces derniers temps dans la presse.

Si le gouvernement de compte-guère de personnalités très attachées à l'amitié avec l'U.R.S.S., le laisse lui commander de ne pas compromettre la coopération économique et militaire entre les deux pays. C'est ainsi qu'une commission indo-soviétique devait s'avérer cette semaine, à New-Delhi, plusieurs projets de coopération industrielle et scientifique. Outre les relations avec l'U.R.S.S., trop de questions délicates sont en jeu (tracé de la frontière, rivalité de puissances) pour que New-Delhi ne se préoccupe pas d'une grande prudence à un rapprochement avec Pékin. Mais celui-ci est un peu dans la nature des choses alors que « nous », indiens, nous ne le faisons pas. Les relations de New-Delhi plaident en faveur de la coopération asiatique (le Monde des 5 et 6 février).

Accord de coopération avec le Vietnam

Ainsi, à l'occasion de la visite officielle de M. Phan Van Dong, premier ministre vietnamien, à New-Delhi l'Inde et le Vietnam ont signé fin février plusieurs accords renforçant la coopération entre les deux pays dans les domaines économique, scientifique et culturel. L'Inde a offert à son partenaire un crédit — 400 millions de roupies (50 millions de dollars) — qui est le plus élevé qu'elle ait jamais accordé. (Bien qu'elle reçoive une aide extérieure importante, l'Inde apporte ainsi son assistance à plusieurs pays.)

Partagé des prêts bancaires classiques (pour les trois quarts) et un prêt gouvernemental (le seul signé pour le moment) le crédit indien doit permettre l'achat par le Vietnam de matériel de chemins de fer (locomotives, wagons), d'équipement agricole, de produits pharmaceutiques, électriques, d'acier et de fer. D'autre part, New-Delhi va fournir à Hanoi 300 000 tonnes de blé, en plus des 100 000 tonnes dont la livraison doit commencer au cours de la semaine prochaine. Ces livraisons, alors que la production indienne est insuffisante, allégeront quelque peu les stocks d'approvisionnement des Indes, maintenant à un niveau élevé et qui sont la cause de nombreux maux de tête pour le gouvernement indien.

L'Inde va également étendre son assistance agricole au Vietnam en installant un institut de recherche sur la culture du riz dans le delta du Mékong et un centre de reproduction de buffles près de Ho-Chi-Minh-Ville (plus de deux cents géniteurs ont déjà été envoyés). Après avoir bénéficié de l'aide occidentale dans ces domaines, les Indiens ont au cours de leur expérience leur part, ne pouvant en faire profiter d'autres pays. New-Delhi et Hanoi ont enfin décidé d'échanger des connaissances technologiques et scientifiques. Et les deux nations apportant leur assistance à la reconstruction du Vietnam, l'Inde espère trouver des débouchés à plus long terme pour son industrie.

GERARD VIRATELLE

LA VICTOIRE DU PARTI DE MME GANDHI SUSCITE DES QUERELLES AU SEIN DE LA COALITION AU POUVOIR

New-Delhi (Reuter, A.P., A.F.P.). — « J'incarne la seule opposition » au gouvernement de M. Desai, a déclaré mardi 28 février Mme Indira Gandhi après la victoire de son parti aux élections régionales. « Je ne suis pas membre du Parlement et je n'ai pas l'intention d'être élue dans un scrutin proche, a-t-elle toutefois précisé. Je ne suis pas le chef de l'opposition au Parlement, mais je le suis au plan national ».

La victoire du Congrès Indira, fondé il y a quelques semaines à la suite d'une scission, a déjà créé des remous dans le monde politique indien. Plusieurs membres de la coalition au pouvoir, le Janata, ont demandé la démission de son secrétaire général, M. Chandra Sekhar. Le président du Congrès a déclaré à démissionné après la débâcle de sa formation. Les partisans de Mme Gandhi comptent d'ailleurs sur le ralliement de certains de ceux qui avaient soutenu M. Sekhar.

Un nouveau gouvernement a déjà été formé dans l'Etat de Karnataka, où les partisans de Mme Gandhi ont enregistré une nette victoire. Il est dirigé par M. Devraj Urs, président du Congrès Indira.

Pakistan

TOUTES LES ACTIVITÉS POLITIQUES SONT INTERDITES POUR UN MOIS

Islamabad (Reuter, A.F.P.). — Toutes les activités politiques ont été interdites pour un mois et un grand nombre de militants politiques et d'éléments antisociaux ont été arrêtés dans la nuit de mardi 28 février au mercredi 1^{er} mars. Mme Bhutto, l'épouse de l'ancien premier ministre actuellement emprisonné, qui assure la direction du Parti du peuple (P.P.P.), a été placée en résidence surveillée pour une dizaine de jours, selon des sources bien informées.

Les autorités militaires n'ont pas expliqué pourquoi elles avaient pris des mesures répressives qui prévoient, par exemple, vingt coups de fouet pour ceux qui constitueraient un soutien quelconque à ce parti. Toutefois, les décisions du général Zia Ul Haq interviennent à la veille d'une réunion du conseil central du P.P.P. et au moment où vont commencer plusieurs procès contre M. Bhutto. Celui-ci doit comparaître devant un tribunal après avoir répondu d'accusations de trahison électorale et de détournement de fonds publics. La haute cour devra aussi statuer sur une accusation de meurtre.

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. souhaite éviter le « piège » d'une polémique avec l'Égypte

De notre correspondant

Beyrouth. — « Sadate veut nous entraîner dans l'engrenage de l'escalade et en prendre prétexte pour atteindre son objectif qui est de dénoncer la reconnaissance de l'O.L.P. Il cherche à tester notre réaction et à nous attribuer la responsabilité de son désengagement. Mais nous rétorquerons que tout ce qu'il nous a mis à exécution les menaces proférées par son premier ministre concernant les Palestiniens d'Égypte » (le Monde du 1^{er} mars).

M. Abou Ayad, numéro deux du président égyptien, s'en tient pour le moment à cette position : pas de polémique. M. Abou Saleh, considéré comme étant le radical des dirigeants palestiniens, tout en fustigeant contre M. Sadate, se plie à la discipline qui semble être imposée par l'autre rivoisier public — M. Sadate s'en prend effectivement aux Palestiniens d'Égypte.

Le sort de ces derniers préoccupe sérieusement l'O.L.P. La panoplie des mesures coercitives utilisables contre eux est large (séjour, emploi, propriété, déplacements). L'agence palestinienne d'information « Wafa » parle de « représailles collectives ». On s'attend à Beyrouth, que le président Sadate opère par étapes dans le but de provoquer une riposte palestinienne.

La première étape, qui serait imminente, serait l'organisation, par des Palestiniens d'Égypte liés aux services gouvernementaux de New-Delhi, d'une manifestation anti-O.L.P. dans les rues du Caire. M. Sadate utiliserait pour rassurer les « bons Palestiniens » sur leur sort, la possibilité de sélectionner parmi les étudiants. Une riposte de l'O.L.P. — toujours sans nos interlocuteurs palestiniens — est prévue à l'occasion d'une contre-attaque égyptienne menant à la rupture maintenant souhaitée par le Caire.

« Sadate agit mieux que quiconque dans ce jeu des sommes étrangères à l'opération de Nicosie et qu'elle nous visait autant sinon plus qu'il lui. Ses officiers de renseignements, qui étaient à l'origine de l'opération de Nicosie, la lui ont sûrement dit », déclare M. Abou Ayad.

« Un Palestinien, « traite à la case », a été passé par les armes mardi 28 février, après avoir été convaincu de « complicité » dans le meurtre d'un dirigeant de l'O.L.P. à Paris, il y a cinq ans, avec les services de renseignements de l'agence palestinienne Wafa. L'agence précise que Salim Hussein Kassein Abou Sobhi avait « reconnu avoir été en collusion avec les services de renseignements israéliens dans le meurtre de Mahmoud Hamchari ». Ce dernier avait trouvé la mort lorsque le téléphone piégé de son appartement parisien avait explosé. — (A.F.P., Reuter.)

Libye

Le président Mohamed Syad Berti, chef de l'Etat somalien, est arrivé mardi 28 février à Tripoli pour s'y entretenir avec le colonel Kadhafi. Les observateurs s'attendent à ce que le Somalien, en cas de médiation de la Libye dans son conflit avec l'Éthiopie. La Libye est en effet considérée comme proche de l'Éthiopie. Et elle n'est pas prononcée sur elle-même, elle a retiré son soutien aux rebelles érythréens. — (A.F.P., Reuter.)

Israël

M. Begin demande au président Sadate de « poursuivre les négociations avec patience et discrétion »

M. Mohamed Ibrahim Kamel, ministre égyptien des affaires étrangères, a déclaré, mardi 28 février au Caire, après un entretien avec M. Aherion, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, que les propositions égyptiennes sur la déclaration de principe concernant les futures négociations israélo-égyptiennes ne seraient pas modifiées en fonction des suggestions israéliennes. Le secrétaire d'Etat adjoint américain, qui était arrivé mardi matin en fin de matinée venant du Caire, a souligné, de son côté, que le problème palestinien demeurait la partie « la plus difficile » dans les négociations sur la déclaration de principe. Selon le journal « Al Ahran », le président Sadate rencontre M. Aherion ce mercredi, à l'ambassade, et devra lui faire part du refus de l'Égypte de modifier ses positions sur la question des implantations israéliennes dans les territoires occupés.

A Jérusalem, le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a lancé, dans la nuit de mardi à mercredi, un appel au président Sadate pour lui demander de « permettre la reprise rapide des travaux des commissions politiques et militaires israélo-égyptiennes ». Le premier ministre israélien, à Jérusalem, les travaux du deuxième congrès sioniste, dont la dernière séance avait duré toute la nuit. Il a demandé au chef de l'Etat égyptien de « pour suivre les négociations, persévérance et discrétion ». « Je suis sûr, a-t-il ajouté, que dans de telles conditions les négociations peuvent aboutir à des accords entre Israël et ses voisins... ». Mais, a souligné M. Begin, dans ce cadre, Israël doit des efforts qui ne sont pas négociables. « Ainsi toute proposition de création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, et de retrait total d'Israël sur les frontières avant juin 1967 se verra opposer un non catégorique ».

De son côté, M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères, parlant mardi devant le congrès sioniste, affirmé qu'aucun point de peuplement n'avait été établi dans le Sinaï ou en Cisjordanie depuis le venue au pouvoir du gouvernement Begin, en juin 1977. Le ministre a précisé toutefois que la résolution adoptée, dimanche dernier, par le gouvernement israélien, « stipule que les implantations israéliennes existantes pourront être renforcées et que tout israélien qui veut s'installer dans l'un de ces villages est pleinement autorisé à le faire ». « En ce qui concerne la Cisjordanie, le gouvernement avait autorisé l'installation de trois « noyaux » dans des camps militaires. Pour l'un, c'est déjà fait, a conclu le ministre, les deux autres s'installeront en temps voulu. Mais il ne s'agit pas de points de peuplement. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.J.)

Deux personnes ont été tuées et trois autres blessées par une explosion qui a détruit, ce mercredi 1^{er} mars, une maison de Ramat-Gan, dans les faubourgs de Tel-Aviv. La maison était habitée par une famille israélienne qui hébergeait parfois des ouvriers arabes des territoires occupés. A Beyrouth, un porte-parole palestinien a déclaré qu'un commando de fedayim était responsable de cet attentat. — (U.P., Reuter.)

Iran

« Majesté, votre Sire est trop bonne... »

Le chah d'Iran a été, le mardi 28 février, l'invité de l'émission « Le téléphone sonne », de France-Inter, qui offre à l'homme public ou privé la possibilité de questionner « en direct » les grands de ce monde. Les quelques frottements protocolaires qu'entraîne la formule n'ont pas altéré la courtoisie de roi des rois, qualifié successivement de « monsieur » et de « majesté ». Il en fallait davantage pour troubler le sésame d'un chef d'Etat, sur les graves déclarations de Tabriz — question posée par Edouard Sablier au début de l'émission — l'essence de marbre.

Les prisonniers politiques ? « C'est ainsi qu'on les appelle, et, pourtant, c'est des gens qui avaient conspiré contre l'Etat. On les grêce au maximum possible, et les instituteurs de province sont dirigés vers les cours de justice civiles. Les émeutes ? Elles hennent... La liberté d'expression retrouvée ? Elle existe avec la liberté de publier ce qu'on veut. Cela a permis de nouvelles et les rouges, rouges révolutionnaires et noirs rétrogrades et obscurocrates, ont manqué une occasion de leur servir. Donc, nous voyons ces démonstrations, bien organisées d'avance, comme celle de Tabriz. Si, en France ou dans un autre pays du monde, les gens commencent à casser les vitres et à mettre le feu aux banques et aux institutions publiques, je ne crois pas que vous leur offririez des bouquets de fleurs. — Est-ce qu'en Iran, demande un journaliste, ces accusations auront à leur procès les mêmes garanties qu'en France ? — Ah oui ! certainement ! »

Le report d'Amnesty International, publié le jour même de l'émission à Londres, estime que « le déroulement des tribunaux militaires iraniens dénote aux yeux de tous la possibilité de jugement équitable » et relève que « la défense n'est pas autorisée à produire ses témoins ».

« Ils peuvent dire ce qu'ils veulent », répond le chah, concluant. La question faussement naïve d'une auditrice sur les « marxistes déteints », chefs religieux parols proutiques, dénoncés comme communistes, se heurte à un effarement désolé : « Je suis aussi étonné que vous, madame, de cette ébriération. — Allez-vous, demande le même journaliste, signer la déclaration des Nations unies contre la torture ? — Mais nous l'avons déjà fait. »

Les lettres ouvertes et pétitions d'intellectuels, elles-mêmes, sont à porter au crédit du régime, puisqu'elles permettent d'aller au bout des choses et de trouver tous nos défauts ». Ainsi admettent sur la stabilité de l'Iran, où les émeutes sont un signe de santé et le colosse, les auditeurs de France-Inter qui avaient appris avec soulagement que Téhéran ne souhaitait pas, cette année, une augmentation du prix du pétrole. « Il n'existe pas d'obstacle pour la signature définitive d'un accord sur l'achat d'Airbus » et que l'acquisition de quatre ou six nouvelles centrales nucléaires françaises était envisagée. Cette bienveillance à l'égard de Paris, de fleurs. — Est-ce qu'en Iran, demande un journaliste, ces accusations auront à leur procès les mêmes garanties qu'en France ? — Ah oui ! certainement ! »

Le report d'Amnesty International, publié le jour même de

29 positions sans quitter votre fauteuil, 30 en le quittant !

Spécialiste du salon cuir, la Boutique du Brésil, innove et crée le salon sur-mesure. JUGEZ PAR VOUS-MÊME : fauteuils cuir : 29 positions - sofa 2 places : 38 positions - sofa 3 places : 47 positions. Un ensemble Flipper à 114 positions. Chaque accordoir, chaque dossier, en assumant individuellement toutes les positions désirées : est fait pour assurer un confort parfait : pour chaque personne ; pour chaque usage.

Du vrai sur-mesure, sauf pour le prix, qui reste celui du « prêt-à-s'asseoir ».

La Boutique du Brésil
43, av. Friedland, Paris 8^e. Tél. : 359.22.10

après inventaire et jusqu'au 11 mars

350*

tapis d'orient

nous main, possédant tous leur certificat d'origine garantissant l'authenticité

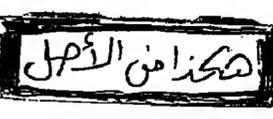
sacrifiés de 30 à 50%

* désignés par un triangle bleu

aux entrepôts Atighetchi

5, rue Léon-Juchaux (angle Yves-Toussie), place République
Lundi au samedi, 9 à 12 h et 13 à 19 h. Tél. : 204.58.50

prolongation de notre remise de caisse de **20%** consentie sur tous nos autres tapis : Nain, Gachan, Isphahan, Ghoulam, etc. y compris les pièces les plus rares



Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

555 (من لامل)

AMÉRIQUES

BIBLIOGRAPHIE

« Nations indiennes, nations souveraines »

L'histoire des peuples indiens est celle d'un désastre et d'une dépossession presque totale. Clouservitz notait que les seules guerres à outrance sont celles que se livrent des sociétés totalement étrangères. Ainsi les Indiens, décimés au cours du dix-neuvième siècle par l'avancée d'une société moderne et sûre de ses valeurs. De traité inégal en traité hâfoûé — ainsi en décide la force lorsqu'elle est absolue, les peuples indiens n'ont pu que survivre, en petit nombre, au sein des réserves à la fois protectrices et oppressives, administrées par un Bureau des affaires indiennes.

Les peuples indiens sont au nombre de deux cent soixante-six aux Etats-Unis (1), sans compter ceux de l'Alaska. Ils sont hétérogènes ; leur total n'atteint pas un million cinq cent mille, soit moins de 0,7 % de la population du pays. Ils occupent des réserves disséminées sur plus d'une dizaine d'Etats, qui représentent 1 % du territoire. Selon le Bureau des affaires indiennes, il s'agit de terres de mauvaise qualité, surtout propres à la pâture.

Sous l'autorité de ce « bureau », l'administration peu efficace qui a toujours encouragé la docilité, les Indiens n'avaient pas acquis la capacité de réussir dans le monde des Blancs et se trouvaient privés de leur propre culture. Jusque dans les années 1950, la politique officielle est celle de l'assimilation de l'Indien tribal. Les Indiens urbains, soit près de la moitié au total, se situent en général au bas de l'échelle sociale, l'alcoolisme est endémique et le taux de suicide très élevé (trois fois la moyenne nationale). Quand à la population assistée des communautés rurales indiennes sa pauvreté est très grande et le sous-emploi atteint 40 %.

La bonne conscience du siècle dernier, qui s'est prolongée jusqu'à la fin de la période coloniale, a fait place à un sentiment diffus de culpabilité dans une importante fraction de l'opinion blanche, en même temps que se produisait un réveil indien. Imposer l'idée qu'ils existent encore, dépasser l'image cinématographique négative d'eux-mêmes véhiculée par le monde blanc ont été les

tâches les plus difficiles des Indiens au cours des quinze dernières années. C'est cette lutte stimulée par le Mouvement des droits civiques et celui des Noirs, que relate *Nations indiennes, nations souveraines*.

L'ouvrage, enrichi de très belles photographies et d'une chronologie commentée, montre, à travers des interviews, des manifestes, les images de la vie des Indiens : pillages des ressources naturelles, conditions des femmes, vie urbaine, écoles. En 1969, faisant suite à d'autres actions menées dès 1961, c'est l'occupation de l'îlot d'Alcatraz, ancienne prison, dans la baie de San-Francisco par un groupe de jeunes Indiens appartenant à cinquante tribus. En 1972, le Mouvement indien américain se rend à Washington pour présenter une liste de revendications et il occupe, les armes à la main, en février 1973, durant soixante et onze jours, le village de Wounded Knee (Dakota du Sud), scène d'un massacre des Sioux en 1890.

Des réformes ont été promulguées, par la suite, dont la plus importante est l'« Indian Education Act » qui permet aux Indiens d'organiser leurs propres écoles. Il reste beaucoup à faire pour que ces peuples trouvent leur place en tant que groupe pleinement reconnu au sein d'un pays qui fut leur. Cela dépend, en grande partie, du mouvement indien lui-même. Peut-être le livre *Nations indiennes, nations souveraines*, en se faisant l'écho exclusif des luttes, surestime-t-il les avant-gardes et manque-t-il d'une appréciation historique de l'énorme retard de la majorité.

GÉRARD CHALIAND.

(1) *The Original American: U.S. Indians, Minority Rights Groups* n° 31.

(*) *Nations indiennes, nations souveraines*. Un livre de textes et d'images par Jean-François Graugnard, Edith Parroulleau et Sébastien Elmeo. A la collection Voies, Maspéro 1977, 268 pages, 50 F.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Pour vos télégrammes, vos messages, pour les télégrammes, vos correspondants nous répondent par télex : 1904 1904 télex France.

étrave
SERVICE TÉLÉTEX
245.2152 + 345.0028
33, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Nicaragua

La garde nationale a écrasé l'insurrection de Masaya

Managua (A.F.P., A.P.). — La garde nationale a écrasé, mardi 28 février, l'insurrection populaire du quartier de Mombo de la ville de Masaya, à environ 30 kilomètres de la capitale. La garde nationale, appuyée par des hélicoptères larguant des « bombes au gaz » et par des canons de petit calibre, a attaqué à la grenade incendiaire et à la mitrailleuse le quartier insurgé où vivent environ douze mille Indiens (plus du quart de la population totale de la ville). Les forces gouvernementales contrôlaient mardi à midi l'ensemble de la ville.

Certains témoins avancent le chiffre de cinquante à deux cents civils tués lors de la reconquête du quartier insurgé. M. José Esteban González, président de la commission permanente des droits de l'homme au Nicaragua, dans un message au secrétaire général des Nations unies, estime que l'action des troupes gouvernementales a fait des centaines de morts, de blessés et de disparus. Les communiqués officiels ne font état que de treize morts, dont un sergent de la garde nationale. Il est difficile de donner une estimation, les communications téléphoniques étant coupées entre la capitale et Masaya. La ville a été interdite aux journalistes.

Il semble que l'origine de l'insurrection remonte au mercredi 22 février, quand la garde nationale a réprimé brutalement à Masaya une manifestation organisée par les Indiens à la suite d'une messe à la mémoire de Pedro Joaquín Chamorro, directeur de *La Prensa*, assassiné le 10 janvier dernier, et qui était le principal leader de l'opposition au président Anastasio Somoza. La tension n'a pas cessé depuis cette date entre les Indiens et la garde nationale et a abouti à l'insurrection de lundi.

A Managua, la garde nationale a envahi, mardi soir, le campus de l'université Rubén-Dario, où des étudiants munis d'armes légères s'étaient retranchés. Trois étudiants ont été tués. Le recteur de l'université a suspendu les cours pour six mois et a qualifié l'intervention des forces armées d'« agression brutale » et de « violation des principes d'humanité ». Selon certaines sources, des combats sporadiques entre la garde nationale et des civils armés se poursuivaient dans plusieurs villes du pays, notamment

à Diriamba, à 40 kilomètres au sud de la capitale.

L'Union démocratique de libération (coalition d'opposition au régime Somoza) et huit centrales syndicales ont lancé un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour ce mercredi dans l'ensemble du pays afin de protester contre l'intervention des forces armées à Masaya.

[Certains témoins ont vu flotter le drapeau du Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N., guérilleros d'extrême gauche) sur le quartier insurgé de Masaya. Il est vraisemblable que le F.S.L.N. a fourni des armes légères aux Indiens de ce quartier et a, au moins partiellement, participé à l'organisation de l'insurrection.]

PHOTO HALL Canon
63 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS 8^e

1^{er} - 2 - 3 - 4 MARS 1978
SOLDES

PHOTO-CINÉ

- 200 appareils photo
- 100 objectifs
- 150 caméras
- 100 appareils instantanés
- 100 calculatrices

HI-FI

- 60 platines disques
- 40 amplis - amplis-tuner
- 100 platines cassettes
- 70 enceintes
- et divers accessoires

les plus grandes marques
NIKON - PENTAX - MINOLTA - AKAI - 3A - etc...

KLM. AMSTERDAM.
A partir de 590F, nous vous offrons les reflets des canaux, les feux des diamants, et les cicis de Van Gogh.

Les reflets ? Sans doute enmanquerez-vous beaucoup au long des canaux circulaires, tout occupé que vous serez à détailler les palais admirablement proportionnés que s'offrirent au XVIII^e siècle les princes marchands.

Les feux ? Dans la diamanterie Van Moppes, vous ne les verrez certainement pas tous s'allumer au cours de la très lente transformation d'une gemme brute en joyau scintillant.

Les cicis ? Là, c'est une affaire entre Van Gogh et vous. Mais peut-être passerez-vous trop vite devant tel ou tel des 200 toiles et des 400 dessins qui composent son musée.

Vous comprendrez : à partir de 590 F, nous, K.L.M.,

vous offrons un week-end à Amsterdam, dans lequel sont compris les transferts, la nuit dans un excellent hôtel, le petit-déjeuner et la visite guidée de la ville.

Mais nous savons bien qu'il vous faudra plus d'un week-end pour en éprouver toutes les beautés.

Ecrivez ou téléphonez : à K.L.M., 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 7.13.57.29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

La liberté se défend

quelle école pour nos enfants ?

Ecole publique ? Ecole libre ? Vous avez le choix. Vraiment. Car l'école libre est accessible à tous les enfants, comme l'école publique. Quels que soient les moyens de leurs parents, grâce au régime des contrats en vigueur depuis 20 ans.

Les écoles libres sous contrat offrent aux familles un enseignement de qualité, dans le respect et l'épanouissement de leurs convictions morales et de leur croyance.

La Liberté de l'enseignement, c'est ça. Pouvoir choisir l'école de nos enfants sans contrainte. En exerçant notre responsabilité de parents.

Cette annonce d'information est financée par une souscription volontaire de ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ÉLÈVES DES ÉCOLES LIBRES APEL - 15, Rue Auber 75009 PARIS

école libre : libre choix

Si l'on vous dit : "Plusieurs écoles, ça ne sert à rien. Tous les enfants doivent aller à la même école", réfléchissez bien. La Liberté existe quand on a le choix. Plus de choix, adieu la Liberté.

Supprimez les écoles libres sous contrat : il ne resterait que quelques écoles privées réservées aux plus riches. Les autres n'auraient plus à choisir. Voilà pourquoi nous pensons que défendre l'école libre, c'est garantir notre libre choix. Donc la Liberté et pour demain celle de nos enfants.

En ce domaine, les parents ont leur mot à dire.

DEFENDEZ L'ECOLE LIBRE 

LES RELATIONS ENTRE LES SIGNATAIRES

Libres opinions

Démocratie et autogestion

par JEAN-LOUIS MOYNOT (*)

LES textes adoptés par le récent conseil national de la C.F.D.T. sur la planification et les nationalisations (1) font apparaître une base d'accord G.S.T.-G.F.D.T. plus solide et plus large que par le passé...

« Je me garderai d'en donner une interprétation définitive, d'autant plus que nous en discuterons encore nous pour nous clarifier des démarches et objectifs de chacune des deux organisations. »

Néanmoins, il n'est pas évident que le mouvement syndical joue un rôle indépendant pour la réussite de profonds changements. L'examen des convergences syndicales est d'une particulière importance. Les réflexions qui suivent ont été formulées immédiatement après la publication des textes de la C.F.D.T. Les discussions qui ont eu lieu entre nous, députés, ont confirmé le caractère positif de ces premières appréciations.

Se voulant plus exhaustive que nous, la C.F.D.T. propose un ensemble de mesures pour la planification démocratique très proche dans l'esprit et dans la forme des propositions G.S.T. du colloque de Nantes. Les textes parlent de « faire face à la crise » et d'élaborer un nouveau type de développement « permettant d'en sortir » dans l'intérêt des travailleurs et du pays. Ils parlent aussi de « rupture » avec le système et ailleurs de « réajuster les effets de la crise internationale ». Ces expressions, bien que parfois différentes des nôtres, impliquent l'idée de combats et non de subir, ce qui est d'une importance capitale d'un point de vue de classe.

Document et résolution établissent sans conteste une liaison entre satisfaction des besoins, démocratie pour y parvenir, et sortie économique de la crise. Toutefois ils affirment que ce n'est pas le contenu social des objectifs qui peut faire le caractère démocratique de plan, mais seulement le fait que ces objectifs sont élaborés par la volonté collective du plus grand nombre.

Pourquoi opposer l'un à l'autre ? Quelle démocratie serait possible si les capacités d'intervention de millions de travailleurs restaient aliénées par le pauvre, les conditions inhumaines de travail, les handicaps culturels, etc.

La C.F.D.T. avance l'idée d'un plan intérimaire de deux ans minimum pour laisser le temps nécessaire à un vrai débat démocratique. Le choix à faire pour produire et vivre mieux et autrement, libérer les travailleurs du poids de l'exploitation, dégager la France de l'emprise des grands groupes capitalistes, demande à la fois à être démocratiquement bien posé et à ne pas trop attendre. Il y a là une contradiction dans le temps qui doit être surmontée.

En tout cas, nous sommes d'accord avec la C.F.D.T. sur l'idée que, pour donner du poids au débat démocratique consultatif venant des entreprises, des régions et des industries jusqu'à l'échelle nationale, il faut que la consultation la plus ouverte (avec toutes les informations nécessaires) à chaque échelon serve de base aux délibérations à l'échelon suivant. C'est ainsi qu'on peut donner un grand poids à l'élaboration démocratique de masses des choix à opérer, tout en respectant les prérogatives démocratiques des assemblées politiques dont le vote sanctionne finalement les débats.

La C.F.D.T. a fait un pas positif important dans l'exposé des raisons fondamentales qui le conduisent à soutenir un programme de nationalisations qui se résume au programme commun de 1972 et envisage d'aller au-delà dans la sidérurgie et le secteur de l'énergie. Il nous faudra examiner de près avec elle l'étendue exacte du champ de nationalisations industrielles qu'elle préconise en ce qui concerne les neuf groupes du programme commun, ainsi que le détail et les modalités du « processus de nationalisation de la sidérurgie » et du « passage sous contrôle public de l'ensemble du secteur de l'énergie » pour lesquels elle se prononce.

La référence aux neuf groupes du programme commun de 1972 est nouvelle. La définition juridique-financière des groupes est restrictive. Mais la C.F.D.T. y ajoute un critère économique : l'importance industrielle des filiales ; et un critère démocratique : l'avis des travailleurs des entreprises concernées.

Au total, c'est donc sur la carte exacte et les modalités que nous vérifions notre accord.

La C.F.D.T. considère que les nationalisations doivent être le moyen de promouvoir un autre type de développement, d'étendre les droits des travailleurs, de décentraliser les pouvoirs. Nous considérons qu'elles doivent être le moyen de satisfaire les objectifs sociaux, de réaliser une véritable démocratie (droits et pouvoirs des travailleurs), d'impulser et piloter le développement productif, d'assurer l'indépendance économique nationale et une nouvelle coopération dans le contexte de la crise internationale. Cela se recoupe largement.

Les tâches dévolues aux risques de centralisme, d'étatisation et de bureaucratie se veulent être très riches et très variées. Mais nous-mêmes avons clairement affirmé nos orientations dans ce sens, tout en rappelant (ce que la C.F.D.T. ne s'aurait nier) que la démocratisation de la synthèse nationale des débats décentralisés de la base n'est pas moins importante pour faire de bons choix.

La dynamique de la démocratie doit changer profondément le travail. Cela débouche d'une part sur le concret humain des rapports de production (maîtrise des outils et coopération au lieu de l'autorité). C'est un processus décisif du chemin vers le socialisme en France. Cela débouche d'autre part sur la place de la France dans la division internationale du travail, dont dépend la capacité économique, sociale et politique de réaliser cette sortie nationale de la crise face aux pressions énormes que les pays capitalistes les plus puissants opposent à cette tentative. La poursuite de nos discussions devrait montrer à nous sommes bien d'accord sur ces idées qui n'apparaissent pas tout à fait clairement dans les textes récents de la C.F.D.T.

Les institutions et mécanismes que la C.F.D.T. propose au niveau de la direction des entreprises nationalisées sont assez différents de nos propositions. Mais on trouve beaucoup de préoccupations communes avec les nôtres dans l'énoncé du rôle des travailleurs dans le processus de planification et de la gestion.

S'agissant des conseils d'établissement et d'atelier, sans préjuger des formes auxquelles s'arrêteront nos réflexions et l'expérimentation à mettre rapidement en œuvre, nous considérons que les droits et pouvoirs concrets des travailleurs au niveau le plus proche de leur travail quotidien sont un des éléments décisifs de la réussite des changements.

Si l'on considère à la fois que les syndicats doivent être complètement indépendants et qu'ils doivent jouer un rôle actif (plus que pédagogique) dans la mobilisation des travailleurs pour la démocratie et les objectifs de changement, nous pouvons avancer dans la recherche en commun des formes les plus appropriées. L'idée des conseils entre les collectifs de travailleurs à différents niveaux de l'entreprise nous intéresse. Mais nous ne croyons pas que, dans la vie, les contradictions se résolvent seulement avec des conseils. Et l'autonomie des collectifs de base dans la perspective de l'autogestion dépend de beaucoup d'autres facteurs (nouveaux rapports des travailleurs de diverses qualifications et responsabilités entre eux, développement de la conscience sur la base de l'expérience, connaissances des véritables données des choix à opérer). Bref, tout cela ne se développera pas de façon purement spontanée, ni sans bataille ferme, intelligente et démocratique sur des objectifs de classe. Nous continuerons d'en discuter en construisant en commun.

(*) Rédacteur confédéré de la C.G.T.

(1) Le Monde du 7 février.

M. Marchais : un accord avant le 12 mars

M. Georges Marchais a participé, mardi 28 février, sous la forme d'une interview, à la deuxième édition de la campagne électorale à la télévision et à la radio nationale. Il a déclaré : « Le combat que nous menons, nous communistes, est essentiellement pour combiner le parti socialiste et ce programme-là (de 1972). Il n'est pas vrai que nous ayons refusé d'adhérer au programme commun. Nous voulons actualiser le programme de 1972 afin de tenir compte de tout ce qui a changé depuis... »

« Les Français doivent se poser la question suivante : « Pourquoi François Mitterrand refuse-t-il de reprendre le négociation ? » Pourquoi le P.S. veut-il continuer à servir les intérêts de la bourgeoisie ? » Il dit qu'il faut aller aux élections et que nous ne serons qu'à deux semaines avant le 19 mars qu'il faut résoudre les problèmes. Il faut dire la vérité aux Français et non se faire des illusions. Il y a de très grandes divergences profondes sur le programme commun nous ne nous posons pas le droit de les exclure. Ensuite, François Mitterrand cache-t-il la vérité ?

« Moi, au nom de mon parti, je dis : reprenons la discussion et nous pourrions conclure un accord avant le 12 mars et sur le programme et sur la composition du gouvernement qui aura la charge de mettre en œuvre le programme et par voie de conséquence sur le déstabilisme. »

« Il reste onze jours » Une fois de plus, M. Marchais qui était mardi soir 28 février à Sarcelles, a renouvelé devant plus de dix mille personnes son appel à la reprise des négociations pour le programme commun. Apparaissant, trois quarts d'heure précédés le secrétaire général du P.C. : MM. Jacques Blotin, secrétaire départemental du Val-d'Oise et Fernand Chablain, secrétaire maître de Forges, ex-candidat dans la première circonscription, qui s'est retiré en faveur de M. Dominique Gallet (U.G.P.), et Jean-Michel Castaigne, secrétaire général des Jeunes communistes.

En s'adressant une fois de plus à ses partenaires de la gauche, M. Marchais a déclaré : « Non, François Mitterrand, ce n'est pas trop tard, il reste onze jours ; ce n'est pas trop tard pour l'union, pour la victoire, pour le changement, pour la reprise des négociations. Que la gauche socialiste renouelle son programme commun, à la table des négociations. » Des lueurs ont accueilli le nom de Mitterrand et des applaudissements ont, au contraire, salué celui de Dominique Gallet, qui ne se trouvait pas mardi soir sous le chapiteau de Sarcelles.

LA L.C.R. EST PRÊTE A RENCONTRER LE P.C.

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées mardi 28 février, porte de Paris, à Paris, à l'appel de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste). Après plusieurs débats consacrés notamment à la situation en Italie, en Portugal et dans les pays de l'Est, les débats ont été consacrés à la perspective des élections législatives.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique, a notamment dénoncé ce qu'il a qualifié de « patronat » et souligné la « division politique de la droite ». Puis il a indiqué : « Si la victoire des partis ouvriers est probable le soir du premier tour, elle reste aléatoire pour le second (...). C'est une formidable lutte d'influence que se joue entre le P.C. et le P.S. Ce n'est pas un problème de programme, c'est un problème de rapport de forces. » Le chef de file trotskiste a ensuite analysé l'attitude du P.C.P. en ces termes : « Soutenez d'urgence la poussée électorale du P.S. (...) et de se faire reconnaître comme le seul parti des travailleurs. Il reprend à la va-vite à son compte certaines aspirations populaires, et, entre autres, les propositions de la C.F.D.T. (...) Dans le même temps, il s'agit des prises de position de la C.G.T. aux exigences de sa ligne, compromettant un peu plus l'image démocratique déjà médiocre de cette centrale. (...) Ces contradictions se cristallisent sur son caractère de déstabilisme. »

M. Krivine a également estimé que, dans ces conditions, l'hypothèse d'un refus de déstabilisme de la part du P.C. n'était pas à exclure. Enfin, affirmant que les communistes d'ici-bas ne se laisseront pas entraîner par le temps d'une élection, il a qualifié l'élection révolutionnaire, « l'élection à la gauche ». Nous, communistes, qui n'attendons pas à ce que le parti mondial ou régional, nous qui sommes un parti totalement indépendant et souverain, nous qui sommes la politique de notre parti, nous ne sommes pas à Bruxelles, ni à Bonn, ni à Washington, ni à Moscou — et nous voulons qu'il en aille de même pour la politique de la France. »

Cette déclaration est mise en valeur par l'Humanité en la présentant en première page. Les secrétaires d'Etat visés sont M. René Barthes, René Barthelemy et Jacques Barrot.

Le Parti populaire européen a été officiellement fondé le 21 février, après plusieurs mois de négociations difficiles entre deux partis démocratiques chrétiens d'Europe occidentale. Présidé par M. Le Tindemann, premier ministre belge, cette formation doit tenir son premier congrès à Bruxelles les 6 et 7 mars. Elle n'existe qu'en fonction des élections du parlement européen au suffrage universel.

DIX PROFESSEURS CRITIQUENT LES ECONOMISTES DE GAUCHE

Au cours de leur conférence de presse, les professeurs ont critiqué également certains points de la politique actuelle du gouvernement (blochage des prix, politique de stop and go, répartition de crédits préférentiels aux exportateurs, etc.), résumant toutefois : « La politique sociale par M. Barrot nous paraît infiniment plus proche de ce que nous sommes raisonnables que celle proposée par la gauche. »

(1) Mlle Adeline, Raymond, Gilles, Fournier, Ballez, Bernoux, Garello, Jemy, Rosa, Salm et Weber.

M. Roger-Claude Scherrenberg, délégué général du Mouvement des radicaux de gauche, a demandé, mardi 28 février à Amboise, qui finance la campagne électorale au premier ministre. Il a déclaré : « Partout en France, sur des panneaux commerciaux, des milliers d'affiches proclament majestueusement Barrot et son équipe. Comme M. Barrot n'appartient à aucun parti, une question se pose : qui paie ces affiches publicitaires à grand spectacle et qui finance ? Peut-on nous rassurer et nous garantir que l'argent public ne finance pas cette campagne politique, même par quelque voie détournée ? »

M. Mitterrand : le moment venu...

M. François Mitterrand, qui était mardi 28 février à Poitiers, a déclaré au cours d'une conférence de presse : « Les propositions de la C.F.D.T. sont positives et seront très utiles le moment venu. Mais la discussion ne pourra s'engager qu'après le deuxième tour, et les partis de gauche l'ont emporté. Cette discussion sera libre pour conclure un pacte de gouvernement, le programme commun de 1972 restant un bon document de travail. »

Le premier secrétaire du P.S. a reproché à M. Barrot de créer un climat alarmiste en affirmant que la France dotée d'un gouvernement de gauche devra quitter le Marché commun. « C'est, selon moi, une attitude antidémocratique. » Il a rappelé que le programme commun de 1972 prévoyait que la politique européenne serait poursuivie par un gouvernement de gauche et que la France resterait dans le Marché commun car c'est l'intérêt du pays, et nous ne demandons rien qui ne bénéficie le traité lui-même, a-t-il déclaré.

De même, M. Mitterrand reproche au premier ministre d'oublier de dire que l'augmentation du SMIC proposée par la gauche serait assortie de mesures d'aide et de soutien aux artisans et petites et moyennes entreprises afin de leur permettre de supporter cette charge. « Notre proposition ne peut être comprise que si elle est replacée dans son contexte. C'est la maîtrise des honnêtetés », a-t-il conclu.

« LA LETTRE DE L'UNITÉ » (P.S.) : un « sommet » au lendemain du premier tour.

La lettre de l'Unité, bulletin du parti socialiste, commente, dans son numéro du 28 février, la réaction du parti communiste (le Monde du 1^{er} mars) aux propositions de la C.F.D.T.

« En déclarant « positives » des propositions qui sont en fait dérivées des siennes, le parti communiste reconnaît au même coup que ces dernières n'étaient pas si nouvelles que cela. Le 28 septembre et longtemps encore après, la condition inamalgable pour que soit respecté le programme commun de 1972, la C.F.D.T. ne propose pas en effet la nationalisation de toutes les filiales détenues à plus de 50 % par les groupes eux-mêmes nationaux, mais seulement celles de ses responsables de membres de la commission exécutive de la C.G.T. et de rédacteur en chef du Peuple (mensuel de la C.G.T.). »

« Il se trouve que Claude Germon fait ou laisse faire largement état dans ses proclamations, déclarations et prises de position, de ses responsabilités de membre de la commission exécutive de la C.G.T. et de rédacteur en chef du Peuple (mensuel de la C.G.T.). »

Pour sa part, M. Germon a estimé cette attaque « parfaitement injustifiée » et a rappelé qu'il a, depuis deux mois, abandonné ses responsabilités syndicales, durant le temps de la campagne électorale.

Cette circulaire est le candidat communiste est M. Pierre Durand, député sortant, membre du comité central.

LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE : il faut chasser le capitalisme.

Cinq créateurs se sont exprimés, mardi 28 février, sur les trois chaînes de télévision, au nom du Front autogestionnaire. Il s'agit de Mmes Eugénie Bonchardet et Madeleine Laude et de M. Charles Figeat et Claude Bourdet, tous membres du P.S.U., et de M. Jean-Marie Müller, membre du comité de coordination du MAN (Mouvement pour une alternative non violente). Le Front autogestionnaire, qui regroupe, outre des militants du P.S.U. et du MAN, des écologistes, des régionalistes et des groupes de femmes, souhaite faire « destituer la droite ».

M. Figeat, membre du secrétariat national du P.S.U. et délégué C.F.D.T. de l'entreprise Ip à Besançon, a notamment indiqué qu'il faut chasser le capitalisme, et pour cela commencer par des nationalisations. Les autres orateurs ont défendu la cause des femmes et des soldats candidats aux élections législatives.

Enfin M. Müller a estimé : « Les exigences de l'écologie ne peuvent être satisfaites que dans la perspective globale du socialisme autogestionnaire. »

M. FABRE (M.R.G.) : ne confondons pas programme syndical et programme politique.

M. Robert Fabre, président du M.R.G., a déclaré, mardi 28 février, à Radio-Montre-Carlo, à propos des propositions d'actualisation du programme commun émanant du P.C. et de la C.F.D.T. : « Nous autres, radicaux de gauche, entendés par notre comité directeur, avons défendu, au cours de ces négociations, un certain nombre de propositions qui visaient à rendre le programme commun plus acceptable et plus séduisant pour les Français. Ce programme commun — nous y avons consacré et nous y consacrerons nos efforts — n'est pas un programme syndical, mais un programme politique. »

« Il ne faut pas confondre, il y a des syndicats qui ont des revendications, et ces revendications, elles peuvent être légitimes au-delà des propositions des formations politiques. Mais nous ne confondons pas un programme syndical avec un programme politique. »

UN TRACT C.G.T. CRITIQUÉ M. GERMON

L'union départementale C.G.T. de l'Essonne critique, mardi 28 février, dans un tract, l'attitude de M. Claude Germon, maire socialiste de Massy, membre de la commission exécutive de la C.G.T. et candidat P.S. dans la 3^e circonscription de ce département.

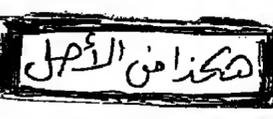
« Les prises de position et le comportement du candidat du parti socialiste, Claude Germon, s'associent aux critiques portées contre la C.G.T. et largement exploitées par les grands moyens d'information dominés par la réaction, créent une situation de rupture à l'égard de la C.G.T., déclare le tract. »

« Il se trouve que Claude Germon fait ou laisse faire largement état dans ses proclamations, déclarations et prises de position, de ses responsabilités de membre de la commission exécutive de la C.G.T. et de rédacteur en chef du Peuple (mensuel de la C.G.T.). »

Pour sa part, M. Germon a estimé cette attaque « parfaitement injustifiée » et a rappelé qu'il a, depuis deux mois, abandonné ses responsabilités syndicales, durant le temps de la campagne électorale.

Cette circulaire est le candidat communiste est M. Pierre Durand, député sortant, membre du comité central.

RECTIFICATION. — M. Alain Ruellan, candidat au Front autogestionnaire dans la 2^e circonscription (Jullé-Vilain (Comme-Sud), n'est pas membre du P.S.U., comme le Monde du 7 février l'avait indiqué. M. Ruellan nous prie de dire que son engagement politique n'est pas dans le cadre de la vie associative, et en particulier dans celui d'« associations d'information sur les problèmes liés à la santé », et « dans le cadre syndical ».



La préparation des élections législatives

DU PROGRAMME COMMUN

Les propositions de la C.F.D.T. auxquelles se réfèrent les dirigeants de la gauche

Voici les principales propositions du bureau national de la C.F.D.T. auxquelles se réfèrent depuis quelques jours les dirigeants de la gauche...

GROUPES ET SECTEURS A NATIONALISER

La C.F.D.T. demande la nationalisation des grands groupes industriels et des secteurs bancaires et financiers mentionnés dans le programme commun...

QUATRE CENT CINQUANTE FILIALES

Les filiales et sous-filiales des grands groupes industriels en question devraient être nationalisées si leur capital dépend de la société mère à plus de 66 %...

Dans les sociétés où l'Etat détient entre 51 % et 66 % du capital, la C.F.D.T. propose, comme le P.S., de donner une réforme législative, les actionnaires minoritaires de leur droit de blocage...

Le P.S., en déclarant : « Certaines filiales à 5 % sont utiles à intégrer dans les nouvelles entreprises nationales », mais elle ajoute : « D'autres, à 20 % ou 51 %, ne sont pas nécessaires et peuvent, par conséquent, rester des filiales de droit privé, ou même être rétrocédées au secteur privé. »

L'INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs d'actions recevraient en échange des obligations nominatives de l'Etat. Pour distinguer entre les gros et les petits porteurs, la C.F.D.T. propose que les porteurs individuels pourront recevoir leurs actions ou être remboursés, mais seulement par fraction, dans la limite d'un plafond annuel égal à dix fois le SMIC...

LA DIRECTION DES ENTREPRISES NATIONALISEES

Elle serait assurée par un double système : d'une part, un conseil d'entreprise, constitué uniquement de travailleurs élus au suffrage universel ; d'autre part, un conseil d'acteurs composé de représentants des pouvoirs publics (minoritaires), du Plan, des collectivités, des usagers et des syndicats (ces derniers à titre consultatif)...

Durant la période transitoire, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'un plan démocratique ait été élaboré et qu'un contrat ait été signé entre l'administration du Plan et l'entreprise, c'est le conseil externe qui remplacerait l'ancien conseil d'administration. Il nommerait la direction provisoire, assurerait les grandes orientations de la gestion et négocierait avec le conseil d'entreprise ; ce dernier exercerait un rôle de contrôle avec droit de veto pour les « décisions importantes ».

Le conseil d'entreprise n'aurait pas, dans un premier temps, un pouvoir de décision dans les entreprises nationalisées ; celui-ci appartiendrait à l'organe externe ; cet organe remplacerait l'actuel conseil d'administration des sociétés. Le conseil des travailleurs pourrait cependant opposer son veto aux décisions qui entravent l'avenir de l'entreprise.

Le système serait inversé au terme de la période transitoire. Le conseil d'entreprise serait alors l'organe de gestion, et il élirait son président. Le conseil externe exercerait alors un contrôle à posteriori. Il disposerait d'un droit d'appel sur certaines décisions importantes prises par le conseil d'entreprise. Le conseil externe pourrait être commun à plusieurs entreprises nationalisées.

LES CONSEILS D'ATELIER OU DE SERVICE

La C.F.D.T. insiste avec force sur la création des conseils d'atelier ou de service dès l'entrée en application des lois de nationalisation. Ces conseils seraient composés uniquement de travailleurs élus au suffrage universel et à la proportionnelle. Les syndicats devraient être avisés sur les listes de candidats présentes. Ils devraient leur voter lors des premières élections, afin d'éviter les « manipulations politiques et technocratiques ».

Les conseils d'atelier auraient à négocier des conditions de travail et des modalités d'exécution des tâches. Ils seraient élus par les travailleurs de l'entreprise ; ils dépendraient des conventions collectives de leur branche d'activité ou négocieraient au coup par coup des accords d'entreprise.

LA PLANIFICATION

La décentralisation est pour la C.F.D.T. l'idée directrice de la planification, dans les initiatives comme dans les responsabilités. Ce n'est pas le D.P. qui prendrait les décisions ; ce sont les populations qui participeraient activement à son élaboration et à sa mise en œuvre.

La préparation commencera donc par une série de débats à l'échelon local, dans les communes, les entreprises. Elle se poursuivra par grands secteurs d'activité au niveau régional puis national. Il n'y aura pas de documents pré-élaborés, la population exprimant dans chaque instance ses besoins prioritaires. Cependant, un calendrier commun est prévu sur une période d'environ un an.

Par souci de réalisme pendant la période d'élaboration de ce premier plan, sera établi un plan intérimaire de deux ans qui ne sera pas réellement dérogatoire aux vœux de la C.F.D.T. mais devra cependant intégrer et les mesures adoptées lors des négociations immédiates, et les engagements du gouvernement.

LA REGION

Des pouvoirs réels seront attribués aux collectivités territoriales. La région « lieu déterminant du débat » sera dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Elle aura un conseil régional élu au suffrage universel. L'assemblée régionale peut lever l'impôt sur les bénéfices des entreprises nationales, la tutelle et le contrôle a priori exercés par le préfet de région pour le compte de l'Etat sont supprimés.

Les communes disposeront aussi de pouvoirs plus grands : recettes fiscales propres, remplacement de la tutelle par un contrôle a posteriori, gestion d'offices fonciers avec les travailleurs concernés.

Les questions ayant trait à la fiscalité n'avaient pas été traitées par la C.F.D.T. comme les précédentes, à son conseil national de fin janvier, mais en début de décembre 1977.

En Bretagne, l'U.D.B. ne fera pas de surenchère en cas de victoire de la gauche

Le parti communiste et le parti socialiste vont-ils trouver, en Bretagne, un terrain d'entente ? A quelques jours d'intervalle, les représentants du P.C. et du P.S. ont, en tout cas, reconnu une certaine spécificité au problème breton. Les nos et les autres ont réclamé, pour cette région, des « mesures particulières ». Les uns et les autres ont rappelé — avec insistance — que leurs partis respectifs ont déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi portant pour le P.C. création d'un pouvoir régional, et pour le P.S. décentralisation de l'Etat. Compte tenu d'une précédente proposition de loi du P.S. sur l'organisation régionale, les positions des deux partis sont aujourd'hui pratiquement identiques.

Saint-Malo. — « Usines fermées, bateaux désarmés, exploitations agricoles disparues, syndicalistes licenciés, langue bretonne interdite à l'école et à la télévision, journaux étrillés, implantation militaire croissante, territoire régional amputé de la Loire-Atlantique... la situation bretonne, estime l'Union démocratique bretonne, s'aggrave chaque année et exige des solutions « radicales, globales et spécifiques ».

En ouvrant sa campagne électorale, l'U.D.B. qui présente dix-sept candidats dans les cinq départements de la Bretagne historique, résume, pour les lecteurs de son mensuel le Peuple breton, toutes les « fausses solutions » : celles de « la droite qui ne peut prendre en charge le problème breton parce que ses intérêts sont à l'opposé des travailleurs » ; celles des responsables économiques bretons — notamment des membres du Comité économique et social — qui ne pensent qu'à désestimer, c'est-à-dire à rapprocher la Bretagne de Paris, au lieu de « faire Rhône-Rhin » ; celles des « jacobins », qui, « loin de faire avancer les choses, écartent bien des gens de vraies réponses ».

Le parti communiste et le parti socialiste ne trouvent pas grâce pour autant aux yeux de l'U.D.B. Au P.C., les autonomistes reprochent ses « attaques partielles et superficielles ». « Il n'est pas sérieux, assurant-ils, de dire — comme le fait le P.C. — que l'U.D.B. divise les travailleurs ; il est au contraire évident que l'autonomie est une revendication fasciste ; il est encore moins sérieux de nous dire — comme l'a fait Georges Marchais, à Concarneau, en novembre 1969 — « En vingt-quatre ans, vous avez eu quatorze ministres bretons et ça n'a rien changé. Quelle tristesse ! »

Les critiques de l'U.D.B. à l'égard des socialistes sont d'un autre ordre. Le P.S. s'étant donné en Bretagne, dès 1972, une structure régionale, le Bureau régional d'étude et d'initiative socialiste (BREIS), et participant au Front culturel progressiste au même titre que le mouvement Ar Falz, le P.S.U. ou, l'U.D.B. Les autonomistes ne s'en contentent pas et estiment que « les positions avancées de certains socialistes bretons ne vont pas beaucoup au-delà de leur circonscription électorale ». « Pour un Josselin, un Philppe ou un Le Penzec qui ne comptent guère au P.S., il y a bien des Mauroy, des Delors et des Chabanais, pourvus de médailles de Jacobinisme », soulignent-ils.

Seule, estiment les autonomistes, l'U.D.B. apporte des solutions efficaces au problème breton. Ses solutions sont contenues dans son « programme démocratique breton » rendu public le 13 décembre dernier. Après y avoir présenté les moyens des conditions de développement économique de la Bretagne, l'U.D.B. propose des « institutions démocratiques pour une Bretagne majeure », en précisant : « Seul un statut d'autonomie sera à même de garantir au peuple breton un exercice complet de ses droits démocratiques ».

Pour atteindre ce but, l'U.D.B. prévoit les mesures suivantes : une assemblée bretonne souveraine élue au suffrage universel direct, à la représentation proportionnelle et au scrutin de liste, chargée d'écrire en son sein un statut ; la suppression de l'autorité de tutelle préfectorale ; l'exercice par l'assemblée bretonne des compétences actuellement dévolues à l'établissement public régional, aux conseils généraux et aux services préfectoraux. Un conseil économique, social et culturel donnerait son avis sur toutes les mesures qui sont du ressort de l'assemblée.

L'U.D.B. qui souhaite la suppression des départements (et donc des conseils généraux), propose la création d'une nouvelle collectivité locale : le « pays », échelon intermédiaire

LISEZ Le Monde des Philatélistes

L'Union démocratique bretonne (U.D.B.), parti autonomiste qui frappe depuis plusieurs années à la porte de l'union de la gauche tout en refusant d'y entrer vraiment, prend bon espoir de l'évolution des partis « hexagonaux ». Le travail qu'elle a effectué depuis sa création, il y a quatorze ans, pour faire reconnaître la particularité du problème breton par la gauche traditionnelle porte soudain ses fruits. Toutefois, les nouvelles options de ses partenaires pourraient, à terme, remettre en cause son existence.

De notre correspondant

Entre la région et la commune. Le « plan breton » élaboré démocratiquement s'intégrerait dans la « planification hexagonale ». La coordination interrégionale étant assurée par les assemblées régionales. Malgré les vives critiques qu'elle lance contre les partis de gauche « hexagonaux », l'U.D.B. souligne « que le premier responsable de la situation actuelle de la Bretagne est bien le capitalisme et que l'Etat centralisé français n'est que son instrument ». Toute réforme dans le cadre d'une société capitaliste ne résoudrait rien, estime-t-elle, avant de préciser : « Les seules solutions acceptables sont celles qui permettent au peuple breton d'aboutir à l'appropriation collective des moyens de production et d'échange. Cela a un nom, c'est le socialisme ».

De leur côté, communistes et socialistes ne contestent pas à l'U.D.B. le mérite d'avoir entraîné à la revendication bretonne sa couleur droite. La présence de candidats U.D.B. sur les listes d'union de la gauche aux élections municipales de mars 1977 le démontre. La campagne pour les élections législatives devrait encore rapprocher davantage les partisans de l'union de la gauche et les autonomistes de l'U.D.B.

L'importance du pouvoir régional

Tout à tour, les socialistes et les communistes ont souligné l'importance du « pouvoir régional » et de la « décentralisation de l'Etat ». En présentant, le 22 janvier, à Rennes, ses candidats bretons, le P.C. a rappelé sa proposition de loi portant création « d'un pouvoir régional dans la perspective d'un socialisme démocratique autogestionnaire pour la France », déposée le 12 décembre à l'Assemblée nationale. Les communistes bretons reconnaissent, d'autre part, la « nécessité de prendre des mesures particulières en faveur d'une région comme la Bretagne dans des domaines comme les équipements, les investissements créateurs d'emplois, comme pour faciliter l'épanouissement de la vie culturelle ».

Les candidats du P.S. reconnaissent également que la Bretagne est « victime des déséquilibres régionaux » et qu'elle a « besoin d'un véritable pouvoir régional ». Le Bureau régional d'étude et d'initiative socialiste (BREIS), réuni à Brest le 21 janvier, n'a pas dit autre chose en dénonçant « la politique d'abandon pratiquée à l'égard de la Bretagne par le système capitaliste et son allié le pouvoir central ». Le BREIS a également rappelé la proposition de loi « portant décentrali-

tion de l'Etat » que le P.S. a déposée, le 16 décembre, à l'Assemblée nationale. Compte tenu de la proposition de loi sur l'organisation régionale déposée, en 1972, par le P.S., les socialistes et les communistes ont pratiquement le même programme pour la réforme du pouvoir régional. Les uns et les autres prévoient l'élection d'une assemblée régionale au suffrage universel assistée d'un conseil économique, social et culturel. Ils prévoient également la suppression de la tutelle préfectorale. Le P.S. réclame, pour la région, un « niveau d'autonomie et de responsabilité nécessaires à l'exercice de compétences réelles », et le P.C. propose d'ouvrir la voie à « l'autogestion régionale comme une des composantes de l'autogestion de la société tout entière ». Il faut ajouter aux réformes administratives proposées par les deux partis le réformisme de l'enseignement des langues régionales et la rationalisation de l'éducation.

Les autonomistes de l'Union démocratique bretonne n'en réclament pas beaucoup plus. Le P.S. et le P.C. ont pratiquement rejoint nos positions, explique M. Ronan Leprohon, membre du bureau politique de l'U.D.B., conseiller municipal de Brest, et candidat aux élections législatives dans la 2^e circonscription de Finistère. Ils proposent ce que nous réclamons depuis quatorze ans. M. Louis Le Penzec, député du Finistère et porte-parole du BREIS, l'admet et ajoute : « En présentant ses revendications pour la région, le P.S. pose de sérieux problèmes à l'U.D.B. Il va jusqu'à mettre en cause son existence. » « C'est leur rêve, répond M. Leprohon, mais nous n'en sommes pas là. »

Si l'U.D.B. omettrait favorablement l'évolution des deux principaux partis de gauche, elle attend l'application des réformes promises. « Nous posons deux critères pour juger la sincérité de nos partenaires », explique M. Leprohon : la date de substitution des députés qui nous proposent et la date des élections aux assemblées régionales. Le P.C. a assuré que ces élections auraient lieu en 1978. Le P.S., plus réticent, a finalement accepté cette date. Si la gauche respecte ses engagements sur ces points, nous ne ferons pas de surenchère. Si nous avions un élu, il aurait ainsi pour mission d'appliquer le programme commun. Nous admettons très bien qu'une législature se passe sans que soit mise en place, par exemple, la régionalisation de l'éducation que nous réclamons. Nous ferons toujours passer le socialisme avant une licence de langue bretonne. »

ANDRÉ MEURY.

Pas de compromis immédiat

(Suite de la première page.)

Une base de compromis s'esquisse cependant : il reste à s'entendre sur la date du rendez-vous. Dans l'état actuel des choses, la question du calendrier n'en porte sur toute autre considération. Le P.C. voudrait reprendre la discussion en disposant d'atouts — la propagande électorale, les démissions — qui lui échappent, à brève échéance. En tentant d'obtenir de son partenaire plus qu'il n'a obtenu jusqu'ici,

il cherche à se placer en bonne position pour le 12 et le 19 mars et à assurer son influence au sein d'un éventuel gouvernement de gauche au-delà de la consultation. Le P.S. attend de mesurer l'audience qu'il lui prête et qu'il espère le 12 mars et de compiler ses élus le 19 pour discuter, au fond, avec le P.C.

Dans les deux cas, on parle sur l'évaluation des désaccords avec pour enjeu le sort de la gauche.

ANDRÉ LAURENS.

Un débat d'Information pour les droits du soldat

Quelle armée pour demain ?

L'éventualité de l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir aurait pu rendre particulièrement intéressant le débat sur les droits démocratiques à l'armée, organisé, mardi 28 février, sur l'initiative d'Information pour les droits du soldat (I.D.S.) (1), en raison de la présence de deux officiers supérieurs, proches du parti socialiste : le général Jean Becam et l'amiral Antoine Sanguinetti.

En fait, le dialogue n'eut jamais vraiment lieu entre eux et les quelque cinquante candidats aux élections législatives. Cette manifestation eut seulement le mérite de souligner les différences de sensibilité qui séparent les représentants des comités de soldats de ceux qui seront peut-être demain les artisans de la politique de défense en France, portant notamment sur l'objection de conscience, la création de syndicats et l'importance des revendications matérielles à satisfaire à l'armée immédiatement.

« Des conditions de vie décentes pour les soldats », demandent les militants d'I.D.S. : leurs revendications, une solde égale au SMIC, une affectation « qui ne soit pas en moyenne à 250 kilomètres du domicile », des transports gratuits, quarante-huit heures de repos hebdomadaire, le libre choix de la date d'incorporation sont présentés comme une volonté de briser l'isolement du contingent par rapport à la nation. Toutes ces propositions de la part de l'amiral Sanguinetti, qui rappelle que la gratuité des transports pour les appelés coûterait plus de 1 milliard de francs. Et le pays, dit-il, a tellement besoin de crèches, d'hô-

pitales... L'accord ne s'est pas fait non plus sur le contenu des droits démocratiques dans une armée qui serait différente. « Nous donnons le droit de ne pas faire partie de votre force de mobilisation populaire ? N'y a-t-il pas la disparition d'un droit social ou démocratique ? », demandera un participant à ces représentants de la gauche officielle. Et aussi : « Quel pouvoir suffisamment fort sera donné aux armées au peuple, lui apprendra le sabotage et la réduction de cadence et d'autres techniques de résistance populaire ? », s'interrogera un candidat.

Les craintes des militants de gauche, face à l'armée actuelle, qu'ils soient officiers ou simples engagés semblent être les mêmes : exprimées avec force par l'amiral Sanguinetti, elles reposent sur la réorganisation de l'armée depuis trois ans en vue d'une éventuelle crise intérieure en mars 1978. A l'appui de cette thèse, l'amiral Sanguinetti devait évoquer le renouvellement de l'état-major en 1975, la revalorisation matérielle de la fonction militaire et surtout le fondement des effectifs des régiments « de l'intérieur ».

Mais les uns et les autres semblaient apporter une réponse sensiblement différente à la question fondamentale : « Qui contrôlera l'armée demain ? » Pour ces militants des comités de défense, ces membres de divers collectifs, ces signataires de pétitions, venus souvent du P.S.U. et de la gauche du P.S., l'autogestion apparaît à bien des égards comme une panacée. En revanche, il n'est pas question ni pour le général Becam ni pour l'amiral Sanguinetti « de mettre l'armée sous la haute surveillance des comités de soldats », mais « sous la seule responsabilité du peuple français et de ses représentants ». — N.B.

(1) Information sur les droits du soldat. E. JULIEN, B.P. 112, 93225 Paris Cedex 17.

Le Monde dossier et documents PUBLIE LE DOSSIER DES NATIONALISATIONS Les faits Les projets Le débat 10 F. EN-VENTE PARTOUT

L'«Internationale» en breton

De notre correspondant

Saint-Malo. — Cheveux courts, col blanc et cravate ; l'allure bourgeoise ne parvient pas à dissimuler l'ardeur du militant. Dans les meetings, candidats dans la troisième circonscription de Finistère (Landerneau, Ploudalmézeau), M. René L'Hostis (U.D.B.), débute, paillard, échanté. « Je suis totalement autonomiste, confie-t-il. C'est ma seule raison de vivre pour ma femme et mes enfants ».

Né à Ploudalmézeau, dans le nord du Finistère, il y a trente-quatre ans, M. L'Hostis quitte l'école à seize ans. Ses parents ne pouvant plus lui payer des études, il s'engage dans la marine nationale comme huit de ses neuf frères. Trois ans après, il quitte le « Royale », embarqué au « fascisme de l'armée ».

Il part pour Paris. « Les petites plaques du quartier des Lilas, mais du travail », raconte-t-il. Les dorénavant de 1968 ne le décident pas à entrer au P.S.U., pas plus qu'au P.C. L'engagement syndical ne parvient pas à cal-

er sa solitude. Il prend contact avec une association culturelle qui lui fait découvrir l'Union démocratique bretonne (U.D.B.). Un discours du général de Gaulle sur la décentralisation et la régionalisation le décide. « J'ai compris tout à coup qu'il n'y avait pas d'autre solution que de militer chez soi et qu'il n'y avait rien à attendre des partis qui prétendent le centralisme. En Bretagne, il y avait l'U.D.B. je suis revenu pour y militer. »

En 1970, il quitte Paris et son emploi d'électromécanicien. Suit une longue série de petits métiers et de déambulations. Aujourd'hui, M. L'Hostis est employé dans la réparation navale. Il vit à Landerneau - Ploudalmézeau, deux kilomètres de sa ville natale. Il y a organisé une école maternelle en langue bretonne. « Maintenant, les choses changent en Bretagne, fait-il remarquer, les Bretons retrouvent leur fierté. »

A.M.

POLITIQUE

La préparation

EN CAMPAGNE

Le « bon choix » d'un « bombardé » R.P.R.

La 804 s'arrête sur le plateau de Vancy, petits commerces, aux portes d'Annecy. En descendant M. Patrick Balkany, vingt-neuf ans, P.-D.G. d'une société de prêt-à-porter, membre du comité central du R.P.R., « bombardé », ainsi qu'il le dit lui-même, dans la première circonscription de l'Yonne, contre le député sortant, M. Jean-Pierre Soisson, maire d'Annecy, secrétaire général du P.R.

Suivi de son suppléant et de son épouse (elle tient la permanence), il investit la petite mairie, distribuant sur son passage les trinités de son journal électoral, la *Rassemblement de l'Yonne*, dont le sujet est le plus caustique d'actualité « Soissonades ».

Dans une salle, une vingtaine de personnes, tassées sur les bancs du foyer de la mairie, l'expliquent les raisons de sa candidature : « Dans la majorité, la pluralité organisée est indispensable. Aux cantonales de 1976, M. Soisson a été battu par un socialiste. Une primaire avait été faite dans le département, le P.R. le C.D.S. et les radicaux du J.-L. S.-S. — l'ennemi acharné de la République et du général de Gaulle — ont constitué un front anti-R.P.R. pour réduire l'influence de Jacques Chirac, élargir la majorité et faire une politique directement inspirée du programme socialiste ».

Faça aux « maquilles de politiciens sans scrupules », M. Balkany joue cartes sur table : « Ce que nous voulons, c'est revenir à la politique menée de 1958 à 1974, une politique qui ne peut abandonner depuis que le droit est en jeu ». Lui fait-on remarquer que M. Chirac a été premier ministre, il observe que, ne pouvant appliquer « sa politique », il a donné sa démission. Critique-t-on le Marché commun et sa politique agricole, il rappelle que le déchargement d'une lourde tâche, et il pourra se consacrer entièrement à sa carrière.

« C'est un zozo », tranche de son côté, M. Soisson, quel que peu agacé par cet adversaire qui « va un peu fort ».

PATRICK FRANCÉS.

M. Lecannet dans le XV^e arrondissement : après 1978, 1981

Au 53 de la rue Brancon, dans le XV^e arrondissement, M. Jean-Luc Lecannet, trente-cinq ans, membre du bureau politique du C.D.S. et candidat de l'Union pour la démocratie française, fait ce qu'il peut pour donner à sa campagne électorale (le député sortant est M. Jacques Maréchal, R.P.R.) un tour un peu original. Le soir, dans l'ancien bistrot où est installée sa permanence, sont organisées des séances musicales : petits concerts « de guitares, d'accordéon ou de violon ». Dans le jour, on donne, avec l'aide de « copains de la façade », des consultations d'assistance juridique et fiscale aux personnes du quartier qui ne savent pas remplir leur déclaration de revenus. On participe aussi, parfois, à un rallye des circonscriptions. Bref, on « anime ».

Mardi après-midi, le visite de M. Jean Lecannet, président du C.D.S., qui était venu apporter son soutien au candidat, n'a pas manqué d'attirer l'attention, sympathisants et curieux (parmi lesquels M. Raffinelli, candidat U.D.F.-C.D.S. dans la circonscription voisine). Mais elle a aussi été l'occasion d'un petit aperçu de la politique intérieure du C.D.S. et la laïcité.

M. de Vincennes n'est pas mauvais joueur, A l'heure des loasts, il a tenu ce propos à son président : « Mon cher Jean (...), je pense aujourd'hui à ton discours de Rennes. (...) Ah ! ça me fait bien plaisir ! s'écrie M. Lecannet. Tu avais raison, peut-être deux ou trois fois, mais tu avais les bonnes relations entre communistes et gauchistes dans le quartier... »

M. Lecannet, dans ces conditions, ne pouvait se limiter à une allocution traditionnelle, même s'il se contentait d'avoir préparé l'agitation dans ce quartier « dans un petit local sans chauffage » et s'être marié à la mairie du XV^e arrondissement. Il lui fallait revenir à ce discours de Rennes, pittoresque, juste, et en fait en parlant : « Ce que j'ai dit alors avait pour point de départ l'analyse suivante : je crois — sans m'en rendre compte — qu'un courant politique n'a sa place assurée dans l'opinion que s'il est représenté à l'Élysée, ou au moins de l'être. A une formation politique qui n'a pas son représentant à la présidence de la République ou le regard porté vers elle, il est difficile de s'attacher, et d'établir son autorité. Si l'on ajoute à cela le scrutin majoritaire à deux tours (N.D.L.R. qui dévalorise les voix et rend nécessaire les regroupements)... on comprend ce que j'ai voulu faire à Rennes. Mieux vaut être à l'Élysée. C'est notre cas maintenant, puisque nous avons concouru de manière décisive à l'élection de l'actuel chef de l'Etat ».

Mais alors, tous les courants aujourd'hui « représentés à l'Élysée » vont-ils demeurer indépendants les uns des autres longtemps encore ? C'est la question que l'on peut se poser après ce propos. N'y a-t-il pas derrière l'Union pour la démocratie française un projet plus ambitieux, celui d'un grand parti qui regrouperait tous ces courants ? Après 1978, 1981 et l'élection présidentielle... Cette fois, s'il est candidat, M. Lecannet d'Élysée ne pourra pas se contenter, comme en 1974, de l'appui de la formation « puissante », Et M. Lecannet le sait.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

A Strasbourg

M. Chirac : il faut que cessent les attaques contre la famille

Strasbourg. — Près de cinq mille militants et sympathisants attendaient, mardi soir 28 février, dans le hall Rheims de la foire exposition, M. Jacques Chirac, qui avait annoncé, lors de son passage de la journée, le département du Bas-Rhin. Parmi les thèmes développés dans ses allocutions successives, l'ancien premier ministre a beaucoup insisté sur l'action économique à mener par la « future majorité reconstruite ».

Cette action sera conditionnée, selon le président du R.P.R., par « l'impérieuse nécessité de dire non au chômage ». « Nous ne pouvons plus reconstruire le vieux principe du capitalisme libéral selon lequel le chômage est un élément régulateur du marché du travail... La reconstruire, c'est d'abord constituer l'objectif prioritaire de toute action économique. Le reste appartient à la conception orthodoxe de l'économie libérale ».

Revenant largement sur le thème de l'autorité, base de la démocratie, M. Jacques Chirac s'est également livré à un vigoureux plaidoyer en faveur de la famille, « il faut que cessent les attaques contre la famille ». On ne peut plus « laisser s'aggraver la situation au nom de l'évolution des mœurs ». Et de réclamer une véritable politique familiale et un effort soutenu pour restaurer « une certaine idée de la famille dans l'opinion », laissant clairement entendre qu'en cette matière, le lexique ne se trouve pas uniquement dans le camp du programme commun.

De notre correspondant.

DITES-LE AVEC UN PIANO

Epinal. — On sait bien que les candidats, à quelque parti qu'ils appartiennent, connaissent la musique et tiennent leur campagne tambour battant, et l'on n'a pas oublié que M. Giscard d'Estaing n'avait pas hésité, en 1974, à exécuter à l'accordéon quelques airs populaires.

Pour s'adresser aux électeurs du troisième âge de la 2^e circonscription des Vosges, où il se présente, M. Lionel Stoléru (P.R.) a décidé de donner une série de concerts. Pianiste amateur passionné, le secrétaire d'Etat au travail entend ainsi apporter aux personnes âgées quelques choses de lumineuses. « Le piano, explique-t-il, exprime mieux que le parole des sentiments, et il permet de partager des joies ».

Nul ne sait toutefois si Chopin, Brahms et Strauss, qu'il a inscrits à son programme, seront plus convaincants que le traditionnel « concert » de l'Union pour la démocratie française.

Y. C.

Le « discours de Rennes »

Sans doute les participants de la fête ne s'en souviennent pas tous, mais leur hôte du jour avait proposé à ses amis centristes, il y a de cela bientôt deux ans, de signer un accord décentralisé préliminaire avec le gauchisme. C'était en mai 1976, et le « discours de Rennes » avait valu au président du C.D.S. la réprobation, pour ne pas dire plus, de nombre de responsables de son parti. M. de Vincennes ne fut peut-être pas à cette époque, et sur ce point, le plus schématisé de la soirée.

Or M. de Vincennes est aujourd'hui candidat dans des conditions qui dépendent exactement à l'épure tracée alors. Il est investi par l'U.O.F. (son rassemblement électoral des Français et plus d'initiative, de liberté et de responsabilité) et sa suppléant, Mme Marie-Thérèse Ory, est membre du parti républicain.

Le centre gauche, c'est l'U.D.F.

(Suite de la première page.)

Elle ne peut pas être sérieuse car elle est fondamentalement diluée et que sa division entraîne les parties qui la composent à faire assaut tour à tour de méfiance et de démagogie. Elle n'est pas crédible, parce qu'elle feint superbement d'ignorer les contraintes du monde qui nous entoure. La gauche ne pourra pas gouverner, parce que l'un des paramètres cherche toujours à plumer l'autre. Elle ne fera pas le bonheur de la France, parce que son programme signifie la ruine durable de l'économie et probablement la perte de l'indépendance nationale. Il faut que le pays le sache : on ne gère pas l'économie comme on joue au Monopoly, en tirant de la fausse monnaie sur la banque.

Ainsi, c'est-à-dire, que faire ? Comment répondre aux aspirations des Français tout en évitant à la France les heurts et les incertitudes d'une aventure que bien peu souhaitent en fait, même au sein du courant socialiste ? Le rôle du centre gauche est de dire que la solution existe. Il y a une troisième voie. Les péripéties de la campagne électorale accablent l'attention. Mais il faut voir plus loin et savoir qu'un large consensus est probablement possible dans la France actuelle sur un projet de société qui puisse satisfaire le besoin d'évolution tout en préservant l'efficacité de l'appareil économique. Le président de la République l'a dit et il faut s'engager résolument dans la voie qu'il a tracée, car elle est la seule raisonnable.

Écouter les Français

Mais pour bien comprendre le sens de l'effort, il est d'abord nécessaire d'écouter les Français. Ceux-ci sont attachés, dans leur très grande majorité, à une forme de société qui préserve avec bon sens et mesure un certain bien-être dans la liberté. Mais ils ont aussi clairement montré, au fil des consultations électorales successives, qu'ils souhaitent des réformes. Ils veulent plus de justice et de solidarité — ce qui ne signifie pas, comme on voudrait parfois le faire croire, plus d'égalitarisme et de contrainte. En fait, la France aspire à renouer avec la tradition républicaine de ses origines, faite de libéralisme et de générosité, dans le cadre d'une société qui donne à tous des chances équitables de promotion.

Seule une politique capable de répondre à cette aspiration est aujourd'hui de nature à recueillir un large consensus national. Elle constitue, en outre, la voie de l'efficacité. Car il s'agit bien de cela en définitive, de la capacité du pays à deux biens essentielles et qui ont tendance à des degrés divers concurrentes entre elles, soit la plus mauvaise des solutions. Elle paralyse toute initiative, engendre frustrations et immobilismes quand il faudrait au contraire encourager la cohésion et le dynamisme pour faire face aux difficultés extérieures. Notre première mission est donc de réintégrer dans la vie politique active et dans les processus de décision des catégories de citoyens qui se tournent vers d'autres horizons par déception de se trouver exclus ou incompris. Or il est clair que cet objectif ne saurait être atteint, à l'heure actuelle, que sur la base d'un programme à la fois novateur et raisonnable, comme peut l'être un véritable programme de centre gauche. La troisième voie, est là et nulle part ailleurs.

Les objectifs de l'action du gouvernement au cours des mois qui suivront la consultation électorale se situent nécessairement dans cette perspective. Économiquement, il nous faut accroître l'efficacité et la compétitivité de notre industrie. Politiquement, il faut rechercher le consensus et l'apaisement, en élargissant l'assise du gouvernement et en restaurant un dialogue aujourd'hui compromis. Socialement, il faut trouver les solutions qui permettront aux petits et aux faibles de prendre une part plus grande dans la richesse et l'activité de la nation, en dépit des contraintes de la crise. Enfin, il est bien évident que la France aura un rôle important à jouer dans la vie internationale, pour trouver et promouvoir des relations plus saines et plus équitables avec les pays en voie de développement, tout en préservant les bases de sa sécurité.

Trois priorités

Pour satisfaire ces objectifs, un véritable contrat de société est nécessaire. Le programme de Blois constitue la première pierre

de ce projet, qui est orienté autour de trois priorités :

— Il est d'abord urgent de rééquilibrer les pouvoirs entre l'État, les citoyens et les collectivités décentralisées. En France, nous sommes en proie à une décentralisation de ses interventions. La décentralisation est une nécessité. Les exemples étrangers prouvent abondamment que les sociétés modernes, dans leur immense complexité, ne peuvent plus être gérées de manière centralisée sans gaspillage, autoritarisme ou inefficacité. Le souci de l'efficacité rejoint ici l'aspiration des Français à plus d'initiative, de liberté et de responsabilité et finalement à plus de démocratie ;

— De même, la confusion introduite dans l'économie par trente ans d'interventionnisme étatique nous oblige à elle à rétablir des vérités trop souvent oubliées. Les entreprises doivent être entre elles dans une situation de concurrence véritable et, vis-à-vis de l'État, dans une situation d'indépendance. Leur objectif est de réaliser un certain profit, faute de quoi le jeu des mécanismes fondamentaux de l'économie et l'avenir se trouveraient compromis. Ce résultat ne pourra être atteint qu'en traversant d'un retour à la vérité des prix et d'une stabilisation des charges fiscales et sociales. Toutes les autres solutions sont illusoirement dangereuses ;

— La troisième priorité concerne l'évolution de la vie sociale. L'environnement économique ayant été bouleversé, il faut explorer les voies d'une nouvelle croissance sociale, qui demeure compatible avec les contraintes du redressement économique tout en satisfaisant les aspirations des Français les moins favorisés. Il convient donc de rechercher les modalités d'une croissance plus qualitative, faisant une large part à la concertation entre participants sociaux, à la revalorisation du travail manuel, à l'aménagement du temps de travail, à la sécurité du troisième âge et d'une façon générale à la qualité de la vie.

Il faut toutefois être particulièrement net sur ce point. La recherche d'une croissance plus qualitative ne doit pas faire oublier que le progrès quantitatif reste, pour les plus démunies, une nécessité absolue et constitue un préalable. Si l'on n'accorde pas une priorité à la réévaluation significative des bas revenus et à la résorption du chômage, tous les efforts consentis pour convaincre les Français de s'associer à la recherche d'un mode de croissance plus qualitatif resteront vains. Envisager la fragilité d'une économie exposée à la crise et la nécessité de satisfaire un certain nombre de revendications élémentaires et justifiées, la voie est bien sûr étroite. Nous ne pourrions réussir sans transformer profondément nos habitudes et valeurs des conservatismes qui ne sont pas demeurés pas tous stériles du même côté. Mais il faut savoir que cette politique de plus grande qualité sociale est « possible » et nécessaire.

En définitive, le contrat de société que nous proposons exprime une synthèse et une convergence, entre deux soucis : un souci de justice et un souci d'efficacité. La contradiction entre ces deux termes n'est, en effet, qu'apparente. Les réformes structurelles qui répondent aux vœux des Français sont souvent celles que nécessiterait le dynamisme d'une économie moderne, ouverte sur le monde extérieur. Et le rétablissement d'un consensus au sein du corps social constitue en lui-même le meilleur gage d'efficacité.

Rien ne sera plus comme avant

Les objectifs étant ainsi définis, hors des chemins de la contrainte et de la déroute, il reste un problème à résoudre, mais il est essentiel. Il faut savoir qui sera capable de s'engager sur la troisième voie et de conduire le changement. Or il est clair que la possibilité de développer cette politique dépend des prochaines élections. Pour mener à bien un projet de cette envergure, la conjonction de deux éléments est nécessaire : il faut une volonté populaire profonde et il faut une volonté politique concordante à la tête de l'État. Aujourd'hui, la volonté populaire existe incontestablement, comme déjà en 1974, mais les citoyens qui partagent aujourd'hui les mêmes aspirations sont répartis et dispersés au sein de plusieurs courants ou partis, appartenant à l'actuelle majorité comme à l'opposition. La volonté de changement anime également le président de la République, mais du fait des circonstances, elle n'a pas toujours été confortée par une majorité parlementaire suffisamment ouverte et stable. Les prochaines élections constitueront un enjeu capital, parce que,

L'U.D.F. SE DOTE D'UN CONSEIL POLITIQUE

Les dirigeants des formations qui constituent l'Union pour la démocratie française, M. Jean Lecannet, M. G.D.S. Jean-Pierre Soisson pour le parti républicain et Jean-Jacques Servan-Schreiber pour le parti radical, ont réuni, mercredi 1^{er} mars, au siège de l'U.D.F., rue La Boétie, à l'issue du jour de cette réunion (hebdomadaire depuis la création du groupe) figurait la création d'un conseil politique de l'Union pour la démocratie française.

M. Pinton, délégué général

On a appris d'ailleurs par mardi 28 février que M. Michel Pinton est désormais délégué général de l'U.D.F. Il a été désigné à ce poste par M. Lecannet, Servan-Schreiber et Soisson lors d'une précédente réunion des dirigeants centristes et radicaux gauchistes, le 15 février.

M. Michel Pinton est proche de M. Giscard d'Estaing. Il fut pendant longtemps conseiller politique pour les questions relatives aux sondages d'opinion pendant les campagnes présidentielles de 1974. Il est aussi conseiller de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain depuis le 15 février 1977. Fulbert (Grenou), M. Pinton est ancien élève de l'École Polytechnique. Il a dirigé le Service des études économiques et de plan à la Sonacoma et depuis 1976, est professeur de statistique générale au lycée Mathématiques-Savoie (conservatoire national de Management scientifique).

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

Les Français de Saïgon se seraient fait inscrire à Caen

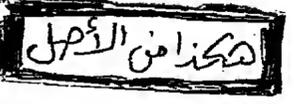
Le *Canard enchaîné* écrit ce mercredi 1^{er} mars qu'en octobre 1977, M. Paul Tate, nouveau consul général à Saïgon (Ho-Chi-Minh-Ville) avait rencontré M. Paul d'Ornano, président du Rassemblement des Français de l'étranger (groupe politique de la majorité), M. d'Ornano, selon le *Canard enchaîné*, et lui a tout bonnement demandé de faire inscrire des Français de Saïgon à Caen, afin de permettre à son parti, le gauchiste Jean-Marie Géraud, de retrouver son siège de député, perdu en 1973.

L'hebdomadaire poursuit : « Sur le terrain, tout s'est déroulé simplement, la bonne franchise : tout d'abord, une grande partie des procurations de votes ont été remplies à Ho-Chi-Minh-Ville — on ne sait où mais toujours pas au consulat — par un certain M. Géraud, qui n'est arrivé que quelques jours après la prise de possession de ces « électeurs » du Vietnam. Ensuite, la plupart étaient prêts à signer n'importe quel pour que le consulat français

interroge après des autorités locales, qui interdiraient leur rattachement en France. Car elles ne leur reconnaissent pas le nationalité française ».

« Au Quai d'Orsay, on refuse, ce mercredi, de commenter cet article. On rappelle toutefois que M. d'Ornano, étant sénateur des Français de l'étranger et représentant plus spécialement les Français d'Alsace, il était normal que le nouveau conseil de France à Saïgon le rencontre avant de rejoindre son poste ».

Il est exact d'ajouter, part que de nombreux personnes résident au Vietnam et désireuses de venir en France se joignent de la nationalité française. Beaucoup sont entrées et toutes ne parlent pas le français. Le *Monde* du 3 septembre 1977. La nationalité française n'est cependant reconnue par les autorités françaises et vietnamiennes (dont les listes ne concordent d'ailleurs pas toujours) qu'à quelques centaines d'entre elles.



des élections législatives

POLITIQUE

DES MILITANTS DU R.P.R. POUR LA PARTICIPATION DANS L'ENTREPRISE

Le R.P.R. a consacré mardi 28 février son temps de parole, dans la campagne radio-télévisée, aux questions sociales.

Mme Monique Roy, employée dans une usine de Cholet où les travailleurs gagnent « un peu plus que le SMIC », a assuré que le passage brutal du SMIC à 2.400 F risquait d'avoir de très graves conséquences pour les travailleurs des petites et moyennes entreprises en estimant : « Le SMIC à 2.400 francs entraînera très vraisemblablement des départs de bilan. Comment un patron pourrait-il augmenter le salaire de ses ouvriers sans le repercuter sur son prix de revient ? »

Elle a exalté la participation des travailleurs aux bénéfices et aux responsabilités que propose le mouvement de M. Jacques Chirac.

Un cadre d'entreprise, M. Jean-Luc Reizet, a également souligné, au nom du R.P.R., la participation des travailleurs au capital des entreprises en disant : « Cela veut dire que si l'entreprise prospère il faut que les travailleurs puissent participer à la création de ces valeurs nouvelles par le biais d'actions qui leur permettront de participer aussi à la gestion de leur entreprise. »

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, a déclaré, mardi 28 février à Vanves, que le parti communiste dispose « d'un formidable réseau qui se multiplie à travers les cellules d'entreprises et de quartier, celles qu'on ne peut même pas repérer car elles sont clandestines ».

Le garde des sceaux a ajouté qu'on ne peut « même pas savoir qui est communiste en France, qui fait partie de cette armée secrète. On nous accuse d'avoir laissé s'installer en France des multinationales, mais la plus puissante et multinationale qui obéisse à un chef d'orchestre clandestin, c'est le P.C. Les communistes, cependant, au cours du vingtième siècle. »

N.D.L.R. ... Les Carbonari constituent une société politique secrète, qui, dans le royaume de Naples, avait pour objectif de chasser Murat du trône de Ferdinand IV. En France, ce mouvement luttait contre la Restauration.

LES DIRIGEANTS DU RECOURS DÉRONCENT LES « MENACES » DONT ILS SONT L'OBJET

Les responsables nationaux et régionaux du Recours (Rassemblement et coordination des rapatriés et spoliés d'outre-mer) ont confirmé mardi 28 février que des « menaces ont été projetées le 18 février à Nîmes (le Monde du 21 février), à l'encontre de l'un de leurs dirigeants, M. Alain Roseau. A la suite de ces pressions, ce dernier avait annoncé, lors de la réunion du conseil national du Recours, sa démission. Les instances dirigeantes du Recours, après avoir renouvelé leur confiance à M. Roseau, ont dénoncé « les procédés d'intimidation employés qui portent une grave atteinte aux principes de la liberté individuelle ». Ils ont ajouté : « Afin d'éviter la poursuite d'une pratique aussi inacceptable, un dossier a été établi comportant l'évocation des faits, les noms, les appartenances et les propres déclarations des auteurs, les déclarations des personnes menacées. Ce dossier serait immédiatement publié dans le cas où une quelconque menace se renouvelerait. »

Le programme du P.R. sur l'environnement

CONTRE LES CONSTRUCTIONS D'HABITATIONS LE LONG DES GRANDES ROUTES

M. Jean Fuercer, conseiller pour l'environnement au parti républicain, a présenté le mardi 28 février le programme de sa formation politique dans le domaine de la qualité de la vie.

Parmi les quinze mesures préconisées figure la création d'un corps de gardes-côtes européens qui aurait une mission de concertation, d'échanges d'information et de coopération, mais qui n'empêcheraient pas sur les droits de chaque Etat sur son territoire maritime.

Le parti républicain préconise la création d'un conservatoire de la forêt, qui prendrait en charge la gestion économique et financière des espèces boisées. Il suggère aussi l'institution d'un service civil écologique. Pour lutter contre les nuisances des véhicules, le P.R. souhaite l'interdiction de toute construction d'habitations aux abords des routes à grande circulation.

Parmi les autres mesures, M. Fuercer propose que l'on donne la priorité à l'établissement de plans d'occupation des sols dans les communes du littoral. Le P.R. estime, enfin, nécessaire de doubler les crédits du Fonds interministériel d'action pour la nature et l'environnement (F.P.A.N.E.) et de régionaliser ces crédits.

M. PIERRE HUNT EST NOMMÉ PORTE-PAROLE DE L'ÉLYSÉE A TITRE INTÉRIMAIRE

M. Pierre Hunt, ambassadeur de France à Madagascar, est chargé, à titre intérimaire, des fonctions de porte-parole de la présidence de la République, a annoncé mardi 28 février, un communiqué de l'Élysée. M. Hunt, qui avait été reçu en audience mardi après-midi par M. Gisclard d'Estaog, assurera l'intérim de M. Jean-Philippe Lecat, chargé de mission auprès du président de la République, qui se présente aux élections législatives dans la 3^e circonscription de la Côte-d'Or. M. Lecat avait indiqué que, s'il était élu, il demanderait à être déchargé de ses fonctions à l'Élysée (le Monde du 24 février).

[M. Pierre Hunt est un diplomate spécialiste de l'information. Né à Paris en 1925, diplômé de l'École des langues orientales (cambodgiens), breveté de l'École de la France d'outre-mer, il a servi en Indochine, de 1946 à 1954. Entré aux affaires étrangères en 1957 (relations avec le Vietnam, le Cambodge et le Laos), il a été intégré en 1958 dans le corps diplomatique. En poste à Rabat jusqu'en 1963, il est détaché à cette date auprès du ministre de l'Information, M. Alain Peyrefitte. Sous-directeur du service de presse et d'information du Quai d'Orsay (1965), il est chargé simultanément d'étudier la création d'un nouvel organisme de coordination de l'information gouvernementale. Ce sera le Comité interministériel pour l'Information, dont il est nommé secrétaire général en 1968. En 1972, il devient ambassadeur à Brazzaville et en 1976 à Tananarive. En mai dernier, il a dirigé la délégation française à la conférence des Nations unies de Nagato pour le soutien des peuples du Zimbabwe (Rhodésie) et de Namibie.]

Incidents électoraux

Des incidents électoraux se sont produits à Paris et en province en ce début de semaine.

● A Paris, mardi 28 février, vers 22 h. 15, deux militants R.P.R., posés devant un cinéma au 7, rue Max-Domoy, dans le dix-huitième arrondissement, où avait lieu une réunion de leur parti, ont été assaillés par des colporteurs d'affiches de M. Bernasconi, candidat gaulliste indépendant.

Un peu plus tard, vers 23 h. 15, un local, situé 31, rue Caulaux, dans le troisième arrondissement, et contenant du matériel de propagande du R.P.R. a été incendié. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, n'a fait que des dégâts matériels.

Dans le dix-septième arrondissement, six militants du Front national qui collaient des affiches, mercredi 1^{er} mars, vers 2 heures, sur le pont Cardinot ont été attaqués par une dizaine d'hommes armés de barres de fer et de gourdin. Seneusement blessés, quatre d'entre eux

ont été transportés à l'hôpital Beaujon.

● A Epinal (Vosges), nous rapporte notre correspondant, deux militants, qui, mardi 28 février, surveillaient les panneaux électoraux de M. Philippe Seguin, candidat R.P.R., ont été attaqués par une dizaine d'hommes. Ils ont été roués de coups et l'un d'eux a eu plusieurs dents brisées. M. Seguin a demandé l'ouverture d'une enquête.

● A Digne (Alpes-de-Haute-Provence) une bombe de fabrication artisanale a gravement endommagé la permanence du R.P.R. dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 février.

● A Bastia, quatre colporteurs d'affiches de M^{rs} Jean Zuccarelli, député sortant, maire de Bastia, candidat du M.R.G., ont été pris à partie par des automobilistes, ce mercredi 1^{er} mars, à 5 h. 30, à proximité du palais de justice de Bastia. Des coups de feu avaient été tirés dans leur direction.

LE CID-UNATI QUERRE UNE RÉUNION DU PREMIER MINISTRE

M. Raymond Barre, qui soutenait, mardi 28 février, à Souillac (Lot), la candidature de son ancien chargé de mission, M. Chastagnol, maire de la ville, au siège occupé par M. Bernard Pons (R.P.R.), qui se présente dans la deuxième circonscription de l'Essonne, a tenu une réunion avec mouvement.

Dès le début de son intervention, en effet, le premier ministre a été interrompu par des cris et des coups de sifflets de membres du CID-UNATI venus manifester contre l'incarcération d'un hôtelier (injures et invectives, durant plus d'une heure, perturbèrent son intervention).

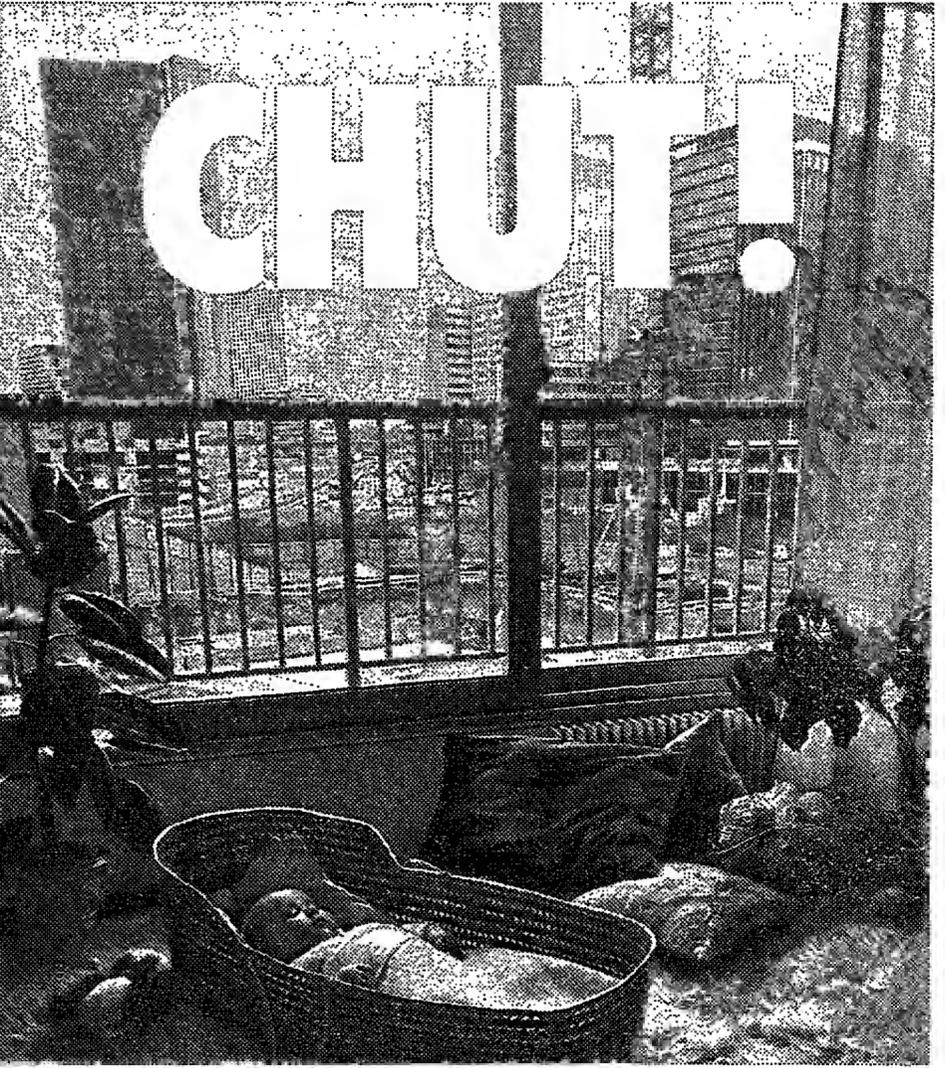
M. Raymond Barre, prenant ces

manifestants pour « des gens d'en face », immédiatement hussé le ton, visiblement agacé, pour déclarer que ce n'était pas avec « des grossesses d'émancipées, sorties de coups de sifflet, que l'on parviendrait à résoudre les problèmes de la France ». « Ils ont peur, a-t-il ajouté, de ne pas pouvoir conquérir le pouvoir dans quinze jours. Nous les empêcherons, tous ensemble, de plonger la France dans le chaos, de réduire les Français à la misère. Ils nous disent que demain on rasera les pyramides, mais demain c'est vous qui perirez. ... Grâce à l'effort de tous les Français, nous allons remonter la pente malgré ceux qui passent leur temps à faire la greve et des défilés. »

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE. Avez-vous un diplôme exigé? Aucune limite d'âge. Début des cours à votre convenance. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 098. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. École privée fondée en 1972 soumise au contrôle pédagogique de l'État. 4, rue des Petits-Champs, 75009 PARIS - CEDEX 02. Études gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue (loi du 18 juillet 1971).

VIENT DE PARAÎTRE. Un dossier du Monde. L'ÉCOLOGIE enjeu politique. En vente partout - 10 F.

Palais des Congrès - Paris-Porte Maillot du 6 au 12 mars 1978. Festival International du Son 20^e anniversaire. Exposition Haute Fidélité - Journées d'études Programme artistique. Tous les jours de 10h à 20h, volume L, samedi 11 mars jusqu'à 24h. Lundi 12 mars, entrée gratuite aux professionnels. Entrée: 15 F (habitants 10 F). Organisation S.D.S.A. 20, rue Hamelin - 75116 Paris - Tel. 505 13 17. À partir du 4 mars - Palais des Congrès - Tel. 75 24 90.



Biver isole du bruit. Pas de la lumière. Le verre est transparent. La fenêtre fermée, la lumière et le paysage entrent encore dans la maison. Mais un vitrage ordinaire laisse aussi entrer le froid. Et le bruit. Le double vitrage Biver, lui, laisse entrer la lumière et le paysage. Mais il protège du froid. Et du bruit. Biver, le double vitrage isolant signé Saint-Gobain. Saint-Gobain Vitrage, c'est 6 ou 10 mm d'air déshydraté entre 2 glaces de 4, 5 ou 6 mm. Un joint exclusif Saint-Gobain Vitrage assure une étanchéité rigoureuse. Il contribue à faire de Biver un produit très performant et particulièrement fiable. Biver : une double barrière transparente difficilement franchissable par le froid. Et par le bruit.

Crépuscule des cadres? Un volume 16 x 24 de 110 pages. En vente uniquement par correspondance (chèque ou mandat de 16 F franc) à adresser au COMITÉ DES CADRES POUR LES LIBERTÉS 83 Boulevard Exelmans, 75016 Paris.

élection des élections législatives

le modèle

politique de Marseille vaut-il pour la France ?

par THIERRY PFISTER

tion. dans la cité phocéenne... socialistes s'affrontent...

Bien que le P.S. soit, dans les Bouches-du-Rhône, parvenu à un niveau qui ne lui permet guère de progrès très importants...

M. Defferre n'a pas intérêt à diminuer l'influence de M. Lazzarino en lui faisant perdre son siège de député...

A cette première raison qui plaide en faveur d'une attitude de modération vis-à-vis des communistes, s'ajoute le fait que le patron de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône...

culier, sur le fait qu'un de ses camarades de parti, M. Giorgi, a été élu à la mairie d'Orange...

Les trois circonscriptions du département sont incertaines, et l'issue du scrutin dépend notamment des désistements entre les partis de gauche...

pour résister à M. Jean-Pierre Roux, candidat R.P.R., particulièrement actif et député de la circonscription de 1968 à 1973...

Le Front national présente M. Michel Lacombe, le Front algérien M. Henri Bouyol, et Ecologie 78 M. Charles Gilbert...

VAUCLUSE : des successions difficiles

Le Front national présente M. Michel Lacombe, le Front algérien M. Henri Bouyol, et Ecologie 78 M. Charles Gilbert...

Le Front national présente M. Michel Lacombe, le Front algérien M. Henri Bouyol, et Ecologie 78 M. Charles Gilbert...

LES ÉLUS DE LA RÉGION DE 1958 A 1977

Dans ce tableau, les élus gaullistes avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et en 1962, U.O.-V* en 1967, U.D.R. en 1968 et en 1973. Les élus modérés étaient indépendants en 1958 et républicains indépendants depuis 1962.

Table with columns for regions (ALPES DE HAUTE-PROVENCE, HAUTES-ALPES, ALPES-MARITIMES, BOUCHES-DU-RHÔNE, VAR, VAUCLUSE) and years (58, 62, 67, 68, 73). Rows list political parties like Gaullistes, Modérés, Centristes, etc.

(a) Dont M. Bernard Lafont (Mouvement des démocrates), élu comme suppléant de M. Simon-Lorière (U.D.R.), décédé. (b) M. Palméro, qui sera « non-inscrit » en 1962 et centriste P.D.M. à partir de 1967...



LEURS QUATRE VÉRITÉS O. GIRARD STANKE diffusion Hachette. "Olivier Girard fait le compte des plus gros mensonges politiques proférés ces dernières années..."

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI. L'EXPERIENCE. L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE. DES SYMPTÔMES. DES SOLUTIONS. LA DIFFÉRENCE. EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES.

APRÈS LE SUCCÈS DE L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE FRANÇOIS CHATELET. L'HISTOIRE DES IDÉOLOGIES. Les mondes d'aujourd'hui jusqu'au VIIIe siècle de notre ère.

CELIBATAIRES AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES? Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres.

Gobain. sationnel.

Le ski c'est Rossignol. L'ordinateur conversationnel c'est Prime. PRIME 9-11 rue Benoît Malon 92150 Suresnes - Tél: 772.91.92.

Savoir et Pouvoir du XVIIIe au XXe siècle. Hachette littérature.

ION INTERNATIONAL Institut de Psychologie PARIS - BRUXELLES - GENÈVE - MONTRÉAL. Pour une 1ère rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli naute et cacheté.

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

L'impact de la situation économique sur les choix électoraux

(Suite de la première page.)

L'analyse parus dans *Vie et Sciences économiques* (2), dont nous résumons d'abord les principaux points, met en relation, par corrélation statistique :

- a) Les fluctuations passées de l'indice de popularité du premier ministre (source IFOP-France-Sol);
- b) Les valeurs constatées des variables économiques qui touchent le plus directement l'électeur individuel (le pouvoir d'achat des salaires, les variations de prix, le niveau du chômage) ;
- c) Des variables auxiliaires de popularité proprement dites (l'influence des facteurs non économiques sur la popularité de chaque premier ministre. Il s'agit des variables « Debré », « Pompidou », « Couvo de Murville », « Chaban-Delmas », « Messmer », « Chirac », la variable « Barre » prise comme origine n'est pas introduite explicitement.)

Du troisième trimestre 1967 au premier trimestre 1977, on obtient ainsi une explication précise et cohérente des mouvements de la popularité des divers premiers ministres et l'on constate que :

— 1 % de hausse du pouvoir d'achat des salaires correspond à 2,82 % de hausse de popularité avec un trimestre de décalage ;

— 1 % de baisse du chômage correspond à 0,22 % de hausse de la popularité avec quatre trimestres de décalage. Ce décalage important entre chômage et popularité se retrouve dans le cas de la Grande-Bretagne ;

— 1 point de baisse du taux d'inflation en base annuelle (par exemple le passage d'un taux annuel 9 % à 8 % d'un trimestre à l'autre) entraîne une hausse de popularité de 1,60 % sans décalage. On notera que c'est la variation du taux d'inflation, et non son niveau, qui est significative.

Pour apprécier l'impact des divers facteurs, il faut faire compte de leurs fluctuations respectives. Entre le début et la fin du gouvernement Chirac, par exemple, la popularité du premier ministre s'est accrue d'environ 7 %. La hausse du chômage a contribué à la faire baisser de 20 %, mais cette tendance a été plus que compensée par la hausse du pouvoir d'achat (+ 21 % de gain de popularité) et par la baisse du taux de l'inflation (+ 6 % de gain en popularité).

La popularité d'un gouvernement est donc effectivement fortement influencée, et de façon mesurable, par les conditions économiques.

L'examen des coefficients des variables auxiliaires de popularité proprement dites « explique peut-être l'attention accrue portée aux facteurs économiques. Les valeurs estimées sont en effet les suivantes :

Debré	1,19
Pompidou	1,01
Couvo de Murville	0,89
Chaban-Delmas	0,86
Messmer	0,32
Chirac	0,22
Barre (par convention) ..	0

On constate une baisse continue de ces coefficients au cours du temps, avec une chute particulièrement importante lors du passage de M. Chaban-Delmas à M. Messmer. Plusieurs applications de ce phénomène sont possibles (indépendamment des mérites personnels respectifs des premiers ministres concernés), mais seule nous intéresse ici la conclusion des chiffres : la part des facteurs économiques dans le niveau absolu de popularité s'est accrue de façon constante depuis quinze ans.

Une fois constatée la présence d'un lien strict entre variables économiques et popularité, il devient tentant d'effectuer des prévisions électoraux à partir de la relation obtenue. Pour cela, il est nécessaire :

- 1) De simuler l'évolution de la popularité du premier ministre à l'aide de la fonction estimée et pour diverses valeurs vraisemblables des indicateurs économiques retenus ;
- 2) D'établir une cote de passage entre la valeur de la popularité du

premier ministre au moment d'une élection et les résultats des partis gouvernementaux.

Si la première étape est relativement facile à réaliser, la seconde est beaucoup plus délicate et discutable. Malgré tout, une simple analyse des résultats électoraux des années récentes (depuis la présidentielle de 1965) permet d'aboutir à des conclusions qualitatives assez nettes : le frontaire entre le succès et l'échec des partis gouvernementaux s'est déplacé de 44 (44 % de salaires de l'action du premier ministre), 46 étant le succès assuré et 42 l'échec assuré.

L'étude de *Vie et Sciences économiques* comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes :

- a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales.
- b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux.

On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978.

Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où

l'union de la gauche paraissait inévitable).

Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ?

- 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si

elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977.

2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977.

3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat.

« Go and stop »

La légère remontée de la majorité dans les derniers sondages sur les intentions de vote peut s'expliquer par les bons indices des prix de novembre et de décembre 1977 (+ 0,4 % et + 0,3 %). Mais il semble difficile d'arriver jusqu'à un point de retournement : plus vraisemblablement, le défilé de la majorité sera taillé depuis le fin de 1977.

On ne doit pas perdre de vue que, malgré tout, la majorité peut perdre et gagner, être minoritaire en voix et majoritaire en sièges, en cas de nouveaux reports de voix à gauche ou deuxième tour. On nous accordera cependant que, sans avoir tout à fait la même malchance que le

(3) En janvier et février 1978, la popularité de M. R. Barre dans les sondages IFOP-France-Sol a certes fait une remontée aussi soudaine que spectaculaire : de 38 en décembre 1977 elle est passée à 42 en janvier 1978. En réalité, les deux sondages de janvier et février sont fortement biaisés vers la majorité de la période de réalisation du sondage dans le premier cas (période comprise entre le 15 et le 25 décembre, janvier, février (41, 42, 43) et donnent certainement une image plus fidèle de l'opinion que le sondage de décembre. Comme en moyenne, le chiffre IFOP-France-Sol est supérieur au chiffre de l'Institut Français d'Opinion (I.F.O.P.), ce dernier indice devrait normalement se situer entre 41 et 42.

On ne doit pas perdre de vue que, malgré tout, la majorité peut perdre et gagner, être minoritaire en voix et majoritaire en sièges, en cas de nouveaux reports de voix à gauche ou deuxième tour. On nous accordera cependant que, sans avoir tout à fait la même malchance que le

La Commission des sondages effectuée par M. Griotteray dans le XVI^e arrondissement de Paris

La commission des sondages, instituée par la loi du 19 juillet 1977 auprès du ministère de la justice, et qui a été présidée par M. Pierre Huet, conseiller d'Etat, a rendu, le 28 février, sa première décision, et elle a nommé M. Gilbert Gantier, député sortant (P.R.), de la vingt et unième circonscription de Paris (16^e arrondissement), contre un candidat indépendant en vue de sa formation que lui, M. Alain Griotteray, Paris-Démocratie XVI^e-Nord, a désigné comme candidat.

« L'enquête contestée se présente comme un sondage d'opinion, et elle n'a aucun rapport avec les élections législatives. Aucune notice précisant les conditions dans lesquelles elle a été effectuée n'a été préalablement communiquée à la commission, contrairement aux dispositions de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1977. »

« Le sondage a été effectué le 4 février 1978 par des militants politiques accompagnés d'un questionnaire à la société Pluris, dans la 2^e circonscription de Paris. Les personnes interrogées ont eu connaissance des conditions de l'enquête et ont pu être considérées comme un échantillon représentatif de cette circonscription. »

« La commission n'ayant pu obtenir communication des questionnaires remplis le jour de l'enquête ni des documents de traitement informatique, n'a pu vérifier le nombre des personnes interrogées et ne peut que faire des réserves sur la validité des résultats de sondage tels qu'ils ont été rendus publics. »

« L'édiction, par M. Gilbert Gantier, député sortant (P.R.), de la vingt et unième circonscription de Paris (16^e arrondissement), contre un candidat indépendant en vue de sa formation que lui, M. Alain Griotteray, Paris-Démocratie XVI^e-Nord, a désigné comme candidat. »

« La commission des sondages a décidé également que sa décision devrait être publiée dans le journal électoral de M. Griotteray. »

M. Gilbert Gantier a cité M. Griotteray en correctionnelle afin d'obtenir réparation du dommage subi.

« L'union de la gauche paraissait inévitable. »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »

« L'étude de Vie et Sciences économiques comporte de tels calculs prévisionnels, effectués en avril-mai 1977, les dernières données connues à l'époque étant celles de mars 1977. Diverses hypothèses de simulation y sont présentées, conduisant aux conclusions résumées suivantes : »

« a) En cas de maintien rigide du plan Barre ou même de desserrement graduel du blocage salarial, échec de la majorité gouvernementale, mais légèrement moindre que celui des élections municipales. »

« b) En cas de hausse salariale importante, quelle qu'en soit la raison, renversement de la situation au profit des partis gouvernementaux. »

« On peut maintenant comparer les prévisions avec les réalisations, puisque l'on sait que le plan Barre a été fermement maintenu (avec un quasi-blocage du pouvoir d'achat) et puisque l'on connaît les indices de popularité du premier ministre jusqu'en janvier 1978. »

« Il est intéressant de constater l'absence d'effet de décalage à gauche sur l'indice de popularité de M. Barre, qui ne s'écarte pratiquement pas des prévisions effectuées en avril-mai 1977 (c'est-à-dire à un moment où l'union de la gauche paraissait inévitable). »

« Que peut-on maintenant conclure pour le premier trimestre 1977 ? »

« 1) La baisse du chômage constatée depuis octobre 1977, même si elle doit se poursuivre et même si son ampleur doit s'accroître, n'aura aucun effet. Compte tenu du décalage trouvé de quatre trimestres, tout est fixé en ce qui concerne cette variable depuis le fin du premier trimestre 1977. »

« 2) Une plus grande coupesole en matière salariale, compte tenu du décalage trouvé d'un trimestre, a perdu toute chance d'apporter un bénéfice aux partis gouvernementaux depuis le fin de 1977. »

« 3) La seule « marge de manœuvre » du gouvernement par rapport aux variables prix, car son impact sur la popularité est quasi immédiat. »

« L'échec assuré et 42 l'échec assuré. »



Carnerai à Apt

Le procès de Carnerai

Le procès de Carnerai... (Text continues with details of the trial and political context.)

Dessins de McLaren

La course du travail

La course du travail... (Text continues with commentary on labor and politics.)

VU DE L'ÉTRANGER

LONDRES : les travaillistes embarrassés par la politique de M. Mitterrand

Londres. — A l'exception des grandes sociétés nationales — comme le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 ou les événements de 1968, — les Britanniques contemplent généralement avec une certaine indifférence, et parfois même avec un détachement amusé, ce qui se passe chez leurs voisins d'outre-Manche.

Pourtant, l'emble les médias n'ont accablé un effort aussi grand pour évaluer l'opinion, à la fois sur la fonctionnement du système français et sur l'avenir de la coopération, depuis plusieurs semaines, les grands quotidiens publient des correspondances détaillées de Paris (certains suivent même presque au jour le jour le développement de la campagne), accompagnées d'innombrables commentaires et analyses, de portraits des principaux dirigeants politiques français

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

Carnaval à Apt

Le procès de Caramentran

UNE petite fille en chemise de nuit, assise dans une des grandes salles de la mairie. C'est vendredi soir, veille de Carnaval à Apt, le comité d'études occitanes répète le « procès de Caramentran », atmosphère familiale, il pleut, et c'est l'inquiétude. Trente-quatre personnes écrivent de petites phrases sur des bouts de papier, comme à l'école.

Qui aurait cru, la veille, que les enfants allaient s'emparer du procès, que l'énorme marionnette en carton, ce vieillard ivrogne sur lequel la ville était invitée à se passer les côtes, allait être injurié par ceux dont ce n'était pas le rôle ? Ce fut un peu une surprise.

Il y a environ cinquante ans qu'on ne fête plus carnaval à Apt. La vieille tradition populaire s'est substituée à la cavalcade, sorte de grand spectacle qui se tient à la Pentecôte, défilé de chars organisé par un comité de la ville, fête populaire aussi, mais « figée », selon la municipalité.

La nouvelle municipalité d'Apt (Union de la gauche depuis mars 1977) est une des rares à se préoccuper de la culture occitane. Elle a créé une commission « ouverte » où n'importe qui peut venir discuter des investissements, des priorités, des objectifs de l'animation. Une quarantaine de personnes discutent chaque mois de la culture à Apt. C'est peu et beaucoup pour une ville de près de douze mille habitants. Et c'est nouveau.

Pour Serge Bec (P.S.), adjoint au maire, chargé des affaires culturelles, écrivain occitan, il s'agit de « faire remonter le fonds du pays », ce qui ne peut venir d'en haut. « Notre action, dit-il, ne peut s'appuyer que sur une entité extrêmement tangible qui est le « pays », cellule de base de la régionalisation, et encore à l'échelle humaine. Le « pays » est un territoire où les gens ont vécu ensemble, ont souffert ensemble, ont une économie collective. Il faut que ces gens, qui ont perdu leur identité, la retrouvent, et c'est la difficulté. Il n'y a pas de solution miracle pour reprendre racine. »

CATHERINE HUMBLLOT.

Une session à l'IRCAM

La musique des mots et le temps du plaisir

AUTREFOIS quand un voyageur s'en revenait d'une lointaine contrée, avait accompli quelque exploit remarquable ou, simplement, parce que son expérience de la vie et des choses lui avait enseigné la sagesse, on se réunissait tout autour de lui, on le débarrassait de son arabe, et tout le village était là pour le voir et l'entendre raconter.

Avec son violoncelle qui s'écrit à l'entrée, ses gamins qui profitent de la pente d'un plateau Beaubourg pour se laisser glisser sur les pelouses, le Geotro Georges-Pompidou prend, ce soir, un air de campagne. Le village, la semaine dernière, était à l'intérieur : un millier de personnes qui s'écrasent aux portes de la salle (la moitié seulement pourra entrer, les autres devant se contenter des mirages de la vidéo) et, sur l'estrade, le rituel du récit, le plaisir d'évoquer un objet cher et familier, la musique.

Roland Barthes, Gilles Deleuze, Michel Foucault, face à l'équipe de l'IRCAM, à

Pierre Boulez, animateur-chef d'orchestre des cinq soirées du Temps musical dont cette séance devait constituer la conclusion provisoire : aujourd'hui, dans les campagnes, on « méfiance des gens lorsqu'ils parlent trop bien. Entre l'émotion d'entendre discourir sur la musique d'une manière un peu moins triviale que lors des colloques organisés après des concerts ou dans les festivals, et le sentiment que, de mots en idées, et d'idées en concepts, il peut, à l'infini, se laisser entraîner au pays des mirages, l'auditeur à fort malade musicale plus que philosophique base entre l'admiration sincère et une attitude légèrement dubitative. Quand Gilles Deleuze expose en virtuose le problème de l'indifférence en musique, n'est-ce pas, pour un musicien, aussi fascinant à écouter que Boulez jouant une de ses sonates au piano ? Ici l'art philosophe ? De même lorsqu'il évoque ces forces imperceptibles ou soorores qui mises en évidence par un matériau musical très élaboré, peuvent devenir sensibles... Si le discours sur la musique n'est pas tout à fait de la musique il y ressemble parfois dans ses effets hypnotiques.

Michel Foucault s'interroge : « Boulez,

ou cours de séances, n'a rien dit de plus que ce qui se trouve explicitement dans la musique ; pourtant s'il est vrai qu'après on entendait autrement, on n'entendait pas toujours ce qu'il avait expliqué. » C'est qu'il y a dans la musique beaucoup de choses en même temps, lui répond-il ; et Boulez de relancer la question : « Le centre de la musique n'est jamais dans la musique seulement », laissant la conclusion à Roland Barthes : « Il y a le plaisir de l'intellect, la jouissance de l'analyse, et, cela, la musique nous la donne au plus haut point. » Ouvrant alors un livre, il en extrait un conte taoïste, l'Apologie du boucher, qui d'abord pensait à bouillir lorsqu'il le découpa et bécote ne vit plus que le principe du découpage ; établie, en voulant finir par une fable, façon de rappeler le caractère essentiellement ludique de ce genre de séances, quand l'ampleur du thème oblige sans cesse à tricher ? Chacun alors se raconte autour d'un sujet-prétexte : ici le temps musical, ailleurs ?... N'importe. Il faut bien parler, bien écouter et discuter ensuite ; demain on voudra lire le compte rendu pour le plaisir d'en reparler.

GÉRARD CONDÉ.

La peur illusoire

par ROLAND BARTHES

DU 17 au 23 février, à son lieu, dans le cadre de l'IRCAM, une session de travail consacrée à la notion de temps musical. Cinq œuvres ont été analysées par Pierre Boulez (Ligeti, Messiaen, Stockhausen, Boulez, Carter) au cours de cinq séances publiques : après chaque séance, nous nous sommes réunis, Boulez, Gilles Deleuze, Michel Foucault, des membres de l'IRCAM et quelques amis, pour discuter librement des problèmes de toutes sortes posés par ce type d'analyse. Dans une dernière séance publique, elle-même suivie de l'audition, en concert, de ces œuvres analysées, nous avons tenté de lire la nuit, à la fois sur le temps musical (ce qui est l'art de Gilles Deleuze) et sur le principe des analyses menées par Pierre Boulez, et sur l'avenir de telles sessions.

Voici les impressions et les conclusions que j'ai tirées personnellement de cette semaine de travail collectif qui réunissait — c'était là sa nouveauté, voulue par Boulez — des musiciens et des « intellectuels » (l'emploi de ce mot peut aller vite).

Tout d'abord ceci : il m'est apparu tout de suite qu'en analysant, au plan même de la fabrication, le travail des compositeurs contemporains, on découvrait facilement des formes, des procédures, des effets que l'on retrouvait dans d'autres arts de notre temps : l'analyse musicale, mieux encore que celle

du texte ou de la peinture, nous conduit à comprendre la modernité, c'est-à-dire le temps dans lequel il nous est donné de vivre, et dont nous ne pouvons nous sentir séparés sans malaise ; question vitale, donc, pour peu que nous nous intéressions aux « arts » ; je veux dire aux actions que les hommes mènent sur leurs « expressions ».

Autre chose : nous pensions devoir affronter une difficulté, celle d'avoir à rapprocher des langages réputés différents, venus de compétences différentes. Mais ce que nous avons affronté, je crois, c'est seulement notre peur de nous sentir exclus du langage de l'autre ; et ce que nous nous sommes compris, c'est que cette peur est en grande partie illusoire ; la séparation des langages n'est pas totale, et dont nous ne pouvons nous sentir séparés sans malaise ; question vitale, donc, pour peu que nous nous intéressions aux « arts » ; je veux dire aux actions que les hommes mènent sur leurs « expressions ».

En temps de guerre, le nazisme frappait plus fort encore, menaçait sans cesse l'Europe. Hitler avait fait de la Pologne de 1939, envahie, écrasée sous les bombes, état orienté comme l'odieuse agresseur puni par les vaillants chevaliers allemands du ciel. De quoi justifier toutes les dévotions à venir en Europe. Hitler Roosevelt plaider faisait du président des Etats-Unis un ploutocrate offert de pouvoir, entouré de juifs et gouvernant un pays où régnaient le chômage et la misère et où les Blancs avaient été conduits à la décadence par la sorcellerie des Noirs. Dans Der Führer schenkt den Juden eine Stadt, réalisé en 1944, le message assignait un sommet. Les nazis avaient construit, en Bavière, une ville d'accueil pour des juifs. Portant l'étoile jaune, ceux-ci travaillaient, vivaient, se distraient, dans des conditions apparemment normales. Ils furent, tous, victimes de la « solution finale ».

De côté américain, le combat idéologique ne s'exprimait pas tellement non plus avec des nuances. Mais c'était le bon combat pour la liberté. A revoir ces épisodes de la célèbre série Pour quel nous combattons, la Bataille de Midway (travaillée par John Ford comme un des ses plus beaux westerns), ou Memphis Belle, de William Wyler (à la gloire d'une forteresse volante basée en Angleterre) — qui furent présentés en France après la Libération, — on admire surtout le courage des opérateurs

énergie, cette générosité de langage, qui vient des explications justes et des nominations nouvelles.

Cette année, le travail d'analyse a été fait par Boulez. Ce travail m'a frappé : annonce, dirigeant, commentant, répétant des exemples, Boulez a su créer, cinq soirs de suite, une sorte d'action fascinante, un objet dialectique au quel la démonstration et l'audition se modifient l'une l'autre, selon un temps propre et tout à fait nouveau. Etait-ce du concert ? de l'analyse ? Un plaisir ? une leçon ? C'était un spectacle sans hystérie, puisqu'il produisait quelque chose ; ou encore : la jouissance même de l'intelligence (celle de l'analyse, mais aussi celle des compositeurs, et celle, corporative, des auditeurs) ; spectacle d'autant plus souverain qu'il restait sensible ; par les sons, les rythmes, les timbres et par la vue même des gestes d'exécution, qui fait du concert un plaisir incommensurable que le disque ne donne jamais.

Nous recommencerons, sans doute, sur d'autres thèmes, avec d'autres questions. Nous améliorerons nos procédures de travail ; nous chercherons notamment un rapport plus juste entre notre travail et le public ; ce rapport est difficile, car le travail intellectuel doit se mener sans théâtre, mais il est nécessaire et il devra être trouvé.

Dessins de McLaren

La course du trait

QUE Norman McLaren aime dessiner, qui s'en étonnerait ? Sa cuisine cinématographique — de la grande cuisine pour de tout petits plats de trois à sept minutes — comporte toujours, à toujours, le dessin comme étape : le dessin direct sur la pellicule, gravé au couteau, à l'aiguille, à la candeine, à la lame de rasoir, le coloriage à la main du ruban du film, le dessin au pastel, modifié image par image, assorti d'ingrédients chimiques en de multiples opérations précises et minutieuses, qui sont d'ailleurs parfaitement expliquées au Centre culturel canadien, à travers six ou sept exemples de ses films, depuis « Dots and Loops » de 1940, jusqu'à « Synchrony » de 1971.

Le dessin, chez McLaren, a en fait plus d'importance que le cinéma, qui est un peu la dernière course de la charrette et montre qu'on peut faire du cinéma d'animation avec des outils de peintre ou d'écrivain, et de la patience.

La trentaine de dessins exposés sont en principe autonomes, faits pour le plaisir, pour soi, contrairement aux films, sans penser au public. Faits à la plume (d'acier, de bille ou au pastel), de petites idées rapidement consignées sur des feuilles volantes, qui coulent plus vite que la pensée ; d'un trait sans bavure, plein de circonvolutions, qui vont transformant une volute carrée en drôle d'oiseau à ramage et plume gracieuse de dragon de canne orientale, un soleil flamboyant en aigle royal et en plume de feuilles-plumes, un animal-barque triplé en triple et en un embryon d'animal de lignes...

Voici encore qui n'aurait guère. Ce sont les préoccupations du chrétisme qui se retrouvent partout ou presque dans les dessins : jeu de métamorphoses rapides, stylisation, étirement et éclate-

GENEVIEVE BREERETTE.

* Centre culturel canadien, 6, rue de Constantin, jusqu'au 3 avril.

Rétrospective documentaire à Bondy

Propagande pour deux idéologies adverses

BONDY, où a eu lieu depuis trois ans un festival de cinéma, n'est qu'à une dizaine de kilomètres de Paris. Ce n'est pas loin, mais les critiques parisiennes se déplacent plus volontiers en province qu'en banlieue. Le Festival de cinéma de Bondy organisé par l'Association Bondy Culture, avec le concours de la municipalité et sous le patronage de l'Association française des cinémas d'art et d'essai, n'est pas porté par le snobisme. Du 17 au 23 février, il y a eu des jours de froid, de neige. L'hiver rend la bonne humeur triste, semble-t-il. Pourtant, ceux qui se sont réunis jusqu'à Bondy ont assisté à un événement étonnant, où, que cette rétrospective de documents, sur le thème « Propagande contre propagande 1933-1945 », qui manœuvrait dans le vœu d'une époque, la confrontation des idéologies totalitaires du fascisme et du nazisme, avec l'idéologie démocratique des Etats-Unis et dans une certaine mesure, de l'Angleterre. Archives tirées, pour la plupart, de la cinémathèque de Vienne, l'Osterreichisches Filmmuseum, dont le directeur, Peter Konlechner, est un collectionneur passionné comme Henri Langlois. Pour lui, l'amour du cinéma va jusqu'à ne vouloir présenter les films que dans leurs versions originales. Il est fier d'avoir réussi à attirer les Vennois à une rétrospective des œuvres du Japonais Hirotsugu, sans le moindre sous-titre. On n'a vu aucun film sous-titré à Bondy : une traduction simultanée guidait les spectateurs.

Car les paroles, les commentaires, les discours, jouent un grand rôle dans les films de propagande pro ou antifascistes, dans les reportages sur la seconde guerre mondiale. Les mots marquent les idées-forces que les images expriment d'une manière émotionnelle, et cela, d'un côté comme de l'autre. Hitler et Mussolini, passent des troupes en revue ou haranguent les foules, étaient filmés comme des rois ou des dieux, auxquel leurs peuples remettaient leur sort. Plus de trente ans après leur disparition et la chute de leurs régimes, on ressent toujours un malaise devant cette idolâtrie. Les

images que les nazis ont recueillies, de Vienne en défilé, avec ses rues et ses places noires de monde lors de l'arrivée de Hitler après l'annexion, qui signifient-elles ?

En temps de paix, la propagande nazie usait de l'hésitisme et du lyrisme. Walter Ruttmann exaltait dans le montage symphonique de Métall des Himmlers, l'acier allemand « venu du ciel » pour le plus grand bien du national-socialisme. Erwin Wald chantait avec un pompierisme grandiose la forêt germanique ravagée par les invasions, puis ressuscitée par le Führer, qui faisait aussi se lever des forêts d'hommes.

En temps de guerre, le nazisme frappait plus fort encore, menaçait sans cesse l'Europe. Hitler avait fait de la Pologne de 1939, envahie, écrasée sous les bombes, état orienté comme l'odieuse agresseur puni par les vaillants chevaliers allemands du ciel. De quoi justifier toutes les dévotions à venir en Europe. Hitler Roosevelt plaider faisait du président des Etats-Unis un ploutocrate offert de pouvoir, entouré de juifs et gouvernant un pays où régnaient le chômage et la misère et où les Blancs avaient été conduits à la décadence par la sorcellerie des Noirs. Dans Der Führer schenkt den Juden eine Stadt, réalisé en 1944, le message assignait un sommet. Les nazis avaient construit, en Bavière, une ville d'accueil pour des juifs. Portant l'étoile jaune, ceux-ci travaillaient, vivaient, se distraient, dans des conditions apparemment normales. Ils furent, tous, victimes de la « solution finale ».

De côté américain, le combat idéologique ne s'exprimait pas tellement non plus avec des nuances. Mais c'était le bon combat pour la liberté. A revoir ces épisodes de la célèbre série Pour quel nous combattons, la Bataille de Midway (travaillée par John Ford comme un des ses plus beaux westerns), ou Memphis Belle, de William Wyler (à la gloire d'une forteresse volante basée en Angleterre) — qui furent présentés en France après la Libération, — on admire surtout le courage des opérateurs

de prises de vues qui l'état d'esprit de la démocratie soviétique. La Bataille de Russie (de Capro et Litvak dans Pourquoi nous combattons) reste à cet égard exemplaire. Toutes les souffrances et les luttes du peuple soviétique, dans Moscou menacée par les nazis, dans Leningrad assiégée et sur les champs de bataille, sont présentées comme une épopée semblable à celle de l'Amérique dans la Paix. Le pacte germano-soviétique de 1939 est d'ailleurs justifié et la victoire de Stalingrad est le symbole de la guerre de libération en Europe. Les documents rassemblés sont des preuves historiques. Et même le général MacArthur écrivit à propos son admission pour l'U.R.S.S. Quelques années plus tard, les anciens alliés allaient entrer en guerre froide. On pourrait comparer cette Bataille de Russie aux films anti-communistes de l'ère maccarthyste ou aux documents, accablants pour les Etats-Unis, sur la guerre du Vietnam.

Or, même au temps du combat du « monde libre », la propagande américaine savait mentir. Par omission dans Negro soldier, où l'esclavage, la guerre de Sécession et le problème des droits civiques étant écartés, le citoyen noir devenait un héros qui, de tout temps, s'était battu aux côtés de ses frères blancs.

En fait — c'est la leçon à méditer de ce passionnant festival — tous les moyens sont bons pour les fins de la propagande idéologique. Quelle qu'elle soit, cette propagande pervertit, de toute façon, l'esprit critique et la pensée indépendante. Or, est la vérité ? Il suffirait parfois de changer le commentaire d'un film historique ou américain pour faire dire aux images de la réalité historique le contraire de ce qu'on leur a fait dire sur le moment. Dans la sélection américaine de Bondy, un seul film s'intéresse plus à l'homme qu'aux idées : son Pietro ou John Huston à propos d'une opération militaire, se préoccupe des jeunes soldats de son pays venus mourir sur le terre italienne et du sort de villageois italiens libérés des ruines. JACQUES SICILIA.

ans législatives

ctoraux

mentaire) à un organisme relativement autonome, soumis à un contrôle de gestion séparé. Remarquons que cette proposition n'est pas aussi extraordinaire qu'elle peut paraître à première vue, puisque, déjà, un grand nombre de banques centrales ont une large autonomie de la définition de la politique monétaire. De toute manière, même si cette idée semble difficile à mettre en pratique, elle présente l'intérêt de définir clairement l'objectif : faire en sorte que les choix électoraux soient plus « politiques », c'est-à-dire se situent plus au niveau des orientations à prendre et dépendent moins de la situation économique immédiate.

Il serait, en effet, souhaitable d'élimer l'ambiguïté fondamentale des scrutins actuels, où les électeurs combinent se prononcent sur des « choix de société » à long terme ou sur la base de considérations d'opportunité économique à court terme.

ne du 12 mars

loix du noir

ERIC AUDRAS (P.S.)

Le projet de loi relatif à la détermination des conditions de l'admission des étrangers en France, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 12 mars, est un exemple de la détermination des conditions de l'admission des étrangers en France. Ce projet de loi vise à clarifier les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, en tenant compte des évolutions démographiques et économiques. Il prévoit notamment des mesures visant à faciliter l'accès à la nationalité française pour les étrangers de longue date résidant en France, ainsi que des dispositions relatives à l'admission temporaire des étrangers pour des motifs humanitaires ou économiques.

ne du 12 mars

loix du noir

ERIC AUDRAS (P.S.)

Le projet de loi relatif à la détermination des conditions de l'admission des étrangers en France, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 12 mars, est un exemple de la détermination des conditions de l'admission des étrangers en France. Ce projet de loi vise à clarifier les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, en tenant compte des évolutions démographiques et économiques. Il prévoit notamment des mesures visant à faciliter l'accès à la nationalité française pour les étrangers de longue date résidant en France, ainsi que des dispositions relatives à l'admission temporaire des étrangers pour des motifs humanitaires ou économiques.

ne du 12 mars

loix du noir

ERIC AUDRAS (P.S.)

Le projet de loi relatif à la détermination des conditions de l'admission des étrangers en France, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 12 mars, est un exemple de la détermination des conditions de l'admission des étrangers en France. Ce projet de loi vise à clarifier les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, en tenant compte des évolutions démographiques et économiques. Il prévoit notamment des mesures visant à faciliter l'accès à la nationalité française pour les étrangers de longue date résidant en France, ainsi que des dispositions relatives à l'admission temporaire des étrangers pour des motifs humanitaires ou économiques.

Ventes de prestige

Un printemps précoce au palais d'Orsay

NOTES PHOTO

Reconstruire la vie



Pourquoi y aurait-il impossibilité à partir de photos « politiques » ? Pourquoi ce type de photos les gros la photo « choc » du style Paris-Match...

Prenons le livre de Jean-Claude Labbé, Vietnam, la guerre, la terre et les hommes, édité au Chêne. Il y en a, des morts et des estropiés, des images de désolation...

Ce qui est rare, et beau, c'est que Jean-Claude Labbé ne se contente pas de montrer des images, et de dire : « Voyez comme ils souffrent » ou « Voyez comme ils sont heureux »...

HERVE GUIBERT.

On ne choisit pas ses députés en même temps que ses meubles, ont dû penser les commissaires-priseurs. La maison de prestige du printemps a donc été avancée à la seconde quinzaine de février...

Deux petits chevaux japonais

Vivant Denon, fondateur du Louvre, rapporte dans ses bagages une provision de motifs étranges : sphinx, animaux ou figures hiéroglyphiques...

Après une ouverture de la saison de prestige aussi impétueuse, deux petits chevaux japonais (hauteur : 0,64 m), vendus le 16 février...

L'étude Ader, Picard, Tajan prit le relais la semaine suivante : la vente du 21 février montra du XVIII^e siècle ce que celle du 15 à dominante Empire avait fait un peu regretter...

que l'Egypte, et deux vases couverts d'époque Ming montèrent jusqu'à 195 000 F, en partie grâce à leur très belle monture Régence de bronze ciselé...

C'est au contraire la richesse de la matière, le raffinement des décors de miniatures qui font l'attrait des boîtes ou tabatières en or du XVIII^e...

Un autre Watteau

Le meilleur moment de toutes ces vacances est venu avec la vente de dessins anciens le soir du 23 février (experts MM. Antonini et Hardebaud)...

Les mêmes réticences ne sont plus possibles avec les dessins. La plupart provenaient de la grande collection Groult. Les sanguines de Watteau montrent la force presque brutale d'un artiste qu'on caricature en le présentant comme le peintre d'un « marivaudage » vaporisé...



C'est encore un autre aspect du génie de Watteau que révèle ce portrait d'un gros homme (70 000 F), à la fois spontané et parfaitement maîtrisé...

De dessin à la pierre noire de Bonheur (109 000 F) donne à des « fêtes de soldats » une vigueur qui fait oublier les grâces un peu molles de tant de tableaux...

Loïn du faste des événements attendus, une vente plus modeste a réservé une heureuse surprise : le 10 février, l'étude Godard Solandier Andap...

JEAN-MARIE GUILHAUME.

* Editions du Chêne : 65 F.

MUSEE BOURDELLE 16, rue de Valenciennes. LEDA Bestiaire et Métamorphoses T.J.J. (1^{er} mardi) 10 à 17 h. 40

SAGOT-LE GARREC 24, rue du Four (6^e). BERNARD BUFFET Peintures séchées 1962-1977 Jusqu'au 11 mars

JEANNE BUCHER Les orogénèses de GERARD SINGER

Reunion des musées nationaux Grand Palais Le siècle de Rubens derniers jours jusqu'au 13 mars

GALERIE ISY BRACHOT 32, rue Godefroid (9^e) - 03-22-40 PAUL DELVAUX Mars-Avril

REOUVERTURE APRES TRAVAUX Salon permanent ANTIQUITE ET BROCANTE 2^e étage des GALERIES du PONT-NEUF IMMEUBLE BELLE JARDINIÈRE

GALERIE MAURICE GARNIER BERNARD BUFFET "La Révolution Française" 6, Av. Maignion Paris - Jusqu'au 29-Avril

LES 2 MEILLEURES SOIREES DE PARIS LIDO NOUVELLE SUPER REVUE "Allez Lido ?" BAL DU MOULIN ROUGE LISETTE MALICHOIR

Orangerie des Tuileries Donation Pierre Lévy jusqu'au 16 avril Musée du Louvre, galerie Mollin Défense du Patrimoine national jusqu'au 24 avril

Hommage à MARYAN 31 Janvier 15 Mars Galerie de France 9, Fg Saint-Honoré Paris 8^e

GALERIE ALPHR 38, rue de Valenciennes (7^e) 251-20-05 - 255-27-36 de 14 h. 30 à 19 h. ANDRÉ LWOFF PROLONGATION JUSQU'AU 18 MARS

ATELIERS et GALERIES ROBERT FOUR - TAPISSERIES 28, rue Bonaparte, PARIS Claude Bleyne MÉTABILES œuvres marées Jusqu'au 11 mars T.J.J. 10 h. à 19 h. sauf lundi matin

FETE ALCAZAR REVUE ENTIEREMENT NOUVELLE 12, RUE MAZARINE, 209 0221 Paris

JOCKEY 127, bd du Montparnasse 324-46-33 Pas comme les autres on s'y amuse...

CRAZY HORSE WORLD'S FAMOUS 12, AV. GEORGE V 339 7050 225 03 69 21h à 23h 30 Aux tables: 150 F (consommation par pers) ou 100 F (2 pers) par pers

Grand Palais et Orangerie des Tuileries tous les jours, sauf le mardi, de 10 à 20 h, le mercredi jusqu'à 22h Musée du Louvre tous les jours, sauf le mardi, de 9h45 à 20h

ATELIERS et GALERIES ROBERT FOUR - TAPISSERIES 28, rue Bonaparte, PARIS Claude Bleyne MÉTABILES œuvres marées Jusqu'au 11 mars T.J.J. 10 h. à 19 h. sauf lundi matin

AU CHARME D'ANTAN 2, rue de Mandres, 94 VILLECRESNES - Tél. : 925-75-22 Meubles styles : Louis XV, Louis XVI, Directoire, Napoléon III. Ebénisterie d'art - Ivoires - Lapis Lazulis, Malachite - Corail - Armes, orfèvrerie, bibelots Ouvert tous les jours de 10 à 12 heures et de 15 à 19 heures à partir du 4 mars.

JEAN-MARIE RIVIERE PARADIS LATIN DINER SPECTACLE 28 rue Cardinal-Lemoine 5 Réservations: AGENCES HOTELS et 325.28.25

MONTE CARLO VO QUINTETTA Périgord

un récit bouleversant un film éblouissant

Handwritten note in Arabic script: هكذا من لايصل

Handwritten signature and scribbles at the bottom right of the page.

LE MONDE
des prestigieuses
maisons d'Orsay

DES SPECTACLES

REFUS DU VOLUME

Les formes inventées du sculpteur Hajdu

GRACE à une vingtaine d'œuvres dans la collection Granville, Etienne Hajdu est déjà présent à Dijon. Mais, jusqu'au 2 avril, grâce à l'exposition itinérante actuellement proposée au Musée des beaux-arts — première étape d'un voyage 1978-1979 avant Caen, Calais, Dunkerque, Bordeaux et Sochaux, — la totalité de l'œuvre semble là.

Pourtant les deux ensembles sont trop différents pour se compléter, mais le voisinage d'un choix d'amateur et d'une tentative de synthèse plus didactique est éloquent. L'abondance des pièces n'est évidemment pas en cause et l'exposition itinérante chargée d'éclairer toute une vie de recherches n'a que trois fois à peine le volume de la collection privée : on se doute, puisqu'il s'agit d'Hajdu, que seule compte, de part et d'autre, la qualité.

L'exposition semble avoir voulu souligner la qualité du graphisme sur lequel reposent bas-reliefs, silhouettes estampillées, etc. Plusieurs fois le lavis préparatoire a été placé à côté de la sculpture. C'est le cas, par exemple, pour *Kay*, bronze de 1965, ou pour *Ayama*, aluminium de la même année. Et il est immédiatement clair que, si le contour — net, élégant, pur comme le tranchant d'une hache — est essentiel pour piéger la forme, il ne constitue pas une fin en soi, mais s'impose toujours comme une simple armature indispensable, comme un rebord ou une couture, ou comme la proue d'un navire, éclatante certes, mais simple intersection des flancs où tout se passe.

La fin, en soi, pour Hajdu, qui avoue son ambition de « formes inventées », ne peut pas être le contour seul, et Luce Hajdu explique pourquoi en un beau mot : « Il est tellement sculpteur !... » Devant les très brillantes estampilles noires, qui

sont avec les ardoises que représente ici *Noémi*, vedette de l'exposition, les révélations des derniers travaux, on constate en effet avec quel plaisir le graphisme s'enfonçait dans l'épaisseur du papier gonflonné pour tirer du matériau terre des inflexions claires, des blancheurs doucement animées. Le contour seul ne créait pas, sous l'épaisseur, une forme dense et solide : il y faut ce qu'Hajdu nomme l'« espace respirant », l'« espace-lumière ».

Nous approchons du secret d'Hajdu. Paradoxalement, c'est le refus du volume. Parce que l'artiste souhaite maintenir une équivoque en matière de représentation : ses « formes inventées » doivent imposer leur existence entre deux règnes, celui des structures naturelles — feuillages, branches, chevrons, etc. — et celui de la fantaisie — mythologie de la femme. Pour ce faire notons au passage qu'il ne pense pas un instant, ou à peine dans ses premières recherches, à la composition abstraite. L'équivoque lui paraît nécessaire pour conserver l'originalité, l'autonomie d'objet de ses créations : « Dans un monde inventé, je ne pouvais donner l'illusion de la réalité par le volume, c'est pourquoi je supprime le volume. La minceur de la silhouette me permet de situer la figure dans un espace aussi bien réel qu'imaginaire, car c'est le concept qui le cherche et non l'image. »

Bien groupées, bien présentées, les œuvres illustrent cette longue et brillante poursuite. Avec quelques grands reliefs des années 50-60, comme *Liens* (1968), l'aluminium martelé fait sourdre des formes croisées comme des mains jointes non dérites, mais explicitant la concentration. Au volume refusé se substitue en effet une expression en surface, à peine soulevée à partir de l'épaisseur.

Hajdu travaille à fleur de peau et, en même temps, ne semble tirer ses effets que du plus profond de chaque matériau.

Très vite, vers 1953-1960, le parti à tirer de l'opposition des surfaces lisses et lumineuses et des vides qui peuvent les cerner (*Mariel*, 1959, *Tête*, 1960) ou leur être mélangés — il faudrait dire incorporés — (*Trentaine de mètres* XI, 1963) donne la série remarquable des œuvres les plus caractéristiques de cette plastique nerveuse et subtile.

Et ce sont les têtes-haches bien connues, les figures comme *Anita* (1964) ou *Kay*, reliefs à doubles faces parfaitement équilibrés qui seront suivis, vers le fond de la salle, par des compositions plus étalées, parfois folles et centrées comme des masses végétales d'algues (*Convergence*, 1968), parfois ouvertes (*Ouvrage du vent*, 1970, *Herbe*, 1971).

Admirable ouvrier, Hajdu triomphe de l'ingratitude d'Angers : *Noémi* en témoigne ici. Elle reprend le contour des formes féminines telles que les « inventa » une sorte de vision aérienne géométrique (continent dépré de la robe à peine soulevée par la proue d'un sein, l'isthme noble du cou, et retombée mirobolante de la coiffure opposée à un petit muffle en promontoire péremptoire). Jamais la surface n'avait été plus exquieusement transfigurée par la lumière. Au point qu'Hajdu semble vraiment, comme il l'avait souhaité, supprimer le volume : la lumière en tient lieu et le miracle est dû à une main d'orfèvre mallarmienne.

N'oublions pas une séduction multiforme, celle des beaux matériaux. Celle des idoles aveugles au clair regard de diamant. Celle d'Hajdu ouvrant, calme et sûr.

PAULE-MARIE GRAND.

* Au Musée des beaux-arts de Dijon.

NOTES - PHOTO

Graves mascarades



Norbert Ghisloland (1878-1939) tenait un studio de photo dans une rue commerçante de Frameries, en plein pays minier belge. On se doute que dans les années à venir, avec l'intérêt que suscite la photographie ancienne — et les prix que peuvent atteindre certains tirages — un bon nombre de photographes improbables vont soudain être exhumés et devenir des « grands photographes ».

Les photos de Ghisloland, elles, sont vraiment étonnantes. Elles n'ont pas le seul intérêt « kitsch » de cartes postales 1900 : elles ont une valeur historique et sociale. Car Ghisloland n'est pas le reproducteur du visage de la bourgeoisie. Ses clients sont des mineurs, de ces hommes aux visages dures, impénétrables, à la fois fiers et modestes. Non pas photo d'identité sociale, mais photo-réa et souvenir pour lequel on pose dans son costume favori, dans un costume d'emprunt qu'on ne remettra plus jamais, après avoir ciré ses chaussures, épinglé sa décoration ou revers de sa boutonnière, et emmené son instrument de musique ou son petit chien afin qu'ils soient « dans la photo ».

Photos de famille, portraits de groupe, photos d'enfants : il y a beaucoup à lire dans ces visages. La résignation, l'envie, la soumission, la peur d'une vie sans qualité. Mais aussi le plaisir de la séance de pose, de l'évasion sociale procurée par cette sorte de mascarade. Les membres de la chorale du Pôlé Nord exhibent fièrement leurs queues : le petit garçon revêt la situation de papa : casque, pistolet et moustache à la suite d'Allumette ; la petite fille a voulu poser en mariée. Pour reconstruire la scène quotidienne, sa mère a emmené son ouvrage de couture, Monsieur X... boîte, ses maigres pectoraux gonflés, devant l'objectif.

Toutes ces photos, d'ailleurs très belles, ne font pas rire. Certaines ont l'émotion de drames sous-jacents. Pour une fois, le photographe n'a pas ordonné le sourire. Derrière la céramique de la façade de sa boutique, jamais les grandes cheminées. — H. G.

* Jacques Demessé ; 89 P.

UNE VIE PAR ASSEMBLAGE

Calder, par l'image et le texte

AMÉRICAIN de naissance, Calder avait fini par faire partie du paysage artistique en France. C'est à Paris que le sculpteur des « mobiles » et des « stabiles » est venu au monde de l'art contemporain. Le Centre Beaubourg évoque cette figure que tous les gens du village de Saché, en Touraine, où il s'était fixé définitivement, connaissent bien. C'est un homme anniversaire deux ans après la mort de l'artiste, survenue en 1976, lors d'un voyage à New-York.

Entourant quelques sculptures, une étonnante suite de documents, de photographies, de lettres, de catalogues, qui étaient conservés dans le bric-à-brac de son dernier atelier tourangeau — et que la famille de l'artiste a donné à Beaubourg, — évoque tout Sandy Calder par l'image et par le texte, de l'enfance à la mort. Cette manière directe et indirecte lui convient bien. Photos d'enfance, photos de familles, photos d'amis, images des ateliers de l'artiste — du de l'artiste — — penché sur son établi. Des choses sans importance. C'est ainsi que Calder concevait son œuvre. Il était venu de si loin, du simple amusement, avant de figurer sur les cimaises des musées, qu'il donnait le sentiment de ne pas y croire.

Sa sculpture, comme son comportement dans la vie, avait pour « mobile » le jeu, la recherche spontanée du plaisir innocent et franc. Pourtant, Sandy Calder avait tout fait pour faire un artiste de musée. Dans sa famille on était sculpteur de père en fils. Enfant, il posait pour son père, Alexander Stirling Calder, sculpteur académique. Pascal trouvait le fils moins beau que son père. Et c'était vrai, les images le montrent : l'un est élégant, l'autre palud. Le père

taillait de grandiloquente monuments dans la pierre, le fils tord le fil de fer. Mais c'est lui qui finit par être le vrai dandy de la sculpture. En vérité, il ne sait que faire à ses débuts, et le hasard va décider pour lui. Un document relate sa rencontre « avec un Serbe » qui lui conseille de fabriquer des jouets articulés « pour gagner sa vie ».

C'est ainsi qu'il sculpte son cirque — mais peut-on appeler cela sculpter ? Il dessine plutôt au fil de fer ces hétérophiles, ces écuylères et ces lanceurs de couteaux d'un étonnant pouvoir suggestif. Carlos Vilardebo a tourné un film qui est projeté dans cette exposition : « Mardames et messieurs, je vais vous présenter la cirque Calder... » C'est le même spectacle qui avait ravi ses amis de Montparnasse, en 1926. Ils l'entraînent dans leurs expositions, et Calder, le sculpteur amusé et amusant, entre dans le sérial des galeries en attendant de voir d'ouvrir les portes des musées.

Miro, qui était touché par sa grâce enfantine insalvable, le fait participer à l'élaboration du stand républicain espagnol, de 1937, à Paris. Sa fontaine de mercure pour les mines d'Almadén, un document montre près du Guernica de Picasso, est l'une des premières sculptures mobiles.

Changement de décor : c'est l'atelier de Mondrian de la rue du Départ. Espace blanc immaculé, carrés, rectangles, couleurs primaires brillantes : là, en 1930, Calder reçoit, comme il le disait, le « choc ». A l'époque il avait bien une notion de ce qu'était l'art moderne, mais l'abstraction — était une chose inconnue. Il le découvre et l'adopte. Le rouge, le bleu, le jaune de Mondrian, vont devenir ses couleurs comme elles

étaient celles de Miro et Van Doesburg. Il abandonne les petits personnages figuratifs pour les formes abstraites. Mais il y introduit le mécanisme, le mouvement, justement cette articulation qui animait son petit cirque avec tant d'ironie. C'est la singularité de son art : les formes, en se déplaçant, changent — perpétuellement — les données de la sculpture.

Il réalise la chose, mais c'est Duchamp qui la nomme : il appelle ces sculptures des « mobiles ». De même que Arp trouvera le nom de « stable » pour ces grandes constructions, qui semblent des insectes d'acier noirs qu'on rencontre au pied des tours de bureaux les plus prestigieuses des grands capitales, à commencer par le tour Fiat à la Défense.

Les photos de cette exposition (préparées avec beaucoup de soin par Françoise Cachin, avant l'établissement du catalogue de l'œuvre de Calder pour le lin de l'année) sont souvent les seuls témoignages d'œuvres aujourd'hui disparues, notamment celles des années 50 ou groupe Abstraction-Création qui avait un Calder à Hélon, Arp, Van Doesburg... Elles montrent qu'il est un des ancêtres de la sculpture dite « ouverte », qui rompt avec le volume fermé, de tradition dans l'art de Michel-Ange à Rodin.

Outre-Allanique, la critique attribue les mérites de cette conception, qui procède par assemblage et construction, à David Smith. Lorsqu'on en parle devant Calder, son visage rieur prend cet air « inexpressif et silencieux » que Léger voyait dans sa sculpture.

JACQUES MICHEL.

* Hommage à Calder, au Centre Beaubourg.

MONTÉ CARLO VO QUINTETTE VO NATION VF MONTPARNASSE 83 VF IMPÉRIAL PATHÉ VF ST-LAZARE PASQUIER VF
Périphérie : MULTICINÉ Champigny - AVIATIC Le Bourget - MARLY Enghien - BELLE ÉPINE Thiès

un film de
LUIGI COMENCINI

un récit bouleversant
un film éblouissant

l'incompris

Un film produit par ANGELO RIZZOLI
avec
ANTHONY QUAYLE
Scénario de LEO BENEVUOTI et PIERO DE BERNARDI. Directeur de la photographie ARMANDO NANNUZZI. Musique de FIORENZO CARPI
Mise en scène de LUIGI COMENCINI

Distribué par PLANFILM

une sélection PLAN FILM/CAMERA ONE

SALLES CLASSES
CINÉMAS D'ART
GRAND ESSAI

STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
A 12 HEURES :
NEUF MOIS
de Marta MESZAROS
A 14 H 15, 16 H 45, 19 H 15 et 21 H 45 :
VOYAGE A TOKYO
d'OSU
A 24 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA

STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
A 12 HEURES :
ADOPTION
de Marta MESZAROS
A 14 H, 16 H, 18 H, 20 H ET 22 H :
ELLES DEUX
de Marta MESZAROS
A 24 HEURES :
PIERROT LE FOU
de Jean-Luc GODARD

ST. BERTRAND 29, rue Bertrand
SUP. 64-66
LES RAPACES
d'Eric VON STROHEIM
L'HONNEUR PERDU
DE KATARINA BLUM
de SCHOENBERG
Mardi 7 mars à 20 h. 20
après la projection de « L'HONNEUR
PERDU », débat sur :
« LA REPRESSION EN R.F.A. »

FALETS

GRANDS SOIRS DE PARIS

MAISON DU MOULIN ROUGE

JOCKEY

JEAN-MARIE RIVIERE

PARADE LATIN

CINER SPECTACLES

cinéma

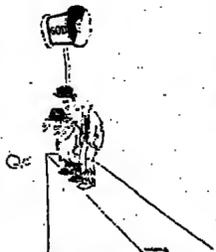
L'INCOMPRIS
de Luigi Comencini
« Incompris », en effet, ce film de 1967, qui fut mal accueilli au Festival de Cannes, et ne fut qu'une brève sortie en version doublement doublée, aujourd'hui, on peut voir et comprendre comment ce drame sentimental — un garçon prié de sa mère de chercher désespérément à se faire aimer de son père, conduit anglais à Florence, qui lui présente son jeune frère — s'inscrit dans tout un itinéraire de Comencini sur l'enfance et la société. Emotion, sensibilité, douce analyse des rapports avec les adultes, il faut redécouvrir cette œuvre majeure d'un des « grands » du cinéma populaire italien.

RENCONTRES DU TROISIÈME TYPE
de Steven Spielberg
On a nous ne sommes pas dans l'avenir : Spielberg nous présente un itinéraire de rencontres volantes et aux extrémités qu'il convainc le spectateur de leur existence. L'OVNI, enfin découvert après un suspense qui met volontairement les nerfs en pelote, est d'une merveilleuse beauté. Tout le monde voudra, comme Richard Dreyfus et Melinda Dillon, franchir la montagne mystérieuse pour savoir ce qu'elle cache.

NON RÉCONCILIÉS
de Jean-Marie Straub
D'après Heinrich Böll, le portrait d'une Allemagne qui n'a pas exorcisé les fantômes du nazisme. Portrait tracé selon des méthodes de narration souvent imitées par la suite mais jamais égalées en précision. Le détail prime sur la psychologie, les comédiens ne jouent pas « dramatique », le cinéma ne prétend pas reproduire la vie. Le spectateur doit analyser en même temps que le cinéaste. Lire, déchiffrer puis participer, s'identifier. Un classique en réédition (1964-1965).

ET AUSSI : Anne et Andy, de Richard Williams (le monde merveilleux des aventures enfantines dans un dessin animé de long métrage, dont l'invention graphique est un ravissement); **Haro**, de Gilles Béhat (la vie violente d'un village français après la guerre de 1914 : un certain lyrisme); **Drôle de séducteur**, de Gene

une sélection



« En attendant Godot » de par Chéreau.

Wilder (le surprenant romantisme d'un acteur comique formé chez Mel Brooks); **Pilé pour le prof** de Silvio Narizzano (les mésaventures d'un jeune instituteur dans l'Ouest canadien des années 30 : humour, émotion); **Voyage à Tokyo**, de Yasujiro Ozu (dissolution d'une cellule familiale : la révélation du Bresson japonais, mort en 1963); **Le Bois de boulezou**, d'Andrzej Wajda (la vie, l'héroïsme, la mort et la nature : intimisme et beauté picturale); **Le Miroir**, d'Andrei Tarkovskij (superbe plongée dans la vie intérieure d'un homme tourné vers son enfance); **Julia**, de Fred Zinnemann (réalité vécue et tradition romanesque hollywoodienne : deux grandes actrices); **Elles deux**, de Marta Messias (les nuances psychologiques et sentimentales du monde des femmes); **Providence**, d'Alain Resnais (reprise d'un film couronné par sept César du cinéma français : l'imagination d'un romancier au bord de la mort).

théâtre

LES PEINES DE CŒUR D'UNE CHATTE ANGLAISE
de Montparnasse
Comment Beauty la chatte blanche devient lady et actrice de best-seller. La prude Anglé-

terre use par Blazac et dessinée par Grandjean s'inscrit par la grâce du groupe T.S.E. Le monde animal se confond avec celui des humains, et sous leurs masques féériques, les comédiens accomplissent un miracle : ils conduisent le théâtre jusqu'à la perfection du plaisir.

EN ATTENDANT GODOT
à l'Odéon
Les clochards qui n'osent pas rêver attendent quelque chose d'autre, attendent la fin de ce monde qui n'en finit pas de finir. Les pessimistes perverts de Beckett brûlent toujours aussi fort, et les comédiens français, sous la direction de Roger Blin, sont extraordinaires.

LA THÉBAÏDE
en Nouveau Carré
Jocoste, mère et femme d'Œdipe, essaie d'empêcher ses deux fils de s'entretuer. Première tragédie (mécanisme) de Racine, chef-d'œuvre d'analyse psychanalytique et politique. Mise en scène et interprétation à la fois très « publiques » et très déformées.

ET AUSSI : les **Eurates**, à la Rochelle (le côté féérique de Godot) déchaine les comédiens; **Mourir dans la cathédrale**, à Chaillet (dramatisme anglais des comédiens français); **Goteha**, au Marie-Stuart (une tragédie moderne de peur et de désespoir); **Dans Copperfield**, à la Cartoucherie du Soleil (voyage prométhéen sur le chemin de Dickens); **Dom Juan**, à la Cartoucherie de la Tempête (les comédiens du Soleil dans le théâtre de Molière); **Parade**, à l'Atelier libre (deux monstres des nuits solitaires); **Poète Mac Balle**, au Faucouaire (Albee et l'œil bleu de Laurent Terzieff); **Le Roi des cons**, au Fontaine de programme commun actualisé de Wolinski-Comfortes).

musique

LA MUSIQUE DES PEUPLES
à Rennes
Pour la cinquantième fois, la Maison de la culture de Rennes organise un passionnant « Festival des arts traditionnels », occasion unique de prendre contact avec le monde. Écouter la musique des autres, dit Françoise Grand, c'est ainsi connaître ou reconnaître son

originalité dans le monde sonore, entendre la langue des autres c'est surprendre la ligne mélodique de son propre langage. Voir les danses des autres, les masques des autres, les rites des autres, percevoir les senteurs de baïjolin, d'encens, de cuir ou de tabac dont leur quotidien demeure imprégné, c'est découvrir les possibilités de son propre corps, déchirer souvent le voile qui masque les tabous, tient secrets les rituels et les cérémonies qui ne s'avouent pas. « Les « autres » viendront cette année d'Égypte et de Corée, d'Australie et du Pakistan, de Turquie, d'Inde, de Grèce, d'Afghanistan, d'Irak, du Japon, d'Italie, de Suède, de Roumanie, d'Espagne, de Tunisie, etc. (Rennes, du 2 au 12 mars.)

TORTILLER ET PARAY
au Théâtre des Champs-Élysées
Une belle occasion d'entendre le musique française dans sa plus pure tradition : l'Orchestre de Paris sera dirigé par Paul Paray, et le jeune violoniste, qui communiquera son secret de jeunesse à la superbe Symphonie de Chausson, Psyché, de France, l'apprenti sorcier, de Dukas, avec dans le Concerto pour violoncelle de Lalo, Paul Tortelier le frère cadet. (Champs-Élysées, le 2 mars, à 20 h. 30; le 3, à 19 h.; le 4, à 18 h.) Tortelier, qui attirera ensuite trois Solistes de Bach, à la même séance que son père, Pablo Casals. (Champs-Élysées, le 7.)

FESTIVAL DU THÉÂTRE MUSICAL
à Nanterre
Poursuivant son exploration du théâtre musical le Festival de Nanterre offre, cette semaine, avec l'Atelier lyrique du Rhin, un « atelier musical pour enfants » (du 1^{er} au 5 mars, de 15 h. à 17 h.), et l'étonnant Probes du jeune chien, biographie, apprituelle de Schoenberg, par Michel Eslor et Henri Poussier, tournolements d'histoires, de situations, de significations, de styles enchevêtrés autour d'une des grandes aventures de l'histoire contemporaine de la musique. (Maison de la culture, avenue Picasso, Nanterre, les 7, 9 et 11 mars.)

ET AUSSI : F.J. Thiollier : Chopin (Gaveau, le 1^{er} mars, 18 h. 45); Trio Pasquier et J.-C. Penneret (T.E.P., le 2); Orchestre philharmonique, dir. J. Segal; Schreker, Berg,

Mahler (Radio-France, le 2); Ensemble instrumental de Grenoble, avec J.-R. Pommer (Grenoble, le 2); Orchestre de Lyon, dir. S. Sudo, avec J.-F. Maxence (Lyon, le 2); A. Gramiaux et G. Sebik (musée Chagall, Nice, le 3); Z. Sokolava, premier ténor au Bolchoï, avec l'Orchestre Pasqueloup, dir. P.-M. Le Conte (Champs-Élysées, le 5 à 11 h. 45); Tido Göbel (Théâtre d'Orsay, le 5, à 11 heures; Radio-France, le 7); Haydn, Debussy, Schubert, par le Quatuor danois (Radio-France, le 6); Orchestre J.-F. Paillard, avec M. André (Feyta, le 6); Hshms, par l'Orchestre de Lille, dir. J.-C. Casadesu, avec G. Johannessen (Lille, le 7); M.-J. Pires (Théâtre de la Ville, les 7, 9 et 11, à 18 h. 30); K. et M. Labèque (Théâtre de la Ville, les 8 et 10, à 18 h. 30); Wagner, par l'Orchestre national, dir. A. Savouret (Radio-France, le 8, à 18 h. 30); Webern, Schreker, Schönberg, Wagner, par l'Ensemble 2e2m, dir. G. Sinopoli (Champigny, le 8; Genevilliers, le 11); Debussy et Première Symphonie de Mahler, par l'O.F.P.L., dir. R. Benzi (Angers, le 8 mars).

expositions

BOROBUDUR
au Petit Palais
Un temple célèbre, qui fait l'objet d'une grande campagne de sauvegarde, patronnée par l'UNESCO : il s'agit de consolider les bases du monument — pyramide de plus de 100 mètres de côté — après la dépose des quelques 5 000 kilomètres de reliefs qui en tapissent les chambres, les galeries et les terrasses. L'exposition regroupe une centaine de pièces : bouddhas de pierre et de bronze, sculptures et objets culturels, provenant aussi de sanctuaires voisins, et témoignages, comme Borobudur, de l'originalité de l'art bouddhique et hindouiste entre le huitième et le onzième siècle.

DÉFENSE DU PATRIMOINE NATIONAL
au Louvre
Œuvres d'art reçues par les musées nationaux en paiement de droits de succession. Trente-trois pièces et objets d'art de première importance, artistique

ou historique, parmi lesquelles se trouvent des peintures de Filippo Lippi, Rubens, Fragonard, Goya, le baron Gérard, Gros, Monet, Manet, ainsi que les quatre monumentales tentures de l'histoire de Diane (septième siècle), déposées au château d'Anet.

LA COLLECTION THYSSEN
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris
Les expressionnistes allemands (Klee, Schmidt-Rottluff, Pechstein, Macke, Beckmann, Debraun, Derain, Picasso, Braque, Kandinsky, Elie, Moholy-Nagy, Mondrian). Les tableaux modernes et contemporains d'une collection privée, l'une des premières d'Europe, connue surtout pour sa partie ancienne. Elle peut se visiter aux beaux jours, à Lugens, où elle est installée dans une villa spécialement construite pour elle.

ET AUSSI : Dessins de Rubens, au Louvre (ceux des collections du musée); Trois siècles d'art français, au Musée de l'Art et de l'Industrie (un nouveau musée et une belle exposition); L'art moderne dans les musées de province, au Grand Palais (un bilan et des œuvres à découvrir); La donation Pierre-Loup, à l'Orangerie (musées choisis d'une grosse collection offerte aux musées nationaux); Les singularités de l'art, à l'ARC-Paris (peinture et sculpture « hors les normes », souvent à l'honneur de la retraite).

variétés

BEAU DOMMAGE
à l'Élysée-Montparnasse
Le groupe québécois le plus attachant, découvre il y a plus d'un an au Palais des sports dans un spectacle de Julien Clerc (21 heures).
BERNARD HALLER
au Palais des Arts
Un très grand comique qui sait donner dans la peinture des caractères — en peu de mots, de phrases, de gestes — une étonnante épaisseur de vie (20 h. 45).
BERNARD LAVILLIERS
à l'Olympie
Les éclats musicaux et la spontanéité d'un chanteur de rock français (20 h. 45).

MARIGNAN PATHÉ v.o. MONT-PARNASSE 83 v.o. SAINT-GERMAIN STUDIO v.o. IMPERIAL PATHÉ v.f. ATHENA v.f. GAUMONT CONVENTION v.f.
NOMINATION AUX OSCARS 78
MEILLEUR FILM ÉTRANGER
UN FILM DE MICHAEL CACOVANNIS
IPHIGÉNIE
IRENE PAPAS

MULTI CINÉ
RENCONTRE DU 3^e TYPE
HAUTEFEUILLE SAINT-JACQUES MICHELLE
BARBEROUSSE
ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE
L'AMOUR VIOLE
ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTELETTE
IPHIGÉNIE
STUDIO SAINT-GERMAIN
L'INCOMPRIS
MONT-CARLO - QUINTELETTE MONTY - SAINT-LAZARE PARADISE
LE TOURNANT DE LA VIE
QUINTELETTE LATIN

ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE
14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE
par le réalisateur de "DERSOU OUZALA"
BARBEROUSSE
le film d'AKIRA KUROSAWA

ÉLYSÉES LINCOLN (v.o.) & U.G.C. OPÉRA (v.o.)
QUINTELETTE (v.o.) - 14 JUILLET PARNASSE (v.o.)
CYRANO Versailles

LES FILMS DES ÉTOILES
LE BOIS DE BOULEAUX
Chef-d'œuvre de ANDRÉ JUZVA

LA CLEF - PALAIS DES ARTS - BILBOQUET

Dora
la dernière magique
avec Daniel Vangarde

PARAMOUNT ODÉON (version originale)
Un film émouvant, drôle, sensible, poétique plein d'humour : UN VRAI CHEF-D'ŒUVRE LA CRITIQUE L'UNANIME
LES ORPHELINS

ÉLYSÉES LINCOLN - U.G.C. OPÉRA - QUINTELETTE
14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE
P.L.M. SAINT-JACQUES - ARTEL Rueil - ALPHA Angoulême
ULLIS Orsay

L'Amour Violé
le nouveau film de YANNICK BELLON

مكتبة العالم العربي

هكذا من لاجل

LES NOUVEAUX MAITRES D'HOLLYWOOD

La dictature des conglomérats

Il y a quelques années, Hollywood a subi un changement fondamental lorsque les grands studios, ces fabricants de rêves à l'échelle planétaire, sont passés sous le contrôle de groupes bancaires et de conglomérats. En 1963, Universal, le premier, devient une branche de Music Corporation of America, entreprise diversifiée de plus de 800 millions de dollars de chiffre d'affaires. Au moins pour l'essentiel, les activités du groupe touchent-elles au show-business, contrairement aux autres conglomérats. Paramount, en effet, appartient depuis 1968 à l'une des douces divisions du trust pétrolier multinational Gulf and Western, dont le chiffre d'affaires atteint 1,67 billion de dollars. Un an plus tard, United Artists est racheté par Transamerica Corporation, holding opérant principalement dans l'immobilier et l'assurance, également propriétaire d'une compagnie de charters, Trans-International Airlines, et d'une société de location de voitures, Budget-Rent-A-Car. Warner Brothers, pour sa part, est démembré depuis 1969 par National Kinney Corporation, groupe spécialisé dans l'investis-

sement immobilier, la finance et les loisirs; le studio jouit d'une certaine indépendance, car il fait partie d'une société autonome rattachée à la maison mère, Warner Communications Corporation. Enfin, un entrepreneur de Las-Vegas, Kirk Kerkorian, est devenu propriétaire de M.G.M. en deux étapes, en 1969 et en 1972.

Columbia et Fox mis à part, les studios ne représentent donc plus qu'une goutte d'eau dans l'océan des intérêts multinationaux, comme le dit l'avocat Tom Pollock. Paramount, par exemple, représentant à peine 6% du chiffre d'affaire de Gulf and Western, il n'y a rien d'étonnant à ce que son patron déclare publiquement: «Nous sommes reconnaissants à Paramount d'avoir produit Love Story et le Parrain, mais nous aurions pu nous en passer». Rien d'étonnant, non plus, à ce que Kirk Kerkorian, à la recherche de capitaux pour ses investissements immobiliers, décide en 1970 de mettre aux enchères le patrimoine artistique de M.G.M. accumulé depuis quarante-cinq ans, évalué à quelque 150 000 costumes et 12 000 accessoires, provenant de 2 200 films.

tion depuis quatre ans, a largement contribué à maintenir cette tradition libérale. Cependant, au cours de ces quatre années, il a toujours gardé un sentiment aigu de la précarité de sa tâche, comme il nous l'a révélé en nous racontant son «histoire» hors du commun.

Né en Chine, de parents d'origine juive, chassés de Russie, le jeune mogul a grandi au Chili et à appris l'anglais à l'âge de dix-huit ans, lorsqu'il est arrivé en Californie pour entrer à l'université. De taille moyenne, le visage agréable aux traits massifs, il a l'air sûr de lui mais prudent, gentil mais soupçonneux. En pénétrant dans son bureau, on a l'impression d'être en face d'un homme d'affaires de tout-Hollywood, parmi lesquelles on remarque une photo de Mike en compagnie de François Truffaut. «C'est mon ami», répond-il fièrement quand nous lui demandons sa raison d'être. Sous le portrait de Steven Spielberg, on lit la dédicace suivante: «Pour le Tsar, l'un de ses premiers clients». A quelques exceptions près, en effet, la plupart de ces stars de l'écran et de la caméra sont ses anciens clients, comme il nous l'explique: «J'ai débuté dans la salle du courrier de l'Unitel et vingt ans, comme «Grouillot», puis je suis devenu un agent. J'ai un bon jugement sur les gens, rapide et instinctif: j'ai lancé Steven Spielberg, Hal Ashby, John Milius et bien d'autres. J'ai toujours bien ce métier moi-même, j'ai fait le tour. Dans mon métier actuel, enchaîné-t-il sur le même ton appliqué, je considère, au contraire, que j'ai beaucoup à apprendre. Je regarde les statistiques, je suis la carrière des films à succès ainsi que leurs recettes, j'étudie les périodes de haut et de bas, les campagnes de publicité, bref j'apprends à faire des films. Vous savez, lorsque, à vingt ans, on met pour la première fois les pieds dans un studio, on pense y découvrir quelque mystère ignoré du commun des mortels. Mais plus on pénètre dans le «sacré des sacrés», plus on se rend compte qu'il s'agit d'un business et non pas d'un art.»

Et d'avoir financé un film comme Rocky.

«Vous savez, lorsque j'ai pris mon job à U.A., j'ai dit aux gens qui travaillaient avec moi: «Si je suis descendu en flammes ou si je me casse la figure — ce qui est probable, puisque c'est le sort commun des chefs de studio — ce ne sera pas en faisant des films de deuxième ordre mais les meilleurs possibles.» Dans ma carrière, je pense être arrivé au bon moment et avoir été servi par la chance. Mais, surtout, je suis un assez bon joueur d'échecs. Je joue conservateur, en mesurant bien les risques, aidé par une bonne faculté d'anticipation. Il n'y a rien de magique à diriger un studio», conclut-il calmement.

A la recherche de nouveaux défis, préoccupé de statistiques et de chiffres, Mike Medavoy — dont François Truffaut dit: «C'est le mieux de tous» — est l'archétype des nouveaux nababs: ce n'est pas un homme de cinéma, mais un brillant jeune patron aimant bien le cinéma. Il doit lui arriver de songer avec nostalgie à ses illustres prédécesseurs de l'âge d'or, notamment à Louis B. Mayer, qui dirigea la production de M.G.M. de 1924 à 1957, à Adolph Zukor, fondateur de Paramount en 1912, qui resta à sa tête jusqu'à l'âge de la retraite, ou encore à Harry Cohn, qui dirigea Columbia jusqu'à sa mort. Totalement identifiés à leurs studios et passablement mégalomanes, ils régnaient en monarques absolus, imposant leurs points de vue en tout et à tous, comme nous l'a raconté Tay Garnett, ancien cinéaste de la grande époque, que nous avions

rencontré peu avant sa mort, survenue récemment. «Voilà ce que L. B. Mayer, il nous a expliqué que sa conception cinématographique était basée sur un complexe maternel: «Sa mère incarnait pour lui la perfection, tout ce qui s'en approchait était parfait et tout ce qui s'en éloignait était détestable. Sa grande préoccupation était que les filles soient uniformément jolies, toutes coiffées sur le même modèle et maquillées de la même façon. Il avait l'habitude de dire au caméraman: «Ecoutez, je ne veux pas savoir comment vous vous y prenez, mais si cette fille tombe dans la boue, quand elle se relèvera, je veux que son visage soit impeccable.» Quant à Harry Cohn, il considérait qu'il ne pouvait pas y avoir de suspense dans un film si la banque ne faisait pas faillite ou si le héros ne devenait pas riche. Et en plus, ajoutait Tay Garnett, «des gens comme Mayer ou Cohn n'avaient aucun respect humain envers ceux qui travaillaient pour eux».

King Vidor, par contre, qui avait su préserver son indépendance, penche nettement en faveur des anciens: «Les conglomérats qui ont acheté les studios ont mis à leur tête des businessmen qui n'ont aucun sens du spectacle. C'est pourquoi les films d'aujourd'hui sont basés sur les best-sellers et les superstars qui font recette au box-office. Les anciens moguls, eux, se considéraient non pas comme des hommes d'affaires mais comme des hommes de spectacle. Ils étaient capables de fuir de la valeur d'une idée, de vous fournir l'argent et de vous faire confiance.»

Fin de l'âge d'or

Il est vrai que les moguls d'aujourd'hui sont pris dans un système de plus en plus contraignant, notamment celui de ses coûts de production. Le coût moyen d'un film, dans les années 40, était de 400 000 dollars, en 1975 il était de 2 500 000 dollars, en 1977 il a atteint 5 400 000 dollars. Il est exact, comme le dit le grand «King», que la majorité des films hollywoodiens actuels sont basés sur les best-sellers et les super-stars et que l'on assiste à un retour en force des super-productions: le dernier George Lucas, Star Wars, a coûté près de 10 millions de dollars, le dernier Steven Spielberg Close Encounters of the Third Kind (qui est actuellement projeté en France) 10 millions de dollars et le dernier Francis F. Coppola, en cours de montage, Apocalypse Now, s'élève à 28 millions de dollars.

Etant données ces sommes considérables, que beaucoup jugent même amercées, les grands studios ne sortent qu'une dizaine de films par an, dont 80% percent de l'argent, ne permettant

même pas de récupérer le prix de la pellicule et de la publicité. Pour être rentable, en effet, un film doit rapporter deux fois et demi son coût de production. La survie des studios dépend donc de deux ou trois films sur lesquels les recettes se concentrent, tels Parrain, Jaws, Close Encounters, mais aussi de moyennes ou petites productions comme American Graffiti (750 000 dollars de budget) ou Vol au-dessus d'un nid de coucou (4 millions de dollars). Avec plus de 202 millions de dollars de recettes aux Etats-Unis, à la date du 8 janvier 1978, Star Wars vient de s'adjuger le record absolu du box-office américain.

Ces chiffres expliquent la prudence des chefs de studio, qui étudient soigneusement les films «miracés», en espérant les refaire. L'insuccès est très souligné l'avocat Eric Weissman, les critiques sont si énormes que, si vous subissez un échec, vous devez instantanément le réprouver.»

DAVID ALPER et LISE BLOCH-MORANGE.

Business et non pas art

Mais pourquoi les conglomérats se sont-ils récemment rués sur les studios de cinéma? L'explication la plus couramment admise est qu'ils avaient besoin d'investir leur surplus de liquidités et qu'ils ont choisi de le faire dans un secteur prestigieux, bénéfique pour leur image de marque auprès de leurs actionnaires. Parallèlement, on considère généralement que la caution des conglomérats permet aux patrons des studios d'obtenir plus facilement des prêts bancaires. Mais dans la pratique, le mariage entre les conglomérats et les studios se révèle souvent contre nature, comme le prouve la rupture fracassante qui vient d'intervenir entre United Artists et Transamerica.

Depuis plus d'un an, les dirigeants d'U.A. faisaient valoir que leur appartenance au holding n'était plus bénéfique ni pour l'un ni pour l'autre: ils se plaignaient, en effet, de perdre du temps à rendre compte de leurs décisions lors de réunions fastidieuses, faisant remarquer par ailleurs que l'excellente situation d'U.A. n'avait pas fait monter les actions de Transamerica. Mais le président du holding, ne voyant pas l'intérêt de se séparer d'une division en pleine expansion, rétorquait qu'ils n'étaient pas satisfaits. Effectivement, c'est ce qui est arrivé: à la mi-février, les cinq dirigeants à la tête de United Artists ont donné leur démission, en particulier Mike Medavoy, vice-président chargé de la pro-

duction sur la côte Ouest. Cet épisode a fait grand bruit à Hollywood, car il symbolise la faiblesse des moguls d'aujourd'hui face aux géants qui les gouvernent, d'autant plus qu'il s'agit de l'équipe actuellement la plus prestigieuse du cinéma américain. Le studio a, en effet, recueilli l'oscar du meilleur film au cours des deux dernières années: en 1976, pour avoir financé Vol au-dessus d'un nid de coucou, et l'an dernier pour Rocky, qui révèle Sylvester Stallone, surnommé le «nouveau Brando». De plus, 1977 est la meilleure année du studio depuis sa création en 1919, ses recettes globales ayant atteint 318 millions de dollars, chiffre record dans toute l'histoire d'Hollywood. Cette réussite est due, dans une large mesure, à son libéralisme traditionnel.

Parmi les grands studios hollywoodiens, United Artists (présent en France sous le nom les Artistes associés), a en effet, toujours été un peu à part: d'abord il est le seul «grand» qui ait été fondé par des artistes et quels artistes: Mary Pickford, Charles Chaplin, Douglas Fairbanks et D. W. Griffith! C'est aussi le seul qui n'ait jamais possédé de plateaux de tournage et qui se soit spécialisé dans la production de films réalisés par des indépendants. Aujourd'hui encore, il est unanimement considéré comme le studio qui accorde le plus de confiance et de liberté aux artistes. Mike Medavoy, le nabab le plus intéressant du New-Hollywood, chef de la pro-

u historique, parmi lesquelles se trouvent des peintures de Hippino Lippi, Rubens, Fra-nçois, Goya, le baron Gérard, Gros, Manet, Monet, ainsi que quatre monumentales tentures de l'histoire de Diane sézième siècle) déposées au niveau d'Anet.

A COLLECTION THYSSEN au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Les collectionnistes allemands: Eckert, Schmidt-Rottluff, Schickel, Schack, Beckmann, Delaunay, Derain, Picasso, Braque, Kandinsky, Klee, Moholy-Nagy, Mondrian... Les tableaux modernes et contemporains d'une collection privée, l'une des premières d'Europe, parue surtout pour sa partie ancienne que peut se visiter aux beaux jours, à Lugano, ou elle a été installée dans une villa spécialement construite pour elle.

ET AUSSI: Dessins de Rubens au Louvre (ceux des collections du musée); Trois siècles d'artiches françaises, au Musée de l'affiche (un nouveau musée, une belle exposition); L'art moderne dans les musées de province, au Grand Palais (un plan et des cartes à découper); La donation Pierre-Louis à l'Orangerie (morceaux de la collection de l'Orangerie); Les stagiaires de l'art, à l'ARC-Paris (peindre et sculpter «hors les normes», souvent à l'étranger, de la retraite).

variétés

EAU DOMMAGE l'Élysée-Montmartre

Le groupe québécois le plus touchant, découvrez il y a un an ou un Palais des sports une spectacle de 12 heures.

ERNARD HALLER Palais des Arts

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

ERNARD LAVILLIERS Olympia

Le grand comique québécois dans la peinture et la sculpture. — un peu de musique, de poésie — un spectacle d'ouverture de 12 heures.

disques-concerts CYCLONE SUR LA FRANCE Le nouvel album de Tangerine Dream 33 Tours Virgin 2473 744 cassette 3222 744 Tournée Française avec LASERIUM NANTES (Palais de la Beaujoire) le mercredi 1er mars. DIJON (Palais des Congrès) le vendredi 3 mars. LILLE (Foire Commerciale) le samedi 4 mars. PARIS (Palais des Congrès) le lundi 6 mars. BORDEAUX (sous chapiteau) le mercredi 8 mars. PAU (Parc des Expositions) le jeudi 9 mars. MARSEILLE (sous chapiteau) le mercredi 15 mars. distribution exclusive Polydor

T.N. MONTPARNASSE PEINES DE COEUR D'UNE CHATTE ANGLAISE PAR LE GROUPE TSE perfection LE MONDE bestiaire fabuleux L'HUMANITE cocasse, insolite, captivant LE QUOTIDIEN exceptionnel LE MATIN splendide FRANCE SOIR enchantement L'EXPRESS une fête de théâtre LE NOUVEL OBSERVATEUR un ravissement PARISCOP

TEP J.-P. SARTRE NEKRASSOV Mise en scène Georges WERLER 7 février - 25 mars petit TEP M. VINAVER THEATRE DE CHAMBRE Mise en scène Jacques LASSALLE 14 février - 18 mars 17, rue Malte-Brun, Paris 20e, métro Gambetta TEL. : 636.79.09.

CENTRES CULTURELS ETRANGERS CENTRE CULTUREL SUÉDOIS 11 rue Poyenne-3e Jusqu'au 15 avril OLLE KAKS PEINTURES Lundi - Vendredi, 12 h. à 18 h. Samedi et dimanche, 14 h. à 19 h. Entrée Libre

APSARA CLUB discothèque cambodgienne Cadre agréable et exotique Carrefour de la nostalgie 40, RUE DES BLANCS-MANTEAUX 75004 PARIS - M° : Hôtel-de-Ville.

DERNIERES LE PETIT MAHAGONNY BRECHT - WEILL par la péniche théâtre Un spectacle continuellement musical et visuel surprenant. FRANCE SOIR L'HUMANITE DIMANCHE Une réussite au plan musical. Le grand plaisir de la soirée: Christine Combes, elle a le charme des héroïnes brisées de John Huston. LE MONDE La mise en scène très astucieuse de Mireille Larroche va droit au but. THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS 59 bd Jules-guesde 106, 243.00.59 (tous agences copar)

théâtre de la salamandre Martin EDEN MAISON DE LA CULTURE DE GRENOBLE du 1er au 7 MARS

Les librairies Flammarion 4 et la revue Digraphe présentent La voix dans l'écriture Centre de la culture grande salle 5 mises en espace et en voix par A. Vitez, B. Jacques, G. Gérardin, J.-M. Roboux, Ch. Rist. Textes de: D. Sallenave, P. Klossowski, X. Pommeret, M. Bénézet, P. Guyotat. du 1er au 11 mars à 20 h 30 (sauf mardi 7 et mercredi 8 mars) 272.79.95

de YANNICK BELLON

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale - Orchestre - P.M.R. | prix moyen du repas - 2 h. d'ouvert jusqu'à... lettres

DINERS AVANT LE SPECTACLE

- L'ALSACE AUX HALLES 236-74-54... CHERS HANST 248-63-33... FLORA DANICA 242-20-41... AUB. DE RIQUENWIER 276-62-39...

DINERS

- MONSIEUR BOUF 711... TRATTORIA TOSCANA 236-52-45... ASSIETTE AD BOUUF-POCCARDI 2... ROGER FIEGAT WESTPHALIS 710-92-00... LA MENARA 073-05-82... ASSIETTE AU BOUUF 710-92-00... JDSRPF 358-63-25... AUX LAZARIS DE PROVENCE 710-92-00... FLO 13-59... L'ENFER 710-92-00... LOUIS XIV 208-36-56... LE ROCUF 710-92-00... LE SALANINO 127-71-01... LE SULLY DAUPHINE 533-23-47... BAUMANN 574-10-19... ST-JEAN-BAPTISTE-DE-PORT 710-92-00... LE SIDAÏL D'ARMI 404-48-83... LE GUERLAUDE 600-30-05...

RIVE DROITE

- LA CROCHONAILLE 21, rue de la Harpe... LA SUVETTE DU 4, rue des Fossés-Saint-Jacques... CHARLY DE BAR-EL-OUED 13, boulevard Auguste-Blanqui... BISTRE DE LA GARE 59, bd de Montparnasse... ASSIETTE AU BOUUF 1, rue de la Harpe... LAFERDUS 53, quai Grand-Angustins... LES VIEUX METIERS 508-00-03... CIEL DE PARIS 50, étage Tour Montparnasse... LA TAVERNE ALACRICHINE 238, r. de Valenciennes... CHEZ FRANÇOISE 531-87-20... LE PERDRI (St-Germain-des-Près) 6, rue Perrotinet...

- STOILES DE MOSCOU 63-13... VILLA D'ESTER 75-14... NDREINIGNEUR 574-23-33... L'LYMPE 824-44-83... CHATEAU DE LA CORNICHE 711... Diners - Spectacles... SOUPERS APRES MINUIT... GUY 6, rue Maitland... TERMINUS NORD 224-03-72... JULIEN 16, rue du St-Saint-Denis... WEPLER 14, place Cléber... BRASSERIE TABAC PIGALLE 67, Pigalle... DESSIRIER 711... MERVENLES DES MERS 222-30-14... LE LOUIS XIV 8, bd St-Denis...

- DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24... L'ALSACE 33, Champs-Élysées... AU PIED DE COCHON 4, rue Coquillière... LE GRAND CAFE 4, bd des Capucines...

Expositions

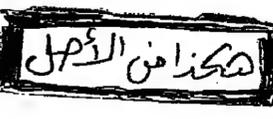
CENTRES REAUBOURG... Exposition de la sculpture... Exposition de la peinture... Exposition de la photographie... Exposition de la gravure... Exposition de la sculpture... Exposition de la peinture... Exposition de la photographie... Exposition de la gravure...

Concerts

MERcredi 1er MARS... LUCERNAIRE... SAÏLE FLEYEL... JEUDI 2 MARS... LUCERNAIRE... VENDREDI 3 MARS... LUCERNAIRE... SAMEDI 4 MARS... THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES... DIMANCHE 5 MARS... THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES...

Variétés

Le music-hall... ANTOINE... BUREAU... GALENIE... Les comédies musicales... MDOADOR... Les chansonniers... CAYRAU... Les pop, rock, folk... LA FAGODE... THEATRE MOUFFERTS...



Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPERA (373-36-26), les 4 et 7, à 19 h. 30 : les Contes d'Hoffmann; les 2, 3 et 6, à 19 h. 30, la 27 et 28 : Roméo et Juliette; les 4 et 7, à 19 h. 30 : le Chevalier à la rose. COMEDIE FRANÇAISE (236-10-30), les 3 et 6, à 20 h. 30, les 2, 4, 14 h. 30 : Britannicus; les 2, 4, 14 h. 30 : le Renard et la Grenouille; Dolt-on le dire; les 1er, 4, 6 et 7, à 20 h. 30, le 5, à 14 h. 30 : les Acteurs de bonne foi; On ne badine pas avec l'amour. CHARLOT (177-81-85) (L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. : En attendant Godot. PETIT OPERA (235-70-32) (L.), 18 h. 30 : les Inquiétudes de M. Delumeau (dernière le 5).

Les salles municipales

CHATELET (233-40-00) (D. L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30, dim., à 14 h. 30 et 18 h. 30 : Voltaire, NOUVEAU CARRE (277-88-40), les 2, 4, 6 et 7, à 19 h. 30 : Cirque à l'ancienne; (D. L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30 : la Thébaïde ou les Femmes ennemies; le 4, à 17 h. 30 : Liure-porouros révisé; le 5, à 17 h. 30 : Musique de l'Inde du Sud; le 8, à 14 h. 30 : Marionnettes marionnettistes; le 8, à 14 h. 30 : Arts et techniques du cinéma et de la télévision. THEATRE DE LA VILLE (274-11-24), les 1er, 2, 3 et 4, à 18 h. 30 : Mario José Fines; le 8, à 18 h. 30 : M. Labèque; les 7 et 8, à 20 h. 30 : les Derniers.

Les théâtres de Paris

AIRE LIBRE (322-70-78) (D. L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30 : Parade; le 2, mat. dim., à 15 h. 30 : la Mésa de l'Inconnu; ven., à 18 h. 30 : Chansons de femmes. ARS le 1er, à 20 h. 30, les 2 et 3, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : la Colonne; 21 h. ARTS-HERBERTOT (287-23-23) (D. L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30 et 18 h. 30 : Si t'es beau, t'es con. ATTILER (1606-49-24) (D. L.), 21 h. mat. dim., à 15 h. 30 et 18 h. 30 : la Mouche. ATHENE (073-27-24) (L.), 21 h. dim. mat., à 15 h. 30 : l'Algle à deux têtes. BOUFFES DU NORD (280-28-04) (D. L.), 20 h. 30 : Ubu. BOUFFES-PARISIENS (073-87-94) (D. L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30 et 18 h. 30 : le Petit-Fils du chat. CARTOUCHERIE DE VINCENTS, Théâtre du Soleil (374-24-08) (Mer., J. D. soir), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30 : David Copperfield. — Théâtre de la Tempête (328-35-38) (Mer., J. D. soir), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30 : Dom Juan. CENTRE CULTUREL DE L'ARBAYE (035-08-75), le 1er à 21 h. Fais pas la sourde oreille, Ludvig. CITE INTERNATIONALE (388-38-63), à la Galerie (D. L.), 20 h. 30 : les Femmes savantes; la Comtesse d'Escarbagnac. — La Ressence (D. L.), 21 h. Britannicus. — Grand Théâtre 21 h. les Femmes à New-York (dernière, le 4). COMEDIE CARMARTIN (073-43-41) (L.), 21 h. 30, mat. dim., à 15 h. 10 : Boeving-Boeing. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (239-27-93) (D. L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. 30 et 18 h. 30 : le Bateau pour Lipala. DAUNDU (261-69-14) (J.), 21 h. mat. dim., à 15 h. 30 : les Coucou. FONTAINE (874-74-40) (D. L.), 21 h. 15 : le Roi des cœus.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (236-29-35) (D.), 20 h. 45 : P. Etouffé; 22 h. : la Femme rompue; 23 h. : Dupucot Story. AU DUPE-CROU (272-01-73) (D.), 20 h. 30 : Haute surveillance; 22 h. : les Fous ennuis; J. V. S., à 23 h. 30 : les Mystères du confessionnal. BLANCS-MANTEAUX (277-42-51) (D.), J. V. S., à 18 h. 30 : Diesel (Rock); 20 h. 30 : P. Rolly; 22 h. : Au niveau du chou; 23 h. 30 : Ah les filles femmes (Perrault). LA BRETONNERIE (272-34-81) (D. L.), 21 h. : C'est pour de rire. CAFE D'EDGAR (322-03-88) (D.), I., 20 h. 15 : Un petit bruit qui court; 21 h. 30 : Tendresse (Musqu'au); Poquet (à partir du 4); 23 h. : les Autruches. — II : 22 h. : la Vie de jeunesse. CAFE DE LA GARE (282-52-51) (D. L., Mar.), 20 h. 30 : le Grand Dresseur du Splendid; (D. L.), 22 h. : Pionniers sous la pluie. CAMPAGNE PREMIERE (222-75-03) (D. L.), I. : 21 h. 45 : Par-delà les montagnes. — II : 21 h. 45 : la Maitresse; 23 h. : Mary Maryline. LE CONNETTE (271-41-40) (D.), 20 h. 30 : le Petit Prince; 22 h. : Cœur des Miracles (548-85-60) (D.), 20 h. 30 : P. Châtel; 22 h. : Contes, copains & Mâle; J. V. S., à 23 h. 30 : Des croquettes. LE FANAL (233-01-17) (D.), 20 h. 45, 21 h. 15 et 19 h. 30 et 21 h. 45 : le Président. LUCERNAIRE (544-57-34) (D. L.), 21 h. : B. Brel et A. Séménos; 24 h. : J. Anouilh. LA MAMA DU BIARRAIS (272-08-31), 20 h. 30 : Zazette; (L.), 19 h. 45 : Contes, copains & Mâle; J. V. S., à 23 h. 30 : Des croquettes. LA MORISSE DE BANANES (268-11-87), 20 h. 30 : Béat; 22 h. : D. L., 18 h. 30 : interventions plastiques; (D. L.), 22 h. 30 : France Let. LE PETIT CASIN (274-75-75) (D. L.), 21 h. : Du tac au tac; 22 h. 30 : Schimout et Dodane. PALAIS DES FRES (222-82-98) (D. L.), 18 h. 30 : les Jeunes. PETIT BAIN NDVOTEL (188-30-10) (D. L.), 20 h. 30 : R. Favre; 22 h. : mat. sam., à 18 h. 30 : Strip-Tease; V. et S., à 20 h. 45 : Sulkir; ce Sulkir yo; 22 h. : le Souffleur de verre. TOUT A LA JOIE (322-67-98) (D. L.), 20 h. 30 : Je vote pour moi; 21 h. 30 : N'oubliez pas que tu m'aimes. LA VIEILLE GRILLE (1707-80-93) (D. L.), 20 h. 30 : Tiempo argentino; 22 h. : Sim; 23 h. : Zazette; le 2, à 21 h. : J.-Cl. Assolvi. Clichy-la-Garenne, Théâtre Paul-Éluard (187-31-17), le 4, à 21 h. : Charles Tulliver. COLOMBES, M.J.C. (782-42-70), le 1er, à 20 h. 30 : Rencontre Espérance-Portail; le 2, à 20 h. 30 : Quart; Charles Tulliver. COURCUREVILLES, Maison pour tous, le 2, à 21 h. : Ouf; Chloé (pop); le 4, à 21 h. : J.-Cl. Assolvi. CRETEIL, Maison A-Malraux (899-84-80), le 4, à 20 h. 30 : Endou Porell; le 7, à 20 h. 30 : Lily Laskine (Rameau; Caplet; Hugon; Ravel). EVRY, Agora (077-83-50), le 4, à 21 h. : le 5, à 16 h. : Bel comme un sucs. GENNEVILLIERS, Théâtre municipal (783-28-30), jeudi, ven., sam., mardi, à 20 h. 45 : dimanche, à 17 h. : Maximilien Robespierre. LISLE-ADAM, M.J.C. (489-21-38), le 7, à 21 h. : Yuri Boukoff (Beethoven). MALABRY, Théâtre 71 (633-43-45), le 2, à 21 h. : le 3, à 21 h. : NEUDON, C.C. (162-41-20), le 7, à 21 h. : Comment faisaient les cloches; le 8, à 21 h. : NANTERRE, Théâtre des Amateurs (721-18-81), le 4, à 17 h. : la Tête dans la valise; le 20, à 20 h. 30 : Procès du jeune chien. SAINT-DENIS, Théâtre G. Philippe (248-08-83), le 2, 3 et 4, à 20 h. 30 : le 5, à 17 h. : le Petit Mahabharat; les 3 et 4, à 22 h. 30 : J.-P. Paré. SENEVILLERS, Église, le 2, à 21 h. : Scintille de culture Guy Tournon. VINCENTS, Théâtre Daniel-Sorano (274-73-74), le 6, à 21 h. : Oeile YERRES, Gymnase (948-28-06), le 4, à 21 h. : Mikis Theodorakis.

La dans

CENTRE CULTUREL DU MARAIS (897-06-30), jusqu'au 2, à 20 h. 30 : le Soupe. CENTRE MANDAPA (288-01-60), jusqu'au 4, à 21 h. : Danse contemporaine.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

THEATRE DE LA MADELEINE 3 LITS POUR 8 Le Spectacle le plus gai de Paris

BALZAC - GAUMONT MADELEINE - CLICHY PATHÉ STUDIO RASPAIL - PANTHÉON

Haro! un film de Gilles BEHAI

ODEON THEATRE NATIONAL LA COMEDIE FRANÇAISE En attendant Godot de Samuel BECKETT mise en scène Roger BLIN

Comédie Française Mer. 1er, dim. 5 à 20 h. 30 et dimanche 5 à 14 h. 30 spectacle « MARIVAUX/MUSSET » en première partie Les Acteurs de bonne foi

THEATRE D'ORSAY CIRENAUD-BARRAULT 1-2-7-8-9 mars 20 h 30 HAROLD ET MAUDE 4ème année 3-4-10 mars 20 h 30 dimanche 5 mars 15 h et 18 h 30 RHINOCEROS de Eugène Ionesco

MARIGNAN PATHÉ - MADELEINE - CAMBRONNE PATHÉ GAUMONT SUD - GAUMONT EVRY

UGC BIARRITZ VO - UGC DANTON VO - REX VF - HELDER VF MONTMARNASSE BIENVENUE VF - MISTRAL VF MAGIC CONVENTION VF - UGC GOBELINS VF UGC GARE DE LYON VF - 3 SECRETAN VF - 3 MURAT VO Carrefour PANTIN - Artel CRETEIL - Cyrano VERSAILLES Artel NOGENT - Méliès MONTREUIL - Français ENGHEN Baxy VAL D'YERRES.

Laura Antonelli et la libération sexuelle... MARCELLO MASTROIANNI ANTONELLI MARCO VICARIO la Maitresse Légitime

LE PLUS BEAU FILM QUE J'AIE JAMAIS VU, SANS DOUTE LE PLUS GRAND FILM, LE PLUS ÉTONNANT, LE PLUS EMPOIGNANT, LE PLUS SURPRENANT, LE PLUS CHALEUREUX DE L'HISTOIRE DU CINEMA. RENCONTRES DU TROISIEME TYPE GAUMONT CHAMPS-ELYSEES 70, VO FRAÇAIS 70, VF HAUTEFEUILLE VO ST-GERMAIN HUCHETTE VO MARIGNAN VF GAUMONT RICHELIEU VF GAUMONT RIVE GAUCHE VO WEPLER VF GAUMONT SUD VF SOM STEREPHONIQUE DANS TOUTES LES SALLES

LES PETITS CALINS avec DOMINIQUE LAFFIN Un film écrit et réalisé par JEAN-MARIE POIRE MAINTENANT LES FILLES DRAGENT.

CLÉS

RADIO-TÉLÉVISION

LETTRES

anée des mo...
ES 18
1966-20-11
1966-20-11
1966-20-11

VU Vouloir gagner

Vaincre la fatigue, la souffrance, la difficulté, pour ne pas être vaincu par l'adversaire, s'écarter d'un objectif, se dépasser pour dépasser les autres, louer sa vie sur un millième de seconde perdu ou gagné, vouloir être le premier, à toute force, à tout prix, vouloir au point de devoir, oui, cet impératif catégorique détermine le brel, le liguant destin d'un champion de ski. Cette volonté froide, c'est ce que révélaient, précédés aux « Dossiers de l'écran » la Descante Interne, excellent film américain un document — produit et interprété par Robert Redford.

TRIBUNES ET DÉBATS MERCREDI 1^{er} MARS

La campagne officielle
Le TP 1, A 2, FR 3, France-Inter, 19 h. 43 : Mme Nicole Balland, MM. Yves Chevrel, André Druet et Léo Chevalier interviennent pour l'Union ouvrière et paysanne, pour la Démocratie prolétarienne (7 minutes); la parole est ensuite à Mme Françoise Chouard, à MM. Jacques Blanc et Marcel Rogues pour l'Union pour la démocratie française (9 minutes); MM. Pierre Mauroy, Claude Geron et Mme Yvette Roudy s'expriment enfin pour le P.S. et les radicaux de gauche (9 minutes).

Le micro du Studio Volant est ouvert aux candidats de Toulouse, avec la participation de MM. Morad, conseiller de l'Etat aux transports, et Alain Savary, député (P.S.) de Haute-Garonne, sur Europe 1, à 19 h. 15. M. Claude Messier, membre du bureau politique du P.C., fait face à M. Jacques Cressat, député d'Ille-et-Vilaine (R.F.P.R.), sur R.T.L. à 20 h. 30.

Le micro du Studio Volant est ouvert aux candidats de Toulouse, avec la participation de MM. Morad, conseiller de l'Etat aux transports, et Alain Savary, député (P.S.) de Haute-Garonne, sur Europe 1, à 19 h. 15. M. Claude Messier, membre du bureau politique du P.C., fait face à M. Jacques Cressat, député d'Ille-et-Vilaine (R.F.P.R.), sur R.T.L. à 20 h. 30.

T.D.F. REMPLACE RADIO-FRANCE A LA SOMERA

Télédiffusion de France vient d'acquiescer les actions que Radio-France détenait dans la Société monégasque d'exploitation et d'études de radiodiffusion (Somera). La Somera est une société anonyme de droit monégasque chargée de l'exploitation de l'émetteur installé à Chypre par Radio-Monte-Carlo en 1970. La nouvelle répartition du capital (15 millions de francs) s'établit ainsi : R.M.C. 55 %, T.D.F. 45 %.

IGOS
'REPO'
'IRON'
'UMONT'
'CRISTO'

MERCREDI 1^{er} MARS

CHAINE I : TF 1
18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 55, Feuillaton; La passagère; 19 h. 10, Tirage du Loto; 20 h. 15, Journal.
20 h. 45, Jeu policier; L'inspecteur même l'inspecteur (L'usine de la peur) de L. Godevais et M. Pavaux; 22 h. 15, Médical; Savoir manger, d'I. Barrère et E. Lalou.
23 h. 10, Journal.

ville (1958), avec P. Grassat, J.P. Melville, Ch. Eudax, G. Hall, M. Hennegou (N. rediffus).
Un journaliste de l'A.F.P., et un reporter photographique recherchent pendant toute une nuit, dans le désert, un déporté français à l'OVU qui a disparu.
21 h. 50, Journal.
22 h. 5, Ciné-regards; Luigi Comocini, suivi d'un bref cinéma l'expérience d'Art et Essai en Vendée.

JEUDI 2 MARS

CHAINE I : TF 1
12 h. 15, Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. Journal; 13 h. 35, Emissions régionales; 13 h. 55, Objectif santé; 14 h. 15, Pour les enfants; Spécial vacances; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 55, Feuillaton; La passagère; 19 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Eh bien... raconte; 20 h. Journal.
21 h. 15, Série dramatique; Jean-Christophe (première partie, l'auteur), d'après Roméo Roland, adaptation Cl. Mourhe et F. Villiers, réal. F. Villiers, avec D. Hinz, G. Moller, P. Lubr, W. Semmelroge, B. Sobler, A. Belz, M. Berlin.
22 h. 10, Titre courant avec Mme Marie Romain-Rolland, veuve de l'écrivain; 22 h. 20, Allons au cinéma (spécial cinéma italien).
22 h. 50, Journal.

avec A. Aimée, C. Deoivre, Ch. Denner, N. Arestrup, F. Huster.
Après quinze ans de réclusion, une femme prisonnière renoue avec son frère en prison.
Charmes et pièges sentimentaux du métro-garage selon Kouchou, scénario travestissement et technique éblouissante.
22 h. 45, Journal.
23 h. Un événement.

FRANCE-CULTURE
18 h. 30, Quelques nouvelles de Tchekhov; « La Maison à mezzanine »; 19 h. 25, La science en musique; 20 h. La musique et les hommes; « Mozart et le phantasma »; 22 h. 30, Nuits magiques; à 22 h. 30, Animalité; à 22 h. 35, Bruits de pages.

« Dissident malgré lui », d'Efim Etkind

(Suite de la première page.)
Son crime ?... Il était l'ami d'Alexandre Soljenitsine et du poète Joseph Brodski, tous deux contraints à l'exil. A cela s'ajoutaient d'autres accusations : il aurait été en possession d'un manuscrit de « l'Archipel du Goulag » selon le témoignage d'Elizaveta Voronovskaïa, qui s'est pendue en 1973 après avoir été interrogée par le K.G.B., il aurait diffamé la politique de l'U.R.S.S. en écrivant dans une préface « samizdat » de l'œuvre de Brodski (1) « après l'invasion de la Tchécoslovaquie l'Union soviétique est devenue une puissance semi-coloniale »; il aurait utilisé sa position d'universitaire pour répandre des idées hostiles au régime soviétique; il aurait appelé à la lutte contre le pouvoir et en incitant, par lettre, les jeunes Juifs à ne pas émigrer en Israël; enfin, pour défendre son ami Brodski, il aurait tenté de convaincre ses collègues écrivains que « le talent domine le droit de choisir sa façon de vivre »... Voilà l'accusation. Mais au-delà de l'induse mesquinerie Etkind nous livre un document précieux en démontant, méticuleusement, les éléments de sa propre histoire afin de mettre en lumière de grands pans d'une réalité secrète et nous donner quelques aperçus sociologiques sur un milieu qu'il connaît bien : celui des universitaires aujourd'hui. « Le lecteur étranger ne se peut à ignorer la Russie, explique-t-il : le lecteur soviétique n'a guère mieux qu'une représentation intuitive de son monde environnant. Ce qu'il en sait, il l'a découvert parce qu'il y habite. Hélas ! même parmi les plus belles intelligences de notre pays, rares sont ceux qui, à l'heure actuelle, ont dépassé ce savoir primaire. (...) Sans hargne, sans bassesse, mais avec un ton ironique qui trahit la douleur profonde, avec une intelligence et une finesse extrêmes, il décortique les ressorts qui actionnent ses anciens collègues qu'il compare à des « féroces » tremblants devant leurs supérieurs et tyrannisés leurs subordonnés.

« Défigurer les hommes »

Analysons la réunion du conseil scientifique de l'institut qui la chose, il met en relief ce phénomène de la peur, commun à tous, qui force chacun des participants à jouer la règle fixée à l'avance par le « metteur en scène » afin d'obtenir la libre décision du conseil qui se prononcera sur le cas. Est-il concevable, interrogé-t-il, que cinquante-sept professeurs oient unanimement renié et exclu de leurs rangs un collègue qui a travaillé un quart de siècle à leurs côtés, sans avoir seulement exprimé le désir de le voir et de l'entendre ? Est-il concevable que des gradés de la police et du parti oient pu pénétrer dans l'université, investir la salle de réunion, qu'ils aient pu terroriser le conseil scientifique et le faire plier ? Est-il concevable qu'en 1974 on puisse encore reprocher à un chercheur des « fautes méthodologiques » commises en 1949 ? (...)

593 libraires et éditeurs se prononcent pour le prix unique des livres

Une motion « pour le prix unique » des livres, signée par cinq cent quatre-vingt-trois libraires et éditeurs, a été remise au premier ministre et à M. François Mitterrand, afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation de la librairie française, qui, selon les signataires, est gravement menacée par le risque de monopole représenté par une grande entreprise commerciale — la FNAC — dont la prospérité est fondée sur la pratique du « discount », une remise de 20 % en l'occurrence. A l'appel de M. Jérôme Lindon, directeur des Editions du Minuit, qui depuis quinze ans s'est lancé dans la bataille contre le « discount », une partie non négligeable de la profession demande donc maintenant un système de protection du livre, le « prix imposé » des livres. Les anciennes librairies, affirme le motion, ont impulsées (face à la FNAC) la chaîne donc, c'est le livre navaleur, libérateur ou scientifique, dont le prix de vente et la publication même sont d'abord mis en question. Plus, c'est tout l'avenir de la culture écrite de notre pays qui se trouve compromis. « Existe-t-il un remède ? Oui, et très simple. Le système de « prix unique » en vigueur dans tous les autres pays du Marché commun. Chaque Français pourrait dès lors acheter ses livres partout au même prix ! Et cette mesure permettrait une baisse uniforme de 10 % du prix des livres en France. » Faisant appel au gouvernement « d'abord inconnu depuis des années de l'immence de la crise », les signataires de la motion constatent également « qu'un seul homme collige à plus position sans ambiguïté en faveur de l'unique solution susceptible de sauver le livre en France : c'est François Mitterrand, au nom du parti socialiste. » Parmi les signataires, citons : Editeurs : Alain Moreau, Albin Michel, Armand Colin, Gallimard-Lévy, Castelman, Club du livre, Elzévier, Fayard, Grasset, Hachette, Larousse, Magnard, Minuit, Pierre Horay, Saul, Stock. Libraires : Goulaud, Les vents du sud (Aix-en-Provence); Le bouillon de culture (Avignon); Les sandales d'Empédocle (Besançon); Le vent dans les pages (Bordeaux); Mirmis, Poissard (Bordeaux); Didier et Richard, L'œil écoute (Grenoble); L'âge d'homme, Le luth du Nord (Lille); Flammarion, La proue (Lyon); Bréhic, Laiffite, La Touraine (Marseille); Librairie des arts, Le vent (Nancy); Les temps modernes (Orléans); Autrement dit, Delattre, Flammarion, Seimic, Tschann (Paris); Torcatti (Perpignan); Calligrammes (Quimper); La monde en marche, Planchet (Rennes); Ombres blanches (Toulouse); Et...

RELIGION

Oraison par Oraison (bis)

Tout ou long de sa vie d'étudiant, puis de médecin, de prêtre et de psychologue, l'abbé Marc Oraison a accompli une tâche de débroussaillage. Avec innocence parfois — c'est son péché mignon, — avec perspicacité en tout cas, il s'est dégagé des leçons sporadiques, des théologies, des théologies toutes faites légères comme un pinceau, solitaire comme tous les livres libres, à démasquer les faux semblants du moralisme chrétien et à chercher à comprendre le rôle tant de sermonnaires se répétant dans la sécurité des systèmes. Homme de famille, compagnon de bonne humeur, l'auteur d'anecdotes significatives, Marc Oraison offre le visage du prêtre moderne au meilleur sens du mot. C'est un homme qui, pour tout dire, bon comme le pain, il aime secourir les personnes en difficulté : non avec de bonnes paroles, mais grâce à sa technique de psychologue proche de celle de l'analyse. C'est, en effet, dans les milieux psychanalytiques qu'Oraison a trouvé le meilleur stimulant pour sa pensée et son art de vivre. Pour toutes ces raisons, on éprouve grand plaisir à lire le livre-interview la Vie vécue, où l'auteur répond aux questions habiles de Georges Hahn (1) et tout autant sans plus au point où j'en suis (2), suite de Tête dure (1964), autobiographie à succès. Oraison y parle de lui sans réserve avec la tranquillité assurée qu'il est un sujet intéressant. Il a raison. A ceci près que « dans ce voyage à l'intérieur des amours et de l'Amour », il parle « pour lui des autres, et non pas pour les autres de lui ». C'est sans doute la meilleure façon de faire une bonne autobiographie. La mort apparaît souvent dans ces pages où perce une certaine mélancolie, celle d'un homme parvenu au soir d'une existence remplie. « L'Amour, écrit-il, ne peut s'accomplir enfin qu'au-delà de la cessation du temps ? La mort n'est-elle le sens d'une définitive naissance ? Au point où j'en suis, c'est la seule question qui me prenne tout entier. » HENRI FESQUET.

Société

A Lyon

Un étudiant mauritanien se plaint d'avoir été frappé par des policiers

De notre correspondant régional

Lyon. — Que s'est-il passé le 16 février, à 10 heures, dans les locaux du service des étrangers de la préfecture du Rhône, installés quai Jarry, à Lyon ? Un étudiant mauritanien à l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (E.N.T.P.E.), implantée depuis peu à Vaulx-en-Velin, M. Ahmed Ould Mohamed, affirmait qu'il y a été « frappé brutalement » et « insulté copieusement avec les qualificatifs racistes bien connus... »

Dans cette plainte, l'élève ingénieur explique que c'était le troisième jour consécutif qu'il se rendait dans le service en question pour faire renouveler sa carte de séjour expirant le 20 février. Un agent de ce service ne signale qu'il ne possède pas de passeport et mon certificat de scolarité, et je précise que ces deux pièces ne m'avaient été réclamées les jours précédents. C'est alors que je me suis emporté, signalant à l'agent qu'il aurait pu me donner, à ma première visite, la liste des pièces à fournir », précise-t-il.

Interrogé par le Progrès sur cet incident, le chef du cabinet du

JUSTICE

LE SORT DE MARTINE WILLOQUET ET DE SON ENFANT

Quatre jurés écrivent au chef de l'Etat qu'ils ont été trompés par le président de la cour d'assises

Après le rejet du recours en grâce de Martine Willoquet (le Monde du 25 février) quatre des jurés de son second procès — qui a eu lieu devant la cour d'assises de Paris le 31 mars 1977 (le Monde du 2 avril 1977) — ont écrit au président de la République pour lui indiquer qu'ils ont été trompés par le président de cette cour, Jean Willmann. Faut-il des assurances de celui-ci, les jurés étaient persuadés que la condamnation qu'ils allaient prononcer — cinq années de réclusion criminelle — serait confondue avec la précédente condamnation de Martine Willoquet — à cinq années de réclusion criminelle — pour son rôle dans l'affaire dite « affaire de la rue de Valenciennes ». Or, pour que la confusion fût automatique, il eût fallu que l'une des deux fat une peine d'emprisonnement.

1^{er} mars. Libération et le Quotidien de Paris. On lira ci-dessous le texte de cette lettre, signée de MM. Claude Trépo, Thérèse Mauffré, Claude Becart et Jacques Longuet. « Membres d'un jury d'assises nous nous adressons à vous pour vous faire part d'un problème de conscience.

« Nous avons eu à juger, le 31 mars 1977, Martine Willoquet, déjà condamnée, six jours auparavant, à cinq ans de réclusion criminelle pour d'autres faits.

« Au moment de rendre notre verdict, la majorité des jurés signataires des organes de presse nous a demandé de prolonger la peine de Martine Willoquet, la condamnant à cinq ans de réclusion criminelle. — Sur la foi des explications techniques du président et de ses deux assesseurs, nous étions persuadés que ce verdict entraînerait automatiquement la confusion des peines et que Martine Willoquet ne serait condamnée, en tout et pour tout, qu'à cinq ans.

« Nous avons ensuite appris avec stupéfaction que la chambre d'accusation avait refusé cette confusion des peines, et que Martine Willoquet était finalement condamnée à dix ans de réclusion. Nous avons eu le sentiment d'avoir été trompés.

« Jury populaire souverain dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel, nous avons pu constater que l'institution judiciaire qui nous a complètement trompés, a pu doubler la peine que nous avions décidée.

« Au sentiment d'avoir été trompés, s'ajoute une inquiétude devant les conséquences de cette situation.

« Martine Willoquet est mère d'un enfant qu'elle élève en prison. Cet enfant ayant atteint l'âge de cinq mois, doit lui être retiré dans les jours qui viennent. Condamnée à cinq ans, Martine Willoquet remplissait les conditions légales pour être libérée quelques semaines après cette séparation. Condamnée à dix ans, son enfant sera privé de sa mère pendant les années décisives de son enfance.

« Cette préoccupation n'était pas étrangère au verdict que nous avons eu à rendre.

« Un recours en grâce instruit par le ministère de la justice vient d'être repoussé.

« C'est en jurés profondément troublés que nous nous adressons à vous, monsieur le Président de la République, pour vous demander d'user de votre droit de grâce et de rétablir la justice que nous avons rendue au nom du peuple français.

« Nous vous prions de croire, monsieur le Président de la République, à notre haute considération.

A la Cour de sûreté de l'Etat

M. JEAN NELISSSEN EST CONDAMNÉ A TROIS ANS D'EMPRISONNEMENT

Accusé d'une intelligence avec les agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique de la France, M. Jean Nelissen, citoyen belge, qui fut à l'origine de l'arrestation en Algérie de deux ingénieurs français (le Monde du 28 février), a été condamné, mardi 28 février, à trois années d'emprisonnement par la Cour de sûreté de l'Etat.

La seconde journée du procès n'a pas permis d'établir avec certitude le rôle et la responsabilité de M. Nelissen dans une affaire cours de laqelle on a évoqué, passablement embrouillée, un passeport, le trafic d'informations, l'espionnage économique, la pratique des pots-de-vin avec, pour toile de fond, la délégitimation des rapports franco-algériens.

Principal témoin, M. Michel Pelletier — l'un des deux ingénieurs arrêtés en novembre 1975 par la sécurité algérienne, condamné à dix années de réclusion avant d'être libéré dix-sept mois plus tard — a longuement raconté à la Cour comment le comptable belge avait obtenu de lui, « par la menace », une lettre recommandée. Par cette lettre, M. Pelletier s'engageait à verser 50 000 F à M. Nelissen qui — en sa qualité de contrôleur des coûts à la Société nationale de la sidérurgie algérienne — se disait prêt à favoriser la « Société stéphanoise de constructions mécaniques » dans le marché ouvert pour l'équipement de port d'Alger.

« On ne saura jamais, dans cette affaire, si M. Pelletier a corrompu M. Nelissen ou si M. Nelissen a corrompu M. Pelletier », a conclu M. Jean-Marie Meffre, défenseur de Nelissen, qui s'est ensuite étonné que l'on ait reproché à son client, citoyen belge, d'avoir trahi la situation diplomatique de la France par ses activités... en Algérie.

« C'est ici une affaire de régime », ont dit les juges, « et nous ne sommes pas à même de nous prononcer sur la régularité de la procédure. »

« C'est ce qui paraissent également penser les magistrats de l'administration centrale qui, au terme de leur réunion de mardi, ont voté une résolution dans laquelle ils s'inquiètent des conditions inhabituelles dans lesquelles M. Ecourtin doit être chargé de ses fonctions... »

« C'est ce qui paraissent également penser les magistrats de l'administration centrale qui, au terme de leur réunion de mardi, ont voté une résolution dans laquelle ils s'inquiètent des conditions inhabituelles dans lesquelles M. Ecourtin doit être chargé de ses fonctions... »

« C'est ce qui paraissent également penser les magistrats de l'administration centrale qui, au terme de leur réunion de mardi, ont voté une résolution dans laquelle ils s'inquiètent des conditions inhabituelles dans lesquelles M. Ecourtin doit être chargé de ses fonctions... »

« C'est ce qui paraissent également penser les magistrats de l'administration centrale qui, au terme de leur réunion de mardi, ont voté une résolution dans laquelle ils s'inquiètent des conditions inhabituelles dans lesquelles M. Ecourtin doit être chargé de ses fonctions... »

Avec bijoux et bagages...

Pour avoir pas informé de préalable les services compétents des douanes du désir de son épouse de se rendre en Suisse munie de bijoux, M. Lucien Barrière, président-directeur général d'un groupe de casinos et de piscines qui portent son nom à Desoville, la Baule, Cannes et Antibes-Juan-les-Pins, a été retenu quelques instants, vendredi 24 février, à l'un des postes-frontières de Genève.

Les objets de valeur de Mme Barrière excédèrent, en effet, largement le poids de 500 grammes qui est autorisé par la loi — les douaniers ont parlé de 3 kilos — et représentaient une valeur importante. « Comme tous les ans depuis quarante ans, a expliqué M. Barrière, nous nous rendions à

LA CHANCELLERIE RAPPELLE L'INTERDICTION DE PUBLIER DES INFORMATIONS SUR LES SUICIDES DE MINEURS

Le ministère de la justice a publié le mercredi 1^{er} mars le communiqué suivant :

« La récente publication d'informations relatives à des suicides de mineurs conduit le ministère de la justice à rappeler aux responsables des organes de presse les dispositions légales qui interdisent la publication par le livre, la presse, la radiophonie, le cinéma, le théâtre, la télévision, la presse écrite ou de toute illustration, concernant le suicide de mineurs de moins de dix-huit ans.

« Cette prohibition, qui a été introduite en 1955 dans la loi sur la presse, ajoute encore le ministère de la justice, à la volonté manifestée par le législateur de protéger la jeunesse et de maintenir le trouble chez de jeunes esprits en évitant de leur présenter des actes de désespoir. Elle doit être respectée sans aucune exception et qu'elle que soient les circonstances avec une vigilance toute particulière. »

A LA COUR DE CASSATION

Le secret professionnel des assistantes sociales

Une assistante sociale peut invoquer le secret professionnel pour refuser de répondre aux questions relatives à une famille que la justice lui a posées. C'est ce qu'a décidé la chambre d'accusation de la cour de cassation présidée par M. Malaval, en annulant deux arrêts de la chambre d'accusation de la cour de Rennes du 10 février 1977, condamnant à 800 F d'amende deux assistantes sociales pour refus de témoigner en pareil cas.

Les magistrats rennais avaient estimé que ces assistantes sociales — ayant normalement droit au secret professionnel — avaient, dans ce cas particulier, l'obligation de témoigner étant donné que l'article 3 de l'article 378 du code pénal laisse les personnes (dépositaires, du fait de leurs fonctions de secrets qu'ou leur confie), libre de journal d'écouter sans s'exposer à aucune peine si elles sont citées en justice pour une affaire de services ou priations sur la personne de mineurs de quinze ans.

LIMOGEAGE A LA CHANCELLERIE

Verra-t-on le ministre de la justice accablé d'avoir limogé, sans motif, l'un de ses collaborateurs ? C'est ce que laissera entendre une assemblée générale extraordinaire des magistrats de la chancellerie qui s'est réunie mardi 28 février pour examiner dans quelles conditions avait été notifié, le 17 février, à M. Henry Ecourtin, chef (en réalité directeur) du service de l'administration générale et de l'équipement, qu'il allait être chargé de ses fonctions pour être nommé avocat général à Paris.

Lors de l'entretien qu'il a eu avec M. Ecourtin, le garde des sceaux lui aurait fait valoir qu'il était victime de « l'usage du pouvoir », et qu'il avait fait l'unité de ses collègues contre lui.

Au contraire, M. Ecourtin, dans une lettre qu'il vient d'adresser à M. Peyrefitte rejette ces accusations. Il soutient, d'autre part, que sa nomination comme avocat général à Paris est une capitulation dans la mesure où, nommé le 24 octobre 1974 à la tête du SAGE (le Monde du 25 octobre 1974), puis, pour être procureur général à Rouen le 6 octobre 1976 (le Monde du

7-8 octobre 1976), il a vocation à être nommé avocat général à la Cour de cassation. Il considère donc que sa mutation est une sanction.

Cette mutation, dont M. Peyrefitte voit l'opportunité dans la recherche d'un changement de politique, intervient alors que des bruits persistants ont poussé que le poste de M. Ecourtin sera élevé au rang de direction.

CORRESPONDANCE

L.U.F.C.S. répond à M. Dassault

Le bureau national de l'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.) a adressé la lettre suivante à M. Marcel Dassault, député de l'Oise, à la suite de la page de publicité, parue récemment dans le Monde du 21 février, « Le travail et les loisirs des femmes ».

Nous avons reçu votre publicité électorale « Le travail et les loisirs des femmes », parue dans la grande presse comme une insulte. Pour avoir nos voix, vous concédez que « les femmes sont aussi intelligentes que les hommes » nous en sommes bien convaincues ! Mais laissez-nous lire de la presse que vous en donnez.

Croyez-vous que nous puissions être séduites par la description prosaïque que vous faites de notre place au foyer ? Est-ce dans la « littérature française » d'il y a cinquante ans que vous avez trouvé de si belles images ?

Barre, Chirac, Giscard, Marchais, Mitterrand.

Lequel paraît à la télé : Intelligent, dynamique, amusant, sincère, compétent ?

Les téléspectateurs jugent les hommes politiques. Cette semaine, dans Télérama, une enquête exclusive Télérama/Harris sur la politique à la télé. Télérama chez votre marchand de journaux chaque mercredi.

La politique-spectacle à la télé, ça vous amuse ?

Cette semaine dans Télérama une enquête exclusive Télérama/Harris sur la politique à la télé.

Télérama : hebdomadaire d'opinions sur la télé, le cinéma, la radio, les disques, chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

Le parquet souligne qu'avant d'être n'avait encore examiné une fois aussi importante que celle de M. ...

Principal témoin, M. Michel Pelletier — l'un des deux ingénieurs arrêtés en novembre 1975 par la sécurité algérienne, condamné à dix années de réclusion avant d'être libéré dix-sept mois plus tard — a longuement raconté à la Cour comment le comptable belge avait obtenu de lui, « par la menace », une lettre recommandée. Par cette lettre, M. Pelletier s'engageait à verser 50 000 F à M. Nelissen qui — en sa qualité de contrôleur des coûts à la Société nationale de la sidérurgie algérienne — se disait prêt à favoriser la « Société stéphanoise de constructions mécaniques » dans le marché ouvert pour l'équipement de port d'Alger.

« On ne saura jamais, dans cette affaire, si M. Pelletier a corrompu M. Nelissen ou si M. Nelissen a corrompu M. Pelletier », a conclu M. Jean-Marie Meffre, défenseur de Nelissen, qui s'est ensuite étonné que l'on ait reproché à son client, citoyen belge, d'avoir trahi la situation diplomatique de la France par ses activités... en Algérie.

« C'est ce qui paraissent également penser les magistrats de l'administration centrale qui, au terme de leur réunion de mardi, ont voté une résolution dans laquelle ils s'inquiètent des conditions inhabituelles dans lesquelles M. Ecourtin doit être chargé de ses fonctions... »

CYCLISME
Le temps de la nuit

صدا من لاجل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE LYON

Le parquet souligne qu'aucun tribunal n'avait encore examiné une fraude aussi importante que celle de Mondial-Moquette

De notre correspondant régional

Lyons. — La seconde journée du procès des dirigeants de la S.A.R.L. Mondial-Moquette et de la banque Marin-Gianola poursuivis pour abus de biens sociaux et fraude fiscale...

Tenant pour raisonnable l'évaluation des dissimulations à laquelle sont parvenus les experts entre 48 et 50 millions, M. Sorgues a estimé que, en raison de ce préjudice considérable et de la soustraction de la comptabilité, il n'existait aucune circonstance atténuante en faveur du maître d'œuvre et aussi du grand bénéficiaire, M. Malcolin Parrisch...

Sept avocats se sont relayés pour assurer la défense des prévenus. M. Bernasconi, l'un des avocats de M. Gianola a plaidé « qu'aucun acte positif » ne pouvait être reproché à son client...

Sept avocats se sont relayés pour assurer la défense des prévenus. M. Bernasconi, l'un des avocats de M. Gianola a plaidé « qu'aucun acte positif » ne pouvait être reproché à son client...

CORRESPONDANCE

Pas de ruban pour les magistrats

Nous vous remercions de la lettre que vous nous avez adressée le 28 février 1978...

Elle consisterait à décider qu'à l'avenir, à l'instar des membres du Parlement, qui font la loi, les juges qui sont chargés de l'appliquer en « disant le droit », ne puissent recevoir aucune distinction honorifique, honneur, traitement, à titre militaire, comme c'est le cas pour les députés et les sénateurs.

Une pareille disposition serait parfaitement significative pour l'opinion publique et certainement d'une grande efficacité sur le plan pratique. Au moins débarrasserait-elle définitivement les magistrats pendant toute sa carrière, quel qu'il soit d'ailleurs du parquet, sans bien que du siège, d'un souci souvent trop contraignant, même chez les plus intégrés...

Le magistrat risquerait-il de devenir pour autant un fonctionnaire de « seconde zone » ? Au contraire, à mon humble avis, quel honneur d'appartenir à un corps dont la nature même implique qu'il sera désormais reconnu comme tel d'essus et dessous des honneurs si ! (...)

Quatre disparus dans l'incendie d'un cargo français. M. René Morch, soixante-huit ans, marchand d'instruments de musique et accordéon de pianos à l'Erive, accusé d'avoir tué, le 7 octobre 1976, une jeune Eurydice, vingt-neuf ans, plus connue dans les milieux galants de la région sous le nom de « Fleur de Lotus »...

DÉFENSE MÉDECINE

Les moyens de dissuasion de la France auront été multipliés par trois en 1990

déclare M. Giscard d'Estaing en visite à l'École de l'air De notre envoyé spécial

Salon-de-Provence. — Le président de la République a quitté le fort de Brégançon (Var) mardi matin 28 février pour Salon-de-Provence, où il a visité l'École de l'air. M. Giscard d'Estaing a été accueilli à 10 h., à l'école, par le général Maurice Saint-Cricq, chef d'état-major de l'armée de l'air, et le général Jean Sauteray, commandant l'école.

Après avoir passé en revue les élèves, M. Giscard d'Estaing a visité les salles d'étude et les logements des pensionnaires. Puis il s'est rendu sur le terrain d'aviation où lui ont été présentés plusieurs appareils d'entraînement et des avions de combat tels que le Mirage F1 et le Jaguar.

Le chef de l'Etat a prononcé devant les élèves de l'école une allocution au cours de laquelle il a précisé les orientations du gouvernement en matière de dissuasion nucléaire et sa conception de l'avenir de la force aérienne. Après un déjeuner pris à l'école, M. Giscard d'Estaing, qui avait renoncé, pour des raisons d'horaire, à une visite de la base d'Istres, où devait lui être présenté le prototype du Mirage-2000, a regagné Paris en milieu d'après-midi.

S'adressant aux 400 officiers et élèves de l'École de l'air, le président de la République a émis trois corollaires de la force de dissuasion. Il a indiqué que les missiles du plateau d'Albion devaient être opérationnels jusqu'à la fin du siècle. Concernant la force océanique stratégique, M. Giscard d'Estaing a précisé le choix qui se présentait : « Nous devons choisir, a-t-il dit, entre une nouvelle génération de missiles fixes ou semi-mobiles, ou bien des missiles aérodynamiques qui, dans leur version améliorée, conserveraient les avantages de la composition pilotée. Des études ont été entreprises. Elles sont conduites avec le plus grand sérieux d'une part pour faire le choix techniquement le plus valable, et d'autre part pour veiller au bon emploi des ressources de la nation ».

Dans une interview accordée en direct au journal de 13 heures sur TF 1, le chef de l'Etat a souligné que l'armée de l'air n'a pas seulement une mission stratégique, « Elle doit aussi assurer la sécurité du territoire français et de ses approches », a-t-il dit. Il a souligné que ces études étaient menées par les constructeurs sur le projet d'un avion qui succéderait au Mirage-2000. Mais il a souligné que ce nouvel appareil ne serait pas nécessaire avant la fin du siècle.

Parlant de nouveaux des missiles du plateau d'Albion, il a indiqué qu'ils seraient renouvelés en deux fois : une première moitié en 1980, une seconde ultérieurement. « En 1990, les moyens actuels de dissuasion dont dispose la France auront été multipliés par trois », a-t-il ajouté.

Comme on lui demandait, d'autre part, où en étaient les mesures de participation de l'Etat dans l'entreprise aéronautique Marcel Dassault, M. Giscard d'Estaing a annoncé que les quatre administrateurs d'Etat qui siègent à la direction de cette entreprise seront nommés « au cours des deux prochains jours ».

Un projet anglo-américain pour lutter contre la prolifération nucléaire ? Washington (Reuter, U.P.I.). — Au cours d'une conférence sur la technologie de production d'énergie, le lundi 27 février à Washington, le docteur Chauncey Starr, de l'Institut de recherche énergétique des Etats-Unis, et le docteur Walter Marshall, vice-président de l'autorité de l'énergie atomique du Royaume-Uni, ont présenté un projet qui répondrait aux soucis du président Carter de lutter contre la prolifération de l'armement nucléaire. Il s'agit d'un nouveau procédé de retraitement du combustible irradié et d'un nouveau type de réacteur surrégénéré.

Appelé CIVEX, le procédé de retraitement évite d'isoler le plutonium. Au lieu de diviser les matières fissiles en trois produits distincts : uranium, plutonium et déchets radioactifs, — il les laisse amalgamés en une substance hautement radioactive, traitée directement par télécommande dans une enceinte de béton pour fournir, à sa sortie, un combustible convenant au réacteur surrégénéré qu'ils ont mis au point.

L'avantage du procédé CIVEX, selon les deux servants, est que le plutonium, dans le traitement, ne dépasse jamais un degré de pureté de 20 %, qu'il ne peut donc être utilisé pour la fabrication de bombes, et que, en outre, il ne peut être isolé pour être purifié. Ce dernier point laisse sceptiques plusieurs spécialistes américains, qui pensent qu'il est au contraire aisé de modifier l'installation pour lui faire produire un plutonium pratiquement pur. La diffusion de ce procédé, d'après les spécialistes, pourrait au contraire, faciliter la prolifération nucléaire.

Un moule de plus ancien crâne jamais trouvé dans le nord de la France a été remis, il y a quelques jours, à la société des Forges de Commeny-Châtillon. C'est grâce à la compréhension de cette société, en effet, que le gisement préhistorique de Blache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais), mis fortuitement au jour en avril 1976 lors des travaux d'agrandissement d'une usine, a pu et peut encore être fouillé.

Le site a été découvert au cours d'opérations d'excavation : un ouvrier a vu des ossements et des silex taillés ; il est allé faire part de ses observations au président de la société d'archéologie de Bapaume (on ne dira jamais assez l'utilité des sociétés savantes de province pour la découverte de vestiges archéologiques) qui a alerté la direction régionale des antiquités préhistoriques.

En 1976, 300 mètres carrés ont été fouillés en quatre mois, la société ayant accepté que des fouilles d'urgence, perturbant son plan de travaux, soient faites. En 1977, des fouilles beaucoup plus détaillées ont permis d'étudier 30 mètres carrés et les archéologues reviennent au début de la période de l'usine. Les trouvailles ont été très différentes : en 1976, le site a livré un crâne humain, de très nombreux os d'épéphants, saines, de rhinocéros, d'ours, de bovidés, d'équidés et de cervidés, un peu d'outillage acheuléen et des empreintes fossilisées de pieds de bovidés. En 1977, l'équipe dirigée par M. Alain Tuffreau, chargé de recherches au C.N.R.S., n'a trouvé aucun reste humain, peu d'osse-

Selon un sondage syndical

70 % DES MÉDECINS RURAUX ACCEPTERAIENT LA FONCTIONNARISATION

Le traditionnel « médecin de campagne » va-t-il disparaître au profit d'un fonctionnaire rémunéré par l'Etat ? Telle est, du moins, la question que l'on peut poser, sérieusement compte tenu des résultats d'un sondage fait par le Syndicat national des médecins ruraux : 70 % des médecins interrogés se prononceraient pour la fonctionnarisation. Ils sont environ dix mille médecins (ruraux et semi-ruraux) à éprouver de plus en plus de difficultés pour exercer leur profession en milieu rural. Les honoraires perçus sont plus faibles que ceux de leurs collègues citadins, disent-ils, et compensent mal les frais de fonctionnement de leur cabinet occupés par leur isolement. Ces frais absorbent au moins, selon eux, la moitié de leurs honoraires. De plus les spécialistes des soins vétérinaires, une partie de leur clientèle, accentuant la dégradation de leur rôle de généralistes.

Le syndicat se fait le porte-parole de ces praticiens dont la majorité se « résignerait à devenir salariés pour un salaire mensuel de 10 000 F ». Selon le docteur Hippolyte, président-fondateur du syndicat, relever ce statut est la seule chance d'obtenir une revalorisation de la médecine rurale, dont le sort, a-t-il noté, ne paraît pas ému par les pouvoirs publics.

Quant au libre choix du malade, la fonctionnarisation n'exclut pas la survie de son secteur libéral, assure le syndicat. En effet, estime son président, pour le malade il vaut mieux une médecine intégrée à la fonction publique.

DEUX NOUVEAUX ASSOCIÉS ÉTRANGERS A L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

Le professeur Guillemin n'a pas été élu

Lors de sa séance du mardi 28 février, l'Académie de médecine a élu deux associés étrangers : MM. Michael Heidelberger (New-York), en remplacement de Lord Edgar Douglas Adrian, et Eric Martin (Genève), en remplacement de Jacques Huet. Le professeur Roger Guillemin, prix Nobel de médecine et physiologie pour 1977, présenté en première ligne, n'a pas été élu. Le refus des académiciens d'accueillir parmi eux un tant qu'un sociologue étranger, le récent prix Nobel est d'autant plus inexplicable que le professeur Roger Guillemin, âgé de cinquante-quatre ans, est d'origine française (il est né à Dijon) et qu'il a réalisé une partie de ses travaux en France avant de se fixer aux Etats-Unis. Rappelons que dans une interview qu'il nous a accordée (Le Monde du 10 décembre 1977) le professeur Guillemin critiquait sévèrement les méthodes de transmission de la recherche en France.

Agé de quatre-vingt-dix ans, M. Heidelberger a fait la plus grande partie de sa carrière à l'Institut Rockefeller. Il est considéré comme l'un des fondateurs de l'immunologie moderne et a beaucoup travaillé pour le développement de l'immunologie dans le monde.

Agé de soixante-dix-sept ans, Eric Martin s'est intéressé à tous les domaines de la physiologie générale, notamment à l'endocrinologie, dans une interview qu'il nous a accordée (Le Monde du 10 décembre 1977) le professeur Guillemin critiquait sévèrement les méthodes de transmission de la recherche en France.

SCIENCES

LES FOUILLES DE BACHE-SAINST-VAAST REPRENDRONT AU PRINTEMPS

Un moule de plus ancien crâne jamais trouvé dans le nord de la France a été remis, il y a quelques jours, à la société des Forges de Commeny-Châtillon. C'est grâce à la compréhension de cette société, en effet, que le gisement préhistorique de Blache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais), mis fortuitement au jour en avril 1976 lors des travaux d'agrandissement d'une usine, a pu et peut encore être fouillé.

Le site a été découvert au cours d'opérations d'excavation : un ouvrier a vu des ossements et des silex taillés ; il est allé faire part de ses observations au président de la société d'archéologie de Bapaume (on ne dira jamais assez l'utilité des sociétés savantes de province pour la découverte de vestiges archéologiques) qui a alerté la direction régionale des antiquités préhistoriques.

En 1976, 300 mètres carrés ont été fouillés en quatre mois, la société ayant accepté que des fouilles d'urgence, perturbant son plan de travaux, soient faites. En 1977, des fouilles beaucoup plus détaillées ont permis d'étudier 30 mètres carrés et les archéologues reviennent au début de la période de l'usine. Les trouvailles ont été très différentes : en 1976, le site a livré un crâne humain, de très nombreux os d'épéphants, saines, de rhinocéros, d'ours, de bovidés, d'équidés et de cervidés, un peu d'outillage acheuléen et des empreintes fossilisées de pieds de bovidés. En 1977, l'équipe dirigée par M. Alain Tuffreau, chargé de recherches au C.N.R.S., n'a trouvé aucun reste humain, peu d'osse-

Gondamnations pour viol

Le cour d'assises de Haute-Saône a condamné, mardi 28 février, à cinq ans de prison un montagnard, M. Edmond Defik, accusé d'attentat à la pudeur et de viol sur la personne d'une jeune dame de quatre-vingt-cinq ans.

D'autre part, M. Gilles Dubois, vingt-quatre ans, ouvrier, accusé de viol a été condamné le même jour à quatre ans de prison avec sursis par les jurés de la Vienne. An mois de février 1976, à la sortie d'un bal, M. Dubois avait proposé à une jeune fille de dix-neuf ans, qu'il connaissait bien de le ramener chez elle. En chemin, il avait arrêté sa voiture dans un chemin et violé la jeune fille, qui ne porta plainte que quatre jours plus tard. Le huis clos n'avait pas été prononcé.

Faits et jugements

Un jour de prison pour un objeteur insoumis

Pour avoir refusé d'effectuer son service civil à l'Office national des eaux et forêts, un objeteur de conscience, M. Alain Cantat, a été condamné à un jour de prison par le tribunal de grande instance du Havre, mardi 28 février. Les juges ont disqualifié le délit de désertion, pour lequel le prévenu était puni, ne retenant que celui d'insoumission. Pour le même motif, M. Jean-Baptiste Suet a été condamné à deux mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance de Quimper.

Six ans de réclusion pour le meurtrier de « Fleur de Lotus »

M. René Morch, soixante-huit ans, marchand d'instruments de musique et accordéon de pianos à l'Erive, accusé d'avoir tué, le 7 octobre 1976, une jeune Eurydice, vingt-neuf ans, plus connue dans les milieux galants de la région sous le nom de « Fleur de Lotus » (Le Monde du 17-18 octobre 1976), a été condamné, mardi 28 février, après deux jours de débats, à six ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de la Haute-Vienne. « Si « Fleur de Lotus » me quitte, je le tuerais et je me suiciderai », avait dit M. Morch à son ami à propos de cette jeune femme qui, après avoir quitté son mari et ses deux enfants, menait une vie galante, la nuit précédente à partir de la nuit précédente avait découvert que Mme Lazard ne s'intéressait à lui que pour une question d'argent et qu'elle aimait en réalité quelqu'un d'autre.

SPORTS

CYCLISME Le temps de la relève

La retraite de Raymond Poulidor, dont la carrière s'est étendue sur près de vingt ans, coïncide avec un vaste rejuvenissement de l'effectif cycliste. Cent-vingt nouveaux professionnels s'approprient en effet à faire leur entrée dans le peloton.

Les Belges auront encore l'avantage du nombre : ils ne seront pas moins de trente-trois, parmi lesquels Eddy Schepers, vainqueur du Tour de l'avenir 1977 et Franck Van Impe, le frère de l'ancien gagnant du Tour de France, tandis que l'équipe des « néophytes » italiens sera conduite par le champion du monde amateur Claudio Corti. Autres recrues de valeur : l'Allemand Ginter Schumacher et le Suisse Daniel Gisiger, recordman du monde de l'heure sur piste couverte.

En France — l'effectif peut être qualifié d'exceptionnel — vingt-neuf concurrents ont obtenu leur licence de professionnel. La saison routière 1978 marquera notamment les débuts du champion national des amateurs Patrick Friou et de sept représentants du comité de Bretagne, le département des Côtes-du-Nord, dont Bernard Hinault est l'original, se révélant à nouveau le plus productif.

D'autre part, Raphaël Géminiani, qui dirigeait la saison passée Eddy Merckx, a donné cette fois la priorité aux « sans-grades », et l'expérience qu'il va tenter, avec une équipe formée essentiellement de néophytes sera suivie avec intérêt.

Mais les pronostics sur le renouveau du cyclisme français doivent tenir compte des chiffres. Les quelques cent routiers qui composent l'effectif professionnel proviennent en réalité d'une réserve de vingt mille amateurs et, dans ce sport qui fait peu d'élus, Poulidor ou Hinault restent des sujets d'exception. — J. A.

Le Monde Service des Abonnements 2247 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 2247-33

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	30,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le min. ml.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

L'ÉDUCATION

soumet

S

d'importance
posée la pos.
sur l'enseigne-
ment ont été
mise de l'edu-
cation. Un
grand rôle
est attribué
à l'autonomie
de la pédagogie
et de l'ensei-
gnement. La
réforme de l'é-
ducation a été
réalisée. Les
enseignants
sont encoura-
gés à l'auto-
nomie. Les
établissements
sont encoura-
gés à l'auto-
nomie.

grève
ants

L'INSTITUT OPPENHEIM SOCIAL

cherchent
des candidats
pour les postes
de professeurs
et de chercheurs
dans les domaines
de la sociologie
et de l'économie
sociale.

emplois internationaux

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

Secrétariat d'Etat au Plan Commissariat National à l'Informatique

LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES EN INFORMATIQUE

ÉTABLISSEMENT DE FORMATION DES INFORMATIENS (Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En technologie des ordinateurs ;
- En automatique et informatique industrielle ;
- En électronique ;
- En physique ;
- En théorie des langages et compilation ;
- En système, pour l'enseignement :
 - des concepts généraux des systèmes d'exploitation
 - des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7 de préférence) ;
 - de l'Assembleur (du 10070, de préférence) ;
- En transmissions de données, télétraitement et réseaux ;
- En informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement :
 - des langages évolués (COBOL, PL/I, FORTRAN) ;
 - des méthodologies d'analyse et de programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
 - des fichiers et des bases de données ;
- En gestion des entreprises (comptabilité, contrôle de gestion, tableau de bord, stratégie d'entreprises, organisation et structures des entreprises) ;
- En mathématiques ;
- En statistiques ;
- En recherche opérationnelle.

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (ou moins doctorat de 3^e cycle ou diplôme d'ingénieur d'une grande Ecole), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée septembre-octobre 1978.

Les candidats (toutes nationalités, mais parlant français) peuvent être recrutés dans le cadre de la coopération technique intergouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

LES CANDIDATURES DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES À
C.E.R.I

Joindre un curriculum vitae détaillé et toutes pièces justificatives des titres et de la qualification. OUKD-SMAR - ALGER

emplois régionaux

CCMC spécialiste en saisie, micro-ordinateurs

informatique de gestion

Nous sommes le leader en France du traitement informatique de la gestion des entreprises. Nous créons, à ORLÉANS, un nouveau département spécialisé dans la mise en place de micro et mini-ordinateurs chez nos clients. Voulez-vous participer à notre développement en devenant notre analyste, chargé d'évaluer les performances (hard + soft) des matériels de saisie évolués existants sur le marché et de les sélectionner. Vous êtes, de plus, notre formateur (teur) auprès des moniteurs que nous déléguons chez nos clients, et auprès des technico-commerciaux, pour la connaissance et l'utilisation de ces matériels. Vous nous apportez nécessairement une première expérience de saisie et de programmation (éventuellement d'analyse) sur des matériels évolués programmables.

Ecrire à Mme G. DILL, Carrières de l'Informatique, réf. 444 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
CONSTRUCTION DE MATÉRIEL
DE TRAVAUX PUBLICS
Région RHÔNE-ALPES**

**un analyste des coûts
de fabrication**
(Loire)

Le candidat retenu aura la responsabilité du suivi des investissements et de leur rentabilité, de l'analyse de la rentabilité interne selon les règles des procédures anglo-saxonnes.

Nous recherchons :
- un diplômé de l'enseignement supérieur ESC ou équivalent parlant couramment l'anglais et ayant une expérience de 2 ou 3 ans en milieu industriel (multinationale de préférence)

un chef comptable usine
(Rhône)

Le candidat retenu aura la responsabilité dans le cadre d'une petite usine de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique.

Ce poste est rattaché directement au Contrôleur Financier.

Nous recherchons :
un candidat expérimenté dans la comptabilité anglo-saxonne pratiquant la langue anglaise, ayant une expérience similaire en milieu industriel.

Ces deux postes présentent des possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

Adresser CV et prétentions à n° 52111, Contesse Publicité, 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

unisabil

Cette filiale du groupe international MARS Alcatel recherche des ingénieurs pour travaux de recherche et développement.

Elle recherche pour
ORLÉANS - 100.000 F+

ingénieur recherche et développement

de formation ENSIAA, Chimie biologique ou équivalent, il assurera les problèmes de fermentation et d'enzymologie. Une expérience de 4 ans minimum dans un laboratoire de recherche du secteur alimentaire ou chimique est indispensable. (Réf. 2406/1)

chef de projet automatisés

cet ingénieur aura acquis une expérience de 3 ans minimum dans la réalisation d'automatismes industriels basés sur l'électronique, les micro-ordinateurs et mini-ordinateurs. (Réf. 2406/2)

chef de projet procédés fabrication

de formation AM ou ENSIAA, il aura une expérience de 3 ans minimum dans l'étude, l'installation d'installations de fabrication de produits alimentaires (cadençages divers). (Réf. 2406/3)

Ces ingénieurs, de 30 ans environ, parlent anglais, ont le goût de l'effort et sont très motivés. Ils ont une expérience de 3 ans minimum dans une entreprise industrielle de fabrication de produits alimentaires. Adresser C.V. + photo + lettre motivée à ORES-105, bd. Beaumarchais-75008 Paris

TITIN PROVENCE
recherche

INGÉNIEUR LOGICIEL

Deux à trois ans d'expérience sur micro-ordinateurs temps réel (MITSUBISHI, SONY, HP 21 AX), Exp. avec C.V. et prétentions à T. I. T. N. PROVENCE, 7, rue Louis-Armand, Zone Industrielle, 13290 AIX-LES-MILLES.

INGÉNIEUR
pour section travaux France et étranger. Lieu de travail Marseille, avec séjours possibles à l'étranger. Connaissance Anglais. Salaire 2.000.000 mois. Expérience tuyauterie chaudronnerie. Réponse manuscrite à HAVAS n° 4712 MARSEILLE

Recherches pour la COSE

CHEF DE GROUPE NOUVEAUTÉ - BAZAR
pour succéder à directeur de magasin. Expérience magasin populaire souhaitée. Connaissance marchandise et gestion magasin nécessaires. Adresser C.V. détaillé, photo indispensable, n° 2300 EMPLOIS ET ENTREPRISES, 13, rue Voltaire 75002 PARIS

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL
Formation Arts et Métiers. Lieu de travail Marseille. Expérience tuyauterie chaudronnerie (minimum 3 ans). Réponse manuscrite à HAVAS n° 4711 MARSEILLE

CHRS rech. Ing. informaticien Ing., doc., gdes écoles, maîtrise pour pilotage des expériences et découplage des résultats. Envoyer C.V. à DHP, 93009 FORCALQUIER

SKIS ROSSIGNOL S.A.
PREMIER FABRICANT MONDIAL DE SKIS

UN CHEF DES VENTES FRANCE

Agé de 28 ans minimum. Formation Ecole supérieure de commerce ou équivalent. C'est un manager d'homme qui a prouvé sur le terrain sa capacité à diriger et à motiver une force de travail.

Il participera à la définition des objectifs de ventes, il a la responsabilité de l'organisation, de l'admission et du contrôle de l'équipement de ventes.

Ce poste offre des perspectives intéressantes pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V. détaillé plus lettre manuscrite + photo à M. Jean BOLLON, psychologue conseil, 5, avenue Général-Champain 38000 GRENOBLE.

SKIS ROSSIGNOL S.A.
PREMIER FABRICANT MONDIAL DE SKIS

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT FRANCE

Agé de 30 ans minimum, de formation B.E.C., E.S.C. ou équivalent, c'est un homme de terrain et de réflexion qui a une expérience réussie de 8 à 15 ans dans une fonction commerciale à un niveau de responsabilité. C'est un bon élève.

Il travaille en liaison directe avec le directeur commercial France. A ce titre, il participe à la définition et à la mise en œuvre de la politique commerciale. Il assiste aux réunions nouveaux produits et assure, coordonne et contrôle les activités des départements ventes, promotion, et administration du service. Il est directement responsable de la réalisation des objectifs et du contrôle du budget.

Ce poste offre des perspectives très intéressantes pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V. détaillé + lettre manuscrite + photo à M. Jean BOLLON - Psychologue Conseil - 5, avenue Général-Champain 38000 GRENOBLE.

directeur - Nice 130 000 F +

Le Président d'une moyenne entreprise (200 personnes) fabricant des articles pour l'équipement de la maison, leader en Europe sur son marché, cherche son bras droit pour lui confier, sous son autorité, la direction, l'animation, le contrôle du COMMERCIAL, de l'ADMINISTRATION et de la PRODUCTION avec les cadres de ces différents services. C'est un jeune dirigeant, 35 ans minimum, technicien (ingénieur) ou commercial (Sup. de Co.), bon organisateur, dynamique et créatif, ayant acquis son expérience dans le mobilier de jardin, le mobilier tubulaire, les articles de plein air, les bagages, la maroquinerie par exemple.

Ecrire à G. BARDOU, réf. 3324 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

DUSSELDORF

dans le cadre de son développement à l'étranger un Important Groupe Industriel Français (C.A. 4,2 milliards) recherche pour sa Filiale Commerciale Allemande son futur

DIRECTEUR DES VENTES

PRODUITS INDUSTRIELS

C'est un jeune ingénieur de nationalité Allemande, mécanicien de préférence, ayant une première expérience de vente dans l'industrie. Adjoint du directeur de la filiale, il aura pour mission d'assumer progressivement toutes les responsabilités commerciales : études de marché, définition et mise en œuvre de la politique commerciale, formation et animation de la force de vente.

Large possibilité d'évolution de carrière en Allemagne et dans l'ensemble du Groupe.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous n° 5001 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Importante Société Irtzide au Maroc cherche

INGÉNIEUR TECHNIQUE
compétent et expérimenté pour diriger son usine de draperie peignée hommes. - Adresser C.V. + prétentions à n° 8432, à la Monnaie Publicité, 83 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e

POUR ÉTRANGER

INGÉNIEURS
spécialistes entretien raffinerie pétrolière. Adresser C.V. 50PRAZ, 100, boulevard Voltaire.

Important bureau d'études recherche pour missions longues durées à l'étranger

UN AGRONOME
ayant au moins dix ans d'expérience professionnelle. Adres. C.V. dét. et photo en précis. salaire oct. Ecr. n° 7 530 M. à Regie-Pressé, 83 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e

L'Amérique latine (Brésil, Argentine, Venezuela, etc.) recherche personnes qualifiées. Demandez la revue spécialisée A.L.E. (E2), B.P. 42-01 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer étranger par recherche hebdomadaire. Ecr. Dure-Mer Migrations, 47, rue Richer, PARIS-9^e

Bureau d'ingénierie PARIS offre opportunité d'intervention en Asie à un consultant spécialisé en

CONTROLE TRAVAUX ROUTIERS
Les experts intéressés s'expriment en anglais sans limite à prendre un premier contact et écrivirent sous REFER. 1.127 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALLEMANDE
recherche

INGÉNIEURS

2-3 ans expérience minimum, spécialité : GENIE CIVIL, HYDRAULIQUE, ELECTROTECHNIQUE, pour l'Algérie. Période de contrat : 2 ans renouvelable jusqu'à 5 ans, salaire attractif, possibilités de carrière intéressantes.

Les intéressés sont priés d'envoyer leur C.V. avec photo sous n° 735419 M. à REGIE-PRESSE 83 bis, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES :
296-15-01

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS
recherche pour sa région Bourgogne Franche-Comté

CHEF DE MATERIEL

ingénieur ou de niveau équivalent, celui-ci aura la responsabilité tant technique qu'administrative, de l'ensemble du parc matériel (valeur 10 millions de francs, dont près de la moitié en engins de terrassement).

Une expérience de quelques années dans une fonction similaire est nécessaire.

Lieu de travail : Dijon.

Adresser C.V. photo, rémunération souhaitée sous référence 4798 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

Sté CAV ROTO DIESEL
FABRICATION MATÉRIEL INJECTION DIESEL

recherche

1 INGÉNIEUR Études Nouvelles
POUR SON SERVICE ÉTUDES

- Formation A.M. ou équivalent ;
- Expérience mécanique et hydraulique souhaitée ;
- Anglais nécessaire

1 INGÉNIEUR Études Pollution
POUR SON SERVICE ESSAIS MOTEURS

- Formation A.M. ou équivalent ;
- Spécialisation moteur souhaitée ;
- Anglais nécessaire

Adresser C.V. détaillé et prétentions : Service du Personnel, B.P. 840 - 41008 SLOIS

Très importante entreprise industrielle de l'Est recherche

DIRECTEUR
DU SERVICE
RELATIONS HUMAINES
MISSION :

- Relations avec représentants du personnel ;
- Formation, gestion des carrières, politique des salaires et avantages sociaux ;
- Amélioration conditions de travail et de sécurité ;
- Affaires administratives et juridiques relatives au personnel ;
- Pleine et entière responsabilité devant une collaboration étroite avec le directeur.

Cinq à dix ans d'expérience relations industrielles, problèmes du droit du travail, analyse et évaluation de fonctions à tous niveaux sont nécessaires. Allemands paria strictement nécessaires

Adres. C.V. détaillé et photo à S.E.L.E.T.E.C. Conseil en recrutement, 67009 STRASBOURG CEDEX, sous le référence 769

C.I.I. - ALCATÉL Département Communication, recherche un établissement de LANNION, ingénieurs informaticiens (E.S.C., E.N.T.), Contrôleurs de gestion ou ingénieurs en études d'expérience pour :

1. Développement logiciel d'applications téléphoniques.
2. Développement logiciel de base sur MITSUBISHI.
3. Développement matériel de communication électronique.

Activités technico-commerciales pour expertise matériel de communication électronique. Anglais courant nécessaire ; Essai sur site.

Entreprise Bordelaise cherche ADJOINT chef de service administratif expérimenté, paie, 105 sociales et fiscales, compt., analytique, prix de revient, etc. Ecr. avec C.V. 507 Heves Bordeaux 33

BANQUE FRANÇAISE
affiliée à
Groupe international important

recherche

DIRECTEUR D'AGENCE

Pour se succéder à
VILLE INDUSTRIELLE DE L'OUEST

Sérieuses références bancaires exigées.

Envoyer C.V. sous référence 5.200 M à O.C.E.P., 66, rue de la Chancellerie d'Antio. - 75009 PARIS.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SODEXHO
 Spécialiste
 de la Restauration de Collectivités
 n° 2 sur le Marché Français
 32 % d'expansion annuelle
 recrute immédiatement pour
BOIS-D'ARCY (78)

**Son CHEF DES SERVICES
 COMPTABLES PARIS**

Il dépend du Directeur des Services
COMPTABILITÉ - FISCALITÉ - AUDIT GROUPE

Il est responsable de la comptabilité générale de la Société et de la comptabilité budgétaire du siège, de la coordination des comptables des Etablissements et Filiales françaises.

Il a autorité directe sur 18 personnes et fonctionnelle sur 50 personnes.
 Traitement comptable sur ordinateur.
 Âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure + DECS ou expertise comptable.

Expérience de 5 à 7 ans.
 Anglais indispensable + 2^e langue souhaitée.
 Voyages en France.

L'organisation de la Société confère au poste un caractère très évolutif.

Envoyer lettre man., C.V., photo et présent. à
SODEXHO - Direction du Personnel,
 3, avenue Newton - 78280 BOIS-D'ARCY

LE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE DE LA BANQUE

SOFINCO
SIÈGE PARIS TROCADÉRO
LA HENIN
 IBM 370/158 MP Réseau National Télétraitement
 recherche

pour participer à la réalisation d'applications orientées vers l'utilisation du Télétraitement et de la gestion intégrée:

analyste informatique confirmé,
 selon les critères suivants:
 - Indispensable: 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction.
 - Nécessaire: connaissances OS-COBOL et Assembleur.
 - Appréciable: pratique DL1 et IMS.

programmeur
 - Connaissances COBOL de base indispensables.
 - Formation complémentaire assurée.

Envoyer CV, prétentions annuelles brutes, photo à Havas Contact
 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sous référence 38245.

La filiale française de
OWENS-CORNING FIBERGLAS
 leader mondial de la fibre de verre
 recherche pour son

Service Commercial
ESSEC, ESC, Ingénieur Chim., INSA, ...

parlant couramment anglais, possédant au moins de bonnes bases d'allemand, ayant de préférence déjà acquis une expérience de la fabrication ou de la vente de biens industriels.

La fibre de verre est un produit à la technique avancée, dont les applications sont limitées et se développent rapidement.
 Après une période de formation pour acquérir une bonne connaissance technique des produits, le collaborateur se verra confier la responsabilité d'un secteur de clientèle industrielle extrêmement variée à entretenir et à développer. Contacts haut niveau.

VOYAGES FRÉQUENTS
 Au sein d'une équipe restreinte, jeune et très dynamique, il disposera d'une large autonomie dans son secteur: il bénéficiera de solides appuis tant sur le plan technique que commercial. Méthodes modernes axées sur l'efficacité. Très bon climat de travail. Poste extrêmement formateur pour un candidat de 30 ans environ.

AVENIR: l'implantation croissante de la société en Europe sur un marché porteur permet une évolution de carrière certaine et à terme collaborateur ayant acquis une parfaite connaissance des produits et des marchés.

Ecrire avec C.V., photo et présent. sous réf. 3383,
 65, avenue Kléber,
 92116 PARIS.
COPI
 Direction assurée.

**SOCIÉTÉ LIÉE A UN IMPORTANT
 GROUPE MULTINATIONAL**
 Métier: Michel-Bisot, recherche

**UN INGÉNIEUR
 DE PROJETS**

- Avoir connaissances calculs thermiques;
 - Expérience de 5 ans dans la branche souhaitée;
 - Bonne connaissance de la langue Allemande ou Anglaise appréciée;
 - Lieu de travail: PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 8364, à
 P. LICHOUX R.P. 220, 75003 PARIS
 CEDEX 02 qui transmettra.

ROCHE

ROCHE BIOELECTRONIQUE
 recherche pour son
SERVICE INFORMATIQUE

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Le candidat retenu sera dans un premier temps à assurer la mise en place de la

gestion industrielle

ET DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE.

Il prendra ensuite la responsabilité de projets basés sur l'utilisation de mini-ordinateurs et de microprocesseurs.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée à
ROCHE BIOELECTRONIQUE
 Service du Personnel - R.P. 87
 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

responsable produits

AMEUBLEMENT ET DECORATION

Une importante société française distribuant du mobilier jeune et moderne ainsi que des accessoires de décoration recherche son:

responsable produits

pour prendre en charge la définition de la politique d'assortiment de prix et d'approvisionnement et assurer la gestion de la collection et des achats.

Le candidat recherché aura acquis une solide expérience de la fonction au sein d'une société de distribution structurée dans le secteur de l'ameublement.

Ce poste conviendrait à un candidat, femme ou homme âgé d'environ 35 ans, de formation commerciale supérieure ayant eu la responsabilité de la conception et de la gestion d'une collection complète.

Écrire réf. 1938 à
INTER P.A. - BP 508
 75066 Paris cedex 02 qui transmettra

GROUPE MULTINATIONAL
 ayant son Siège à PARIS
 recherche

pour compléter son service
ETUDES INFORMATIQUES

3 PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

Diplômés IUT Informatique ou MIAGE Informatique

Connaissances de l'anglais souhaitées.
 Nombreux déplacements à l'étranger à prévoir.
 Possibilités d'expatriation en AFRIQUE, en accord commun.

Postes stables et d'avenir.
 Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V., photo et prêt à N° 62101 Contesse
 Publicité, 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

Nous recherchons pour le 1^{er} avril

1) Comédiens capables d'organiser des spectacles, d'en assurer la mise en scène et d'y tenir des rôles.

2) Sportifs, pratiquant plusieurs sports pour devenir

**ANIMATEURS
 DE CLUBS DE VACANCES**
 Sports et Loisirs

FORMATION ASSURÉE PAR NOS SOINS
 PRATIQUE DE L'ALLEMAND SOUHAITÉE

Prendre contact pour rendez-vous au 206-05-02

Le Cabinet
Jean-Claude Maurice Conseil
 vous communique sa nouvelle adresse:

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS
 Téléphone: 533.97.33 +

Société d'informatique avancée recherche:

COLLABORATEUR
 Intéressé en informatique et en systèmes. ECR. avec réf. à G.A.L., 3 et 5, avenue de Châtillon, 75220 Bagneux. Tél.: 855-02-02.

MANAGING DIRECTOR
 For english language teaching. Preferably French resident, bilingual (english mother tongue). University education with extensive financial/management experience in comparable industry. Write with C.V. and salary to Mr. WILLIS, Machine Building, 5, rue Vercin, Paris 14.

Recherchés pour important projet

DEUX INGÉNIEURS D'ÉTUDE

confirmés

1 **INGÉNIEUR MÉCANICIEN**
 (maintenance outillage: criblage, concassage de minerais).

1 **INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN**
 (Installations industrielles, asservissements, instrumentation).

Résidence PARIS
 avec déplacements AFRIQUE

Demandes écrites à adresser à SOCOMINE,
 30, rue Cambry, 75015 PARIS.

**groupe international d'ingénierie
 paris**

recherche, pour les intégrer à des équipes de projets industriels, de la conception à la réalisation:

ingénieur électricien confirmé
 (réf. 11)
 Avoir 3 à 5 ans d'expérience des réseaux de distribution H.T. (lignes et postes), acquis comme ingénieur d'affaires en entreprise. Ce poste peut déboucher, soit sur une activité de spécialiste de haut niveau, soit sur la responsabilité de projets.

2 jeunes ingénieurs
 ingénieur électricien (réf. 12)
 ingénieur thermicien (réf. 13)
 SUPELEC - INPG
 CENTRALE - A.M.
 DÉBUTANTS ou ayant acquis une première expérience de production et de distribution d'énergie (électrique ou fluide).

Pour ces trois postes, à pourvoir rapidement, la pratique de l'anglais et une grande mobilité sont indispensables.
 Adresser votre candidature avec vos prétentions, en précisant bien la référence du poste choisi à:

organisation et publicité
 218, rue de Valenciennes, 75011 PARIS

MSL
 13, rue Haussmann 75008 Paris Tél. 266.04.33
 13, rue de la République 69003 Lyon Tél. (78) 62.08.33

DIRECTEUR COMMERCIAL
 130.000 F +
 Produits pour bâtiments Paris

Une société européenne (faisant partie d'un groupe de plus de 1000 personnes) leader dans la fabrication, la vente et l'application de produits pour bâtiments industriels recherche le directeur commercial de sa filiale française. Rendant compte au directeur général, assurera les contacts avec les plus hauts niveaux avec une clientèle existante (architectes, ministères, administrations, entreprises, etc...), animera le réseau commercial, développera les ventes par ses actions de prospection personnelle et de marketing et sera responsable de l'administration des ventes de la filiale. Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement commercial, âgé d'au moins 35 ans, ayant une expérience de plusieurs années de la vente de produits destinés aux bâtiments industriels. Le poste est à Paris mais nécessite de nombreux déplacements sur tout le territoire. A la rémunération envisagée pourront s'ajouter divers avantages (intéressement, voiture, etc...). Ecrire à B. Mangou, Réf. B.2280 (Paris).

Absolue discrétion assurée.

sema informatique

l'une des unités de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche dans le cadre du développement de ses activités en informatique:

informaticien-formateur

Pour l'animation de séminaires méthodologiques sur les bases de données, les systèmes en temps réel, ... Il sera en outre chargé de missions d'application. Une expérience de plusieurs années en conception de projets de gestion automatisés est nécessaire. (Réf. 10180M)

ingénieurs débutants

ou ayant une première expérience en informatique de gestion, de préférence sur mini-ordinateurs. Selon leurs compétences, ils seront soit affectés à des postes d'assistance en clientèle pour participer à des études de gestion automatisée, soit responsables du suivi de réalisation de programmes. (Réf. 10181M)

Pour chacun de ces postes, une formation Grande Ecole est nécessaire.

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à
 S. Messon, Sema-Selection:
 92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection Montrouge - Lille
 Lynn - Marseille

**directeur(trice)
 de boutique**

un grand des produits de luxe implantés à l'échelon international, renforce sa présence en France et crée une boutique de prestige à Paris.
 Nous voulons en confier la Direction à un homme ou une femme capable d'assurer les achats, la gestion et l'animation de personnel (8 à 18 vendeurs).

Le poste convient à un élément jeune, ayant le goût des produits griffés et justifiant d'une expérience confirmée de Direction de boutique de mode (habillement, accessoires, parfumerie...).

La connaissance des langues est notamment de l'anglais est indispensable.
 La rémunération comprend un fixe et un intéressement aux résultats.
 Jean-Paul VELLA vous remercie de lui adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 802 122/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par:

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 1, rue Danton 75283 Paris Cedex 06

**futur directeur
 du personnel**

Basé à Paris, il est responsable de la gestion et de l'administration du personnel, ainsi que, progressivement, des relations partenaires. Il apporte une contribution active au développement de la politique humaine et sociale.

Dé formation supérieure, il a au minimum 35 ans. Très orienté vers les relations sociales, il justifie d'une pratique complète de la fonction à un niveau global dans une moyenne ou grande entreprise.

La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130 000 Francs, sera fonction du niveau d'expérience acquis.

Marcel d'adresser lettre, CV et rémunération actuelle sous référence 785 M à notre conseil

centor DÉPARTEMENT EMPLOI
 13bis rue Henri Monnier
 75009 PARIS

Juriste Praticien

Importante entreprise française recherche pour PARIS, juriste praticien, spécialisé dans droit des sociétés et rédaction de tous actes courants et contrats. Il aura la responsabilité de la gestion juridique de la société-mère et de ses nombreuses filiales françaises et africaines (tenue des assemblées, conseils, service des titres, fusions, etc...) à l'exclusion du contentieux, des assurances et du social. Il sera âgé de 40 ans minimum et doté d'une solide expérience notariale ou de conseil juridique.

Adresser lettre man. et C.V. détaillé sous réf. 23 495 à Sélé-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.

Sélé-CEGOS

مکان الیوم

offres d'emploi

Le Responsable Adjoint
70/80 000
pour lui confier des responsabilités de :
- ETUDE et mise en forme de projets, comp-tes rendus, rapports...
- CONTACTS, intérieurs et extérieurs, à tous niveaux, avec les adhérents.
- De formation supérieure (Sciences Po, Droit, Littérature...) à une première expérience de 3 à 5 ans de l'entreprise, de préférence en P.M.E.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 787 M à notre Conseil
CENTOR DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Manner - 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE
recherche pour son
Service Sécurité Paris
Un (e) Spécialiste
Réglementation Industrielle

FONCTION :
- Assurer l'information des différents usages et services de la société de la parution de textes réglementaires dans les domaines notamment de l'hygiène et la sécurité, et éventuellement, le transport des matières dangereuses.
- Effectuer des études dans ces domaines.

PROFIL :
- Formation de base : Licence en Droit + quelques années d'expérience dans la réglementation industrielle de sécurité (organismes de contrôle, chambres syndicales, etc...)
- Connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. C.V. et prêt à n° St. 518, Contasse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris, Cedex 01, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
70 KM NORD DE PARIS
recherche pour son
LABORATOIRE DE RECHERCHES
UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR
EN ACOUSTIQUE

Titulaire d'un B.U.T. mesures physiques au niveau formation scientifique équivalent, complété de connaissances théoriques des phénomènes acoustiques.
Anglais ou allemand indispensable.

Adresser C.V. manuscrite, présentations, photo, sous la référence 8134, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ÉTUDES ET RÉALISATION
IMPORTANTS ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche pour son Siège de PARIS
(cette poche bancaire SUD)
EMPLOYÉ (EE)
Pour service contrôle factures et mandatement particulièrement au contact des révisions de prix et des assiettes de taxes.
Adr. C.V. et prêt. réf. 5763 à P.LICHAUS.A. B.P. 220 - 75063 PARIS cedex D2 qui transmet.

SOCIÉTÉ JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE
RECHERCHE
UN CONSEIL FINANCIER

Formation Ecole de Commerce au Gde Ecole.
Expérience Analyse Financière.
Préférence à candidat ayant expérience réelle.

Grande liberté d'action - Contacts directs avec la clientèle - Travail en équipe avec spécialistes des diverses disciplines du Conseil d'Entreprise.
Envoyer curriculum vitae manuscrit à : S.J.F.F. Direction de Paris - 2 bis, rue de Villiers, 92389 LEVALLOIS-PERRET.

viafrance
SOCIÉTÉ DE TRAVAUX ROUTIERS
recherche
AUDITEUR INTERNE

Connaissances comptables DECS minimum. Informatique. - Expérience AUDIT.

Adresser C.V. à Direction du Personnel, 92 Bd Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

CENTRE DE PRESTATIONS
ET TRAITEMENTS INFORMATIQUES
recherche
INGÉNIEUR INFORMATICIEN
débutant
(I.N.P.G. ou équivalent)
pour assurer l'interface technique entre utilisateurs de produits informatiques, équipes de développement et services d'exploitation.
Adresser C.V. sous le numéro T 75441 M. à : Régie-Presses, 83 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ TELEPHONIE
recherche pour développement de systèmes à base de MICROPROCESSEUR (modèle 6800)

INGÉNIEUR D'ÉTUDE
Très bonne pratique en automatisés

INFORMATICIEN
ou **ANALYSTE PROGRAMMEUR**
Très bonne pratique assembleur et expérience en système V.écrite.
Connaissance micro-ordinateurs appréciée

Adresser C.V. prêt et photo sous référence 3781 LTP 31, Bd. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Cabinet GRANET-BRETTE
administrateur de biens
et aide comptable
BOULOCHE
Industrie chimique CH. GÉRARD commercial région sud France. Farmac. chimie et sér. réf. vente chimie, industriels. Fixe import. T. 742-98-39.

Comptable hme, 26 éch, 28 a. min. expér. constab. génér. et analytique entreprise de trav. CEBA TELEPH. REX. - 27-44.

Service Public Economique secteur public, recrute CHARGES D'ÉTUDES haut niveau, statistiques, économiques. Obtenants ou diplômés des écoles supérieures. Ecr. n° 7 03 24 M Rég-Presses, 85 bis, rue Beaumartin, Paris-2.

538 services commerciaux rech. ASSISTANT CONFIRME niveau DECS. Ecrire avec C.V. et photo à n° 501P, 60, rue du Rendez-vous, PARIS-12.

Electroniciens P.T.P.T. Etudes topique, analogique microprocesseur. Réf. 272-23-72.

Ch. vendues esthétique départementale. Tél. : 632-25-04.

Niveau PUBLIC RELATION pour situation grand standing. Ecrire n° 4288 ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue Abramo, 75001 PARIS qui transmettra.

Organisme de formation recherche pour **UN SECRÉTAIRE INTERNET** BILINGUE Français-Anglais
Niveau Public Relation Age et nationalité indifférents. Contr. à durée illim. au 30-6-78. Lieu de travail centre de Paris. Env. C.V. photo et prêt à ESSEC, service du personnel, B.P. 105, 95001 CERGY CEDEX.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
100 personnes, 6° arrondissement
recherche
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Etudes juridiques, niveau DEA, pratique législation française importante. Labiles accrédité de préférence au sein d'une P.M.E.
Connaissance milieu informatique appréciée.

Adresser C.V. avec présentations n° 52 241 CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CHÂINE CONCORDE
recherche
ATTACHE CUBA
Connaissance anglaise.
Adresser C.V. et photo Hôtel Lutetia-Concorde, 4, bd Raspail, PARIS 16^e.

G. I. S.
GESTION INFORMATIQUE SYSTEME
recherche dans le cadre de son expansion
1) ANALYSTES PROGRAMMEURS
(RÉF. AP 51)
connaissant COBOL-expérience. FEOTER appréciée

2) ANALYSTES PROGRAMMEURS
(RÉF. AP 52)
expérience GAP-2 ou IBM-3

Env. C.V. détaillé : 58, rue de Ranelagh, PARIS-16^e.

Le Laboratoire National d'Essais
recherche
UN CHEF DU SERVICE INTÉRIEUR
responsable de l'entretien et de la maintenance des bâtiments et des équipements de service, de l'organisation matérielle des laboratoires et du soutien logistique des activités.
Formation Ingénieur.

Env. C.V. et présent. au Service du Personnel, 1, rue Gaston-Boussier, 75015 PARIS, sous la référence 78/S. L. 01.

ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche
UN CADRE FINANCIER
de formation supérieure ayant une expérience de plus de 5 ans de contrôleur de gestion ou d'audit interne.
Ce poste implique de nombreux contacts avec des entreprises du secteur agro-alimentaire. Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Envoyer C.V. et présentations sous réf. n° 03 542 M. Régie Presses, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 Paris.

OFFICE CULTUREL
BANQUE INTERNATIONALE
RECHERCHE COMPTABLE
(Homme ou Femme) niv. BTS.
Ecr. n° 8 679, « Le Monde », 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

ETABLISSEMENT PUBLIC
DU SECTEUR BANCAIRE
recherche pour son
Service des Etudes.

JEUNE BACHELIER (E)
INFORMATICIEN (NE)
ayant de bonnes connaissances en programmation.

Adr. C.V. prêt, et photo à n° 51 589 CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CHÂINE CONCORDE
recherche
ATTACHE CUBA
Connaissance anglaise.
Adresser C.V. et photo Hôtel Lutetia-Concorde, 4, bd Raspail, PARIS 16^e.

IMPORTANT GROUPE
MÉTALLURGIQUE
région parisienne
travaillant pour l'industrie automobile, recherche
CHEF DE SERVICE
CONTRÔLE QUALITÉ

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent
Expérience souhaitée
MÉTALLURGIQUE, PLASTIQUE.
Anglais indispensable.

Adresser C.V. et présentations au n° 51 823 CONTESSÉ PUBLI., 20, avenue Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

La filiale française d'une importante société multinationale d'origine allemande occupe des responsables placés sur le marché mondial de la mesure électrique, recherche
UN INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
BTS ou OUT
mécanique ou électrotechnique
débutant ou ayant une expérience de deux années dans la vente d'équipements industriels.

Ce poste constitue une excellente opportunité pour un candidat doté d'un réel sens des affaires, à qui sont assurés une formation optimale.

A la rémunération annuelle intéressante s'ajoutera une voiture de fonction.
Une connaissance de la langue allemande sera appréciée.

Adr. C.V. détaillé avec photo à n° 51 823 CONTESSÉ PUBLI., 20, avenue Opéra, PARIS-1^{er}.

LABORATOIRE
PHYSICOLOGIQUE
recherche pour son
SERVICE DES ÉTUDES
INFORMATIQUES
à PUTEAUX :

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

PROFIL :
- Titulaire MIAGE ou OUT
- 5 ans d'expérience comme analyste-programmeur avec maîtrise du COBOL ou un an d'expérience dans un service informatique.

POSTE :
- Une période de formation sera appelée à exercer les fonctions d'analyste ou de chef de projet.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, s/n° 52 230, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANT STE rech.
JEUNE E.S.C.
POUR DEPARTEMENT INFORMATIQUE GESTION
Ecrire avec C.V. et prêt, sous réf. n° 139 SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92007 PUTEAUX.

MASSIOT PHILIPS
MATÉRIEL MÉDICAL
recherche pour
MASSIOT PHILIPS ALGERIE
AGENCE DE CONSTANTINE

UN TECHNICIEN
ÉLECTROTECHNICIEN

Formation B.T.S.-O.U.T. d'origine ALGERIENNE.
Après un an de formation en région parisienne il sera affecté au SERVICE APRES-VENTE de l'agence de CONSTANTINE. Cette fonction nécessite en outre des déplacements et comporte des contacts avec la clientèle.

Adresser C.V. et présentations au Service du personnel, 12, rue Ambroise-Croizat, 93100 ARDENNEUIL.

UNIFAX FRANCE
Département mécanique
recherche
UNE AIDE-COMPTABLE
OU COMPTABLE

Horaires : 8 h. 30 - 12 h. 30, 13 h. 30 - 18 h.
du lundi au vendredi.
Mettez-vous en rapport avec nous en écrivant à : UNIFAX FRANCE, 42, rue Auger, 93500 PANTIN (IX. Châteauneuf).

UNIFAX FRANCE
Département mécanique
recherche
UNE AIDE-COMPTABLE
OU COMPTABLE

Horaires : 8 h. 30 - 12 h. 30, 13 h. 30 - 18 h.
du lundi au vendredi.
Mettez-vous en rapport avec nous en écrivant à : UNIFAX FRANCE, 42, rue Auger, 93500 PANTIN (IX. Châteauneuf).

secrétaires
Secrétaires de direction

Notre activité s'exerce dans le domaine du service aux entreprises. Notre volonté de satisfaire nos clients par des prestations élaborées et irréprochables nous a permis de nous hisser au premier rang de notre profession, malgré notre petite taille. La secrétaire que nous recherchons est âgée de 27 ans minimum, a une formation de type BTS ou équivalent et une expérience de 5 ans d'un secrétariat de direction. Excellente dactylo, sachant prendre des initiatives, elle assurera le lien entre la direction et ses interlocuteurs de haut niveau mais se verra également confier des tâches subalternes, ce qui implique sens du contact, rigueur et souplesse.

Pour un premier contact, envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et salaire actuel sous référence 4725 à :

organisation et publicité
2, rue Marengo 75001 PARIS/OUTRANSMETRA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
QUARTIER ÉTOILE
rech. pour directeur EUROPE
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
CONFIRMÉE
particulièrement bilingue anglais (niveau Cambridge Proficiency), STENO ANGLAISE INDISPENS., POSTE à POURSUIVRE le 20 mars pour un remplacement de 9 mois. POSSIBLE ENGAG. DÉFINITIF.

Rémun. en rapport avec expér.

Env. C.V. + photo + prêt, à C.M.G. Conseil, 11, rue de Colisée, 75008 PARIS, réf. 725.

SOCIÉTÉ BANQUE SUD recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
EXPERIMENTÉE
Esprit d'initiative. Avantages sociaux.

Adresser C.V. et présentations à Mme J. GUILLOIN, SOREPA, Belle-Épine 196, 9071 RINGIS CEDEX.

M° Paris de Saint-Cloud
IMPORTANT ENTREPRISE
MÉTALLURGIQUE
recherche
SECRÉTAIRE

Dynamique et autonome. Elle a une expérience confirmée de la gestion administrative, de la formation, et un niveau B.T.S. minimum.

Rémunération : 50.000 F/an + salaire variable et restaurant entreprise. Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo à : ORION, 33, rue du Rocher, 75008 PARIS, sous référence 8.205.

UNE SOCIÉTÉ
DE COMMERCE
INTERNATIONAL
recherche
UNE SECRÉTAIRE
TRILINGUE
ANGLAIS - PORTUGAIS

Lieu de travail CHAMPS-ÉLYSÉES
Avantages sociaux, Quarante heures par semaine

Merci d'envoyer votre C.V. à n° 51 809, CONTESSÉ PUBLI., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Jeune expert comptable rech.
SECRÉTAIRE COMPTABLE
méthode des. compt. droit des sites
anor 978-12-01 2 part. 15 h. 30

UNIFAX FRANCE
Département Mécanographie
Reprographie, poursuivant son développement national et international
recherche
UNE FACTURIÈRE
pour travailler sur mini-ordinateur de bureau.
Horaires : 8 h. 30 - 12 h. 30, 13 h. 30 - 18 h.
du lundi au vendredi.
Mettez-vous en rapport avec nous en écrivant à : UNIFAX FRANCE, 42, rue Auger, 93500 PANTIN (IX. Châteauneuf).

représent.
offre
importante société
branche matériaux plastiques
secteur agriculture en
PROGRESION CONSTANTE
offre poste
REPRÉSENTANT
EXCLUSIF
Omnibus souhâité :
PARIS - REIMS - TROYES
Action sur les sites
plus EST FRANCE.
Connaiss. allemand souhaitée.
Ecr. avec C.V., pièces usuelles
+ présentations à n° 3274 M.
GIE - PRES. - 12, rue
Reaumur, PARIS-2^e, qui transmet.

perdu-trouvé
Perdu passeport évaloué au nom de GAO EL RAB Mah-moud, n° 523. Le rapporter au consulat égyptien.

secrétaires
Secrétaires de direction

secrétaire
direction
paris-centre

organisation et publicité
2, rue Marengo 75001 PARIS/OUTRANSMETRA

PUBLICATION INTERNATIONALE
SECRÉTAIRE
bilingue anglais avec notions d'économie et sens des responsabilités. Téléph. 72142-07.

STENO-DACTYLO
STÉRODACTYLO
même diplôme. Poste stable après essai. Préf. ORSTOM, 24, rue Bayard, PARIS 15^e.

formation
profession.
LE CENTRE D'ENSEIGNEMENT DES LANGUES DE LA CHAMBRÉ DE COMMERCE et d'INDUSTRIE de Strasbourg organise un stage de formation pour formateurs initiale «Pratiques et réflexions méthodologiques sur la classe audiovisuelle de langues». Ce stage sera animé par des spécialistes du C.R.D.I.F. de Strasbourg et aura lieu : le 2 au 8 avril 1978. Renseignements et inscriptions : Centre d'enseignement des langues, 18, rue des Tonneliers, 67008 Strasbourg, T. (081) 77-02-13.

travail
à domicile

Demande
Ch. Tracécl. à domicile, technic. ou scientifi. allem. horce ou verson. Indiquer statut, formation professionnelle, expérience professionnelle, références. Type de machine à écrire.
Ecr. n° 245, « Le Monde », 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

autos-vente
12 à 16 C.V.
VDS MERCEDES 230 SE, juillet 1977, impeccable, genres en ALUMINIUM, poste cassette, Téléph. 245-97-65, heures bureau.

Jivey
MERCEDES 280 CE
BA 16 2300 KM.
Garantie + crédit.
ROVER 3500
6000 km - 4 portes
ALFA ROMEO
GTV
17.12000 km. Etat impeccable
possibilité 151.100

Agenda du Monde

Demande
de particuliers
Chercha appuis - Mtc. modèle large, pour OS Citroën, en cuir et en jessou. Contact par courrier. Cabriolet, Hans Otto Meyer-Speibrick Secteur 1^{er}, L. D 3000 Heanover 1.

Antiquités
Grande vente aux enchères d'objets d'art, le 11 mars 1978 à 0-4000 MÜNSTER. Résultat de la vente fédérale d'Allemagne. Vente aux enchères d'un grand catalogue de monnaies provenant d'un lieu privé, se composant de, entre autres, 200 monnaies en or de grande rareté. Catalogue sur demande contre envoi de F. 20, B. Fr. 150. Christa Mohr, chargée de la vente, Rothenburg, 024, D-4800 Münster/RFA. Tél. 0251/42556.

Appareil ménager
EXCEPTIONNEL
NOTES ASPIRANTES de cul. 1500 W. 100 m. de tube, mod. recyclage, bond, frontal, acier inox, coloris bleu, neuve, emball. Ex norm. public 850 F. jusqu'à épuisement du stock 750 F. Puntis, par 3 pces 220 F. l'une. CITAREL T. + 578-94-44, 49, rue de la Convention, 15^e.

Artisans
Exécution rapide
peinture, papiers peints,
fleur mural, moquette,
Nettoyage toutes moquettes,
vitrication. Tél. 906-91-96.

LIBRE PEINTRE
appartements, bureaux, cages
d'escalier. Remise importante.
Téléph. : 464-35-27 et 036-44-04.

Bibliophilie
Achèté au meilleur prix
PARFUMS ANC. XVIII^e s.
Ecr. Simone VERNHES, 10, r.
Nort-Barbusse, 94800 Villejuif.

Bijoux
ACNAT COMPTANT, bx bijoux,
même importants, brillants,
pièces de collection d'art.
J. NDRSTEN, 14, r. Royale, B.

PLACEMENT
OBIENET PLACEMENT
9 h à 13 h. Téléph. : 222-17-55.

Cours
ANGLAIS INTENSIF
1 mois, Neuilly : 435-65-40
ANGLAIS A DOMICILE
par anglophone : 637-56-40

INSTITUT FRANÇAIS
DE LANGUES VIVANTES
cours audio-visuel privé.
Démonstrations gratuites.
de St-Michel, Paris 5^e-06-08.

L'ANGLAIS
A DEUX PAS DE L'ÉTOILE
Cours d'anglais
Week-ends de langue et culture anglaise
Séjour culturel et linguistique en Angleterre
• Toutes les activités se font par petits groupes (6 pers. max.).
• Avec des professeurs amateurs anglais et américains.
• Américain aussi, l'italien, le français pour étrangers et l'allemand, avec des professeurs amateurs de langue maternelle.

HYPERION
Association sans but lucratif (loi 1901)
10, rue Le Sueur, 75116 PARIS, tel. 500-15-53

Débarras
DÉBARRAS 2000
TEL. : 326-91-33.

Fourrures
FOURRURES OCCASION
DÉPÔT - VENTE
EXCLUSIF DE FOURRURE.
GRAND CHOIX
VÉTEMENTS PARFAIT ÉTAT
71, rue du Théâtre, PARIS-15^e.
Tél. : 575-10-77

Meubles
MEUBLES MODERNES
occasion. Cuir, Formes nouvelles.
Mobilier international, etc.
Achat - Exposition - Vente
20, r. de l'Université, 544-79-49
41, rue Duong, Tél. : 227-10-02.

Agenda du Monde
Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous le titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bijoux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, déplacements, intermédiaires, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au Journal, soit par téléphone au 220-13-07.

DACTYLOGRAPHIE - STENO
méthode accélérée. T. 737-96-86.

STAGE TRAV. DU MÉTAL
BLIQUÉ FONDERIE
du 13^e au 20^e. Tél. 797-55-86.

Moquette
MOINS CHER
30 à 60 %
sur 10 000 m² moquettes belles
qualités variées, dans le style
thématique. Téléphone : 257-19-10.

Vacances
Tourisme
Loisirs

Relations
GRAND DINER DANSANT
au CLUB DES CÉLIBATAIRES
Inform. inscriptions : 879-90-51.

Rencontres
Maître boulanger allemand,
ami de la France, patron de
petite entreprise, ch. relations
amicales avec maître boulanger
français. Ecr. Bert Kappler
Herbststr. 6, D-6971
Bad Rappenau/Badend.

Rien ne vaut une rencontre
organisée sérieusement.
Elle peut vous faire réaliser
un mariage heureux.

Mme DESACHY
44, Chausée-d'Anlin, Paris-16.
Téléph. : 874-29-80 et 874-44-02.

RENCONTRES Retiens
bridge, échecs, scrabble, débats,
danse, etc. Téléph. : 222-98-38.

WEEK-END
LONDRES 255 F
AMSTERDAM 195 F
FORMULES COMPRENANT :
- Transport aller et ret. (car) -
hôtel de petits voyageurs.
EXCURSION ET RESERVAT.
AU 246-28-28.

LE SOLEIL !!!
NICE L.O.C.A.T. 15/20 JOURS
Vastes ch. mob. Remov. 77
kitch. + 190 m² piscine, calme mer
à 300 m, parking aisé, me d'ég.
Doc. illustré par retour. Visa
CONZUELO, 37, av. GROSSO

Yachting
VOS VACANCES
SUR UN VOILIER
EN
GRÈCE - TURQUIE
DU DÉBUTANT
À L'INITIÉ
AU PERFECTIONNEMENT
PRENNONS DE DÉBUT MAI
À FIN SEPTEMBRE
3/4 PERSONNES
POUR 15 JOURS MINIMUM
SUR SLOOP 11 M.
PARTICIPATION AUX FRAIS
TEL. : 525-85-25 (le soir)
ou écrire : ZARNEKAU,
4, r. Ed.-Guena 75005 PARIS

WEEK-END
LONDRES 255 F
AMSTERDAM 195 F
FORMULES COMPRENANT :
- Transport aller et ret. (car) -
hôtel de petits voyageurs.
EXCURSION ET RESERVAT.
AU 246-28-28.

LE SOLEIL !!!
NICE L.O.C.A.T. 15/20 JOURS
Vastes ch. mob. Remov. 77
kitch. + 190 m² piscine, calme mer
à 300 m, parking aisé, me d'ég.
Doc. illustré par retour. Visa
CONZUELO, 37, av. GROSSO

Yachting
VOS VACANCES
SUR UN VOILIER
EN
GRÈCE - TURQUIE
DU DÉBUTANT
À L'INITIÉ
AU PERFECTIONNEMENT
PRENNONS DE DÉBUT MAI
À FIN SEPTEMBRE
3/4 PERSONNES
POUR 15 JOURS MINIMUM
SUR SLOOP 11 M.
PARTICIPATION AUX FRAIS
TEL. : 525-85-25 (le soir)
ou écrire : ZARNEKAU,
4, r. Ed.-Guena 75005 PARIS

WEEK-END
LONDRES 255 F
AMSTERDAM 195 F
FORMULES COMPRENANT :
- Transport aller et ret. (car) -
hôtel de petits voyageurs.
EXCURSION ET RESERVAT.
AU 246-28-28.

LE SOLEIL !!!
NICE L.O.C.A.T. 15/20 JOURS
Vastes ch. mob. Remov. 77
kitch. + 190 m² piscine, calme mer
à 300 m, parking aisé, me d'ég.
Doc. illustré par retour. Visa
CONZUELO, 37, av. GROSSO

Yachting
VOS VACANCES
SUR UN VOILIER
EN
GRÈCE - TURQUIE
DU DÉBUTANT
À L'INITIÉ
AU PERFECTIONNEMENT
PRENNONS DE DÉBUT MAI
À FIN SEPTEMBRE
3/4 PERSONNES
POUR 15 JOURS MINIMUM
SUR SLOOP 11 M.
PARTICIPATION AUX FRAIS
TEL. : 525-85-25 (le soir)
ou écrire : ZARNEKAU,
4, r. Ed.-Guena 75005 PARIS

WEEK-END
LONDRES 255 F
AMSTERDAM 195 F
FORMULES COMPRENANT :
- Transport aller et ret. (car) -
hôtel de petits voyageurs.
EXCURSION ET RESERVAT.
AU 246-28-28.

Le Monde économie-régions

CONJONCTURE

L'O.C.D.E. modifie sa stratégie de croissance pour y faire participer de plus nombreux pays

Les pays industrialisés sont d'accord pour entreprendre, par un effort concerté, une relance de l'activité économique auquel peut participer un groupe « dirigé » de pays. M. Charles Schulze, président du comité de politique économique de l'O.C.D.E. et conseiller du président Carter, a expliqué, à l'issue de la réunion des délégués des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. les 27 et 28 février, la substitution du concept d'« effort concerté » à celui des « locomotives ».

Désormais, un plus grand nombre de pays apparaissent en mesure d'adopter une attitude plus positive à l'égard de la croissance économique, et cela parce qu'ils auraient fait des progrès suffisants dans la voie de la stabilisation interne. Pour M. Schulze, il faut désormais considérer trois groupes de pays, les Etats-Unis formant un groupe à part qui n'a pas vraiment selon la commission de politique économique, d'effort supplémentaire à accomplir.

Le premier groupe est com-

posé des pays forts, les anciennes « locomotives », c'est-à-dire l'Allemagne fédérale, le Japon, la Suisse et les Pays-Bas. Ceux-ci doivent poursuivre les efforts déjà réalisés. M. Hans Tietmeyer, haut fonctionnaire du ministère de l'économie de Bonn, avait indiqué mardi matin qu'il n'était pas question pour son pays de chercher à relancer la demande intérieure, ajoutant que l'Allemagne fédérale avait déjà apporté sa contribution à la reprise de l'économie mondiale en décidant une politique fiscale largement expansionniste. Les experts de l'O.C.D.E. se sont donc contentés d'affirmer que si la R.F.A. et le Japon parviennent à atteindre leurs objectifs de croissance — ce qui selon eux n'est pas certain pour le premier pays — ils auront apporté leur contribution au soutien de l'activité mondiale.

Le second groupe de pays réunit ceux qui étaient engagés jusqu'à présent dans un effort de stabilisation. Ils ont rencontré un

certain succès, affirment les délégués des pays membres, tant en matière de balance des paiements que d'implantation et peuvent donc participer à l'effort de relance. M. Schulze n'a pas précisé les pays qui composent ce groupe mais parmi eux figurent, sans nul doute, la Suède, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France. Paris avait d'ailleurs fait savoir qu'il était prêt à participer à une « action collective » des pays industrialisés, à condition que les pays dont les économies sont les plus fortes consentent un effort important.

Un troisième groupe de pays doit au contraire poursuivre la politique de stabilisation déjà mise en œuvre.

M. Schulze, qui a rappelé que le comité de politique économique n'avait pas pour but de fixer des objectifs de croissance, a estimé que des politiques économiques plus dynamiques permettraient à l'ensemble des pays de résoudre plus facilement leurs difficultés.

POINT DE VUE

Socialisme et décolonisation intérieure

par JEAN ROUS (*)

De toute évidence, le nouveau parti socialiste ne veut pas être pris de court par la décolonisation régionale, comme le S.F.I.O. l'avait été par la décolonisation proprement dite. C'est pourquoi il a décidé de déposer trois propositions de loi qui interviendront en vigueur au cas de victoire de la gauche. Pour l'instant, il s'agit de trois propositions portant sur la décentralisation, sur le statut des langues et cultures minoritaires de France et un statut spécial pour la Corse.

La première proposition suggère un nouvel équilibre des pouvoirs et une distribution de la souveraineté qui sans la dire expressément, participe de la démarche fédéraliste émise à Jaurès, Proudhon et Léon Blum, par opposition à la démarche centraliste. Il s'agit de se mettre au niveau des autres pays européens qui sont tous plus ou moins des fédérations ou, à tout le moins, accordent l'autonomie à leurs régions.

A cet égard, la proposition de loi stipule : « La région est constituée en collectivité territoriale de plein exercice, conformément à l'article 72 de la Constitution. Elle est administrée par une Assemblée élue au suffrage universel et à la représen-

tation proportionnelle et par un exécutif élu en son sein. La région constitue un niveau essentiel de la planification. La région « dispose d'une agence régionale foncière et d'une agence régionale pour le développement, ainsi que d'une banque régionale d'investissement ». Or, on sait que le pouvoir actuel, outre qu'il ne donne ni bases ni pouvoirs réels à l'Assemblée, se refuse à admettre ce qu'on pourrait appeler les socialisations régionales.

Dans cette proposition, la tutelle a priori est supprimée et les préets sont supprimés. Dans chaque région, le représentant du gouvernement prend le titre de commissaire régional de la République, et n'a autorité que sur les services régionaux de l'Etat. La région est donc promue au rôle de moteur principal du progrès, comme le disait le général de Gaulle, dans son discours de Lyon, où il annonçait la fin du centralisme.

Non moins importante est la proposition de loi relative à la place (*) Membre du P.S.

des langues et cultures minoritaires de France dans l'enseignement, l'éducation permanente, les affaires culturelles, la radio et la télévision. L'exposé des motifs se réfère aux écrits de Jaurès et des écrivains socialistes de son époque, défendant le « droit sacré d'un peuple à parler sa langue ». L'esprit de cette proposition de loi est défini dans cette formule de François Mitterrand condamnant l'« assassinat de la langue bretonne » : « Reconnaître cette langue comme un fait culturel conduit à l'accepter en tant que fait politique, cela vaut mieux que d'étouffer l'âme d'un peuple. »

Cette proposition ne se borne pas à reconnaître les langues des minorités ethniques (le corse, le breton, le basque, le catalan, l'alsacien), elle organise leur enseignement et l'élaboration de la culture des peuples minoritaires. C'est le seul moyen de permettre aux lois de ne pas être torpillées comme l'a été la loi Deixonne que de permettre aux intéressés de contrôler et d'organiser leur application. En effet, la proposition stipule : « Les programmes d'étude de la civilisation régionale (histoire, géographie, économie, instruction civique, culture littéraire, enseignements artistiques et musicaux) et de la langue minoritaire sont établis pour chaque académie par le conseil académique régional institué par l'article 10 de la présente loi. »

Les propositions de loi socialistes ont un autre avantage, qui résulte également de la démarche fédéraliste. Elles prévoient une organisation régionale différenciée pour les « peuples minoritaires » qui veulent exprimer leur originalité tout en restant dans le cadre français. Ainsi l'article 15 prévoit : « Afin de permettre la pleine expression des identités régionales, la loi prévoit à l'article 11 détermination des modalités d'organisation différenciée des pouvoirs régionaux et locaux. Dans cet esprit, un statut particulier est prévu pour la Corse. Le gouvernement examinera avec les assemblées régionales des compétences les mesures législatives spécifiques de décentralisation à prendre pour chacune des régions à langue et à culture minoritaires, de manière à renforcer l'unité nationale par la reconnaissance des différences authentiques. Des statuts spéciaux peuvent être prévus pour les collectivités d'outre-mer qui en feront la demande. »

La proposition de statut spécial pour la Corse montre bien qu'il ne s'agit pas d'un statut imposé d'en haut, mais d'un document élaboré dans le dialogue et dans l'esprit d'autogestion. Le statut résultera d'une libre consultation.

Si le peuple catalan du Roussillon souhaite un statut spécial qui lui permette d'assumer la maîtrise de son propre développement culturel et économique, il pourra s'entendre par le suffrage universel à la majorité des deux tiers et aussi par l'intermédiaire de ses communes, comme l'ont fait en leur temps les Catalans du Sud dans le cadre hispanique. La philosophie socialiste est celle d'un nouvel équilibre des pouvoirs et de la réalisation de l'unité dans la diversité.

ENVIRONNEMENT

Les inquiétudes de la commission du Vieux-Paris

- Les murs des quais sont restaurés sans goût et à grands frais.
- Une quinzaine de maisons anciennes vont être démolies rue Saint-Martin.

Dans sa séance du mardi 28 février, la commission du Vieux Paris, présidée par le professeur Pierre Lépine, conseiller de Paris, a entendu un rapport de M. Fleury, vice-président, sur l'aménagement des berges de la Seine et des quais.

La Seine et ses rives forment un paysage rare dont on ne trouve l'équivalent dans aucune ville du monde.

Pendant longtemps les murs des quais, hauts et bas, ont été traités de la même façon. De fortes assises de calcaire grossier constituaient la muraille couronnée par un parapet massif reposant sur un bandeau carré. Il n'est resté, hélas ! plus de même et si le Second Empire, tout en employant des matériaux beaucoup moins nobles, a su restaurer l'allure générale des berges de la Seine, notre époque a été beaucoup moins bien inspirée. A preuve la façon dont ont été « traités » les trottoirs de la place de la Concorde ou la culée et les abords du pont de l'Alma. On a travaillé dans un esprit uniquement décoratif à l'aide de plaques, couronnés par le matériau comptant seul et non sa signification fonctionnelle et théorique. Il était pourtant facile de mieux faire, de façon moins coûteuse d'aménagement des abords du pont de l'Alma a dû représenter une jolie somme.

Les culées du pont Saint-Louis ont été beaucoup mieux aménagées : la décoration y est tout à fait satisfaisante. Ce dernier exemple devrait être suivi. Aussi la commission du Vieux Paris a-t-elle émis trois vœux : 1) qu'une étude plus poussée précède l'aménagement des assises des parapets ; 2) que les placages de pierre soient appliqués avec plus de discrétion ; 3) que les trottoirs nouveaux soient décentement parés.

Ces questions devraient être abordées lorsque sera étudié le schéma directeur de la Seine dans Paris, actuellement en préparation (Le Monde du 28 février).

● Haute-Savoie : non à la certifier. Une centaine de membres de l'Association pour l'environnement de Thorens-Gillères (Haute-Savoie) ont occupé lundi 27 février, une carrière située sur leur commune et qui doit alimenter le chantier de l'autoroute A41. Les habitants redoutent les nuisances causées par cette exploitation et proposent à la société des autoroutes alpines (A.S.A.) d'aller chercher ses matériaux dans une ancienne carrière à Annecy-le-Vieux.

La commission a ensuite abordé le dossier de l'aménagement de la rue Saint-Martin, une des plus anciennes voies parisiennes. D'après la liste des demandes d'autorisation de démolir publiée au Bulletin municipal officiel du 11 février, une quinzaine de maisons du dix-septième et du dix-huitième siècles, parmi lesquelles la maison natale de Gérard de Nerval, devraient disparaître. Cela malgré les assurances qu'on avait données de maintenir les choses en l'état et pour faire place aux constructions nouvelles du quartier de l'Horloge, qui avoisinera le Centre Pompidou. Les maisons de la rue Saint-Martin subiront le même sort que celles de la rue Rambuteau, toutes de style Louis-Philippe, qui ont aujourd'hui disparu avec leurs ferronneries, leurs décors et leurs ornements.

La commission a été à demi rassurée en apprenant que neuf façades de maisons de la rue Saint-Martin seraient sauvées. Ainsi une majestueuse porte ornée d'une admirable tête de lion inscrite à l'inventaire, une des plus belles du quartier environnant, située, 3, rue des Juges-Consuls, qui figurait sur l'affiche de l'exposition de 1967 consacrée aux Halles, vient d'être parée de défenses pour recevoir une série de boîtes à lettres. Salué par M. Fleury de cet acte de vandalisme, la commission a émis une vigoureuse protestation, qui sera transmise à la direction des monuments historiques du ministère des affaires culturelles.

ANDRÉE JACOB.

L'Ecureuil ouvre le Grand Dialogue des jeunes et de leurs aînés.



Du 1^{er} au 31 mars, les Caisses d'Epargne, celles où est l'Ecureuil, lancent une grande enquête-concours ouverte aux jeunes de 16 à 20 ans et aux plus de 60 ans

L'enquête-concours ? Elle est simple et originale. Face à face, les jeunes et leurs aînés dialoguent et expriment leurs idées sur la Famille. La Société. Les Loisirs. Notre Temps.

Comment y participer ? En demandant un questionnaire auprès de votre Caisse d'Epargne "Ecureuil". En le remplissant minutieusement. En le renvoyant avant le 31 mars.

Que gagne-t-on ? 1000 prix pour les jeunes, autant pour leurs aînés : 2 voyages en Extrême-Orient pour 2 personnes, 12 Bons d'Epargne de 5000 francs, 40 voyages d'une semaine pour deux au Maroc, 1946 Bons d'Epargne à 100 francs...

Caisse d'Epargne
CELLE OÙ EST L'ECUREUIL

VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
CHAMP DE GAZ OFF-SHORE DE MISKAR (TUNISIE)
CONSTRUCTION ET POSE DE LA CONDUITE SOUS-MARINE
Le Groupe étude Miskar agissent pour le compte de la future entité responsable de la réalisation du projet de développement du gisement de gaz de Miskar, dans le Golfe de Gabès, lance un appel d'offres en vue de passer commande pour
LA CONSTRUCTION ET LA POSE D'UNE CONDUITE SOUS-MARINE DESTINÉE A TRANSPORTER LE GAZ DEPUIS LE GISEMENT JUSQU'À LA COTE TUNISIENNE
Les Sociétés de Construction et pose intéressées par cet appel d'offres sont invitées à retirer le dossier correspondant à partir du lundi 6 mars 1978 à l'adresse suivante : GROUPE ÉTUDE MISKAR, 11, av. Khereddine-Pacha, TUNIS.
Télex 12 128 TN
et ce moyennant le paiement d'une somme de trois cents (300) dinars tunisiens par dossier ou de sa contre-valeur en devises étrangères.
Les dossiers ne seront pas envoyés.
Les propositions relatives à cet appel d'offres devront parvenir au plus tard le lundi 22 mai 1978 à 17 heures.

J.C. Lattès
PUBLIE



"L'HERITIER DE DUMAS"
Noëlle Lorient. L'Express.



DARAKAN Claude Klotz

"Un opéra policier... Somptueux."
Alain Buhler. Le Journal du Dimanche.

"Il court dans ce livre un air d'opéra moderne avec balles dum-dum et parabellum..."
Bernard Alliot. Le Monde.

"Darakan s'apparente à ces personnages bondissants d'une littérature pleine de fracas venue du feuilleton."
Jean-Claude Lamy. France-Soir.

"Darakan, c'est un peu Pardaillan qui aurait tu Malraux."
G. Bresson. Libération.

ÉTRANGER

Vers l'annulation d'une partie de la dette des pays les plus pauvres

La conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) se tiendra, au niveau ministériel, à partir du lundi 6 mars à Genève. Thème principal des discussions : les dettes du tiers-monde. M. Ola Ullsten, ministre suédois de l'aide aux pays en voie de développement, donne

ci-dessous son point de vue à ce sujet. Le gouvernement de Stockholm a demandé, on le sait, au Parlement d'accepter l'annulation des dettes d'aide publique pour les nations les plus pauvres de la planète. D'autres pays occidentaux pourraient suivre cet exemple. (Le Monde du 1^{er} mars.)

Où l'intérêt de l'Occident rejoint la solidarité avec le tiers-monde

par OLA ULLSTEN

La quadruplement du prix du pétrole au début des années 70 et la forte inflation qui l'a suivie ont largement contribué à déséquilibrer l'économie mondiale. Parmi les pays de l'O.C.C.E., certains ont misé sur la création d'emplois et accepté de voir s'accroître le déficit de la balance des échanges. D'autres ont choisi de lutter contre l'inflation et laissé les files de chômeurs s'allonger.

Les pays en voie de développement, quant à eux, n'évalent pas la même tactique de choisir leur propre voie. Ils demandent tous des subsides aux pays industrialisés pour qu'ils les aident à payer leur part des résultats de leurs démarches furent maigres. Les plus pauvres parmi les pays pauvres voient leur croissance économique diminuer et leur misère s'accroître.

Les pays un peu moins pauvres ont dû se résoudre à augmenter leurs emprunts à l'étranger. Les institutions de crédit occidentales crœulaient tous les pérodollars de l'OPEP, alors que le demande des pays industrialisés en capitaux d'investissements était inhabituellement faible. Mais ces emprunts, avec leurs taux

d'intérêt élevés et leur faible durée d'amortissement, leur ont coûté très cher.

En fait, un grand nombre de pays en voie de développement tirent aujourd'hui un gigantesque fardeau de dettes, dont beaucoup d'observateurs pensent qu'il pourrait avoir de graves répercussions sur le système monétaire international.

Au cours des quatre dernières années, la dette contractée par les pays en voie de développement les moins pauvres ne possèdent pas de pétrole a plus que doublé et s'élève maintenant globalement à 140 milliards de dollars. Les intérêts et les amortissements que ces pays devaient payer en 1978 se montent au double du montant de l'aide totale des pays industrialisés. Un grand nombre d'entre eux devront prélever plus d'un quart des revenus provenant de l'exportation pour s'acquitter de leurs annuités.

Pour les pays en voie de développement les plus pauvres, la situation n'est pas meilleure. Leur dette n'est pas aussi élevée en monnaie courante, puisque les pays industrialisés ne les ont pas jugés suffisamment solvables pour augmenter les crédits à leur profit, mais leur économie est faible. Ainsi, leur capacité à rembourser des sommes même assez modestes a fortement diminué, à cause de la détérioration de leur économie.

Dans ces pays les plus pauvres, la croissance a été de 0,5 % au cours des quatre dernières années, alors qu'elle a été de 3 1/2 % dans les pays en voie de développement les moins pauvres. La pauvreté ne laisse pas de place à l'épargne. En même temps, les prix des produits qu'ils sont obligés d'importer pour survivre augmentent, les perspectives d'exportation sont sombres et l'aide extérieure stagne. Pour beaucoup de pays en voie de développement, il n'y a en réalité qu'une seule issue au problème de la dette extérieure, c'est de contracter des emprunts à court terme pour payer les échéances d'autres emprunts, ce qui ne fait qu'aggraver leurs problèmes. Ces contraintes contribuent également à créer une dépendance à l'égard des pays bailleurs de fonds avec des risques évidents de répercussions politiques à l'intérieur de chaque pays.

Il ne serait pas étonnant si la conclusion de ces facteurs ne conduisait un jour ou l'autre certains pays en voie de développement à tout simplement cesser unilatéralement leurs remboursements. Pour le moment, ils ne peuvent continuer à vivre sur de nouveaux crédits. La menace contre le système monétaire n'est pas aiguë. Mais que se passera-t-il le jour où le demande des pays industrialisés en capitaux d'investissement repartira de plus belle et où l'offre diminuera ? Les pays en voie de développement auront alors probablement beaucoup de mal à convertir leur dette à des conditions raisonnables.

Accepter la faillite ?

Et pourtant, le monde ne peut se permettre de laisser même les pays les plus pauvres aller à la faillite. Il faut faire quelque chose. Un peu partout, on devient conscient de cette nécessité, dans les banques centrales, les ministères des finances des grandes capitales, on a découvert que l'interdépendance entre tous les pays en voie de développement, l'alternative aux emprunts politiquement et économiquement coûteux était une diminution dramatique de la croissance. Ce qui aurait impliqué des privations pénibles pour des millions de personnes vivant dans des conditions misérables. L'endettement a donc jusqu'à présent été bénéfique pour une partie des pays du tiers-monde.

Mais il l'a également été pour les économies des pays industrialisés frappés par la stagnation. Ainsi, les pays en voie de développement ont quasiment comencé leurs emprunts aux banques occidentales à l'achat de marchandises dans les pays industrialisés. Des calculs ont montré que les commandes en provenance du tiers-monde ont créé, ne serait-ce que dans les pays de la Communauté européenne, 3 millions d'emplois, ou, si l'on veut, diminué de 3 millions le nombre des chômeurs.

Nous devons, d'une façon ou d'une autre, limiter les tensions causées par le poids de la dette des pays en voie de développement sur le système monétaire international. Si nous échouons, les répercussions sur

la situation des pays industrialisés pourraient être graves.

On comprend donc qu'il devienne urgent de mettre au point des lignes directrices communes pour les emprunts des pays en voie de développement. Des propositions concrètes en ce sens ont été présentées aussi bien par les tiers-monde que par les pays industrialisés. Ces propositions doivent maintenant être l'objet de négociations sérieuses.

Une solution consisterait à soutenir les dons aussi bien pour des raisons de solidarité que d'économie mondiale. Comme l'a dit Claude Chaysson, commissaire de la Communauté européenne chargé des relations avec le tiers-monde, un transfert massif de ressources peut paradoxalement être particulièrement justifié en période de faible utilisation de la capacité de production dans les industries des pays riches. Au lieu d'accroître des subventions pour la production de produits et de prendre d'autres mesures destinées à inciter les entreprises à ne pas licencier de personnel, les gouvernements pourraient augmenter leur aide financière aux pays en voie de développement. Cette aide pourrait être transformée en commandes d'exportation et serait un investissement rentable.

La solution suédoise

Une solution plus controversée pour venir à bout du problème de la dette des pays les plus pauvres est celle qui a été choisie par le gouvernement suédois. Nous avons mainte-nant demandé au Parlement d'approuver l'annulation de la totalité des dettes contractées au titre de l'aide publique au développement par les pays qui, selon la définition de l'OPEP, font partie des moins avancés ou des plus gravement touchés par la crise. Toute nouvelle assistance à ces pays se fera désormais sous forme exclusive de dons.

Si tous les pays industrialisés prenaient la même décision, la charge annuelle sur leurs économies croîtrait de 0,015 de l'ensemble des revenus P.N.B. Pour les pays en développement les plus pauvres, ce trait de plume sur leurs dettes peut être comparé à une augmentation de l'aide proche de 10 %.

L'annulation en une seule fois renforcerait donc l'économie des pays les plus pauvres. C'est pourtant l'objectif selon laquelle la remise des dettes améliorerait la solvabilité des pays concernés et trait à l'efficacité de son but ne semble pas être un compromis. En réalité, une diminution de la dette extérieure améliore évidemment la balance des paiements et la solvabilité.

Enfin, il ne s'agit pas de supprimer complètement la dette des pays en voie de développement, mais de la diminuer. La politique suédoise a été mise en œuvre à l'égard des pays les plus pauvres. En somme, on peut dire qu'une annulation de dettes ainsi conçue est une sorte d'aide rétroactive.

L'intérêt à long terme des pays industrialisés eux-mêmes est aussi bien qu'une solidarité évidente avec les pays du tiers-monde, nous situons sérieusement et sans plus tarder aux problèmes des dettes des pays en voie de développement.

ÇA Y EST! UNE RENAULT 5 AUTOMATIQUE

JE SUIS LA PREMIÈRE "PETITE AUTOMATIQUE" QUI AIME FONCER, AVEC UNE BOÎTE DE VITESSES À CERVEAU ÉLECTRONIQUE.

SI ÇA VOUS CHANTE, VENEZ FAIRE UN TOUR AVEC MOI. VOUS SEREZ REÇU COMME UN PRINCE. CONFORT ET PETITS DÉTAILS, C'EST MON TRUC. EN VILLE ON SE FAUFLÈRA DANS DES TROUS DE SOURIS, ET ON PARTIRA EN WEEK-END CAR JE SAIS ME SERRER LA CEINTURE*



Renault préconise elf

**Renault 5
automatic
1300**

* 7 L aux 120 à 90 km/h à vitesse stabilisée;
8,3 L aux 100 à 120 km/h à vitesse stabilisée;
8,8 L aux 100 aux essais hyperurbain.
28 400 F, prix clés en main au 12/78

VENEZ FAIRE UN TOUR AVEC MOI. ENVOYEZ MOI VOTRE ADRESSE POUR UN RENDEZ-VOUS.

NOM
ADRESSE
ENVOYEZ CE BONA

DCZ - Renault
330, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH
DIVISION COMMERCIALISATION
DÉPARTEMENT RÉALISATION INFRASTRUCTURE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 6/78

L'Entreprise Nationale SONATRACH lance un avis d'Appel d'Offres pour la fourniture des équipements destinés à la réalisation de 300 stations-service comprenant :

- 1^{er} lot : Matériels et Equipements de :
— Salles de lavage-graisages.
— Equipement pour le parallélisme.
— Equipement pour l'équilibrage des roues.
— Equipement pour le contrôle des phares.
— Installation de lavage automatique.
— Equipements annexes.
- 2^e lot : Tubes sans soudure.
- 3^e lot : Raccorderie.
- 4^e lot : Matériel électrique.
- 5^e lot : Matériel de sécurité.
- 6^e lot : Mobilier métallique.

Les Sociétés spécialisées peuvent retirer les cahiers des charges pour répondre à cet Appel d'Offres pour l'ensemble ou une partie des lots, à partir de la parution de la présente annonce, contre remise de la somme de 200 DA auprès de :

SONATRACH - DIVISION COMMERCIALISATION
DÉPARTEMENT RÉALISATION INFRASTRUCTURE
Route des Dunes - BOIS ALCIPI - CHERAGA (ALGER)
Tél. : 81-12-03 à 08.
Télex : 52.808 - 52.292 - 52.293 - 52.969 - 52.779

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires requises et adressées sous double enveloppe cachetée, sous pli recommandé, portant de façon apparente les mentions suivantes :

« A ne pas ouvrir - soumission - A.O.I. n° 6/78 »
devront parvenir à l'adresse précitée de l'Entreprise Nationale SONATRACH, avant le 15 avril 1978, délai de rigueur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 120 jours.

Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

PLACEMENT

DIAMANT

SUISSE

Une opération plus sûre

Distributeur exclusif en France

20000 F

AGRICULTURE

Le monde des fruits et légumes

PROFEL estime que la hausse des prix est un phénomène européen

Les producteurs européens de fruits et légumes ont subi une hausse des prix de 10 à 15 % au cours des deux dernières années. Cette hausse est due à une diminution de la production et à une augmentation de la demande. Les producteurs ont demandé une aide financière de la part des gouvernements nationaux et européens.

Le Profel, l'association européenne des producteurs de fruits et légumes, estime que la hausse des prix est un phénomène européen. Elle a été observée dans tous les pays de la Communauté économique européenne.

Les producteurs ont demandé une aide financière de la part des gouvernements nationaux et européens. Ils ont également demandé une réduction des droits de douane à l'importation de produits étrangers.

Quatre projets de financement pour une aide de 4,5 millions de francs

Le gouvernement français a annoncé quatre projets de financement pour une aide de 4,5 millions de francs. Ces projets sont destinés à aider les producteurs de fruits et légumes européens.

Les quatre projets sont :

1. Une aide de 1,5 million de francs pour la recherche et le développement.
2. Une aide de 1,5 million de francs pour la promotion et la commercialisation.
3. Une aide de 1,5 million de francs pour la formation et le perfectionnement des producteurs.
4. Une aide de 1,5 million de francs pour la mise en œuvre de projets de développement.

Deux quotidiens de l'Est ont lancé le papier journal croisé

Deux quotidiens de l'Est, le "Journal de l'Est" et le "Journal de l'Est-Croisé", ont lancé un nouveau papier journal croisé. Ce journal est destiné à fournir des informations et des nouvelles aux habitants de la région de l'Est.

Le "Journal de l'Est" est un quotidien qui couvre la région de l'Est. Le "Journal de l'Est-Croisé" est un quotidien qui couvre la région de l'Est-Croisé.

Le marché interbancaire des obligations

Le marché interbancaire des obligations a connu une hausse des prix au cours des deux dernières années. Cette hausse est due à une diminution de l'offre et à une augmentation de la demande.

Les investisseurs ont demandé une aide financière de la part des gouvernements nationaux et européens. Ils ont également demandé une réduction des droits de douane à l'importation de produits étrangers.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Monnaie	Taux
DM	1,48
FF	16,63
Gr	200,48
IT	20,36
£	163,63
Y	166,63
DK	136,48
S	133,48
N	136,48
F	136,48
Ir	136,48
Sp	166,63
Gr	200,48
IT	20,36
£	163,63
Y	166,63
DK	136,48
S	133,48
N	136,48
F	136,48
Ir	136,48
Sp	166,63

مركز ليمان

AUTOMOBILE

Les constructeurs européens souhaitent développer des recherches en commun avec l'aide de Bruxelles

Bruxelles. — Le 14 février, le Comité des constructeurs du marché commun (C.C.M.C.), qui regroupe les représentants des firmes automobiles européennes, a été reçu par M. Etienne Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles. Dans cette occasion, les constructeurs ont remis à la Commission un document de travail où ils exposent leurs préoccupations quant à l'évolution du commerce international (le Monde du 17 février). Trois grands thèmes sont abordés dans ce document.

● **Se protéger efficacement contre une concurrence anormale.** — Les industriels, après avoir rap- pelé leur attachement au libre-échange, notent qu'une compétition inconditionnelle entre des producteurs opérant dans des contextes de production ou des systèmes sociaux économiques différents pourrait compromettre le maintien équilibré de la sécurité automobile dans la Communauté ou dans certains Etats membres. Pour faire face aux troubles de marché résultant d'une concurrence excessive, les constructeurs estiment nécessaire que la Communauté ait à sa disposition une clause de sauvegarde pouvant être appliquée sélectivement et non plus erga omnes, comme l'exige la clause de sauvegarde inscrite dans l'article 19 du GATT.

Cette clause sélective, qui conviendrait d'inscrire tant dans le GATT que dans les traités commerciaux conclus avec les pays de l'Est, devrait pouvoir être appliquée dès le moment où un déséquilibre menace, et pas seulement quand une crise s'est déjà manifestée. Les constructeurs souhaitent d'ailleurs d'un commun accord avec la Commission la nature des dommages qui permet- traient d'invoquer la clause de sauvegarde, autrement dit ses modalités d'utilisation.

● **Réduire les obstacles aux exportations des industriels européens.** — Le C.C.M.C. semble se résigner à la politique de contrôle total du commerce extérieur et aux limitations des importations pratiquées par les pays en voie d'industrialisation. Des observa- tions sont cependant faites. Dans les accords de coopération et d'aide financière conclus par le C.C.E. avec certains de ces pays, il serait souhaitable que les inté- rêts d'exportateurs de l'industrie européenne soient pris en consi- dération de façon plus systéma- tique.

Outre les pays de l'Est, les pays industriels comme l'Australie appliquent des politiques qui ne permettent pas aux construc- teurs européens d'opérer dans des conditions acceptables. Mais les constructeurs concentrent leur

De notre correspondant

attention sur les « limitations indé- rrogables » aux exportations euro- péennes qui sont le fait des Etats- Unis et du Japon. Parmi celles- ci, certaines réglementations impor- tant aux fabricants de voitures des obligations différentes de celles qui existent en Europe, peuvent être considérées comme des obstacles non tarifaires aux échanges et doivent être abor- dées à l'occasion des négociations de Genève. A cet égard, le C.C.M.C. semble prêt à accepter les nouvelles dispositions sur la sécurité et sur la pollution. En revanche, ils considèrent comme « des motifs acceptables » les régle- mentations visant à économiser l'énergie. Elles ont été conçues de telle manière que les construc- teurs européens risquent d'être obligés de renoncer à exporter certains de leurs modèles.

● **Le renforcement de la com- pétitivité.** — Les efforts visant à mieux unifier le marché de la

C.E.E. doivent être poursuivis : élimination des entraves tech- niques aux échanges, mais aussi harmonisation de la taxation s'appliquant de manière spéci- fique aux automobiles. Le C.C.M.C. souligne l'importance qu'aurait l'octroi d'une aide fi- nancière de la Communauté aux recherches entreprises par l'indus- trie sur des sujets d'intérêt commun. Il fait valoir que cer- tains pays tiers bénéficient dans certains domaines d'une aide considérable de leur gouverne- ment. Il serait également utile d'aider les industries européennes des équipements pour automobiles à combler leurs insuffisances. Enfin, le document insiste sur la nécessité d'éviter les législations risquant de nuire au développe- ment de la profession : il serait mal venu d'imposer des régle- mentations irréalistes en matière d'économie de carburant qui igno- reraient le fait que les voitures européennes ont déjà atteint les objectifs fixés par les Etats-Unis. Ph. L.

Querelle de chiffres

Qui a été, en 1977, le premier constructeur français de véhi- cules automobiles ? La question est simple, la réponse l'est moins. Témoins, la petite guerre de communiqués et de statisti- ques qui oppose depuis deux mois la régie Renault et le groupe Peugeot-Citroën, chacun briguant le titre de « premier français ». Au vu des chiffres publiés par la chambre syndi- cale, le groupe privé dépasse le Régie d'une courte tête (63 800 véhicules produits en plus, soit 5,5 %). Pourtant, Renault vient d'annoncer que, avec une pro- duction mondiale de 1,737 mil- lion de véhicules, elle compte 43,4 % de la production de véhicules français dans le monde et « dépasse ainsi l'ensemble Peugeot-Citroën (40,3 %) ». De fait, ces chiffres, contrairement à ceux de la chambre syndi- cale, comprennent les voitures construites à l'étranger par les

filiales de Renault, auxquelles le Régie expédie, sous forme de pièces détachées, une part plus ou moins importante des véhi- cules, selon le taux d'intégration locale. L'augmentation de la production de Renault en Espagne (+ 11,7 %), en Argentine (+ 18,7 %), en Yougoslavie, en Turquie et en Roumanie étant beaucoup de la production réalisée en France (+ 1,7 %), la prise en compte des résultats des filiales étrangères donne à la régie un net avantage sur son concurrent. Peut-on, toutefois, compter ces véhicules dans la production française ? Le débat reste à trancher. Pour mettre tout le monde d'accord on peut conclure que si Renault reste le premier producteur français dans le monde, Peugeot est désormais le premier constructeur « en France ». Ph. L.

AFFAIRES

BRUXELLES VEUT HARMONISER LES LEGISLATIONS REGISSANT LA PUBLICITE MENSONGERE

(De notre correspondant)

Communautés européennes (Bruxelles). — La commission européenne vient de soumettre aux gouvernements des pays membres un projet visant à assurer une protection plus effi- cace des consommateurs contre la publicité trompeuse et déloyale. Cette directive, qui vise notam- ment à harmoniser les diverses réglementations, ne modifierait pas la situation en France, où la législation est l'une des plus complètes et des plus précises de la Communauté.

La commission définit les cri- tères permettant de déterminer le caractère trompeur d'une pu- blicité : elle note, en particulier, l'accent sur l'omission d'informa- tions essentielles dans une annonce. Elle estime également que, moyennant certaines condi- tions, la publicité « comparative », c'est-à-dire celle qui compare des produits concurrents, peut être autorisée.

La proposition prévoit en fa- veur des personnes ou associations s'estimant lésées par la publicité, des moyens de recours rapides, efficaces et peu coûteux. Parmi les mesures prévues figure le droit pour les tribunaux d'ordonner la cessation immédiate de la publi- cité incriminée et la publication d'annonces rectificatives. La com- mission propose enfin de renver- ser la charge de la preuve lorsqu'un annonceur fait une affirmation : ce ne serait pas au plaignant mais à l'annonceur de prouver ce qu'il a affirmé. Un tel renversement de la charge de la preuve existe déjà dans la légis- lation française. — Ph. L.

● **United Brands Company condamnée.** — La Cour euro- péenne de justice de Luxembourg vient de condamner la société américaine United Brands Com- pany, premier groupe mondial dans le commerce de bananes, à une amende de 850 000 unités de compte (1 U.C. = 1,25 dollar) pour abus de position dominante sur le marché.

United Brands, a estimé la Cour, a notamment interdit à ses distributeurs de revendre les ba- nanes vertes, ce qui revient à une interdiction de vente, et a refusé de livrer pendant deux ans les bananes Chiquita à un de ses principaux clients danois. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIETA FINANZIARIA SIDERURGICA FINSIDER

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE LIT 195 MILLIARDS A LIT 585 MILLIARDS

La société informe ses actionnaires, conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 3 octobre 1977, le capital social sera augmenté de LIT 390 milliards par le porteur de LIT 195 milliards à LIT 585 milliards par l'émission de 700 millions d'actions nouvelles de LIT 800 chacune, à souscrire en numéraire à raison de deux actions nouvelles pour une action ancienne.

PRIX D'ÉMISSION : LIT 800.

Les actions devront être libérées des 8/10 lors de la souscription, soit LIT 400 par action. Le solde, soit LIT 100, sera appelé ultérieurement à une date qui sera fixée par le conseil d'administration.

JOUISSANCE : 1^{er} mai 1977.

DELAÏ DE SOUSCRIPTION : du 26 février au 24 mars 1978 inclus en Italie. DROIT DE SOUSCRIPTION : coupon n° 7 des actions anciennes.

Il est d'ores et déjà admis qu'en raison de l'écart entre le cours de Bourse de l'action et le prix d'émission, l'istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.) souscritra les actions correspondant aux droits non exercés.

Les droits coupon n° 7 non exercés permettront aux actionnaires, postérieurement au 24 mars 1978 et jusqu'au 24 mars 1983, d'obtenir de l'I.R.I. la rétrocession des actions auxquelles ils auraient pu souscrire au prix fixé par l'I.R.I. (LIT 800 ou LIT 500 selon l'époque), augmenté d'un intérêt prouté temporairement au taux officiel de l'acompte majoré de deux points et, la cas échéant, diminué des dividendes annuels par l'I.R.I. Passé le 24 mars 1983, les actions non réclamées resteront la propriété de l'I.R.I., et le droit coupon n° 7 deviendra sans valeur.



SYNTHELABO

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé en 1977 par le groupe Syn- thelabo s'élève à 207 MF, en pro- gramme de 10 % sur le chiffre d'affaires de l'année précédente.

Les ventes de spécialités phar- maceutiques réalisées en France ont augmenté de 4,5 %, ayant subi notamment l'incidence des hausses autorisatives imposées en 1976. À l'étranger, l'ensemble des ventes de la Division internationale a pro- cessé de 18 %. Pour les autres ac- tivités principales, les progrès ont été respectivement d'en- viron 23 % pour la Division maté- riel hospitalier et 31 % pour la Divi- sion chimie.

En 1977, Synthelabo a porté son budget de recherche à 62 MF, soit

une augmentation de 30 % sur celui de 1976. Ces frais de recherche, qui avaient déjà augmenté de 37 % en 1976, constituent un véritable investis- sement indispensable au dévelop- pement du groupe.

Sous réserve des vérifications en cours de la part des commissaires aux comptes, le résultat net consoli- dé du groupe devrait être voisin de celui figurant au bilan 1978 pour 27 MF.

Fin 1977, les trois ministères de tutelle représentés au sein du comité de coordination interminis- tériel, ont examiné favorablement le plan de développement du groupe Synthelabo. Ce plan définit l'effort de développement de la recherche et de l'activité internationale pour les cinq prochaines années.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE OFFICE NATIONAL DE CONSTRUCTION NAVALE O. N. C. N.

AVIS DE PRÉQUALIFICATION EN VUE D'UN APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Pour la réalisation du Chantier de Constructions navales de Mers-El-Kébir (ORAN)

Un appel d'offres restreint sera lancé prochainement pour la réalisation globale du Chantier de Constructions Navales de Mers-El-Kébir. Le projet comprend :

- 1) L'établissement des plans de construction ;
- 2) Les travaux de génie civil maritime et terrestre ;
- 3) La fourniture et le montage de tous les équipements.

Les entreprises ou groupements susceptibles de réaliser la totalité des prestations du projet seront seuls qualifiés pour retirer le dossier d'appel d'offres.

A cet effet, le dossier de candidature devra parvenir avant le 30 avril 1978 à l'O.N.C.N., 1, rue d'Alger, Mers-El-Kébir, B.P. 4, ORAN (Algérie).

Les entreprises ou groupements intéressés devront fournir toutes références techniques et financières.

Un mémoire explicatif du projet peut être retiré auprès de l'O.N.C.N., 1, rue d'Alger, Mers-El-Kébir, B.P. 4, ORAN (Algérie).

VIENT DE PARAÎTRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

JEAN TOUR l'expert qui vous recevra personnellement
BRILLANT 1 carat
Blanc Extra. Pur 10^x certifié
23-78 - 56.000 F I.T.C.
JEAN TOUR depuis 100 ans
12 av. Victor-Hugo 92015 553 88 71

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA CELLULOSE (SONIC)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La SONIC lance un avis d'appel d'offres international en vue de la réalisation d'une unité de fabrication de papier carbone noble et de papier carbone une fois.

Les cahiers des charges pourront être retirés contre la somme de deux cents dinars (200 DA) à l'adresse suivante :

SONIC, 64, rampe Ali Haddad (ex-ZAATCHA), EL-MOURADIA ALGER - Tél. 66-38-00 - 01 et 04 - Télex 52.933.

Les offres doivent être adressées à M. le Directeur Général de la SONIC à l'adresse indiquée ci-dessus obligatoirement sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure devra porter la mention « SOUMISSION - A NE PAS OUVRIR - Projet Complexe de Trans- formation de produits papeteriers et cellulostiques ».

Les offres devront parvenir au plus tard le 30 mai 1978, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt jours.

LE JAPON S'APPRÊTE A LIMITER LES EXPORTATIONS DE VOITURES VERS LA GRANDE-BRETAGNE

Le Japon annoncera prochainement un accord de limitation de ses exportations d'automobiles vers la Grande-Bretagne, a indiqué le 28 février le ministre britannique du commerce. De son côté, le ministre japonais du commerce international et de l'industrie a précisé qu'il avait l'intention de recourir à un système de directives administratives au cas où les exportations d'automobiles nippones vers la Grande-Bretagne augmenteraient trop rapidement. Chaque constructeur nippon sera tenu de soumettre au ministère un rapport mensuel sur ces exporta- tions, indique-t-on au ministère.

Le but du gouvernement serait de limiter les exportations de voi- tures nippones vers la Grande- Bretagne à un niveau équivalent à celui de 1977 (les firmes japo- naises détenaient 11 % du mar- ché britannique).

vient de paraître

L'ENTREPRISE: du bilan financier au bilan social Les Cahiers Français n° 183, 64 pages, 10 notices. Je numéros 12,50 F abonnement (5 numéros) : 42,50 F

L'ENTREPRISE: Structures et pouvoirs Les Cahiers Français n° 180

Librairie et LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, rue Valtaire 75340 Paris Cedex 03 185, rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 07

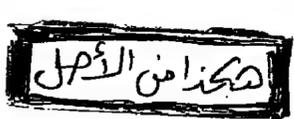
Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

(Horaires valables jusqu'au 1^{er} avril)

New York sans escale. Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h 00 - Arrivée: 13 h 55
Boston sans escale. Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 13 h 45 - Arrivée: 15 h 35
Chicago Le seul vol direct quotidien. Départ: 13 h 45 - Arrivée: 19 h 19
Washington sans escale. Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 40.
Los Angeles San Francisco 747. Vol direct quotidien via le Pôlé. Départ: 11 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 15 Arrivée San Francisco: 18 h 53

TWA No.1 sur l'Atlantique

TWA: la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.



LES MARCHÉS FINANCIERS

SOCIÉTÉS

URGICA

L SOCIAL 5 MILLIARDS

mément aux décès de 1977, le capital de LIT 185 milliards...

1979 inclus en 1978, au lieu de 1978 inclus en 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

de 20 % sur les bénéfices nets de 1977...

PARIS 28 FÉVRIER

Nouveau repli

Les cours se sont repliés pour la troisième séance consécutive...

Comme la veille, tous les compartiments ont payé leur tribut...

Au total, plus de quatre-vingts titres ont baissé de 1 % et plus...

La Bourse croit à la victoire de la majorité...

Sur celui de l'or, le litige est resté stable à 29 495 F...

Repli à peu près général des valeurs étrangères...

LONDRES

Déprimé par les dernières prévisions économiques...

Le volume des échanges s'est élevé à 70 millions de titres...

Outre la recrudescence du dollar sur les marchés des changes...

INDICES QUOTIDIENS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSA-CIENS

NEW-YORK

Au plus bas depuis trois ans

La chute des cours s'est poursuivie à un rythme rapide...

Le volume des échanges s'est élevé à 70 millions de titres...

INDICES QUOTIDIENS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSA-CIENS

VALEURS

Table of stock values with columns for Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours.

BOURSE DE PARIS - 28 FÉVRIER - COMPTANT

Table of Paris stock exchange values with columns for Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Valeurs, Cours précéd., Dernier cours.

MARCHÉ A TERME

Table of term market values with columns for Valeurs, Précéd. clôture, Premier cours, Dernier cours, Compt. précédent cours, Valeurs, Précéd. clôture, Premier cours, Dernier cours, Compt. précédent cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns for Valeurs, Précéd. clôture, Premier cours, Dernier cours, Compt. précédent cours.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market values with columns for Valeurs, Précéd. clôture, Premier cours, Dernier cours, Compt. précédent cours.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. MRES — JEUNESSE : « Hétéro : les dernières vagues de l'idolâtrie ? » par Robert Solé ; Témoignage : « Les premiers jours à la caserne. »
- 3. ETRANGER — ITALIE : des coopératives « sauvages » dans la province de Rome.
- 4-5. AFRIQUE — NIGERIA : « L'apprentissage de la puissance » (II) ; par Jean-François Langellier.
- 6. ASIE — PROCHER-Orient
- 7. AMERIQUES
- 8. POLITIQUE — LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : D'UNE REGION A L'AUTRE (XXII) — PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR : le modèle politique de Marseille vaut-il pour la France ? — LIBRES OPINIONS : « Démocratie et autogestion » ; par Jean-Louis Meynot. — TRIBUNE DU 12 MARS : « Le choix du oïr » ; par Eric Andros.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 18 à 22

CINEMA : Films de propagande à Bondy.

MUSIQUE : Le temps musical à Moscou.

EXPOSITIONS : Destinée de McLara ; Sculptures d'Edoardo Sotgiu ; Hommage à Calder à Beaubourg.

PHOTOGRAPHIE : Deux livres de Robert Rauschenberg ; Jean-Claude Labadie.

ANIMATION : Carnaval à Apt. Ventes à saison de prestige au Palais d'Orsay.

24-25. SOCIÉTÉ — Le sort de Martine Willoquet. — Limogeage à la chancellerie.

25. DÉFENSE SCIENCES MÉDECINE

26. EDUCATION

31 à 34. ÉCONOMIE - RÉGIONS

LIRE ÉGALEMENT

RAADIO-TELEVISION (23) Annonces classées (27 à 30) ; Aujourd'hui (30) ; Carnet (26) ; « Journal officiel » (29) ; Judo (30) ; Mots croisés (30) ; Bourse (31).

A Paris

INTERVENTION D'UN COMMANDO D'EXTRÊME DROITE AU CENTRE UNIVERSITAIRE JUSSIEU

Une quarantaine de personnes armées de machettes de poches et de barres de fer ont saisi, ce mercredi 1^{er} mars, à 9 heures, les locaux syndicaux du centre universitaire Jussieu (Paris-VI et Paris-VII). Aux cris de « Oo, occidant », les membres du commando, tous casqués et portant des casques à l'exception de leur chef qui était en visage découvert, ont fait voler en éclats les vitres des bâtiments préfectoraux de l'UNEF et de l'U.E.C. (Union des étudiants communistes), et ont mis le feu aux locaux. Les policiers ont pu rapidement intervenir et s'emparer de machettes de poche orrè l'incendie. Les militants d'extrême droite sont partis comme ils étaient venus par la grande porte et au petit pas de temps d'intervient.

Investissement immobilier

CECA 227.04.30

45, rue de Courcelles - 75008 Paris

VIENT DE PARAITRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE enjeu politique

En vente partout - 10 F

A B C D E F G

En Union soviétique

Le prix de l'essence est doublé

De notre correspondant

Moscou. — Le comité des prix du gouvernement soviétique a annoncé ce mercredi 1^{er} mars, ce qu'il appelle pudiquement un « ajustement » de certains prix, qui se traduit par quelques hausses spectaculaires. Ainsi le prix de l'essence double-t-il du jour au lendemain ; il passe de 10 à 20 kopecks le litre pour le degré d'octane le plus élevé (soit de 70 centimes à 140 franc au cours officiel). Ce prix peut encore paraître faible à des Occidentaux mais il convient de rappeler que le salaire moyen en U.R.S.S. ne dépasse guère 150 roubles par mois, et que, malgré leurs prix élevés et les longs délais de livraison, les automobiles ne sont plus un objet de luxe. Cette hausse de l'essence fait suite à une campagne de la presse soviétique en faveur des économies d'énergie.

D'autre part, le prix du café est multiplié par quatre environ par semaine : 20 roubles le kilo (140 francs). Il est vrai que depuis plusieurs mois les Soviétiques ne pouvaient plus trouver de café dans les magasins et que cette hausse permettra peut-être la réapparition de cette denrée. Il peut paraître paradoxal que le gouvernement augmente le prix inférieur du café au moment où son cours sur le marché mondial est en baisse. Le chocolat augmente également, mais plus modérément (+ 30 %).

Ancrés dans un port de Lituanie

SIX SOUS-MARINS SOVIÉTIQUES ÉQUIPÉS D'ARMES NUCLÉAIRES INQUIÈTENT LES SUÉDOIS

Le ministre des affaires étrangères de Suède, Mme Karin Söder, a fait part, mardi 28 février, dans une interview publiée par le quotidien de Stockholm Svenska Dagbladet de l'inquiétude suscitée dans le pays par la présence permanente de six sous-marins soviétiques équipés de missiles nucléaires dans le port lituanien de Liepaja, et qui patrouillent dans le sud-est de la mer Baltique.

Mme Söder a déclaré : « Nous sommes que l'Union soviétique a transféré à y a environ un an, six vieux sous-marins de type Golf dans la Baltique. Ces sous-marins à moteur Diesel, équipés de missiles nucléaires, patrouillent actuellement au large des côtes soviétiques. D'après leur rayon d'action, les missiles sont dirigés vers des cibles européennes. Nous constatons que, depuis un certain nombre d'années, des engins nucléaires de différents types stationnent de plus en plus près des régions nordiques. »

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères suédois a refusé, mardi, de dire si le ministre adjoint des affaires étrangères, M. Leifdahl, aborderait cette question lors de sa prochaine visite à Moscou.

A Helsinki, nous rapporte notre correspondant, le ministre des affaires étrangères a immédiatement réagi en indiquant que « des informations ont aussi parvenues en Finlande concernant la présence de sous-marins équipés d'armes nucléaires en mer Baltique. Comme il y avait déjà auparavant des armes nucléaires sur le sol de certains pays riverains, l'utilisation de tels sous-marins en mer Baltique ne signifie aucune modification essentielle de la situation stratégique dans le Nord », précise le communiqué, qui souligne la proposition finlandaise d'une zone nordique dénucléarisée est toujours valable, et garde son actualité. »

Le dollar tombe au-dessous de 2 deutschemarks à Francfort

La bourse de 1,9 % en janvier de l'indice global du Département américain du commerce, la plus forte depuis les années 1960, a entraîné l'annonce d'une importante hausse des prix en janvier, ce peut mercredi 1^{er} mars au matin sa coup très redoublé sur toutes les grandes places financières internationales. Ce repli s'est poursuivi, la devise américaine, très attaquée, a lourdement chuté contre toutes les monnaies.

Pour la première fois, le dollar a redoublé à Francfort le plancher de 2 DM pour cent 1,999 DM (contre 2,996 DM). Deux autres records de baisse ont été enregistrés, l'un à Amsterdam (214 florins contre 217 florins) et à Bruxelles (31,159 francs contre 31,975 francs).

À Paris, le dollar est retombé à 4,21 F contre 4,255 F pour revenir à Zurich à 1,856 F.S. après avoir atteint 1,758 F.S. (contre 1,850 F.S.), nouveau cours plancher, et ce malgré les récentes hausses enregistrées par les autorités helvétiques, apparemment insouciantes, pour stopper l'efflux de capitaux. Même à Milan, le Oevio américain a touché son plus haut niveau, à 319,99/99,10 lire contre 327 lire.

À Tokyo, enfin, le dollar s'est établi en clôture à 27,62 yens (contre 28,83 yens). La Banque du Japon a 0,8 milliards pour émettre une hausse plus importante encore en rachetant plus de 200 millions de dollars sur 450 millions de dollars de transactions globales.

Une grande confusion a régné sur tous les marchés, très nerveux dans l'ensemble, et les cambalios signalés en fin de matinée une nouvelle intervention de la Bundesbank à Francfort pour tenter d'empêcher la montée de deutschemark vis-à-vis du dollar.

Selon les comptes, le rebote du dollar aurait été accéléré par l'interview accordée à ce Stuttgart Nachrichten et par M. Otto Lamheller, ministre ouest-allemand de l'économie, dans laquelle ce dernier déclarait qu'à son avis il n'était pas exclu que le dollar descende jusqu'à 4,25 DM. Le ministre a cependant estimé qu'il ne servirait à rien de prendre des mesures de contrôle drastiques. Dans ce contexte, le franc français ne s'est pas trop mal comporté vis-à-vis de la monnaie allemande, restant près de 2,25 F.

Le Bureau de liaison des industries cinématographiques approuve partiellement le plan de M. d'Ornano

Le Bureau de liaison des industries cinématographiques (représentant les chefs d'entreprise du cinéma français) a tenu, le mardi 28 février, une conférence de presse pour faire le bilan de l'action entreprise à la mi-janvier, avec la diffusion d'une lettre ouverte à M. Giscard d'Estaing et d'un « ciné-trait » dans les salles de France du 13 janvier 1978. Au nom du B.L.I.C. M. Roger Sallard, président-délégué, a commenté les dispositions prises par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement (le Monde du 28 février), à la suite des pourparlers engagés entre les instances professionnelles et leur organisme de tutelle. Il s'est déclaré satisfait du plan de sauvegarde « cohérent » qui a été établi, et des mesures qui pourront être appliquées immédiatement. Mais il a regretté que l'abaissement à 6 % de la T.V.A. sur le spectacle cinématographique — allègement fiscal auquel le Par-

UNE FAUSSE AFFICHE SUR L'EMPLOI DES JEUNES

Une affiche au titre et au contenu étonnants a été placardée à des milliers d'exemplaires, mardi 28 février, dans les bureaux de la Direction de l'emploi et des métiers, notamment dans les bureaux de l'Union soviétique. Elle proposait de recruter des jeunes pour travailler dans les bureaux de l'Union soviétique. Elle proposait de recruter des jeunes pour travailler dans les bureaux de l'Union soviétique. Elle proposait de recruter des jeunes pour travailler dans les bureaux de l'Union soviétique.

En effet, cette affiche, qui proposait de recruter des jeunes pour travailler dans les bureaux de l'Union soviétique, a été placardée à des milliers d'exemplaires, mardi 28 février, dans les bureaux de la Direction de l'emploi et des métiers, notamment dans les bureaux de l'Union soviétique.

La liste des articles dont les prix baissent est beaucoup plus longue. Elle va des vêtements noirs et blancs (- 20 %) — mais il ne sont plus très demandés — aux articles en laine et fibre synthétique (- 15 %), vêtements en fibres synthétiques pour enfants (- 30 %), chemises en tissu synthétique (- 25 %), dentelles synthétiques (- 25 %), chaussures en matière plastique (de - 17 à 25 %) et vêtements synthétiques (- 18 %).

Il est impossible de savoir si ces ajustements se traduiront globalement par une augmentation ou une diminution du coût de la vie. Officiellement, l'indice des prix dont on ne sait d'ailleurs pas comment il est calculé, n'a augmenté pas en U.R.S.S. Mais, qui est vrai que les prix des produits de première nécessité n'augmentent aucune hausse dans les magasins d'État, il n'en existe pas moins une inflation rampante. Celle-ci se manifeste sur les marchés kolkhoziens (où les prix sont pratiquement libres), qui jouent un rôle important dans l'alimentation. On constate en effet des hausses de prix déguisées (par substitution d'articles par exemple).

Les mesures qui viennent d'être prises et qui font suite à diverses hausses décidées en avril 1977 montrent que le marché soviétique des biens de consommation et de services n'est pas exempt de tensions. Le premier rôle est périodiquement nécessaire. Leur ampleur s'explique par le « temps de réponse » de l'appareil administratif.

Enfin, si les prix des produits ou services de première nécessité (pain, viande, logement, etc.) restent stables, c'est parce qu'ils sont subventionnés par l'État. Les observateurs se demandent si l'Union soviétique pourra continuer longtemps encore à immobiliser une partie croissante de son budget par ces subventions, au détriment des investissements productifs.

DANIEL VERNET.

Suicide aux Boumottes. Transféré à la prison de Baugy

Transféré à la prison de Baugy, le 28 février dernier, à la suite d'une affaire de vol qualifié, M. René Vrain, 42 ans, 1^{er} qui avait été arrêté le 17 novembre 1977, s'est suicidé dans la cellule où il se trouvait seul depuis une semaine. Le prisonnier, âgé de 42 ans, est originaire de la commune de Chaussegny-lez-Verzy (Ardennes) et se faisait appeler M. René Vrain.

Le physicien soviétique, d'origine arménienne Aram Avakian membre correspondant de l'U.R.S.S., est décédé, à l'âge de soixante-neuf ans.

Dans les années 30, il avait découvert les neutrons libres par les paires électrons-positrons par les rayons cosmiques. Il a fondé en 1951 un Institut de physique nucléaire international renommé, à Yvrian, en Arménie soviétique.

LA SITUATION A MANURANCE

M. François Gadot-Clet est nommé P.-D.G.

Réuni le 1^{er} mars à Saint-Étienne, le conseil d'administration de Manufrance a élu P.-D.G. de l'entreprise stéphanoise M. François Gadot-Clet, un proche collaborateur de M. Edgar Faure. M. Fontvielle, qui avait succédé à M. Jacques Petit à la tête de la société avant de démissionner, a, ce même jour, démissionné du conseil d'administration. L'occasion de cette réunion, le conseil a également fait le point sur la constitution de la société nouvelle d'exploitation.

(De notre correspondant.)

Saint-Étienne. — A l'origine le capital de la nouvelle société d'exploitation devait être de 60 millions de francs, mais 40 millions auraient finalement suffi, a-t-on assuré. Mais on est loin du compte puisque 15 millions de francs seulement ont jusqu'ici été trouvés, comme l'a confirmé M. Sanguedole, maire communiste de Saint-Étienne, dans un communiqué publié le 28 février.

L'occasion de cette réunion, le conseil a également fait le point sur la constitution de la société nouvelle d'exploitation.

(De notre correspondant.)

M. Gadot-Clet, né le 15 octobre 1940 à Paris, a été de 1963 à 1970 chargé de presse et d'information au conseil de France à Chicago, puis conseiller pour la presse auprès de l'ambassade de France au Kenya de 1970 à 1972.

Il fait la connaissance de M. Edgar Faure au cours d'un voyage de affaires sociales dans le pays où il devient son chef de cabinet. Il est chargé des relations avec la presse lorsque le député du Doubs est nommé ministre d'État chargé des affaires sociales dans le gouvernement Messmer. Il conserve ces mêmes fonctions auprès de M. Edgar Faure lorsque celui-ci est élu, en mai 1977, président de l'Assemblée nationale. Depuis la fin de 1977, il est conseiller technique de la direction générale du groupe de presse Hérault. En avril 1978, il prend le titre de chargé de mission à la présidence de l'Assemblée nationale pour la presse, l'information et les relations internationales.

M. Gadot-Clet, qui est titulaire du diplôme de l'Institut de la presse, est accompagné de son épouse et de ses deux enfants à l'étranger. En 1977, il est élu conseiller municipal à hauteur de 10 millions de francs ; la MATMUT (Mutuelle d'assurance des travailleurs mutualistes) a fait une déclaration

M. Michel Durafour accuse le maire de Saint-Étienne de détournement de fonds

De notre correspondant

Saint-Étienne. — M. Michel Durafour (radical), ancien ministre, ancien maire de Saint-Étienne, conseiller général du canton de Saint-Étienne Nord-Est 1, qui avait déposé une plainte en diffamation — avec constitution de partie civile — contre le maire de Saint-Étienne, M. Joseph Sanguedole (le Monde du 11 juillet 1977), a annoncé, mardi 28 février, qu'il avait déposé une plainte en diffamation — avec constitution de partie civile — contre le maire de Saint-Étienne, pour avoir détourné des fonds publics.

L'ancien maire de Saint-Étienne, d'autre part, adressé au président du tribunal administratif de Lyon une requête tendant à déclarer nul et de droit la délibération du conseil municipal en date du 19 janvier 1978, adoptant le budget primitif de 1978, en ce qu'elle affecte des fonds destinés au bulletin municipal d'information Vivre à Saint-Étienne, distribués ces jours derniers dans les boîtes aux lettres de la ville. M. Durafour lui reproche notamment, par sa page de couverture qui fait état d'une « autre politique pour la France », d'être « l'organe de propagande de propagande politique ».

Au tribunal de Pontoise

DES TOXINES DANS LE JAMBON ?

Le tribunal civil de Pontoise (Val-d'Oise) a renvoyé, le 27 février, au-delà de Pâques le jugement sur ce qu'on avait appelé « l'affaire du jambon mortel de Montigny ». Le 18 juin 1974, Mlle Alice Lepoutre, Mme Etienne Lorrain et M. Johann Schwenninger dînent à la cafétéria du magasin Continental, à Montigny les Corneilles Seules, Mlle Lepoutre et Mme Lorrain consommant du jambon cru. Le lendemain, les deux femmes présentent les premiers symptômes d'une maladie extrêmement grave : le botulisme, dont Mme Lorrain mourra le 3 juillet 1974, tandis que Mlle Lepoutre, après quatre mois de coma et six mois de paralysie complète, ne retrouvera son emploi d'agent hospitalier à l'hôpital d'Amboins que le 1^{er} octobre 1974.

L'information ouverte après les faits aboutissant le 1^{er} octobre 1974, à un non-lieu prononcé par le juge d'instruction, M. Jean Cornuauk, Mlle Lepoutre décide alors de porter plainte et d'engager un procès civil devant le tribunal de grande instance de Pontoise. Le procureur adjoint, M. Maurice Colomb, a souligné qu'une contre-expertise établit que les intéressés n'ont consommé aucun autre aliment défendant et que le jambon consommé était bien en partie atteint de toxines. — (Corresp.)

Vittel

Eau minérale naturelle.

« Les affaires des pays les plus pauvres seront-elles annulées ? »

NIGÉRIE

A L'OPINION

de la crise dans le

L'EXEMPLE NIGÉRALIS

L'apprentissage

L'ÉCOLOGIE

ÉDUCATION

DES LIVRES DÉFENDUS. CHANGER SCOLAIRE. DES PAGES D'INFORMATIONS POLITIQUES.

LE MONDE